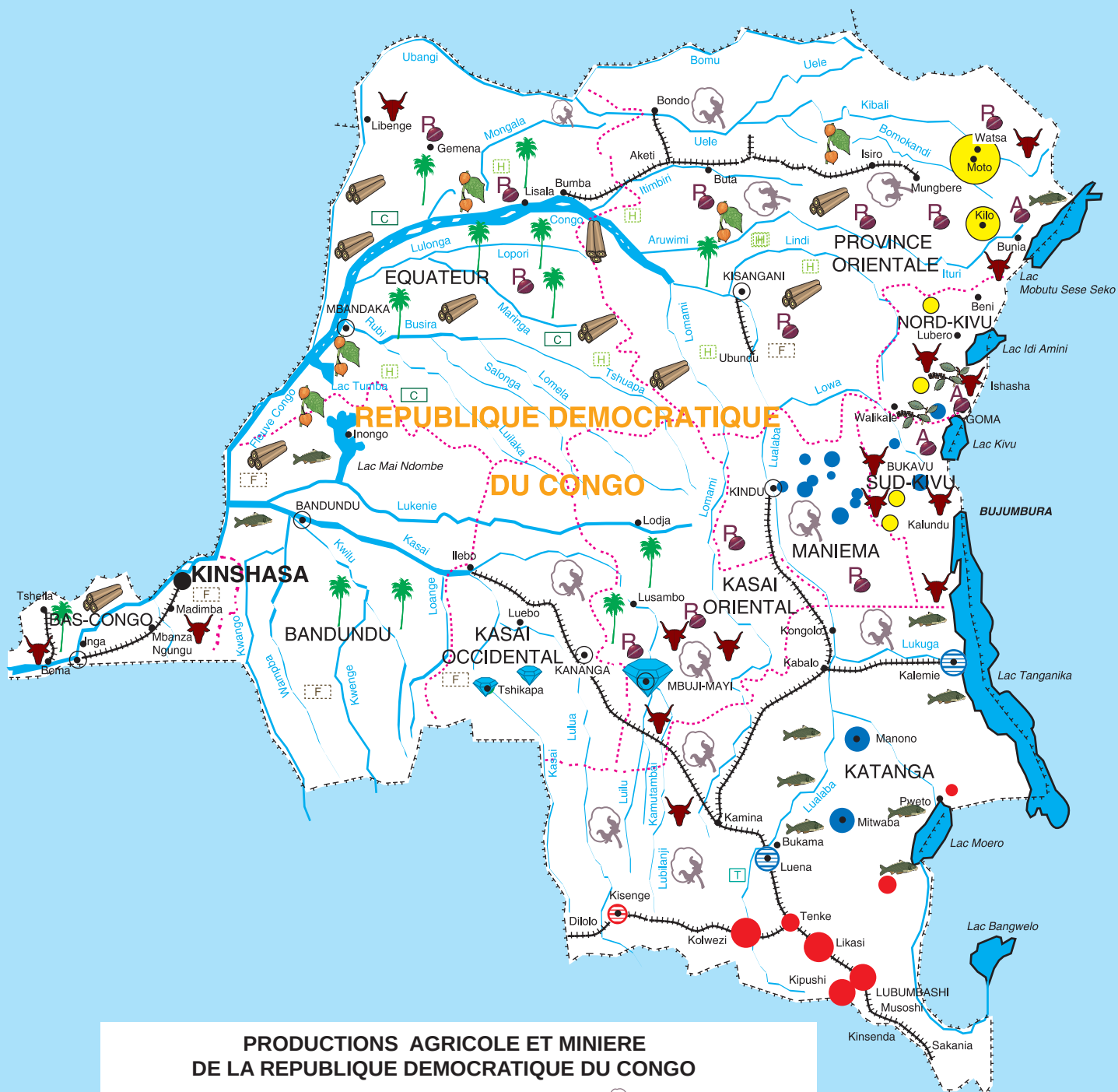




BANQUE CENTRALE DU CONGO



RAPPORT ANNUEL 2013



PRODUCTIONS AGRICOLE ET MINIERE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- | | | |
|---|---------|--------------|
| Or | Fibre | Coton |
| Diamant | Copal | Thé |
| Cuivre, cobalt, zinc | Hévéas | Palmeraies |
| Cassitérite, wolfram, colombo - tantalite | Tabac | Café-Arabica |
| Charbon | Pêche | Café-Robusta |
| Manganèse | Elevage | Cacao |
| Chemins de fer | Bois | |

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur



Jules BONDOMBE ASSANGO
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : + 243 81 07 50 340 (Haute Direction)

+ 243 99 23 20 001 (Direction Générale de la Politique
Monétaire et des Opérations Bancaires)

+ 243 97 00 44 802 (Direction des Analyses Economiques)

+ 243 97 00 44 803 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail : info@bcc.cd

Site Web : <http://www.bcc.cd>

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani,
Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, Bunia, Gbadolite, Gemena, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda,
Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, Tshikapa, Uvira et Zongo.

Agences mandataires par Provinces :

- *Bas-Congo : Mbanza-Ngungu, Moanda et Tshela*
- *Bandundu : Kenge et Inongo*
- *Equateur : Basankusu et Lisala*
- *Province Orientale : Buta*
- *Nord Kivu : Beni et Butembo*
- *Kasaï Oriental : Mwene-Ditu*
- *Kasaï Occidental ; Tshimbulu*
- *Katanga : Kolwezi.*

BANQUE CENTRALE DU CONGO



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 21 juillet 2014

Excellence Monsieur le Président de la République*(Avec mes hommages les plus déferents)***Concerne : Rapport Annuel 2013 de la Banque Centrale du Congo.**

Conformément aux textes légaux régissant la Banque Centrale du Congo, j'ai l'honneur de Vous présenter son Rapport Annuel 2013.

Ce Rapport comprend, outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, deux grandes parties. La première décrit l'évolution de la conjoncture économique à travers les quatre secteurs de l'économie nationale et présente les perspectives pour la période 2014-2015. La seconde aborde la situation administrative et financière de l'Institut d'Emission.

S'agissant de la première partie, l'analyse du secteur réel révèle que l'activité intérieure a enregistré un taux de croissance de 8,5 % contre 7,2 % en 2012. Cette évolution est expliquée principalement par la performance des secteurs primaire et tertiaire, sous l'impulsion respectivement des industries extractives ainsi que des activités de commerce et de la téléphonie mobile. Sur le marché des biens et services, l'inflation s'est établie à 1,07 % en 2013 contre 2,72 % en 2012, face à un niveau programmé de 4,0 %. Rapproché à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne, ce taux est resté largement inférieur.

Pour ce qui est des finances publiques, l'exercice budgétaire 2013 s'est soldé par un léger déficit de 0,3 % du PIB contre un excédent de 1,3 % en 2012. Cette situation résulte notamment de certaines rigidités tant externes qu'internes à la gestion des finances publiques qui n'ont pas permis au Gouvernement d'atteindre aisément l'objectif fixé dans le cadre de son Programme d'Action.

En ce qui concerne le secteur extérieur, il est noté une détérioration de l'excédent de la balance des paiements à la suite du ralentissement de l'activité économique mondiale en 2013. A cet effet, la Banque Centrale du Congo a maintenu inchangées les dispositions de sa réglementation de change et est intervenue assez faiblement pour lisser les fluctuations du taux de change et conforter le niveau de ses réserves de change. Ainsi, globalement, le taux de change a été relativement stable à l'instar de trois années précédentes.

Au plan du secteur monétaire, la politique monétaire a été conduite dans un contexte intérieur marqué par la maîtrise de l'inflation et l'accélération de la croissance économique. Dans ce contexte, la politique monétaire a été assouplie, le taux directeur ayant baissé à 2,0 %, son niveau historique le plus bas.

./...

Les perspectives, quant à elles, plaident pour une croissance économique soutenue au cours des années 2014 et 2015 sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire. De même, les marchés des biens, des services ainsi que celui de change devraient demeurer stables, en dépit de certaines pressions attendues, à la suite notamment de l'accroissement de la demande intérieure.

Pour sa part, la situation administrative et financière de l'Institut d'Emission, abordée dans la deuxième partie du Rapport, a été marquée par la nomination d'un nouveau Gouverneur.

Au plan financier, la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo s'est accrue de 4,5 % en 2013. A l'actif, cette évolution est liée à l'augmentation des avoirs et créances en monnaies étrangères. Tandis qu'au passif, cette augmentation est liée notamment à l'accroissement des billets en circulation et à la reprise de liquidité.

Enfin, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'Emission ont été audités et certifiés par le Cabinet d'audit de renommée internationale, « PriceWaterHouseCoopers Sprl ».

Je Vous prie de croire, **Excellence Monsieur le Président de la République**, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

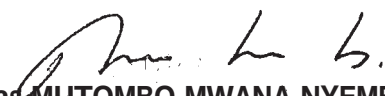

Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur.

Table des matières

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	XVII
II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR.....	XIX
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2013
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT
I.1.	EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA PRODUCTION
I.2.	EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA DEMANDE GLOBALE
CHAPITRE II	PRIX INTERIEURS
II.1.	INFLATION CALCULEE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)
II.2.	INFLATION CALCULEE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)
II.3.	STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS.....
CHAPITRE III	EMPLOI ET SALAIRE
III.1.	EMPLOI
III.2.	SALAIRES
CHAPITRE IV	DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE.....
IV.1.	INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)
IV.2.	DEVELOPPEMENT DURABLE
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I.....	39
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....
I.1.	RECETTES
I.2.	DEPENSES PUBLIQUES.....
I.3.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....
I.4.	EVOLUTION COMPAREE DU SOLDE MENSUEL
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE
II.1.	RECETTES
II.2.	DEPENSES
CHAPITRE III	ANALYSE DES ARRIERES DES PAIEMENTS
III.1.	ANALYSE PAR NATURE DES DEPENSES.....
III.2.	ANALYSE PAR FONCTION DES DEPENSES
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II.....	95
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....
CHAPITRE I	COMMERCE EXTERIEUR
I.1.	COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES.....
I.2.	ECHANGES COMMERCIAUX
I.3.	TERMES DE L'ECHANGE
CHAPITRE II	POLITIQUE DE CHANGE
II.1.	CADRE DE SUIVI DE LA POLITIQUE DE CHANGE
II.2.	OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE CHANGE.....
III.3.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE
CHAPITRE III	EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
III.1.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....
III.2.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....
III.3.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE	137
IV.1.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS	137
IV.2.	TIRAGES	137
IV.3.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS	138
II.4.	SERVICE DE LA DETTE	139
CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES	141
V.1.	ASSISTANCE MULTILATERALE	141
V.2.	ASSISTANCE BILATERALE	142
CHAPITRE VI	COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE.....	144
VI.1.	ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)	144
VI.2.	COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)	145
VI.3	COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)	146
VI.4.	COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)	147
VI.5.	MARCHE COMMUN DE L'AFRIQUE AUSTRALE ET ORIENTALE (COMESA)	150
VI.6.	BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)	152
VI.7.	ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)	152
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III.....		155
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	179
CHAPITRE I	POLITIQUE MONETAIRE	182
I.1.	CADRE DE SUIVI	182
I.2.	CADRE OPERATIONNEL.....	182
I.3.	EVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE	182
I.4.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE	188
CHAPITRE II	EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES.....	189
II.1.	BASE MONETAIRE.....	189
II.2.	MASSE MONÉTAIRE.....	191
II.3.	EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONÉTAIRE	195
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE.....	196
III.1.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS	196
III.2.	COMPORTEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT	199
CHAPITRE IV	DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE	203
IV.1.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS.....	203
IV.2.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS	207
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV		211
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	247
CHAPITRE I	PERSPECTIVES MONDIALES 2014-2015	250
I.1.	DANS LES PAYS AVANCES.....	250
I.2.	DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT.....	251
I.3.	PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	252
CHAPITRE II	PERSPECTIVES INTERIEURES 2014-2015	253
II.1.	SECTEUR REEL	253
II.2.	SECTEUR PUBLIC.....	256
II.3	SECTEUR EXTERIEUR	257
II.4.	SECTEUR MONETAIRE	258
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	261
TITRE I	ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE.....	263
CHAPITRE I	ADMINISTRATION	265

I.1.	CONSEIL DE LA BANQUE.....	265
I.2.	GOUVERNEUR	265
I.3.	STRUCTURES DE CONTROLE	266
CHAPITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE	268
II.1	GESTION COURANTE.....	268
II.2	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	271
II.3.	PERSONNEL	272
II.4.	FORMATION	274
CHAPITRE III	CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2013	278
TITRE II	COMPTES DE LA BANQUE	285
CHAPITRE I	BILAN.....	287
I.1.	ACTIF	287
I.2.	PASSIF	289
CHAPITRE II	COMPTES DE PERTES ET PROFITS	291
II.1.	MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE.....	291
II.2.	MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	291
II.3.	VALEUR AJOUTÉE.....	291
II.4.	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	292
II.5.	RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION.....	292
II.6.	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ET HORS EXPLOITATION	292
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	293
	LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	295
	LISTE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	297
	LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES.....	305

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2013	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
Tableau I.1	Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes..	8
Tableau I.2	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut	9
Tableau I.3	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande.....	22
Tableau I.4	Evolution mensuelle de l'inflation	25
Tableau I.5	Prix relatifs en 2013	27
Tableau I.6	Evolution mensuelle des taux d'inflation sous-jacente	27
Tableau I.7	Indicateurs du Développement Humain (IDH)	32
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I		39
Tableau I.8	Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut	41
Tableau I.9	Utilisation du Produit Intérieur Brut	42
Tableau I.10	Produit Intérieur Brut.....	43
Tableau I.11	Produit national brut et revenu national	44
Tableau I.12	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut	45
Tableau I.13	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut	46
Tableau I.14	Utilisation du Produit Intérieur Brut	47
Tableau I.15	Utilisation du Produit Intérieure Brut	48
Tableau I.16	Compte des opérations courantes de l'Etat	49
Tableau I.17	Compte de capital et financier de l'Etat	50
Tableau I.18	Formation brute de capital fixe	51
Tableau I.19	Compte extérieur de l'économie	52
Tableau I.20	Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages	53
Tableau I.21	Importations et production commercialisée de principaux produits alimentaires	54
Tableau I.22	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse	55
Tableau I.23	Production agro-industrielle	56
Tableau I.24	Production minière et métallurgique	57
Tableau I.25	Principales productions manufacturières	58
Tableau I.26	Principales productions manufacturières	59
Tableau I.27	Indice de la production des industries manufacturières	60
Tableau I.28	Production, exportation et consommation intérieure de ciment	61
Tableau I.29	Consommation de produits pétroliers	62
Tableau I.30	Production et consommation d'électricité par province	63
Tableau I.31	Production et consommation d'eau et d'électricité.....	64
Tableau I.32	Activité de principaux organismes de transport	65
Tableau I.33	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports	66
Tableau I.34	Communication téléphonique	67
Tableau I.35	Indice des prix de détail à Kinshasa	68
Tableau I.36	Indices des prix de détail à Kinshasa	69
Tableau I.37	Indices des prix de détail à Kinshasa	70
Tableau I.38	Variation des indices des prix à la consommation	71
Tableau I.39	Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS	72
Tableau I.40	Répartition par secteur des effectifs de l'Administration publique et du secteur privé	73
Tableau I.41	Répartition par secteur des salaires dans l'Administration publique	74
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES	75
Tableau II.1	Opérations intégrées des Administrations publiques.....	80
Tableau II.2	Importance relative de différentes catégories des recettes	81
Tableau II.3	Structure des dépenses courantes par ministères et institutions	87

Tableau II.4	Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire	89
Tableau II.5	Opérations à financement extérieur spécifique.....	91
Tableau II.6	Arriérés de paiements par nature des dépenses	93
Tableau II.7	Arriérés de paiements par fonction des dépenses.....	93
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II.....		95
Tableau II.8	Importance relative des finances publiques dans l'économie	97
Tableau II.9	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques	98
Tableau II.10	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	99
Tableau II.11	Recettes des Administrations Publiques	100
Tableau II.12	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur	101
Tableau II.13	Recettes des impôts sur le commerce extérieur	102
Tableau II.14	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus	103
Tableau II.15	Recettes des impôts sur les revenus	104
Tableau II.16	Prévisions des recettes des impôts sur biens et services	105
Tableau II.17	Recettes des impôts sur biens et services	106
Tableau II.18	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministères et institutions	107
Tableau II.19	Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministères et institutions	108
Tableau II.20	Dépenses courantes de l'Etat par nature	109
Tableau II.21	Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministères	110
Tableau II.22	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministères et institutions	111
Tableau II.23	Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire Répartition par secteur.....	112
Tableau II.24	Encours de la dette publique intérieure auprès des institutions financières ..	113
Tableau II.25	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat	114
TITRE III		
RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....		115
Tableau III.1	Evolution du taux de change	125
Tableau III.2	Evolution des réserves de change	126
Tableau III.3	Evolution du budget en devises	127
Tableau III.4	Composantes de la Balance des paiements	128
Tableau III.5	Structure des exportations.....	130
Tableau III.6	Exportations des produits miniers et hydrocarbures	131
Tableau III.7	Structure des importations	132
Tableau III.8	Evolution des opérations sur les services.....	133
Tableau III.9	Evolution des opérations sur les revenus.....	134
Tableau III.10	Evolution des transferts courants.....	134
Tableau III.11	Evolution du compte de capital et d'opérations financières	135
Tableau III.12	Engagements	137
Tableau III.13	Stock de la dette	139
Tableau III.14	Service de la dette extérieure par groupes des créanciers.....	140
Tableau III.15	Provenance des donations extérieures d'origine publique.....	142
Tableau III.16	Types de donations d'origine multilatérale	143
Tableau III.17	Types de donations d'origine bilatérale	143
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III.....		155
Tableau III.18	Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise ..	157
Tableau III.19	Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise...	158
Tableau III.20	Evolution des indices des cours des matières premières	159
Tableau III.21	Répartition des exportations par principaux pays de destination	160
Tableau III.22	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs	161
Tableau III.23	Balance commerciale	162
Tableau III.24	Evolution des termes de l'échange	163

Tableau III.25	Cours interbancaires des devises	164
Tableau III.26	Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles	165
Tableau III.27	Balance des paiements	166
Tableau III.28	Solde de la balance des paiements	167
Tableau III.29	Balance des paiements	168
Tableau III.30	Solde de la balance des paiements	169
Tableau III.31	Balance des paiements agrégée selon la 6 ^{ème} édition du Manuel du FMI (MBP6)	170
Tableau III.32	Balance des paiements agrégée selon la 6 ^{ème} édition du Manuel du FMI (MBP6)	171
Tableau III.33	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises	172
Tableau III.34	Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement	173
Tableau III.35	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit	174
Tableau III.36	Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres	175
Tableau III.37	Dette extérieure	176
Tableau III.38	Dette extérieure	177
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	179
Tableau IV.1	Facteurs de la liquidité bancaire.....	183
Tableau IV.2	Evolution des facteurs autonomes	183
Tableau IV.3	Comportement des facteurs institutionnels	184
Tableau IV.4	Composantes de la base monétaire	190
Tableau IV.5	Composantes de la masse monétaire.....	193
Tableau IV.6	Contreparties de la masse monétaire.....	193
Tableau IV.7	Evolution de l'encours des BTR en 2013	198
Tableau IV.8	Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers	207
Tableau IV.9	Encours des dépôts par catégorie des déposants	208
Tableau IV.10	Evolution des dépôts à vue et à terme.....	208
Tableau IV.11	Evolution des dépôts en monnaies nationale et en devises	209
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV		211
Tableau IV.12	Situation des institutions de dépôts	213
Tableau IV.13	Situation des institutions de dépôts	214
Tableau IV.14	Situation des institutions de dépôts en 2013	215
Tableau IV.15	Situation des institutions de dépôts en 2013	216
Tableau IV.16	Liquidités monétaires et quasi monétaires	217
Tableau IV.17	Liquidités monétaires et quasi monétaires	218
Tableau IV.18	Origine des variations de la masse monétaire	219
Tableau IV.19	Contribution à la croissance de la masse monétaire	220
Tableau IV.20	Contribution à la croissance de la masse monétaire	221
Tableau IV.21	Contribution à la croissance de la masse monétaire	222
Tableau IV.22	Ventilation des émissions monétaires en Francs Congolais	223
Tableau IV.23	Ventilation des dépôts à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance.....	224
Tableau IV.24	Ventilation des crédits aux entreprises et aux particuliers par institutions prêteuses	225
Tableau IV.25	Utilisation des crédits bancaires.....	226
Tableau IV.26	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité	227
Tableau IV.27	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité	228
Tableau IV.28	Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité	229
Tableau IV.29	Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits	230
Tableau IV.30	Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité	231
Tableau IV.31	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo	232

Tableau IV.32	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2013	233
Tableau IV.33	Situation monétaire des autres institutions de dépôts	234
Tableau IV.34	Situation monétaire des autres institutions de dépôts en 2013.....	235
Tableau IV.35	Réserves de la Banque Centrale du Congo	236
Tableau IV.36	Réserves de la Banque Centrale du Congo	237
Tableau IV.37	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2013	238
Tableau IV.38	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2013	239
Tableau IV.39	Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire	240
Tableau IV.40	Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire	241
Tableau IV. 41	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .	242
Tableau IV. 42	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2013	243
Tableau IV.43	Situation résumée de la Société Financière de Développement	244
Tableau IV.44	Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances	245
Tableau IV.45	Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances	246
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	247
Tableau V.1	Contribution à la croissance	255
Tableau V.2	Projection de la balance des paiements	258
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	261
TITRE I	ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE.....	263
Tableau I.1	Evolution de l'effectif de la Banque.....	273
Tableau I.2	Evolution du personnel par sexe	273
Tableau I.3	Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études	273
Tableau I.4	Personnel formé au pays	274
Tableau I.5	Personnel formé a l'extérieur du pays	275
Tableau I.6	Répartition des stagiaires par direction en 2013	276
Tableau I.7	Répartition des stagiaires par institution en 2013	277
TITRE II	COMPTES DE LA BANQUE	285
Tableau II.1	Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo.....	288
Tableau II.2	Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo	290

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1	Evolution de la croissance mondiale	XVII
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2013	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
Graphique I.1	Croissance du PIB et du revenu réel par habitant.....	6
Graphique I.2	Contribution de principales branches d'activités à la croissance du PIB	7
Graphique I.3	Evolution des indices de production agricole globale et de production agricole d'exportation	10
Graphique I.4	Indices des productions minières, métallurgiques et du pétrole brut.....	12
Graphique I.5	Production mensuelle de cuivre et de cobalt.....	13
Graphique I.6	Production de diamant.....	14
Graphique I.7	Production de pétrole brut.....	15
Graphique I.8	Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs	16
Graphique I.9	Evolution des indices de la production manufacturière	17
Graphique I.10	Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	18
Graphique I.11	Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel.....	21
Graphique I.12	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande.....	22
Graphique I.13	Evolution du taux d'inflation	26
Graphique I.14	Evolution de l'inflation sous-jacente	28
Graphique I.15	Evolution des prix des produits pétroliers.....	28
Graphique I.16	Evolution de la consommation privée et du chômage.....	30
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES	75
Graphique II.1	Importance relative des opérations du cadre budgétaire	78
Graphique II.2	Evolution du solde budgétaire	79
Graphique II.3	Situation intégrée des opérations des administrations publiques	80
Graphique II.5	Structure des dépenses publiques	86
Graphique II.4	Importance de différentes catégories des recettes	83
Graphique II.6	Comparaison du solde budgétaire mensuel en 2012 et 2013.....	89
Graphique II.7	Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur	91
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	115
Graphique III.1	Indice des cours de principaux produits exportés.....	118
Graphique III.2	Cours de cuivre sur les marchés mondiaux.....	119
Graphique III.3	Cours de zinc et de cobalt sur le marché de Londres.....	120
Graphique III.4	Cours de principaux produits végétaux exportés.....	121
Graphique III.5	Evolution des termes de l'échange	122
Graphique III.6	Evolution des adjudications des devises en 2013.....	124
Graphique III.7	Evolution du taux de change	125
Graphique III.8	Transactions en devise sur le marché de change	126
Graphique III.9	Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes	129
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	179
Graphique IV.1	Evolution de la réserve obligatoire	186
Graphique IV.2	Evolution de l'encours BTR	187
Graphique IV.3	Objectifs de la politique monétaire.....	188

Graphique IV.4	Evolution de la base monétaire.....	189
Graphique IV.5	Evolution des avoirs extérieurs nets en 2013	191
Graphique IV.6	Evolution de la masse monétaire	192
Graphique IV.7	Evolution des avoirs extérieurs nets	194
Graphique IV.8	Evolution des avoirs intérieurs nets.....	195
Graphique IV.9	Evolution du multiplicateur monétaire	195
Graphique IV.10	Volume des transactions sur le marché monétaire.....	196
Graphique IV.11	Evolution mensuelle des transactions sur le marché en banque	197
Graphique IV.12	Volume mensuel des transactions interbancaires	198
Graphique IV.13	Volume mensuel des ventes des billets de trésorerie	199
Graphique IV.14	Taux d'intérêt de la BCC et du marché interbancaire	200
Graphique IV.15	Taux d'intérêt des banques commerciales.....	201
Graphique IV.16	Taux d'intérêt réels	202
Graphique IV.17	Variation de l'encours des crédits.....	203
Graphique IV.18	Structure des crédits octroyés par le système bancaire	204
Graphique IV.19	Structure des crédits à décaissement par terme	205
Graphique IV.20	Allocation sectorielle des crédits à décaissement	205
Graphique IV.21	Structure des crédits suivant la monnaie	206
Graphique IV.22	Structure des crédits d'engagement.....	207
Graphique IV.23	Evolution des parts de dépôts selon la maturité	209
Graphique IV.24	Evolution de parts des dépôts par monnaie	210
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	247
Graphiques V.1	Contribution sectorielle à la croissance du PIB 2014 - 2015	253

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
brl.	baril
c.s.	cotation suspendue
n.c.	non communiqué
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
(CDF)	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
PIR	Programme Intérimaire Renforcé du Gouvernement
PEG	Programme Economique du Gouvernement
BTR	Billet de trésorerie
PRC	Programme Relais de Consolidation
PSSF	Programme Suivi par les Services du Fonds
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
REDD +	Réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts
XAF	Franc CFA

APERCU GENERAL

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. Croissance économique dans le monde

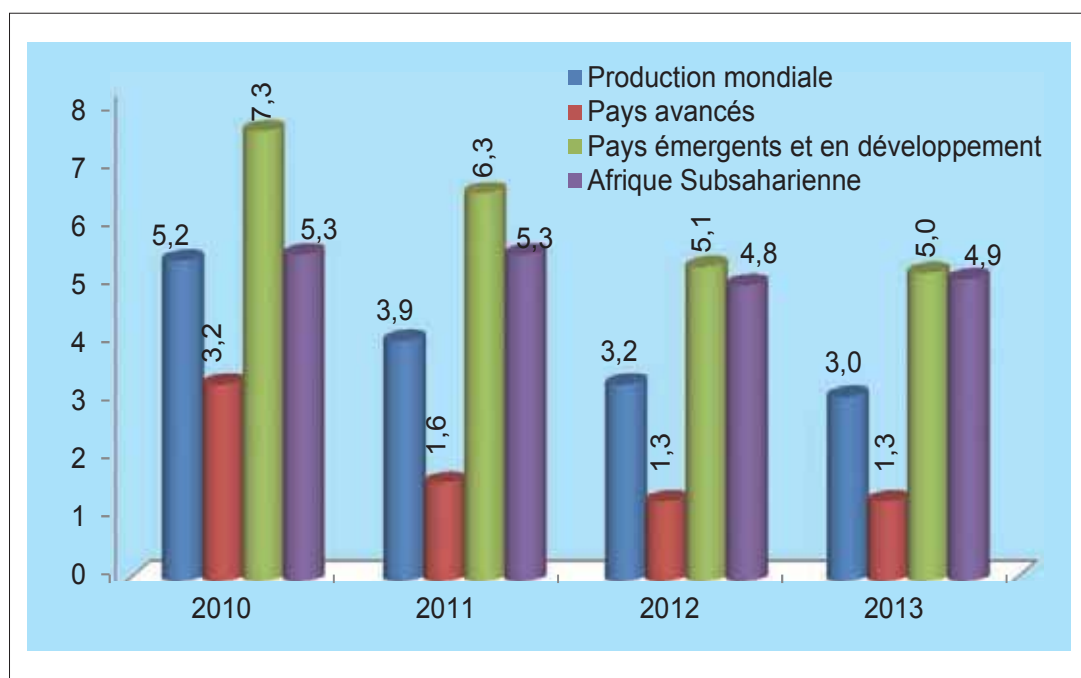
Le ralentissement de la croissance économique mondiale observée en 2012 s'est poursuivi en 2013. En effet, le taux de croissance s'est situé à 3,0 % contre 3,2 % et 3,9 % respectivement en 2012 et 2011 en raison de la poursuite des mesures d'austérité budgétaire dans la plupart des économies avancées, en dépit des signes d'une reprise soutenue dans la plupart des économies mondiales, lesquels présageaient d'une croissance de 3,3 %.

En outre, des disparités persistent entre zones géographiques à cause notamment de dissemblances structurelles et de politiques. Les économies avancées ont enregistré une contraction de la croissance de 0,1 point en 2013, pour s'établir à 1,3 %.

Dans les économies émergentes et celles en développement, l'annonce par la Fed des ajustements futurs d'achat des titres publics et privés, a entamé la croissance qui est passée de 5,0 % en 2012 à 4,7 % en 2013, alors qu'elles constituent l'épine dorsale de la croissance mondiale depuis quelques années.

Graphique 1 Evolution de la croissance mondiale

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant de l'inflation dans les pays avancés, elle a régressé à 1,4 % au cours de l'année sous examen contre 2,0 % une année plus tôt en raison de l'importance et de la persistance des écarts de production, posant de nouveaux défis aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux consommateurs.

I.2. Evolution de la croissance par zone

- **Zone euro**

L'économie européenne est demeurée dans la récession, malgré les efforts consentis par la BCE dans l'amélioration de la liquidité, notamment à travers le programme d'opérations sur titre. En effet, la croissance économique s'est établie à -0,5 % revenant de -0,7 % une année plus tôt. Cette évolution reflète l'insuffisance des réformes destinées à mettre en place une union bancaire intégrale et l'approfondissement de l'intégration budgétaire.

Cette décroissance de l'activité économique s'est manifestée tout le long de l'année, à l'exception du dernier trimestre, où il a été observé des signes de reprise dans certains pays de la Zone, favorisée par l'accroissement des dépenses tant des ménages que des entreprises.

- **Etats-Unis**

Dans un contexte d'assainissement budgétaire, la Fed, par sa politique de forward guidance, a maintenu son taux directeur à un niveau proche de zéro en vue de soutenir l'activité interne et de faire reculer le taux de chômage qui s'est établi à 6,7 % à fin décembre 2013. En dépit de cette politique, le taux de croissance a connu une contraction, passant de 2,8 % en 2012 à 1,9 % en 2013.

En mai 2013, la Fed a annoncé son intention de revoir à la baisse son programme d'achats d'actifs. Cette nouvelle, qui a donné un signal fort aux marchés sur l'orientation future de la politique monétaire de la Fed, a provoqué un relèvement des taux d'intérêt à long terme avec un niveau du rendement des titres américains à 10 ans qui avait gagné 80 points de base.

- **Japon**

Le PIB réel a progressé de 1,5 % en 2013 après 1,4 % en 2012, soutenu par un vaste programme de relance budgétaire et un nouvel assouplissement de la politique monétaire, conjugués à un redressement de la demande extérieure et à un affaiblissement du yen. Ces mesures ont permis à ce pays d'afficher un taux d'inflation à fin décembre 2013 de 1,6 % après plusieurs années de déflation.

- **Pays émergents et en développement**

La croissance économique observée dans les économies émergentes et en développement a légèrement ralenti en 2013, se situant à 4,7 % contre 5,0 % en

2012 à la suite du brusque mouvement de sorties des capitaux vers les pays avancés consécutivement aux nouvelles orientations de la politique monétaire de la Fed.

- **Chine**

La croissance s'est maintenue à son niveau de 2012, soit un taux de 7,7 %, soutenue par une expansion du crédit et une accélération des investissements.

- **Afrique subsaharienne**

L'activité en Afrique subsaharienne est restée vigoureuse affichant un taux de croissance identique à celui de 2012, soit 4,9 %, grâce à la vigueur de la demande intérieure et au maintien des cours de matières premières à un niveau favorable.

1.2.1. Marché des produits de base

Les cours mondiaux de produits de base sont restés rémunérateurs en 2013, en dépit d'une baisse d'environ 7,0 % en moyenne. La demande privée, notamment celle de la Chine, qui est restée à un niveau favorable, a permis de soutenir substantiellement cette évolution des cours.

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR

En dépit du contexte d'austérité et de reprise hésitante de l'économie mondiale, la croissance de l'activité économique en République Démocratique du Congo s'est poursuivie en 2013. En effet, le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une croissance de 8,5 % contre 7,2 % en 2012. Cette vigueur de l'activité économique est essentiellement tributaire de la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire, sous l'impulsion respectivement des industries extractives ainsi que des activités de commerce et de la téléphonie mobile.

Sur le marché des biens et services, l'inflation s'est de nouveau repliée, se situant à 1,07 % en 2013 contre 2,72 % en 2012, face à un niveau programmé de 4,0 %. Rapproché à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne, ce taux est resté largement inférieur.

L'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice 2013 s'est effectuée dans le cadre d'un programme économique et financier autonome du Gouvernement « PAG » qui excluait tout recours à un financement monétaire du déficit. Cependant, certaines rigidités tant externe qu'internes à la gestion des finances publiques n'ont pas permis au Gouvernement d'atteindre aisément l'objectif susmentionné. Les difficultés rencontrées ont conduit à une nette dégradation de la situation des finances publiques et ont nécessité des mesures idoines pour le rétablissement des équilibres. C'est dans ce contexte que les opérations du Trésor se sont clôturées par un déficit de 0,3 % du PIB contre un excédent de 1,3 % une année plus tôt.

Le secteur extérieur a été marqué par la détérioration de l'excédent de la balance des paiements à la suite du ralentissement de l'activité économique mondiale en 2013. A cet effet, la Banque Centrale du Congo a maintenu inchangées les dispositions de sa réglementation de change et est intervenue assez faiblement pour lisser les fluctuations du taux de change ou pour conforter le niveau des réserves de change. Ainsi, globalement, le taux de change a été relativement stable à l'instar de trois années précédentes.

En ce qui concerne le secteur monétaire, la politique monétaire a été conduite dans un contexte marqué par la divergence de l'environnement économique aux niveaux international et national. Sur le plan international, il a été observé une décélération de la croissance économique suite à la poursuite des politiques d'austérité dans la plupart d'économies des pays avancés alors que sur le plan national, l'environnement a été marqué par la maîtrise de l'inflation et l'accélération de la croissance économique. Dans ce contexte, la politique monétaire a été assouplie.

Quant aux perspectives d'avenir, il y a lieu de noter que la croissance économique devrait être soutenue au cours des années 2014 et 2015 sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire. De même, les marchés des biens, des services ainsi que de change devraient être stables, en dépit de certaines pressions attendues, notamment à la suite de l'accroissement de la demande intérieure.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

ET FINANCIERE EN 2013

TITRE I

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



La croissance de l'activité économique en République Démocratique du Congo, amorcée en 2002, s'est poursuivie en 2013, en dépit du contexte d'austérité et de reprise hésitante de l'économie mondiale. Le produit intérieur brut (PIB) de la RDC a enregistré en 2013 une croissance de 8,5 % venant de 7,2 % en 2012, un niveau jamais réalisé depuis quarante ans. Cette vigueur de l'activité économique est imputable essentiellement à la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire.

Parallèlement au raffermissement du climat de l'économie nationale, 79.061 emplois ont été créés en 2013 et le nombre de chômeurs a baissé de 56.647 unités. Le PIB par habitant, quant à lui, a été de 499,8 USD en valeur nominale en 2013 contre 468,0 en 2012. Cependant, en dépit de ce tableau, la RDC devra poursuivre les réformes structurelles déjà entamées pour espérer renouer avec une croissance soutenue et durable, conduisant à une amélioration significative de l'emploi et à la réduction de la pauvreté.

Sur le marché des biens et services, l'inflation s'est de nouveau repliée en 2013, renseignant une performance jamais réalisée depuis 1989. En effet, le taux d'inflation s'est situé à 1,07 % en 2013 contre 2,72 % en 2012, face à un niveau programmé de 4,0 %. Rapproché à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne, ce taux est resté largement faible.

Malgré ces évolutions, la RDC demeure à la dernière place sur 186 pays, avec 0,304 point, suivant le classement publié par le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

CHAPITRE I

PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'activité économique en République Démocratique du Congo s'est consolidée en 2013, en dépit du développement économique mondial peu rassurant. En effet, le taux de croissance économique s'est chiffré à 8,5 % contre 7,2 % en 2012.

La vigueur de l'activité économique, selon l'approche de l'offre, est consécutive essentiellement au bon comportement affiché par les secteurs primaire et tertiaire. Du point de vue des emplois finals, la croissance est impulsée principalement par l'absorption.

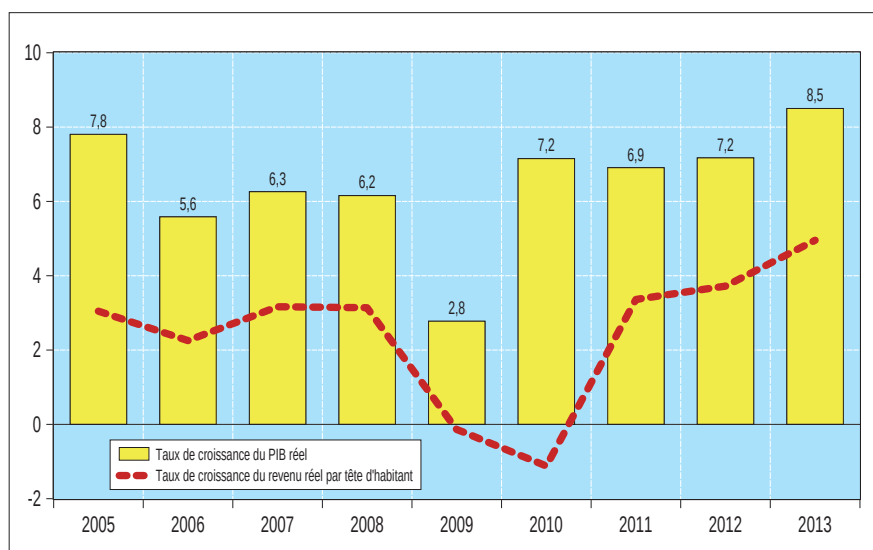
Il importe d'indiquer que le processus de migration du SCN68 vers le SCN93 étant très avancé, les données sur les comptes nationaux présentées dans ce rapport se réfèrent à ce nouveau système.

Encadré 1. La migration effective du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies version 1968 (SCN68) à celle de 1993 (SCN93)

Il a été procédé, depuis le début de l'année 2013, à la migration effective du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies, version 1968, à celle de 1993, en vue de se conformer aux standards internationaux en la matière et d'assurer une meilleure comparabilité des agrégats des comptes nationaux de la RDC à l'échelle internationale.

Le travail de migration réalisé par le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), au cours du second semestre de l'année 2013, s'est appuyé sur les données préparées par l'Institut National de la Statistique, en se basant sur des informations notamment du secteur informel collectées dans le cadre des enquêtes 1-2-3 effectuées en 2005. Cette activité a débouché sur le calcul des comptes définitifs pour les années 2005 et 2006 ainsi que la détermination de la série des comptes provisoires pour la période allant de 2006 à 2013.

Graphique I.1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant
(en pourcentage)

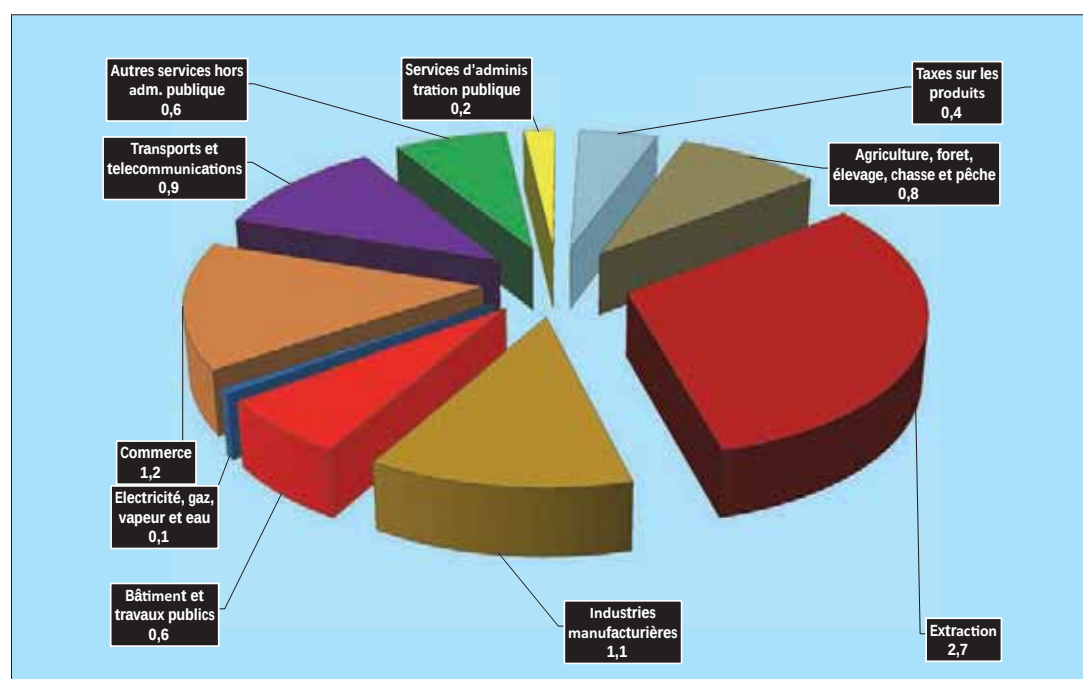


Source : Banque Centrale du Congo.

I.1. EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA PRODUCTION

Selon cette approche, l'analyse de la croissance révèle que la fermeté de l'activité économique en RDC a été principalement acquise grâce à la robustesse des secteurs primaire et tertiaire, lesquels ont contribué à la croissance à hauteur de 3,4 points de pourcentage et 3,0 points respectivement. Le secteur secondaire a aussi contribué à la croissance, mais dans une moindre mesure, à raison de 1,7 point de pourcentage.

Graphique I.2 Contribution de principales branches d'activités à la croissance du PIB
(en points de pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo

La vigueur du secteur primaire en 2013 est en relation avec le raffermissement des activités de ses deux composantes, à savoir les activités extractives et agricoles.

A la faveur de l'évolution croissante des activités minières, une contribution significative de 2,7 points de croissance a été relevée dans la branche « Extraction » en 2013, impulsée par les performances particulièrement encourageantes du volume de production du cuivre. En effet, la production cuprifère a atteint son niveau record de 919,6 milliers de tonnes en 2013 après 619,9 milliers en 2012.

Tableau I.1 Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes
(variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	29,1	13,8	6,9	8,2
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	3,6	3,6	3,5	4,2
Extraction	70,0	23,8	9,8	11,2
Secteur secondaire	-2,1	5,1	7,7	11,0
Industries manufacturières	-3,3	1,8	5,2	10,1
Bâtiment et travaux publics	1,3	17,9	15,1	14,1
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,8	-3,2	6,8	7,2
Secteur tertiaire	-4,6	1,0	7,1	7,5
Commerce	-2,7	0,8	12,3	8,3
Transports et télécommunications	-5,3	0,6	5,9	7,6
Autres services hors adm. publique	-5,3	1,9	4,3	6,5
Services d'administration publique	-6,6	1,1	-1,2	4,3
SIFIM	-3,4	1,3	2,3	-6,0
PIB au coût des facteurs	7,3	6,9	7,1	8,4
Taxes sur les produits	1,9	6,3	11,5	14,1
PIB aux prix constants du marché	7,1	6,9	7,2	8,5

Source : Banque Centrale du Congo.

La branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche », par contre, a connu un relèvement, quoique faible, de ses activités, attesté par sa contribution de 0,7 point de pourcentage à la croissance contre 0,6 point une année auparavant. Cette évolution tient des efforts consentis par le Gouvernement pour la relance de cette branche à travers la réhabilitation des infrastructures routières et la réalisation des campagnes agricoles, en cultures vivrières, tant à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays.

Dans le secteur tertiaire, l'activité a également été décisive avec une contribution de 3,0 points de pourcentage à la croissance, consécutive notamment au dynamisme du « Commerce » et des « Transports, entrepôts et télécommunications » dont les parts contributives se sont établies respectivement à 1,2 point de pourcentage et 0,9 point. Cette situation procède des effets induits du bon comportement de l'activité minière et des mesures douanières visant à désengorger les ports de Matadi et de Boma, pour la première branche. L'amélioration des infrastructures routières dans le cadre de la modernisation du pays et l'apport de nouveaux investissements dans la téléphonie mobile justifient l'évolution de la seconde.

Au niveau du secteur secondaire, la contribution à la croissance a été de 1,7 point de pourcentage contre 1,2 point l'année précédente. Ce comportement est expliqué, d'une part, par un impact plus important des « Industries alimentaires, boissons et tabac » sur l'activité économique dont la contribution s'est située à 1,2 point de pourcentage en 2013, venant de 0,8 point en 2012 et, d'autre part, par la poursuite

des activités de construction dans le cadre de la révolution de la modernité avec une contribution à la croissance de 0,6 point.

Tableau I.2 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en pourcentage aux prix de 2000)

	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	134,6	79,6	40,3	40,4
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	10,3	10,2	9,0	9,1
Extraction	124,3	69,5	31,3	31,2
Secteur secondaire	-5,1	11,4	16,3	19,7
Industries manufacturières	-5,8	2,9	7,8	12,5
Bâtiment et travaux publics	0,7	8,8	7,8	6,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	-0,4	0,7	0,6
Secteur tertiaire	-30,3	6,3	38,9	35,0
Commerce	-6,3	1,8	24,1	14,4
Transports et télécommunications	-11,1	1,1	10,1	11,1
Autres services hors adm. publique	-8,5	2,8	5,6	7,1
Services d'administration publique	-4,9	0,7	-0,7	2,0
SIFIM	0,4	-0,1	-0,2	0,5
PIB au coût des facteurs	99,2	97,4	95,4	95,1
Taxes sur les produits	0,8	2,6	4,6	4,9
PIB aux prix constants du marché	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo.

La contribution d'autres branches d'activités à la croissance a été quasi-nulle, se limitant à 0,6 point de pourcentage pour les « Autres services hors administration publique », à 0,2 point pour les « Services d'administration publique » et à 0,1 point pour la branche « Electricité – gaz – vapeur et eau ».

I.1.1. Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse

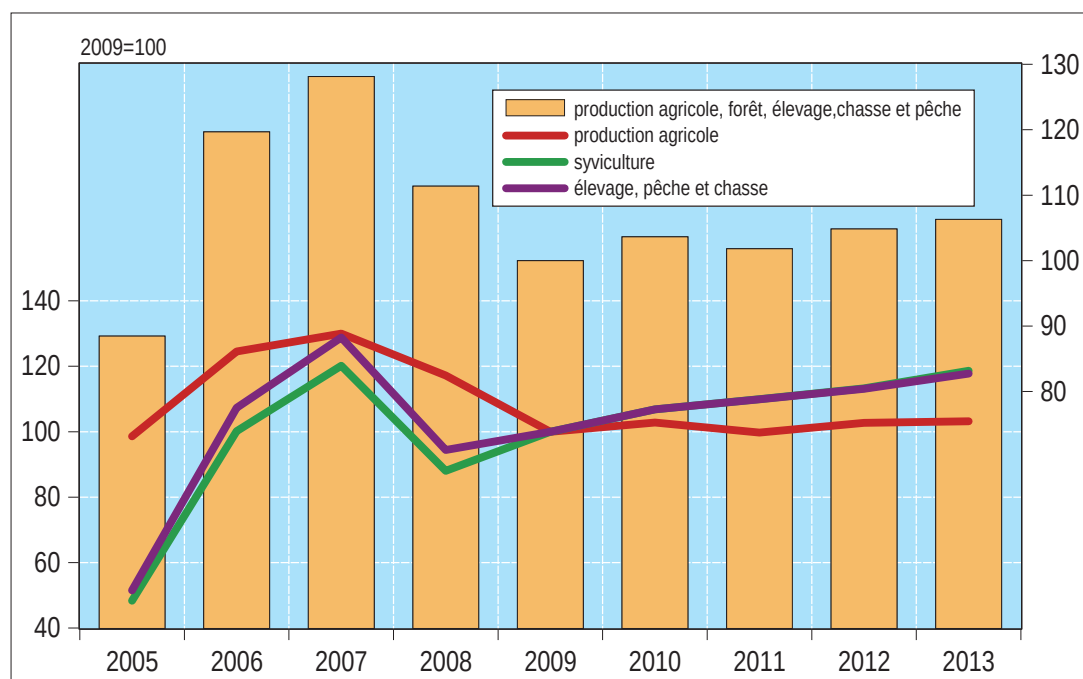
Au cours de l'année sous examen, les activités de cette branche se sont améliorées dans la quasi-totalité de ses composantes. En effet, la valeur ajoutée de la branche s'est accrue de 4,2 % contre 3,5 % une année auparavant. De même, son indice de production est passé de 104,8 points à 106,3 d'une année à l'autre. En termes de contribution au PIB, cette branche a représenté 9,1 % en 2013 contre 9,0 % en 2012.

I.1.1.1. Agriculture

En 2013, l'indice d'activité de cette sous-branche s'est établie à 103,2 points contre 102,7 une année auparavant. Cet accroissement a résulté essentiellement de celui de la composante « production agricole vivrière » qui a pesé pour 96,3 % dans l'ensemble de la production agricole. Ce dynamisme fait suite notamment aux

actions engagées par l'Etat au plan national à travers les différentes campagnes agricoles en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et de renforcer la vigueur des filières d'exportation.

Graphique I.3 Evolution des indices de production agricole globale et de production agricole d'exportation



Source : Banque Centrale du Congo.

Production agricole vivrière

En 2013, l'indice d'activité agricole vivrière a enregistré un accroissement de 4,3 % rapproché à son niveau de 2012, en liaison essentiellement avec la hausse de la production des oléagineux (4,2 %), racines et tubercules (2,4 %) et légumes et légumineuses (2,6 %). Cependant, il a été observé une tendance à la baisse au niveau de certaines productions, notamment les fruits (2,2 %) et les céréales (2,0 %).

Culture de rente

Pour ce qui est de la sous-branche «cultures d'exportation» ou «culture de rente», son indice d'activité, de l'ordre de 101,4 points en 2013 contre 100,7 points en 2012, a affiché une faible progression de 0,7 %.

Certains produits ont accusé des variations positives en 2013, en l'occurrence : les oléagineux (27,1 %), le café robusta (21,5 %), le café arabica (8,2 %), les grumes (0,4 %) et l'huile de palme (53,2 %), en raison notamment des efforts déployés par l'Etat pour soutenir le rendement dans ce secteur. Par contre, d'autres productions, comme celles de cacao et de caoutchouc, se sont inscrites de nouveau en baisse respectivement de 0,7 % et 16,3 %, principalement imputable au vieillissement et au manque d'entretien des plantations.

Pour la redynamisation des activités agricoles en RDC, notamment celles de rente ou agro-industrielles, en faible croissance depuis plus d'une décennie, il est préconisé le développement des stratégies visant à attirer les investissements directs étrangers dans ce domaine. A cet effet, la création des zones économiques spéciales, faisant partie intégrante des programmes de modernisation de plusieurs pays, serait la bonne option, car sa réalisation permet de créer les conditions d'émergence et de développement d'un axe de compétitivité et de croissance capable d'exercer un puissant effet d'entraînement sur l'économie nationale d'un pays. Elle constitue donc l'un des leviers principaux de la stratégie de croissance accélérée.

Encadré 2. Zone Economique Spéciale (ZES)

Une Zone Économique Spéciale est un espace d'accueil d'activités économiques qui a pour vocation d'offrir un ensemble d'infrastructures et de services qui assurent aux entreprises qui y sont implantées, les meilleures conditions d'exercice de leurs activités. Ce concept s'appuie sur la création d'unités économiques destinées à attirer les investissements et à accroître la production et par voie de conséquence le commerce extérieur.

Généralement, l'objectif poursuivi est de favoriser la création d'entreprises ou encore l'installation des industries modernes par la mise en place des mesures incitatives d'investissement, à savoir : (i) la réduction fiscale (création d'une zone sans taxes ni droits de douane), (ii) l'instauration d'une prime à l'investissement et, (iii) la fourniture de terrains et de locaux à prix réduit, etc.

Ce concept existe sous plusieurs formes depuis une époque lointaine. Cependant, vers les années 80, une approche mieux adaptée a conduit au développement dudit concept, couvrant cette fois-ci un espace large et permettant des activités pratiquement sans restriction. Celle-ci dépasse le concept de zone franche industrielle, car elle comprend non seulement un parc industriel, des espaces de services, des bureaux et une plate-forme logistique, mais également une zone commerciale, des complexes touristiques et des zones résidentielles.

ZES en RDC

En vue de pallier l'insuffisance d'investissement et de lancer des projets destinés à reconstruire le tissu économique, le Gouvernement a mis en place plusieurs réformes visant à améliorer l'environnement des affaires. Ainsi, pour mener à bien ces réformes, un des outils le plus convenable est la création d'un régime national des ZES.

Il a été donc décidé de créer cinq ZES, à savoir : (i) à Kinshasa où Maluku sera une zone pilote, (ii) au Katanga, (iii) au Kasai, vers Ilebo, (iv) sur l'axe Kisangani - Mbandaka, et (v) vers Beni-Butembo.

La stratégie visera le développement des industries de transformation notamment du secteur de l'agro-industrie en tenant compte de la spécificité de chaque province. Le Gouvernement tient à la valeur ajoutée de ces ZES dans l'économie, en y créant un environnement propice à l'innovation, à l'investissement et à la création d'emplois ainsi qu'à la promotion, en parallèle, de la décentralisation administrative.

I.1.1.2. Forêt

L'indice d'activité dans la sylviculture a connu un accroissement de 4,8 % en 2013 par rapport à son niveau de 2012. La production de bois de chauffage et celle de charbon de bois ont enregistré des accroissements respectifs de 4,9 % et 3,1 %, atteignant 78.980,0 tonnes et 3.039,0 tonnes. Les évolutions notées sont consécutives à l'accroissement de la demande de ces produits par les ménages pour pallier le déficit en fourniture de l'énergie électrique.

I.1.1.3. Elevage, Pêche et Chasse

L'indice d'activité de la sous-branche « Elevage, pêche et chasse » s'est accru de 4,1 % en 2013, s'établissant à 117,7 points contre 113,1 points en 2012.

S'agissant de l'élevage, les bonnes techniques et pratiques utilisées ont permis de relever, quoique faiblement, le niveau de production de certains bétails, notamment les bovins (0,3 %), les ovins (0,2 %), les caprins (0,1 %) et les porcins (0,2 %).

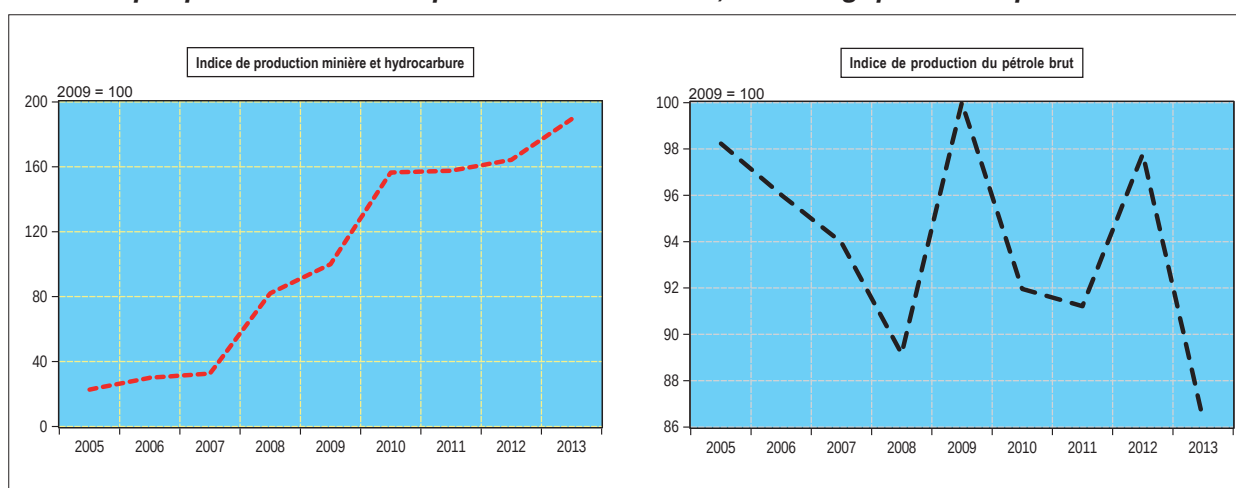
Quant aux activités de pêche et chasse, elles ont enregistré des évolutions positives. En effet, la production de poisson frais et celle de gibier se sont accrues respectivement de 6,2 % et 2,7 %.

I.1.2. Extraction

En progression de 9,8 % en 2012, la valeur ajoutée de la branche « Extraction » a poursuivi son rythme d'ascension, lequel s'est établi à 11,2 % en 2013. Cette branche a ainsi confirmé sa prépondérance en termes de contribution au PIB, avec une part de 31,2 %.

De même, son indice d'activité a renseigné une amélioration de 15,4 %, passant de 154,1 points à 177,8 points, d'une année à l'autre. Au regard des évolutions attendues de la demande mondiale de certains produits miniers, le dynamisme de ce secteur pourra s'inscrire dans la durée.

Graphique I.4 Indices des productions minières, métallurgiques et du pétrole brut



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.2.1. Extraction des métaux non ferreux

L'indice de l'activité extractive des métaux non ferreux s'est accru de 20,2 %, s'établissant à 209,7 points. Cette évolution traduit le dynamisme de ce secteur sous l'impulsion principalement de la production du cuivre.

Cuivre

La production totale de cuivre a atteint un niveau record en 2013, soit 919.588,0 tonnes venant de 619.942,0 tonnes en 2012. Ce dynamisme de la production du cuivre est consécutif au maintien des cours à un niveau favorable sur le marché mondial, et à l'entrée en phase d'exploitation ainsi qu'à l'extension des activités de certaines sociétés.

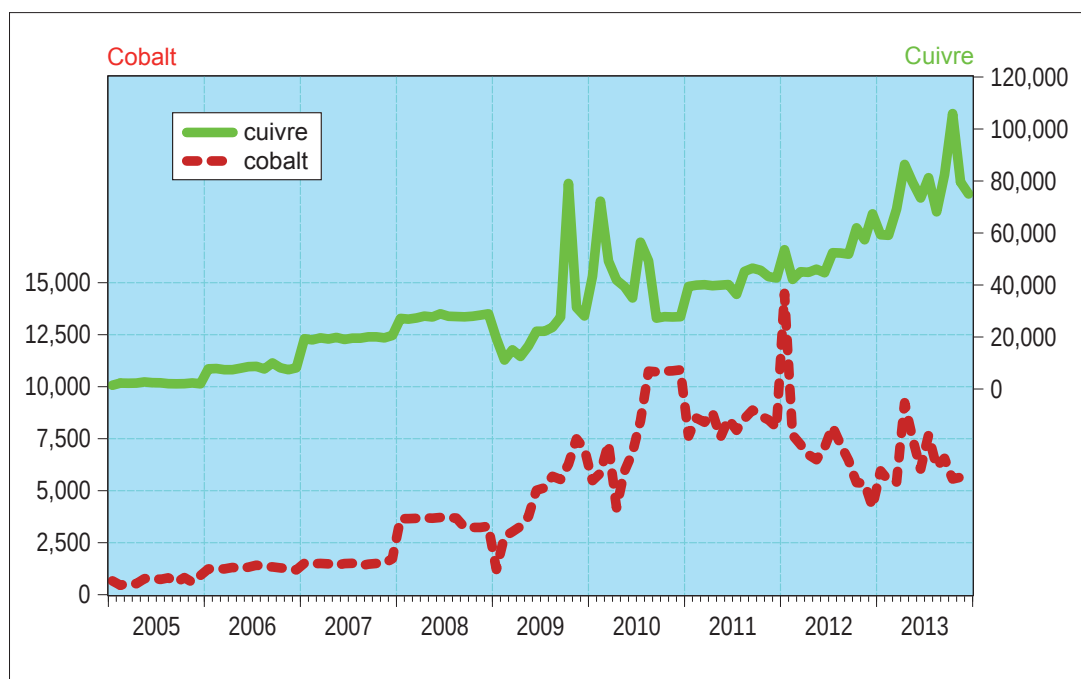
Comparativement à 2012, la production de la GECAMINES a enregistré une progression exponentielle en 2013, se situant à 158.960,0 tonnes contre 36.452,0 tonnes, en raison essentiellement de nouveaux investissements réalisés qui ont permis d'étendre les activités dans certains sites. Parallèlement, la production d'autres entreprises est restée prédominante, avec un accroissement de 30,4 %, atteignant une quantité produite de 760.628,0 tonnes.

Cobalt

Après avoir atteint un pic en 2011, l'activité de production du cobalt a poursuivi, à l'instar de 2012, sa tendance baissière. En effet, le volume global de la production de ce métal s'est chiffré à 76.517,0 tonnes en 2013 contre de 86.433,0 tonnes en 2012. Ce faible niveau est expliqué notamment par l'affaiblissement de la demande de ce produit sur le marché mondial et la tendance à la baisse de son cours.

Graphique I.5 Production mensuelle de cuivre et de cobalt

(en tonne métrique)



Source : Banque Centrale du Congo.

Zinc

La production du zinc a enregistré un accroissement, passant de 10.572,0 tonnes à 12.114,0 en 2013. Cette évolution est attribuée à la ferme volonté de la GECAMINES d'accroître ses investissements dans ce minéral.

I.1.2.2. Autres produits d'extraction

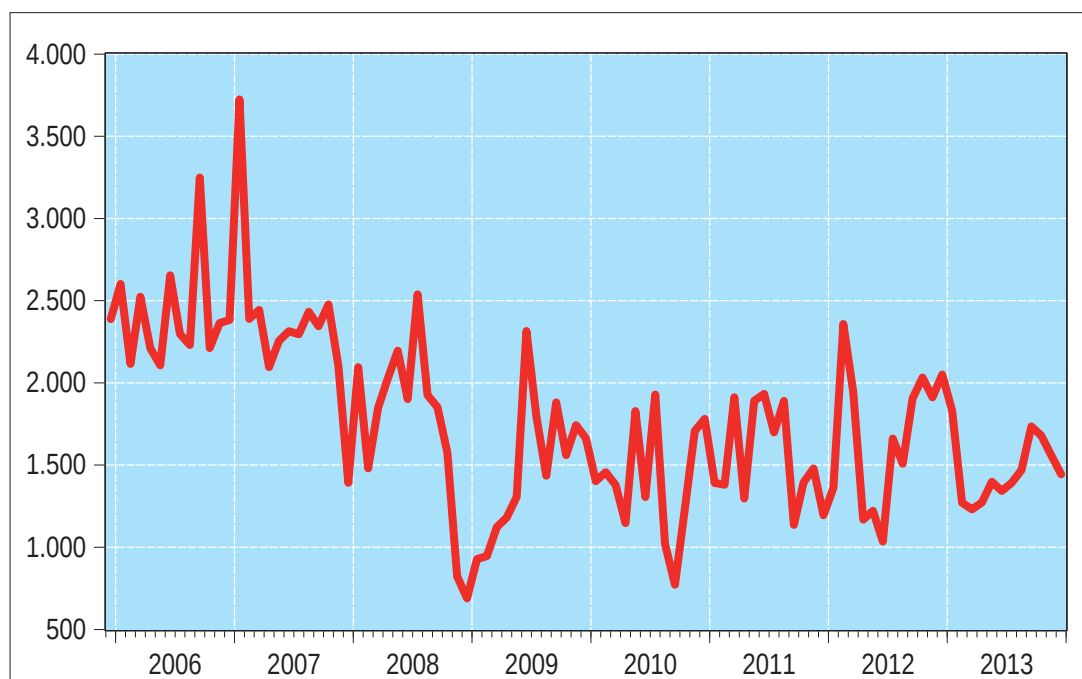
L'indice d'activité des autres produits d'extraction renseigne un léger accroissement, se chiffrant à 112,6 points en 2013 contre 112,5 points en 2012, induite essentiellement par la forte progression de la production de l'or, contrebalancée par la faiblesse de l'activité d'extraction du diamant.

Diamant

La tendance haussière de la production de diamant observée depuis 2011 s'est essoufflée en 2013. La production s'est établie à 17.624,0 milliers de carats contre 20.157,0 milliers en 2012. Dans un contexte de faiblesse de la production de la MIBA, la chute de la production du diamant est essentiellement liée à celle de l'exploitation artisanale. Cette situation est consécutive à l'octroi des titres par le Cadastre Minier (CAMI en sigle) qui a progressivement conduit à la réduction des superficies exploitées par les artisanaux en faveur de grandes compagnies encore en phase d'exploration.

Graphique I.6 Production de diamant

(en millier de carats)



Source : Banque Centrale du Congo.

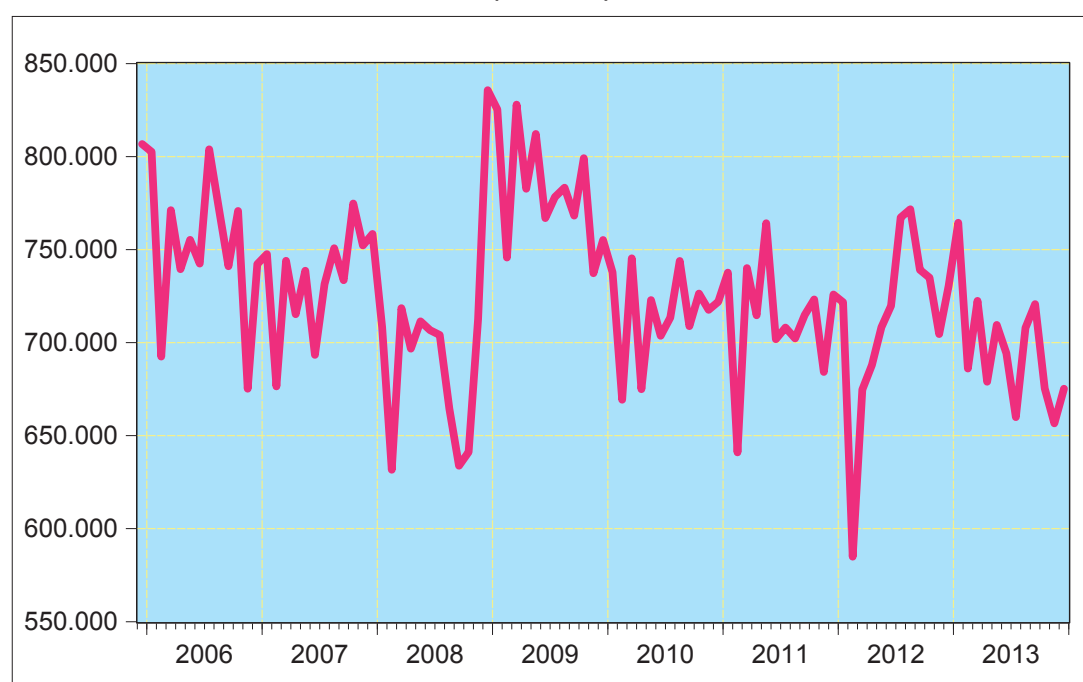
Pétrole brut

L'indice de production du pétrole brut a révélé un recul, passant de 97,8 points à 86,4 points, d'une année à l'autre. En effet, les statistiques fournies par les entreprises

pétrolières ont renseigné une légère contraction de l'activité en 2013, au même titre que l'année d'avant. Il en ressort un niveau de production de 8.351,4 milliers de barils de pétrole brut à fin 2013 contre 8.545,5 milliers à fin 2012, dans un contexte de relèvement des cours.

Cette situation serait liée aux travaux de reconditionnement de certains puits et d'entretien des machines d'une grande société opérant dans ce secteur, en association avec des réserves en baisse des puits exploités, nécessitant des méthodes de production assistée.

Graphique I.7 Production de pétrole brut
(en barils)



Source : Banque Centrale du Congo.

Or

La production de l'or a poursuivi son expansion en atteignant 2.860,0 kg après le boom de 2012, soit un volume de 2.403,0 kg, venant de 286,0 kg en 2011. Cette évolution est liée à l'entrée en phase d'exploitation d'une nouvelle unité de production industrielle.

I.1.3. Industries manufacturières

L'activité manufacturière a renseigné globalement une amélioration de la production pour l'année 2013. En effet, son indice d'activité s'est établi à 134,9 points contre 121,6 points en 2012. De même, la valeur ajoutée de la branche a enregistré une progression de 10,1 % contre 5,2 % une année plus tôt. Cette évolution est attestée par le raffermissement du niveau de production de ses deux sous-branches, à

savoir les industries alimentaires, boissons et tabacs ainsi que les autres industries manufacturières.

Par ailleurs, la contribution à la croissance du PIB a été de 1,1 point en 2013 contre 0,6 point en 2012.

I.1.3.1. Industries alimentaires, boissons et tabacs

Les activités de la sous-branche « industries alimentaires, boissons et tabacs » sont globalement restées favorables. En effet, leur indice est passé de 124,2 points à 142,0 points, d'une année à l'autre.

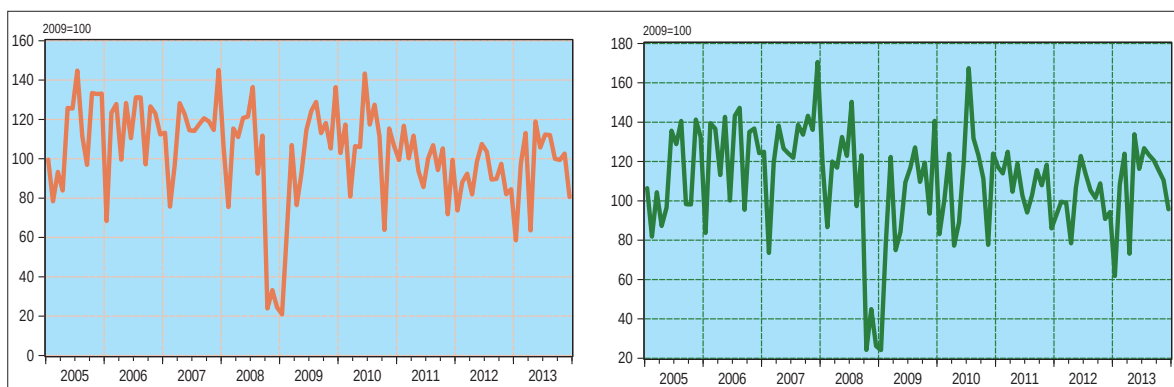
Ce bon comportement résulte essentiellement du dynamisme affiché par l'évolution notamment : (i) des industries alimentaires, à travers le redressement de la production des industries de l'huile de palme (32,9 %), des farines de froment (24,5 %) et (ii) les industries des boissons grâce au développement des activités dans la production des boissons alcoolisées (7,0 %) et des bières (3,8 %). Quant à l'industrie du tabac, la production des cigarettes a enregistré une baisse de 3,2 % en 2013 suite au faible rendement des activités d'une grande entreprise du secteur.

I.1.3.2. Autres industries manufacturières

Bien qu'en faible progression par rapport à l'année précédente, l'indice d'activité des « autres industries manufacturières » s'est accru de 7,4 %, se situant à 127,0 points. Comme en 2012, cette tendance a été particulièrement entretenue par le caractère évolutif des activités extractives et de construction.

L'analyse des composantes de cette sous-branche indique que des variations importantes ont été enregistrées au niveau des indices des industries suivantes : minéraux non métalliques (12,5 %), papiers-cartons-articles en papier et carton (4,0 %), transformations de bois (3,8 %), fabrications métalliques lourdes (3,5 %), de l'Édition, imprimerie et reproduction (3,5 %) ainsi que fabrications des produits pétroliers raffinés (3,0 %).

Graphique I.8 Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs



Source : Banque Centrale du Congo.

Certaines industries ont connu de faibles variations de leurs indices, tel que : les industries de matériels de transport (2,2 %), les industries de fabrications métalliques légères (2,2 %) et celles de plastique (2,2 %) et les autres industries non classées ailleurs (2,5 %). D'autres, par contre, ont accusé des variations nulles ou négatives de leurs indices, comme : les industries de chimie de consommation (0,2 %), celles de chaussures et cuirs (-37,2 %) ainsi que celles de confection-bonneterie-tissage et impression de tissu (-2,0 %).

L'amélioration de l'indice de production des industries de minéraux non métalliques est la résultante de celle des productions notamment des ciments portland normal (6,9 %), des carrelages (6,1 %), de fibrociment (5,0 %), des produits en béton (4,0 %), des bouteilles (3,0 %) et des concassés (1,8 %), consécutive au dynamisme des activités de construction.

Pour ce qui est des industries de fabrication des papiers-cartons-articles en papier et carton, leur indice de production s'est affermi, suite essentiellement à l'amélioration du climat des affaires, entraînant un accroissement des commandes par les opérateurs économiques.

Graphique I.9 Evolution des indices de la production manufacturière



Source : Banque Centrale du Congo.

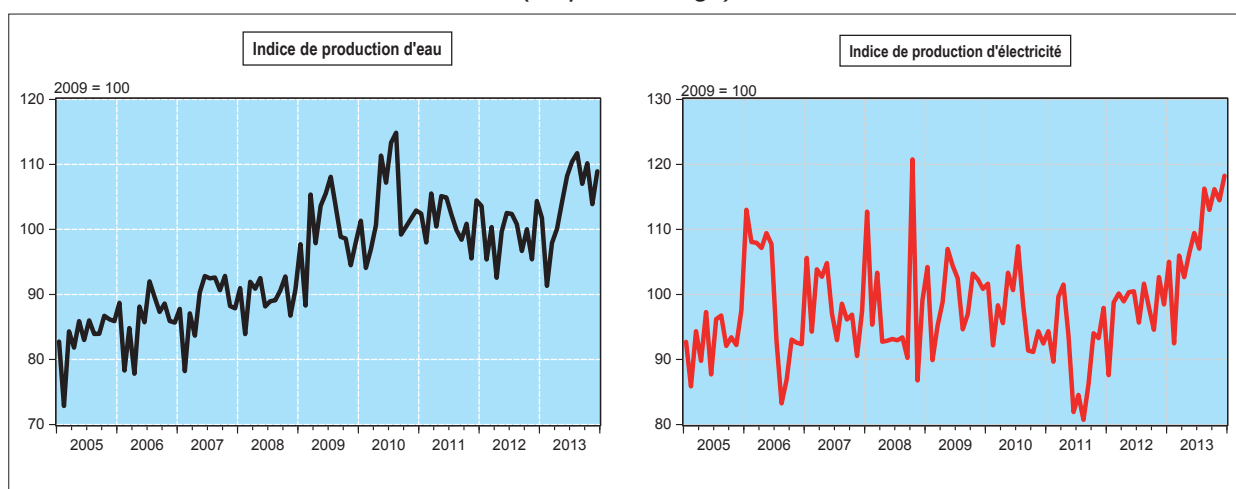
S'agissant des industries de transformation de bois, la progression de leur indice tient au regain d'activités de production des bois sciés (17,8 %), des stylos à billes (10,2 %), des mobiliers métalliques (5,6 %), des tranchages (3,7 %), des contreplaqués (3,2 %), des matelas (3,0 %) et de menuiserie métallique (3,0 %), en liaison avec notamment la vigueur des activités de construction réalisées tant par les ménages que par les entreprises.

L'indice de production des industries de fabrication métalliques lourdes, quant à lui, a progressé en raison essentiellement du bon comportement des activités de fonderies pour les métaux non ferreux (7,9 %), en relation avec le dynamisme des industries extractives.

I.1.4. Electricité et Eau

Les activités de production et distribution d'eau et d'électricité ont enregistré un accroissement de 7,2 % en 2013, après celui de 6,8 % observé l'année précédente, portant la contribution de cette branche à la croissance à 0,1 point.

Graphique I.10 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.4.1. Electricité

L'indice de production d'électricité s'est accru de 20,3 %, se chiffrant à 126,3 points. En effet, les statistiques disponibles font état d'un accroissement de la production de 10,6 % en 2013, résultant principalement d'un relèvement de la production des centrales hydroélectriques, laquelle est passée de 7.538,0 milliers de MWh à 8.341,0 milliers, d'une année à l'autre.

Les indicateurs de performance de la principale entreprise du secteur dévoilent une nette augmentation de la puissance disponible, passant de 1.281 Mwh à 1.501 Mwh, d'une année à une autre, tandis que le taux de disponibilité des équipements a atteint 64,3 % en 2013 alors qu'il était de 57,0 % en 2012. En outre, la réalisation des travaux de fiabilisation des groupes, l'obtention de certains financements et le remplacement de certains équipements et matériels de production sont à la base de cette évolution.

Quant à la consommation d'électricité, son indice a augmenté de 32,6 %, s'établissant à 135,4 points. En effet, cette consommation s'est améliorée de 11,2 % en 2013 contre une contraction de 1,5 % l'année d'avant. En volume, elle a été évaluée à 7.424,0 milliers de MWh en 2013, après s'être établie à 6.678,0 milliers de MWh en 2012.

I.1.4.2. Eau

L'indice de production d'eau potable a progressé de 5,2 %, se situant à 104,6 points. En effet, la principale entreprise du secteur a produit 277,6 milliards de m³ d'eau potable, venant de 271,3 milliards de m³ en 2012. Cette performance tient notamment de l'installation de nouvelles usines de captage et de traitement d'eau dans certaines contrées pour accroître le taux de rendement.

Parallèlement, l'indice de consommation intérieure d'eau potable s'est replié de 2,8 %, la consommation s'étant établie à 165,5 milliards de m³ en 2013 contre 166,9 milliards l'année précédente, en raison notamment de pertes d'eau enregistrées dans le circuit de distribution.

I.1.5. Bâtiments et travaux publics

En 2013, les activités de construction sont restées dynamiques. En effet, la valeur ajoutée de cette branche a enregistré une croissance de 14,1 % contre 15,1 % en 2012. Cette évolution est consécutive à la poursuite des travaux de reconstruction et de la modernisation du pays par le Gouvernement ainsi qu'aux investissements réalisés par les privés.

Il sied cependant d'indiquer que la commercialisation de ciment étant libéralisée, le déficit de production locale est couvert par un afflux de produits importés, afin de satisfaire une demande sans cesse croissante.

I.1.6. Commerce

En 2013, la valeur ajoutée de la branche « Commerce » a connu une croissance de 8,3 %, avec une contribution à la croissance de 1,2 point. Cette évolution s'explique par l'amélioration des infrastructures de base qui ont permis de stimuler les échanges tant nationaux qu'internationaux.

I.1.7. Transports et Télécommunications

Comme en 2012, le secteur des Transports et Télécommunications a poursuivi sa tendance expansionniste en 2013. En effet, la valeur ajoutée de la branche s'est raffermie de 7,6 % après une croissance de 5,9 % en 2012. Ceci s'est également reflété à travers sa contribution à la croissance qui s'est chiffré à 1,2 point de pourcentage. Ce bon comportement est principalement favorisé par l'apport de nouveaux investissements dans le secteur de la téléphonie mobile, avec l'arrivée de deux nouveaux opérateurs sur le marché.

I.1.7.1. Transports

L'activité de cette sous-branche a globalement été marquée, en 2013, par une amélioration de ses activités, suite principalement à l'accroissement des activités liées au transport des personnes.

Trafic des marchandises et des personnes

En 2013, l'indice de trafic des marchandises et des personnes s'est établi à 155,6 points, faisant état d'une faible amélioration de 1,1 % contre 14,3 % en 2012.

Considérant l'évolution de leurs productions, le trafic des personnes s'est amélioré de 13,5 %, en liaison essentiellement avec la vigueur des trafics par voies routière et aérienne, dont le volume s'est accru chacun de 18,1 %. Cette évolution procède de la réhabilitation des infrastructures routières et aéroportuaires dans un contexte d'amélioration de la situation sécuritaire.

Paradoxalement, comparé à l'année 2012, le trafic des marchandises a enregistré une variation de +0,2 %, suite à la baisse du trafic par voies fluviale (-2,7 % contre +5,7 %), routière (0,2 % contre 17,1 %) et aérienne (3,3 % contre 16,3 %), dans un contexte de quasi inexistence de trafic ferroviaire.

Manutention

L'évolution de l'indice d'activités de manutention renseigne une faible variation de 0,7 % en 2013, résultant d'un niveau de 119,2 points contre 118,3 points une année auparavant. Ce faible résultat est consécutif à la dégradation des activités au niveau principalement des ports de Boma (-16,1 %) et de Kinshasa (-13,2 %). Seul le port de Matadi a connu un léger accroissement de ses activités à hauteur de 1,6 %.

I.1.7.2. Télécommunications

Les activités de la téléphonie mobile ont poursuivi leur mouvement haussier en 2013 grâce aux nouveaux investissements liés à l'arrivée de nouvelles sociétés et à la diversité des produits de consommation offerts sur ce marché. Il en a résulté une nette hausse du nombre d'unités consommées, lequel est passé de 9.304.236,7 milliers d'unités en 2012 à 11.619.142,5 milliers en 2013. De même, le nombre d'abonnés a suivi le même rythme d'accroissement, atteignant 29.778,9 milliers en 2013 contre 20.092,7 milliers l'année précédente.

I.1.8. Autres services hors Administration publique

La valeur ajoutée de cette branche a progressé de 6,5 % en 2013 contre 4,3 % une année plus tôt. Les efforts entrepris par le Gouvernement dans l'amélioration du climat des affaires et la restauration de la paix sur toute l'étendue du territoire national ont contribué à l'épanouissement de certaines activités, notamment les services bancaires, la restauration, l'hôtellerie, etc.

I.1.9. Services d'Administration publique

La valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 4,3 % en 2013, après avoir enregistré une baisse de 1,2 % en 2012. Cette évolution est liée à l'amélioration des services de l'Etat, notamment la défense et la sécurité ainsi que la santé et l'enseignement.

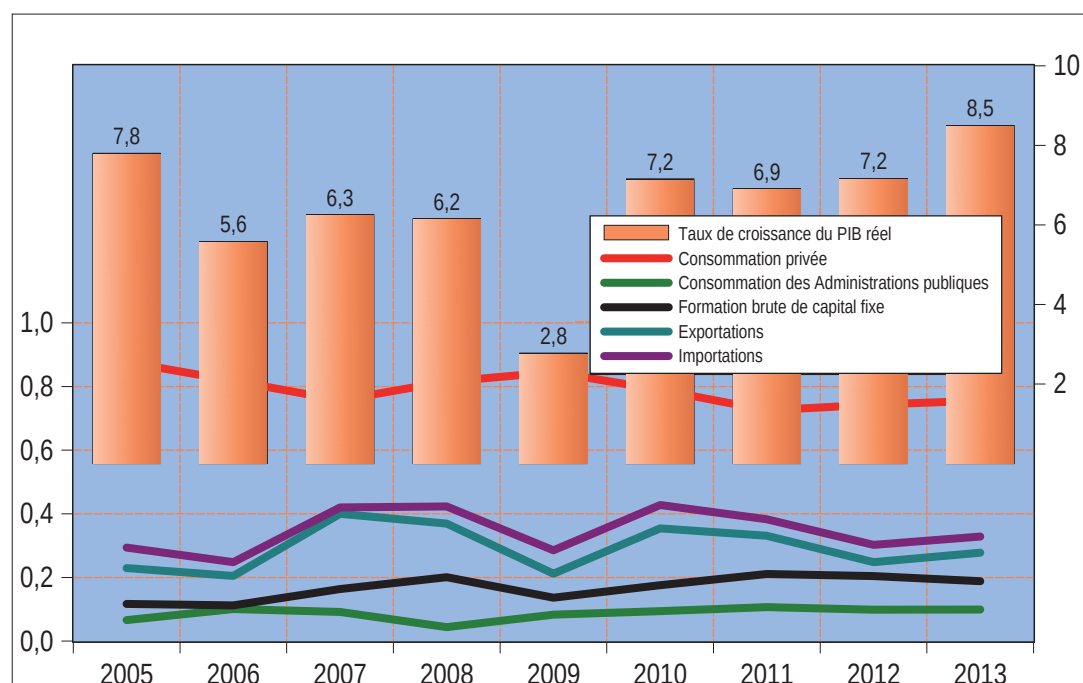
I.2. EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA DEMANDE GLOBALE

L'évolution de la demande globale a été marquée, en 2013, par la vigueur de la demande intérieure, dans un contexte de dégradation des échanges avec l'extérieur. En effet, la demande intérieure a poursuivi son dynamisme à travers sa contribution de 8,3 points de pourcentage à la croissance, grâce essentiellement à la consommation des ménages et à la formation brute de capital fixe.

Parallèlement, la contribution de la demande extérieure nette a été quasiment nulle, soit 0,2 point, en raison essentiellement d'un contexte économique international difficile.

Graphique I.11 Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.3 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande
(en pourcentage)

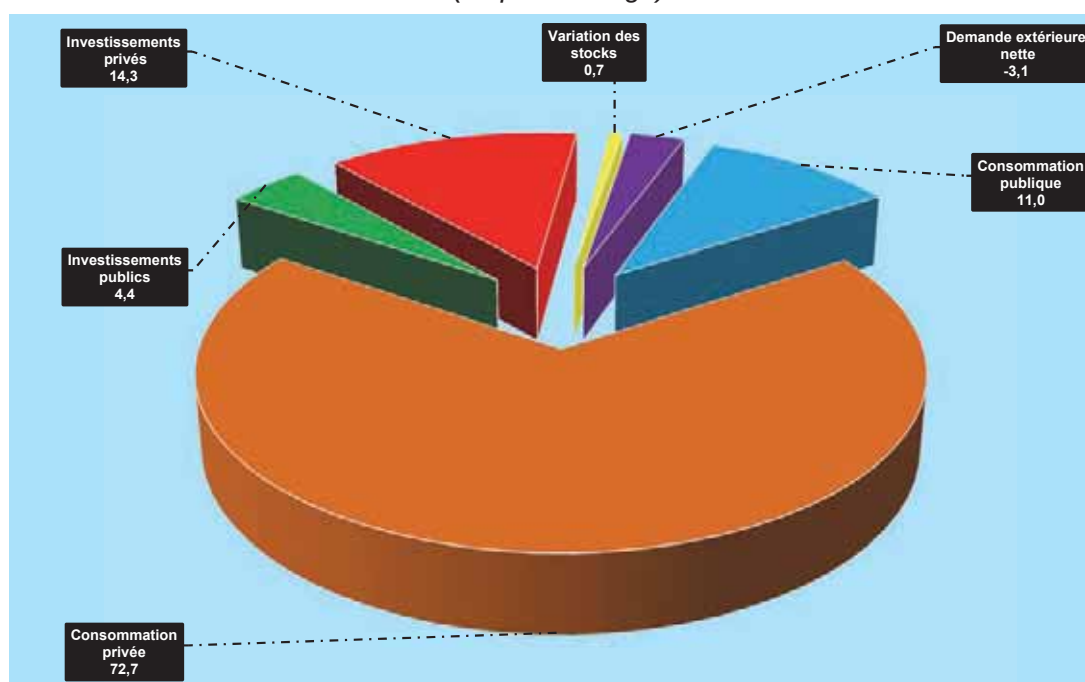
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Demande Intérieure Brute	106,4	104,3	102,0	105,4	107,4	107,3	105,2	105,4	103,1
Consommation publique	6,6	10,1	9,2	4,4	8,3	9,4	10,7	9,9	11,0
Consommation privée	87,7	81,8	75,7	81,6	84,5	79,0	72,5	74,3	72,7
Investissements bruts	12,1	12,4	17,1	19,4	14,6	19,0	21,9	21,3	19,4
Demande extérieure nette	-6,4	-4,3	-2,0	-5,4	-7,4	-7,3	-5,2	-5,4	-3,1
Exportations de biens et services	22,9	20,5	40,0	36,9	21,2	35,4	33,1	24,8	27,8
Importations de biens et services	29,4	24,8	42,0	42,3	28,6	42,8	38,3	30,2	30,9
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Demande intérieure

La demande intérieure, en 2013, a connu une progression de 7,2 % en volume contre 3,5 % en 2012, sous l'impulsion conjointe de la consommation finale et des investissements.

Graphique I.12 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande
(en pourcentage)



Source: Banque Centrale du Congo.

Consommation finale

La consommation finale a affiché un accroissement de 7,1 % contre 3,5 % en 2012. La consommation des ménages s'est accrue de 7,2 %, avec une part contributive de 5,7 points de pourcentage dans la croissance, sous l'effet notamment de l'amélioration de leurs revenus disponibles, dans un contexte de stabilité du taux de change et d'accroissement du niveau d'emplois.

A l'opposé, la consommation publique, dont la contribution à la croissance n'a été que de 0,5 point, s'est accrue de 6,4 % contre 3,5 % en 2012. N'eût-été le ralentissement dans l'exécution de certains projets, ce niveau serait beaucoup plus important. Cependant, cette évolution est en liaison avec, d'une part l'accroissement des dépenses liées au fonctionnement courant des Institutions et Services publics, et d'autre part au financement des réformes de l'Administration publique.

Investissements bruts

Une progression de 7,4 % des investissements bruts, en volume, a été notée en 2013, à mettre en liaison avec celle de la formation brute de capital fixe (7,4 %) et de la variation des stocks (63,3 %). En particulier, les investissements privés se sont accrus de 7,4 % en 2013 pour se situer à 2.244,0 milliards de CDF en raison de l'extension des activités de certaines sociétés minières, de la poursuite des travaux de reconstruction et de modernisation du pays, et de la création de certaines entreprises notamment dans le secteur de la téléphonie mobile. Quant à ceux du secteur public, ils n'ont été que de 330,0 milliards de CDF, soit 7,1 % d'accroissement, suite notamment à certaines pressions sur les recettes publiques, entraînant du retard dans le démarrage de certains projets publics déjà programmés.

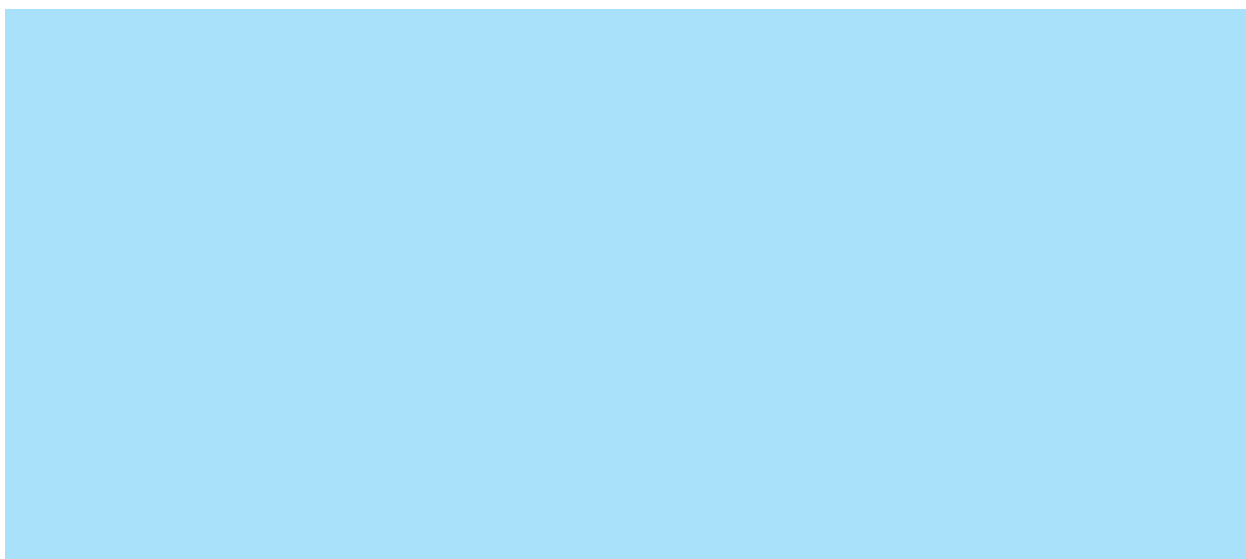
Par ailleurs, la contribution des investissements bruts à la croissance a été de 2,1 points de pourcentage contre 1,1 point en 2012, avec une part prépondérante du secteur privé (1,8 point de pourcentage).

Rapproché à son niveau de 2012, le taux d'investissement en 2013 a faiblement baissé pour se situer à 27,9 % du PIB contre 28,2 %. Ce niveau reste faible pour permettre la réalisation d'une croissance économique soutenue et susceptible de consolider la création d'emplois et de réduire le chômage.

I.2.2. Demande extérieure nette

La demande extérieure nette a baissé de 1,1 % contre une chute de 15,2 % en 2012. En termes de contribution, sa part a été marginale, autour de 0,2 point, attribuable essentiellement à la baisse des exportations de certains produits miniers, notamment le cobalt, le diamant, le pétrole, et au faible développement des infrastructures de transports.

En volume, les exportations totales des biens et services ont progressé de 33,8 % contre une baisse de 1,4 % en 2012, suite essentiellement à la baisse des cours de certains produits d'origine minière et agricole sur le marché mondial, affectant de ce fait leur demande extérieure. De même, le volume d'importations totales en biens et services s'est accru de 16,0 % en 2013 contre un recul de 9,0 % l'année précédente.



CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

II.1. INFLATION CALCULEE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)

En 2013, le marché des biens et services a été caractérisé globalement par une stabilité des prix intérieurs. En effet, l'inflation enregistrée sur l'étendue du territoire national s'est située à 1,07 %, en deçà de l'objectif fixé de 4,0 % et au taux de 2,72 % réalisé en 2012.

II.2. INFLATION CALCULEE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

Evolution de l'Indice général

L'indice des prix élaboré par la Banque Centrale du Congo a renseigné, en 2013, une faible inflation comparativement à 2012. En effet, le rythme annuel de formation des prix intérieurs s'est établi à 1,08 % à fin décembre 2013, soit un niveau en deçà de la cible.

Cette évolution a résulté d'une part, de l'absence des chocs tant internes qu'externes et, d'autre part, de la bonne régulation de la liquidité dans un contexte de bonne coordination des politiques conjoncturelles.

Il sied de signaler que, le taux annuel moyen s'est situé à 1,16 % en 2013, contre 9,34 % en 2012.

Tableau I.4 Evolution mensuelle de l'inflation
(en pourcentage)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Décembre
Taux mensuel 2013	0,07	0,07	0,06	0,08	0,12	0,08	0,11	0,08	0,09	0,12	0,08	0,12
Taux mensuel 2012	4,25	0,11	0,24	0,15	0,13	0,10	0,10	0,17	0,10	0,04	0,12	0,11
Taux en cumul annuel 2013	0,07	0,14	0,20	0,29	0,40	0,48	0,59	0,67	0,76	0,88	0,96	1,08
Taux en cumul annuel 2012	4,25	4,36	4,61	4,77	4,90	5,00	5,10	5,28	5,38	5,42	5,55	5,67

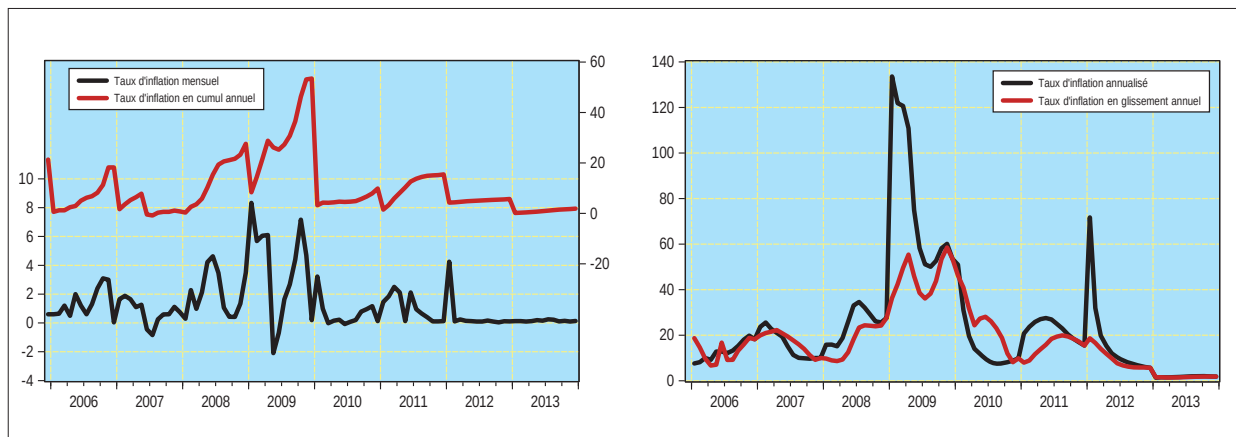
Source : Banque Centrale du Congo.

L'indice des prix à la consommation a non seulement ralenti mais aussi et surtout n'a pas beaucoup varié au cours de l'année 2013. Le faible niveau d'inflation enregistrée s'explique notamment par la politique de désenclavement de zones rurales qui a contribué à la réduction de la pénurie de certaines denrées dans quelques localités.

Néanmoins, l'évolution de l'inflation au cours de l'année sous revue laisse apparaître une tendance haussière au cours de second semestre. En effet, de légères tensions ont été observées sur les prix de certains produits alimentaires dans quelques villes notamment à Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani.

Graphique I.13 Evolution du taux d'inflation

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Ces tensions ont été expliquées par la grève des transporteurs routiers ayant entraîné la hausse des prix des produits alimentaires d'importation, la baisse de l'offre de ciment suite aux problèmes techniques rencontrés par le principal producteur local, l'interdiction d'exportation du maïs à partir de la Zambie ayant entraîné la hausse de son prix à Lubumbashi et l'insuffisance de l'offre de certains produits de première nécessité du fait de l'état de délabrement avancé des infrastructures de transport à Kisangani.

Evolution des prix relatifs

En 2013, toutes les fonctions de l'indice de prix à la consommation ont présenté des prix relatifs négatifs consécutifs à la production d'une part importante de leurs articles et à l'administration des prix de certains produits. Par contre, seule la fonction «produits alimentaires et boissons non alcoolisées» a présenté un prix relatif positif de l'ordre de 0,21 point.

Il sied de relever que cette fonction regorge la quasi-totalité des produits d'origine importée notamment les matières premières utilisées dans la production des boissons non alcoolisées. De ce fait, les prix relatifs de ces produits sont fonctions des coûts consentis pour les droits d'entrée et pour le transport.

Tableau I.5 Prix relatifs en 2013

Fonctions de consommation	Inflation (en %)	Prix relatif (en points de %)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,290	0,210
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	1,020	-0,060
Articles d'habillement et chaussures	1,030	-0,050
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1,230	0,150
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	0,450	-0,630
Santé	0,850	-0,230
Transports	0,680	-0,400
Communications	0,270	-0,810
Loisir et culture	0,340	-0,740
Enseignement	0,460	-0,620
Restaurants et hôtels	0,810	-0,270
Biens et services divers	0,830	-0,250

Source : Banque Centrale du Congo.

Inflation sous-jacente

L'évolution des prix sur le marché intérieur des biens et services est demeurée relativement stable sur toute l'année, en dépit de faibles tensions constatées aux mois de juillet et décembre.

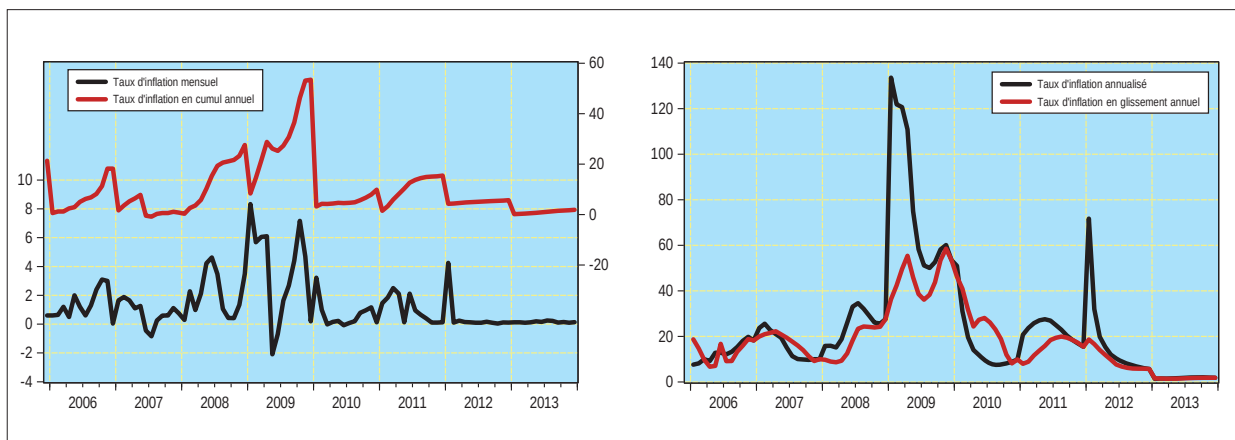
Tableau I.6 Evolution mensuelle des taux d'inflation sous-jacente

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.
Taux Mensuel 2013	0,020	0,048	0,045	0,068	0,092	0,068	0,095	0,073	0,076	0,092	0,072	0,095
Taux Mensuel 2012	3,710	0,060	0,150	0,050	0,090	0,070	0,070	0,120	0,090	0,020	0,090	0,090
Taux en cumul annuel 2013	0,020	0,072	0,117	0,185	0,276	0,345	0,440	0,513	0,589	0,682	0,755	0,850
Taux en cumul annuel 2012	3,710	3,770	3,920	3,980	4,070	4,150	4,220	4,340	4,450	4,460	4,550	4,650

Source : Banque Centrale du Congo.

En effet, le taux d'inflation sous-jacente, en cumul annuel, a été de 0,85 % en 2013 contre 4,65 % en 2012.

Graphique I.14 Evolution de l'inflation sous-jacente
(en pourcentage)

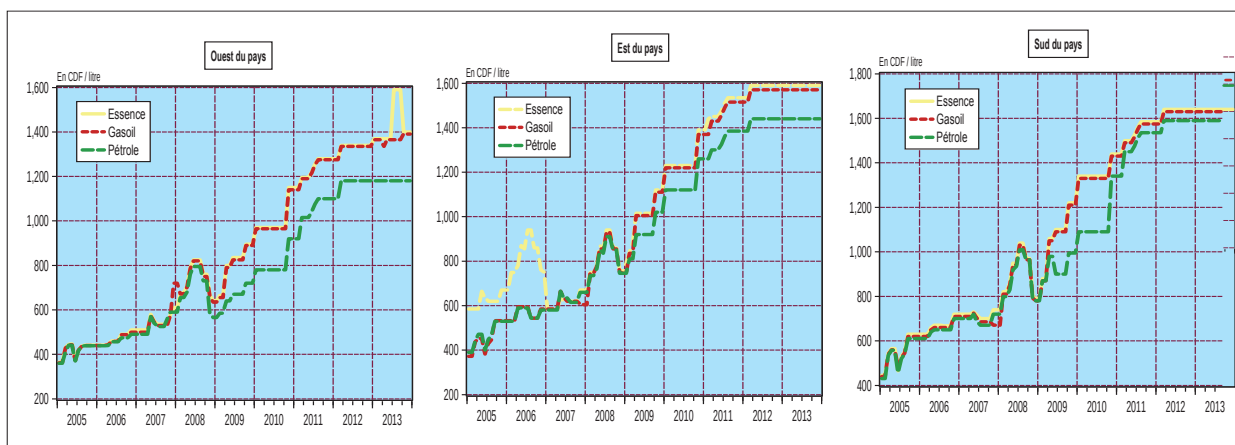


Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS

En 2013, deux modifications ont été effectuées en dates du 19 avril et du 09 août, portant le prix du litre d'essence, à l'ouest, de 1.370,0 à 1.400,0 CDF. La première modification de la structure a tenu compte du changement du Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC) de plus de 5,0 %, tandis que la seconde a été liée à l'évolution à la hausse du paramètre «Volume structure», soit 8,0 % d'accroissement, depuis le 17 juillet 2013.

Graphique 1.15 Evolution des prix des produits pétroliers



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

EMPLOI ET SALAIRE

III.1.EMPLOI

L'évolution de l'emploi a été dominée, en 2013, par une faible augmentation des effectifs des travailleurs dans le secteur privé et par la recomposition du fichier des agents de l'Administration publique. Cette évolution a permis la prise en compte dans le fichier définitif d'un certain nombre d'agents non répertoriés autrefois, notamment les militaires et policiers actifs et les agents de services de migration.

Ainsi, les données de l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS), des Ministères du Budget et de la Fonction Publique indiquent une création nette d'emplois de l'ordre de 158,1 milliers de postes, laquelle s'est traduite par une légère baisse du chômage.

Il sied de relever qu'en dépit de ce résultat, le marché du travail en RDC demeure caractérisé par des pressions permanentes sur l'offre d'emplois et la précarité des emplois créés, par manque de protection de ceux-ci par l'Etat ainsi que par des méthodes de recrutement inadaptées.

III.1.1. Administration publique

L'effectif des travailleurs de l'Administration publique, en RDC, s'est accru de 8,6 % en 2013, s'établissant à 999,8 milliers d'unités. Cet effectif se répartit comme suit :

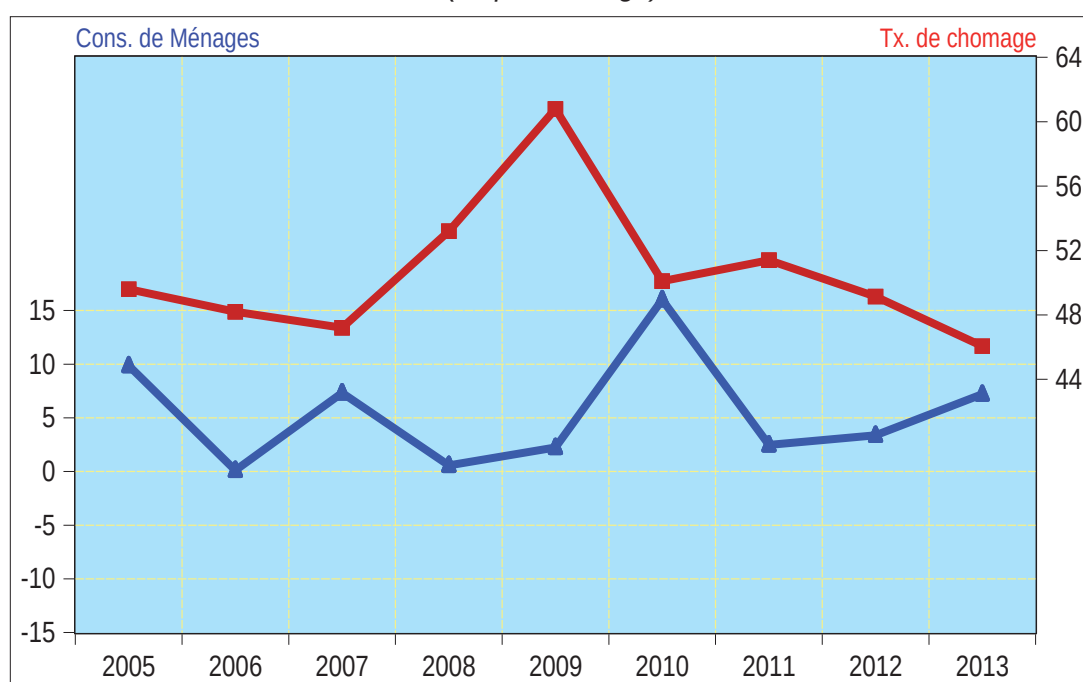
- 4,9 milliers d'unités, pour les magistrats civils et militaires ;
- 0,1 millier d'unités, pour les agents des cours des comptes ;
- 6,3 milliers d'unités pour les agents de la DGM ;
- 154,5 milliers d'unités pour les FARDC ;
- 109,9 milliers d'unités pour les agents de la PNC ;
- 258,3 milliers d'unités pour les agents de la Fonction Publique, dont 127,9 milliers pour les actifs et le reste pour les retraités ;
- 345,1 milliers pour les agents de SECOPE ;
- 28,5 milliers pour les agents de l'E.S.U. (Enseignement Supérieur et Universitaire) ;
- 7,1 milliers pour les agents de la Recherche Scientifique ;
- 34,6 milliers pour les Professionnels de Santé ;
- 10,4 milliers pour les Professionnels de l'Agriculture ; et
- 40,3 milliers pour les agents des Budgets Annexes et Mandataires.

III.1.2. Secteur privé

Dans le secteur privé, l'effectif des travailleurs a accusé une faible augmentation de 0,4 % pour s'établir à 19.561,2 milliers d'unités en 2013.

Le nombre de travailleurs affiliés à la sécurité sociale a progressé de 1,1 %, s'établissant à 356,3 milliers d'unités. En même temps, les travailleurs non affiliés sont recensés à 19.205,0 milliers d'unités en 2013 contre 19.129,6 milliers, une année auparavant. Sur le total de travailleurs du secteur privé à peine 1,8 % est sous la couverture de l'INSS.

Graphique I.16 Evolution de la consommation privée et du chômage
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

III.2. SALAIRES

Comme en 2012, l'indice du salaire minimum légal (en nominal) reste au même niveau qu'en 2013, soit 100,0 points. Par ailleurs, en adéquation avec l'évolution de l'indice général des prix, l'indice du salaire réel a reculé de 1,1 % contre 8,5 % l'année précédente.

III.2.1. Administration publique

En 2013, l'indice de salaire nominal, dans l'administration publique, a évolué de 14,9 % contre 25,7 % en 2012. Quant à l'indice de salaire réel de l'Administration publique, une croissance de 13,5 % a été notée contre 15,0 % l'année dernière,

suite au relèvement de salaire dans la plupart des catégories professionnelles de l'Administration publique.

III.2.2. Secteur privé

Rapproché à son niveau de 2012, l'indice de salaire nominal, dans le secteur privé, a progressé de 11,1 % en 2013, se situant à 111,1 points. Parallèlement, l'indice de salaire réel s'est amélioré de 9,9 % pour s'établir à 109,9 points, occasionnant l'amélioration du pouvoir d'achat des agents évoluant dans ce secteur.

CHAPITRE IV

DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE

IV.1. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)

Le Rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le développement humain en 2013 note avec satisfaction des progrès particulièrement importants réalisés par la plupart des pays en développement. Il renseigne pour l'Afrique subsaharienne, en tant que région, un IDH identique à celui de 2012, soit 0,475. La République Démocratique du Congo se situe en-deçà de cette moyenne régionale avec un IDH de 0,304.

D'après le PNUD, près de 87,7 % de la population congolaise vit sous le seuil de pauvreté multidimensionnelle de 1,25 dollar américain par jour.

En dépit de ce constat, la RDC a réalisé des progrès remarquables en augmentant de manière sensible les performances de ces indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie, qui est passée de 45,7 à 48,7 ans, l'éducation dont la durée moyenne de scolarisation est passée de 4,4 à 8,5 ans et enfin le revenu par habitant en PPA qui a cru de 34,6 %, passant de 237 à 319 dollars par habitant.

Tableau I.7 Indicateurs du Développement Humain (IDH)

	IDH	Dépense Publique pour la Santé (en % PIB)	Dépense Publique pour l'Education (en % PIB)	Espérance de vie à la naissance	Taux d'alphabétisation des adultes	IDH non monétaire	R.N.B. par Habitant (\$ PPA constant 2005)
Développement Humain très élevé	0,905	8,2	5,1	80,1	100	0,927	33,384
Développement Humain élevé	0,757	3,6	4,7	73,4	92,7	0,781	11,579
Développement Humain moyen	0,639	2,4	3,6	69,9	82,3	0,661	5,479
Développement Humain faible	0,466	1,8	5,2	59,1	63	0,487	2,035
Afrique Subsaharienne	0,475	3	3,5	54,9	60,8	0,479	1,651
RDC	0,304	3,4	2,5	48,8	66,8	0,404	319

Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2013.

IV.2. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le « Rapport National de Contexte », du Ministère de l'Environnement et Conservation de la Nature, a présenté en 2013 un état des lieux de la situation en RDC dans différents domaines qui touchent au développement durable. Ce rapport aborde substantiellement les éléments de base pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD).

Selon ce document, la RDC continue à accuser un certain nombre des faiblesses dans le développement durable, compromettant ainsi le bien-être des générations futures et ce, en dépit de l'immense potentiel de ses ressources naturelles. Cette situation est due en partie à une gestion inadéquate du patrimoine écologique et biologique.

L'analyse de trois piliers interdépendants permet de mesurer le niveau de développement durable en RDC. Il s'agit de l'environnement, l'économie et le social.

IV.2.1. PILIER ENVIRONNEMENT

Ce pilier repose sur l'agriculture, l'énergie, le tourisme, la forêt et l'élevage en liaison avec le développement durable.

a. Agriculture et élevage

L'agriculture et l'élevage sont des activités de base pour assurer la sécurité et l'indépendance alimentaires d'une société.

Pour le développement durable, un enjeu crucial est d'assurer que l'agriculture et l'élevage soient durables, c'est-à-dire qu'ils respectent les capacités de sustentation au regard des ressources qui leur sont nécessaires (terres, eau, pâturage, biodiversité, etc).

Il s'avère que la production alimentaire en RDC reste en deçà de 20,0 millions de tonnes pour une demande de 25,0 millions, le déficit étant comblé par des importations. Cette situation va en s'aggravant du fait que la production croît à un rythme annuel de 2,0 % alors que le taux annuel de croissance démographique dépasse 3,0 %.

L'activité agricole occupe plus de 70,0 % de la population active et ne contribue que pour presque 10,0 % au PIB, ce qui dénote une productivité nettement inférieure à celle d'autres secteurs de l'économie.

b. Energie

Elle est une condition du développement économique et social. L'accès aux ressources énergétiques permet d'assurer l'amélioration de la santé et du bien-être ainsi que la lutte contre la pauvreté. En outre, les évolutions récentes ont montré l'impact

néгатif des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) sur le climat et l'environnement, à travers l'émission importante des gaz à effet de serre liée à leur production et à leur consommation. Ainsi, l'intégration de sources d'énergies renouvelables et de modes de production et de consommation énergétiques durables est un objectif essentiel du développement durable.

En 2013, un projet d'assistance technique de 73,1 millions de USD de la Banque mondiale a constitué l'une des étapes permettant de donner accès à l'électricité à 9,0 millions de personnes en RDC. Les objectifs principaux de ce projet ont été de généraliser l'accès à l'électricité, tout en promouvant un développement responsable de l'énergie hydraulique, de créer des emplois et de faciliter les échanges d'énergie en Afrique.

c. Tourisme

Ce secteur peut être une source importante du développement économique et social, en particulier dans le cas de la RDC qui jouit d'un patrimoine naturel exceptionnel. Pour être durable, l'activité touristique doit veiller à offrir des emplois de qualité et à améliorer les sites naturels qui la font vivre.

d. Forêts

La gestion durable des forêts est à la fois un élément important du développement économique et social actuel d'un pays tel que la RDC (disposant d'un espace forestier très vaste et riche), et l'assurance de ressources naturelles importantes pour les générations futures. Les forêts jouent un rôle majeur au niveau des biens alimentaires, des réserves en eau potable, de la lutte contre le réchauffement climatique, de la biodiversité, des sources d'énergie. Leur bonne gestion est essentielle pour le développement durable.

Encadré 3. : Crédit-carbone

Le crédit-carbone est une unité attribuée au porteur de projet qui réduit les émissions de gaz à effet de serre et que ce dernier peut ensuite commercialiser pour financer son projet. Un crédit-carbone représente une réduction de CO₂ d'une tonne.

Pour permettre à ce mécanisme de fonctionner, la tonne de dioxyde de carbone fait l'objet d'une véritable cotation de titres, appelés le crédit-carbone. Les acteurs du marché (Etats, entreprises et même particuliers) peuvent l'acheter ou la vendre au gré de leurs besoins, créant ainsi un marché international, qui n'est pas sans dérives.

Le crédit-carbone devient ainsi un outil financier permettant de vendre les impacts environnementaux des projets pour en permettre le financement à long terme. Leur achat permet concrètement de développer des projets et de maintenir ceux existants.

Quid du Crédit-carbone en RDC ?

Le crédit-carbone ou « droit de polluer » permet de développer uniquement des projets à grands impacts sociaux, environnementaux et économiques en s'intégrant directement dans les stratégies de véritable outil de développement durable.

La RDC abrite la plus grande forêt au monde après l'Amazonie, mais ne bénéficie pas encore des ressources comparativement aux autres pays africains, tels que le Bénin, le Cameroun, le Gabon, le Madagascar, le Mali et le Sénégal. L'admission de la RDC au Fond Carbone de la Banque Mondiale lui permettra de présenter des projets pour bénéficier d'un financement important.

Il pourra créer en RDC une source de revenus qui permettra de renforcer les services de vulgarisation agricole essentiels et de fournir aux agriculteurs des revenus complémentaires en réalisant des projets de « mécanisme de développement propre » (MDP) concrets dans les secteurs d'agriculture. Ceci se traduit également dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Ce projet démontre les synergies entre l'adaptation du changement climatique et les stratégies de mitigation adoptées notamment dans la sylviculture et la bioénergie.

Le projet portera aussi un support institutionnel, des formations spécifiques et la gestion des connaissances au niveau régional et international afin d'accompagner la RDC dans la voie du développement durable.

IV.2.2. PILIER ÉCONOMIE

Le développement durable vise la promotion de l'activité économique, l'exploitation rationnelle et efficiente de ressources disponibles tout en respectant l'environnement (c'est-à-dire sans épuiser les ressources naturelles ni affecter la biodiversité) et le bien-être des personnes (assurer les bonnes conditions de travail et de vie). La production et la consommation durables sont des notions centrales de base du développement durable.

a. Industrialisation

L'industrialisation contribue aussi à l'autonomie et au bien-être de la population, à condition que les richesses générées soient suffisamment réparties en son sein. En outre, l'industrialisation peut avoir des répercussions négatives sur l'environnement et sur la société, dans le cas où elle met en danger les ressources naturelles et humaines qu'elle emploie et provoque des pollutions. Une industrialisation durable fait donc pleinement partie du développement durable, surtout, à travers l'éco-conception, la promotion d'une industrie pour l'assainissement de l'environnement

(collecte et traitement des déchets, des eaux usées) en synergie par les services écosystémiques indispensables dans les milieux urbains ; pour une production moins polluante et adaptée aux conditions locales par le respect des normes et la lutte contre la dégradation des sols.

b. Mines

L'exploitation minière et des hydrocarbures contribuent à l'activité et aux ressources économiques en RDC. En tant que telle, elle devrait permettre aussi l'indépendance financière et le bien-être de la population, à condition que la répartition des richesses générées soit suffisante. Tout comme l'industrie, l'enjeu durable pour l'activité minière est de ne pas épuiser les ressources naturelles utilisées et, plus globalement, d'assurer une exploitation respectueuse de l'environnement, tout en protégeant les intérêts des générations futures.

c. Transports

Le réseau de transport, existant en RDC, a un caractère multimodal et s'articule autour des réseaux d'infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et fluviales.

Le besoin permanent et en pleine augmentation de la mobilité des produits et des personnes rend le transport un facteur déterminant important du développement économique et social. Pour être durables, les modes de transport doivent être accessibles (physiquement et financièrement), suffisamment confortables et respectueux de l'environnement (par exemple, en favorisant les énergies renouvelables et une meilleure efficacité énergétique). La mobilité des biens et des hommes est un accélérateur de l'activité économique qui est, par ricochet, le moteur du développement.

IV.2.3. PILIER SOCIAL

Le niveau de développement se mesure aussi par l'accès à ces différents services (santé, éducation, infrastructures et aménagement du territoire). Ces derniers doivent être accessibles au plus grand nombre, de manière durable. Dans ces conditions, la vulnérabilité est sensiblement réduite car plusieurs maladies sont durablement endiguées, et la protection des personnes vulnérables (femmes, enfants et personnes âgées) est assurée par différents mécanismes de sécurité sociale.

a. Santé

La mise en place d'un système de santé efficace et performant est une exigence pour le développement durable. Ce dernier suppose aussi la réduction sensible des inégalités sociales et la protection des personnes vulnérables.

b. Education

En matière de développement durable, il est préconisé l'amélioration des conditions de vie de la population, à travers une bonne éducation. Cela n'est possible que lorsque les déterminants de cette amélioration sont maintenus et même perfectionnés par les générations futures, avec une jeunesse formée et instruite.

La diffusion du savoir, du savoir-faire et du savoir-être demeure un facteur majeur pour le développement durable d'une société, dans la mesure où cela permet l'accès aux différentes ressources nécessaires à l'amélioration des conditions de vie et à la réduction de la pauvreté.

c. Infrastructure et aménagement du territoire

Le développement durable est concevable dans un environnement où les infrastructures permettent l'accès aux services sociaux de base. De ce fait, le développement durable exige des infrastructures scolaires, sanitaires, immobilières, énergétiques, commerciales, agricoles et autres.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.8 Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut
(en pourcentage du PIB à prix courants)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	35,6	32,1	30,2	30,1	36,7	33,3	39,4	42,0	40,9	41,0
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	23,9	21,6	21,4	22,1	23,3	24,2	21,8	21,4	21,1	20,1
Agriculture	23,0	20,8	20,6	21,3	22,4	23,3	20,9	20,5	20,2	19,3
vivrière	22,6	20,5	20,3	21,0	22,1	22,9	20,6	20,2	19,9	19,0
rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
sylviculture	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8
elevage, peche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	11,7	10,5	8,8	8,0	13,4	9,2	17,6	20,6	19,9	20,9
Extraction métaux non ferreux	2,8	2,9	3,4	2,6	7,2	4,8	10,8	11,5	11,5	13,5
cuivre	0,3	0,5	1,2	0,6	3,5	2,4	4,8	6,0	6,0	8,4
cobalt	2,5	2,3	1,5	2,0	3,6	2,4	5,9	5,4	5,3	5,0
zinc	0,0	0,1	0,6	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres produits d'extraction	8,9	7,6	5,4	5,4	6,2	4,3	6,8	9,1	8,4	7,5
pétrole	2,5	1,8	1,3	1,8	2,4	1,8	3,2	4,7	4,1	3,1
diamant	5,0	4,5	2,7	2,4	2,1	0,9	1,0	1,2	0,8	0,8
or	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
cassitérite	0,1	0,0	0,0	0,1	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,5
coltan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres minéraux	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
carrières	1,1	1,0	1,2	1,2	1,1	1,1	1,9	2,3	2,6	2,9
Secteur secondaire	20,1	21,3	21,3	22,9	20,8	24,5	21,7	21,3	21,7	22,0
Industries manufacturières	14,8	16,4	15,6	17,4	15,4	19,3	16,5	15,7	15,9	16,0
industries alimentaires, boissons et tabacs	11,2	12,6	11,7	13,1	11,8	15,1	13,2	12,2	12,9	13,4
Autres industries manufacturières	3,6	3,8	3,9	4,3	3,6	4,2	3,3	3,5	3,0	2,6
Bâtiment et travaux publics	4,0	3,8	4,4	4,3	4,1	4,1	4,1	4,5	4,8	5,0
Electricité et eau	1,3	1,1	1,3	1,2	1,3	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
Secteur tertiaire	40,2	43,0	44,5	43,7	38,9	38,2	35,1	33,0	33,4	32,9
Commerce	12,9	13,6	13,8	13,8	10,9	11,6	10,8	10,3	10,9	10,8
Transports, entrepôts et telecom	13,1	13,8	14,1	13,6	13,2	12,1	10,9	10,2	10,3	10,3
Autres services hors adm. publique	12,1	12,9	11,2	10,6	7,9	8,0	7,7	7,3	7,2	7,0
Services d'administration publique	2,3	3,1	6,0	6,6	7,9	7,5	6,5	6,1	5,8	5,5
SIFIM	-0,2	-0,4	-0,5	-0,8	-1,0	-1,0	-0,9	-0,8	-0,8	-0,7
PIB au coût des facteurs	95,8	96,4	96,0	96,7	96,4	96,1	96,3	96,3	96,1	95,9
Taxes sur les produits	4,2	3,6	4,0	3,3	3,6	3,9	3,7	3,7	3,9	4,1
PIB à prix courants du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.9 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en pourcentage du PIB à prix courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Demande Intérieure Brute	106,4	104,3	102,0	105,4	107,4	107,3	105,2	105,4	103,1
Consommation	94,3	91,9	84,9	86,0	92,8	88,4	83,2	84,2	83,7
Secteur public	6,6	10,1	9,2	4,4	8,3	9,4	10,7	9,9	9,9
Secteur privé	87,7	81,8	75,7	81,6	84,5	79,0	72,5	74,3	73,7
Investissements bruts	12,1	12,4	17,1	19,4	14,6	19,0	21,9	21,3	19,4
FBCF	11,7	11,2	16,4	20,1	13,6	17,6	21,1	20,4	18,7
Secteur public	2,6	2,6	1,8	2,9	3,2	5,1	4,3	4,7	4,4
Secteur privé	9,0	8,7	14,5	17,2	10,4	12,5	16,8	15,7	14,3
Variation des stocks	0,4	1,2	0,8	-0,6	0,9	1,4	0,8	0,8	0,7
Demande extérieure nette	-6,4	-4,3	-2,0	-5,4	-7,4	-7,3	-5,2	-5,4	-3,1
Exportations de biens et services	22,9	20,5	40,0	36,9	21,2	35,4	33,1	24,8	27,8
Exportations des biens	20,1	17,7	37,6	32,9	18,4	33,9	30,7	24,0	27,1
Produits miniers et pétrol brut	19,4	16,8	36,2	31,8	18,0	33,3	30,3	23,7	26,5
Autres produits	0,7	0,8	1,4	1,2	0,5	0,6	0,4	0,3	0,6
Exportations des services	2,9	2,8	2,4	4,0	2,7	1,6	2,4	0,8	0,7
Importations de biens et services	29,4	24,8	42,0	42,3	28,6	42,8	38,3	30,2	30,9
Importations des biens	22,5	18,9	32,1	32,3	20,9	32,1	28,9	23,8	24,9
Consommations	9,5	6,5	8,0	7,0	5,5	5,4	6,6	5,1	5,7
Equipements	2,8	7,9	19,2	18,6	11,7	22,8	17,9	8,5	16,2
Intermédiaires	10,2	4,5	5,0	6,7	3,7	4,0	4,5	10,2	3,0
Importations des services	6,9	5,9	9,9	10,1	7,7	10,6	9,4	6,4	6,0
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.10 Produit Intérieur Brut

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1980	7 496 281,8	15 822,3	132,2	0,3	0,000	0,000	15 143 726,3	0,000	-
1981	7 676 192,5	16 202,0	135,4	2,4	0,000	0,000	38,6	0,000	95,3
1982	7 637 811,6	16 121,0	134,7	-0,5	0,000	0,000	36,0	0,000	50,8
1983	7 745 504,7	16 348,3	136,6	1,4	0,000	0,000	79,0	0,000	64,3
1984	8 175 380,2	17 255,6	144,2	5,6	0,000	0,000	60,6	0,000	-82,9
1985	8 216 257,1	17 341,9	144,9	0,5	0,000	0,000	24,4	0,000	1 226,7
1986	8 604 064,5	18 160,4	151,7	4,7	0,000	0,000	53,6	0,000	27,3
1987	8 836 374,2	18 650,8	155,8	2,7	0,000	0,000	95,5	0,000	76,5
1988	8 889 392,5	18 762,7	156,8	0,6	0,000	0,000	83,8	0,000	88,5
1989	8 764 941,0	18 500,0	154,6	-1,4	0,000	0,000	101,2	0,000	112,1
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,000	0,000	69,3	0,000	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,001	0,000	1 964,6	0,000	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,029	0,000	3 685,1	0,000	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,448	0,000	1 704,9	0,000	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,369	0,002	22 849,1	0,002	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,558	0,012	546,5	0,012	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,733	0,085	609,0	0,087	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,840	0,229	182,8	0,247	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,221	0,293	26,9	0,322	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,529	1,521	268,5	1,744	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,781	8,717	505,2	10,738	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,228	41,302	347,7	51,972	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,292	56,404	29,6	68,596	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,693	67,450	19,3	77,540	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,642	76,322	10,9	82,275	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,000	100,000	31,2	100,000	21,5
2006	5 971 770,0	12 604,5	105,3	5,3	7 167 039,281	126,401	26,4	120,015	20,0
2007	6 345 369,5	13 393,1	111,9	6,3	8 450 398,019	149,035	17,9	133,174	11,0
2008	6 740 670,1	14 227,4	118,9	6,2	11 698 976,176	206,329	38,4	173,558	30,3
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	19 106 186,102	336,966	63,3	275,580	58,8
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	22 678 781,476	399,974	18,7	305,402	10,8
2011	7 936 345,4	16 751,1	140,0	6,9	28 352 695,221	500,042	25,0	357,251	17,0
2012 (p)	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,2	33 481 626,404	590,498	18,1	393,955	10,3
2013 (p)	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	36 984 754,455	652,281	10,5	401,149	1,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.11 Produit national brut et revenu national*(en milliards de CDF courants)*

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012(p)	2013(p)
Produit intérieur brut	5 670,1	7 167,0	8 450,4	11 699,0	19 106,2	22 678,8	28 352,7	33 481,6	36 984,8
Revenu des facteurs du reste du Monde	4,5	8,3	13,4	9,9	21,0	43,8	154,6	16,8	45,3
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	123,3	222,1	355,2	525,1	649,2	991,5	1 164,1	979,9	2 654,9
Revenu national brut (1)	5 551,3	6 953,2	8 108,6	11 183,8	18 478,0	21 731,0	27 343,2	32 518,6	34 375,1
Consommation de capital fixe (-)	29,8	36,6	31,1	68,7	123,5	229,8	245,7	316,3	327,8
Revenu national net	5 521,4	6 916,6	8 077,5	11 115,1	18 354,6	21 501,2	27 097,6	32 202,2	34 047,3
Transferts courants du reste du Monde	447,1	563,1	767,0	975,4	1 374,4	1 529,0	2 234,6	2 491,1	2 140,4
Transferts courants au reste du Monde (-)	92,8	225,5	321,7	416,6	244,5	765,7	937,4	868,6	1 021,6
Revenu National disponible	5 875,8	7 254,2	8 522,8	11 673,9	19 484,4	22 264,6	28 394,8	33 824,8	35 166,1
Consommation finale (-)	5 348,7	6 584,9	7 174,0	10 056,4	17 731,1	20 046,6	23 594,9	28 181,8	30 939,8
Epargne nette	527,1	669,3	1 348,8	1 617,5	1 753,3	2 218,0	4 799,9	5 642,9	4 226,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.12 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en milliards de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	1 819,3	2 165,7	2 543,1	4 293,8	6 371,4	8 945,2	11 913,1	13 710,6	15 172,7
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 223,6	1 536,7	1 867,1	2 726,4	4 618,8	4 943,5	6 066,0	7 062,2	7 425,1
Agriculture	1 177,1	1 478,3	1 796,1	2 622,8	4 443,3	4 735,2	5 811,2	6 772,6	7 127,7
vivrière	1 160,2	1 457,1	1 770,5	2 585,3	4 379,8	4 667,6	5 728,3	6 676,6	7 027,6
rente	16,8	21,1	25,7	37,5	63,5	67,6	82,9	96,1	100,1
sylviculture	44,4	55,7	67,7	98,8	167,4	199,7	244,5	277,5	284,8
elevage, peche et chasse	2,1	2,7	3,3	4,8	8,1	8,5	10,4	12,1	12,6
Extraction	595,7	629,1	676,0	1 567,4	1 752,6	4 001,8	5 847,1	6 648,4	7 747,7
Extraction métaux non ferreux	164,5	240,9	222,8	843,0	923,7	2 450,8	3 268,3	3 836,3	4 987,7
cuivre	26,7	88,6	48,6	412,5	449,2	1 097,4	1 714,9	2 017,6	3 103,6
cobalt	132,9	106,3	166,3	426,3	466,0	1 334,1	1 528,1	1 786,3	1 845,6
zinc	4,9	46,0	8,0	4,2	8,5	19,2	25,3	32,4	38,6
Autres produits d'extraction	431,2	388,2	453,1	724,4	828,9	1 551,0	2 578,8	2 812,1	2 759,9
pétrole	102,4	95,5	148,5	284,2	348,5	715,1	1 337,4	1 361,8	1 160,7
diamant	255,8	196,5	200,3	249,3	167,4	236,6	343,5	274,8	288,2
or	6,9	0,6	1,0	2,5	4,4	5,1	9,7	11,5	17,1
cassitérite	2,6	2,5	4,3	50,4	81,3	132,7	210,8	258,2	168,8
coltan	0,0	0,1	0,2	2,6	4,0	2,5	4,5	5,3	6,9
autres minéraux	4,7	7,3	0,5	3,7	7,2	19,1	27,7	26,0	27,9
carrières	58,9	85,6	98,2	131,6	216,0	440,0	645,2	874,7	1 090,3
Secteur secondaire	1 207,0	1 525,2	1 934,8	2 437,3	4 688,7	4 923,6	6 026,4	7 259,2	8 122,2
Industries manufacturières	930,1	1 121,0	1 469,8	1 798,1	3 682,6	3 742,3	4 454,1	5 307,2	5 913,9
industries alimengtaires, boissons et tabacs	714,1	841,2	1 106,2	1 376,6	2 884,5	3 000,6	3 471,0	4 311,9	4 967,8
Autres industries manufacturières	216,0	279,8	363,7	421,4	798,0	741,6	983,1	995,3	946,1
Bâtiment et travaux publics	215,9	314,2	360,4	482,7	792,4	931,5	1 288,5	1 620,9	1 852,8
Electricité et eau	60,9	90,1	104,6	156,5	213,7	249,8	283,8	331,2	355,6
Secteur tertiaire	2 440,7	3 188,2	3 694,6	4 549,5	7 294,4	7 959,6	9 366,6	11 190,1	12 168,1
Commerce	771,6	985,8	1 166,6	1 273,0	2 207,8	2 456,2	2 918,5	3 642,9	3 979,0
Transports, entrepots et telecom	783,9	1 010,2	1 151,8	1 543,0	2 319,1	2 470,4	2 881,6	3 462,7	3 818,3
Autres services hors adm. publique	732,0	800,8	892,3	928,6	1 529,3	1 756,1	2 072,3	2 422,3	2 593,8
Services d'administration publique	173,6	428,4	554,2	923,4	1 426,4	1 478,7	1 730,8	1 936,1	2 037,0
SIFIM	-20,4	-37,0	-70,3	-118,5	-188,1	-201,8	-236,7	-274,0	-260,0
PIB au coût des facteurs	5 466,9	6 879,1	8 172,5	11 280,6	18 354,5	21 828,5	27 306,1	32 159,9	35 463,1
Taxes sur les produits	203,2	288,0	277,9	418,4	751,6	850,3	1 046,6	1 321,7	1 521,6
PIB aux prix courants du marché	5 670,1	7 167,0	8 450,4	11 699,0	19 106,2	22 678,8	28 352,7	33 481,6	36 984,8

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.13 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut*(Valeurs ajoutées en milliards de CDF aux prix de 2005)*

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Contribution à la croissance en 2013	
										En %	En points
Secteur primaire	1 819,3	1 976,9	2 019,2	2 116,7	2 278,2	2 941,6	3 348,2	3 579,9	3 872,7	40,4	3,4
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 223,6	1 292,5	1 328,3	1 365,1	1 403,1	1 453,8	1 505,7	1 557,7	1 623,8	9,1	0,8
Agriculture	1 177,1	1 243,4	1 277,8	1 313,2	1 349,8	1 399,0	1 448,5	1 498,3	1 563,0	8,9	0,8
vivrière	1 160,2	1 225,7	1 259,5	1 294,4	1 330,4	1 379,0	1 427,9	1 477,1	1 541,0	8,8	0,8
rente	16,8	17,8	18,3	18,8	19,3	20,0	20,7	21,3	22,0	0,1	0,0
sylviculture	44,4	46,9	48,1	49,5	50,9	52,3	54,6	56,7	58,1	0,2	0,0
élevage, pêche et chasse	2,1	2,3	2,3	2,4	2,5	2,5	2,6	2,7	2,8	0,0	0,0
Extraction	595,7	684,3	690,9	751,6	875,1	1 487,8	1 842,5	2 022,2	2 248,8	31,2	2,7
Extraction métaux non ferreux	164,5	290,1	296,0	342,2	403,7	849,5	1 055,7	1 069,5	1 225,5	21,5	1,8
cuivre	26,7	73,4	72,8	137,5	135,1	265,1	325,3	405,0	625,2	30,4	2,6
cobalt	132,9	207,5	215,1	199,8	263,7	576,6	720,5	651,9	585,1	-9,2	-0,8
zinc	4,9	9,1	8,1	5,0	4,9	7,8	9,9	12,5	15,1	0,4	0,0
Autres produits d'extraction	431,2	394,3	394,9	409,4	471,4	638,3	786,7	952,7	1 023,4	9,7	0,8
pétrole	102,4	103,8	129,4	160,2	186,6	254,8	300,0	385,5	377,8	-1,1	-0,1
diamant	255,8	195,0	174,6	151,4	128,7	125,5	169,8	168,6	172,7	0,6	0,0
or	6,9	0,6	0,8	1,5	2,3	2,2	3,1	4,0	5,6	0,2	0,0
cassitérite	2,6	2,5	3,8	15,0	35,0	48,4	55,1	74,3	66,9	-1,0	-0,1
coltan	0,0	0,1	0,2	0,6	1,1	0,6	0,8	1,0	1,3	0,0	0,0
autres minéraux	4,7	7,2	0,5	0,7	1,9	3,8	4,0	4,3	7,0	0,4	0,0
carrières	58,9	85,0	85,6	79,9	115,7	203,1	253,9	315,0	392,0	10,6	0,9
Secteur secondaire	1 207,0	1 165,1	1 241,3	1 266,6	1 174,8	1 149,8	1 208,1	1 301,6	1 444,7	19,7	1,7
Industries manufacturières	930,1	885,5	948,9	963,9	868,7	839,9	854,9	899,6	990,0	12,5	1,1
Industries alimentaires, boissons et tabac	714,1	672,5	721,4	730,2	655,5	663,2	647,2	713,6	794,9	11,2	1,0
Autres industries manufacturières	216,0	213,0	227,5	233,7	213,3	176,8	207,7	186,0	195,1	-1,3	0,1
Bâtiment et travaux publics	215,9	215,1	226,7	235,3	249,0	252,3	297,5	342,5	390,9	6,7	0,6
Electricité, gaz, vapeur et eau	60,9	64,5	65,7	67,4	57,1	57,5	55,7	59,5	63,8	0,6	0,1
Secteur tertiaire	2 440,7	2 594,1	2 885,4	3 151,4	3 270,8	3 121,3	3 153,4	3 376,7	3 630,5	35,0	3,0
Commerce	771,6	844,7	946,3	1 045,2	1 144,3	1 113,4	1 122,5	1 260,9	1 365,2	14,4	1,2
Transports et télécommunications	783,9	839,1	975,9	1 067,8	1 041,4	986,7	992,5	1 050,6	1 130,9	11,1	0,9
Autres services hors adm. publique	732,0	658,0	704,1	752,6	779,5	737,8	752,0	784,2	835,3	7,1	0,6
Services d'administration publique	173,6	273,9	295,5	337,1	365,3	341,1	344,9	340,8	355,3	2,0	0,2
SIFIM	-20,4	-21,5	-36,5	-51,2	-59,7	-57,7	-58,4	-59,8	-56,2	0,5	0,0
PIB au coût des facteurs	5 466,9	5 736,1	6 145,8	6 534,7	6 723,8	7 212,6	7 709,6	8 258,2	8 947,9	95,1	8,1
Taxes sur les produits	203,2	235,7	199,7	205,9	209,3	213,2	226,8	252,9	288,6	4,9	0,4
PIB aux prix constants du marché	5 670,1	5 971,8	6 345,6	6 740,6	6 933,1	7 425,9	7 936,4	8 511,2	9 236,5	100,0	8,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.14 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en milliards de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Demande Intérieure Brute	6 034,4	7 475,8	8 623,2	12 331,7	20 513,5	24 344,3	29 817,9	35 299,9	38 127,4
Consommation	5 348,7	6 584,9	7 174,0	10 056,4	17 731,1	20 046,6	23 594,9	28 181,8	30 939,8
Secteur public	376,1	721,9	776,9	514,0	1 584,7	2 134,4	3 031,2	3 299,0	3 676,2
Secteur privé	4 972,6	5 863,0	6 397,2	9 542,4	16 146,4	17 912,2	20 563,7	24 882,8	27 263,6
Investissements bruts	685,7	891,0	1 449,2	2 275,3	2 782,4	4 297,7	6 223,0	7 118,1	7 187,5
FBCF	662,0	804,6	1 383,9	2 351,2	2 607,9	3 986,5	5 985,6	6 845,7	6 922,2
Secteur public	149,1	183,0	155,6	343,6	617,3	1 149,2	1 228,3	1 581,6	1 639,0
Secteur privé	512,9	621,7	1 228,3	2 007,7	1 990,6	2 837,2	4 757,3	5 264,1	5 283,2
Variation des stocks	23,7	86,3	65,3	-76,0	174,5	311,3	237,4	272,3	265,3
Demande extérieure nette	-364,4	-308,8	-172,8	-632,7	-1 407,3	-1 665,6	-1 465,2	-1 818,3	-1 142,6
Exportations de biens et services	1 301,0	1 468,6	3 379,3	4 319,4	4 049,2	8 031,8	9 388,7	8 302,8	10 278,5
Exportations des biens	1 138,4	1 265,9	3 176,5	3 854,8	3 525,0	7 679,7	8 708,8	8 038,3	10 028,9
Produits miniers et pétrol brut	1 098,5	1 206,4	3 061,2	3 716,8	3 434,9	7 550,4	8 583,1	7 927,1	9 794,6
Autres produits	39,8	59,5	115,3	138,0	90,1	129,3	125,8	111,2	234,3
Exportations des services	162,6	202,6	202,8	464,7	524,2	352,0	679,8	264,5	249,6
Importations de biens et services	1 665,3	1 777,4	3 552,1	4 952,1	5 456,5	9 697,3	10 853,9	10 121,1	11 421,1
Importations des biens	1 274,7	1 353,4	2 716,3	3 774,0	3 991,2	7 285,3	8 197,4	7 977,5	9 202,1
Consommations	540,0	468,5	675,6	814,0	1 051,5	1 216,1	1 861,0	1 720,6	2 116,5
Equipements	158,9	564,7	1 621,9	2 173,9	2 228,1	5 172,1	5 069,7	2 850,5	5 981,4
Intermédiaires	575,8	320,2	418,8	786,1	711,6	897,2	1 266,7	3 406,5	1 104,3
Importations des services	390,7	424,0	835,8	1 178,1	1 465,4	2 412,0	2 656,5	2 143,6	2 219,0
Produit Intérieur Brut	5 670,1	7 167,0	8 450,4	11 699,0	19 106,2	22 678,8	28 352,7	33 481,6	36 984,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.15 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en milliards de CDF aux prix de 2005)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Demande Intérieure Brute	6 034	6 262	6 763	6 956	7 591	9 132	9 541	9 871	10 582
Consommation	5 367	5 470	5 873	6 010	6 020	7 234	7 226	7 471	8 003
Secteur public	394	492	530	636	526	861	695	720	766
Secteur privé	4 973	4 978	5 343	5 374	5 494	6 373	6 531	6 751	7 237
Investissements bruts	668	792	890	946	1 571	1 898	2 316	2 401	2 579
FBCF	662	789	886	942	1 566	1 892	2 306	2 398	2 574
Secteur public	149	198	222	236	432	365	296	308	330
Secteur privé	513	591	664	706	1 134	1 528	2 010	2 090	2 244
Variation des stocks	5,9	3,8	3,9	4,0	4,2	5,8	9,0	3,0	4,9
Demande extérieure nette	-364	-291	-417	-215	-658	-1 706	-1 605	-1 360	-1 346
Exportations de biens et services	1 301	1 179	1 494	1 564	1 122	1 134	1 316	1 297	1 735
Exportations des biens	1 136	1 012	1 282	1 342	958	1 060	1 153	1 243	1 691
Produits miniers	987	778	872	945	675	888	992	1 100	1 441
Autres produits	149	234	410	397	283	172	160	143	249
Exportations des services	164	168	212	222	163	74	163	54	44,678
Importations de biens et services	-1 665	-1 470	-1 912	-1 779	-1 779	-2 840	-2 921	-2 657	-3 081
Importations des biens	-1 474	-1 293	-1 725	-1 607	-1 607	-2 269	-2 350	-2 211	-2 601
Consommations	-991	-687	-639	-609	-609	-351	-487	-446	-557
Equipements	-425	-540	-1 030	-926	-926	-1 625	-361	-788	-1 716
Intermédiaires	-58	-67	-56	-72	-72	-293	-1 501	-977	-329
Importations des services	-191	-176	-186	-172	-172	-571	-571	-446	-480
Produit Intérieur Brut	5 670	5 972	6 345,6	6 741	6 933	7 426	7 936	8 511	9 236

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.16 Compte des opérations courantes de l'Etat
(en milliards de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012(p)	2013(p)
EMPLOIS:									
Consommation publique	376,1	721,9	776,9	514,0	1 584,7	2 134,4	3 031,2	3 299,0	3 676,2
Frais du personnel	175,5	349,6	429,8	275,8	962,7	1 442,5	1 541,3	1 870,3	1 960,0
Consommation de biens et services	200,6	372,3	347,1	238,2	621,9	691,8	1 489,9	1 428,6	1 716,2
Transferts courants	92,8	225,5	321,7	416,6	244,5	765,7	937,4	868,6	1 407,1
Subventions d'exploitation aux									
Entreprises	-	-	-	12,9	-	-	-	-	-
Transferts aux ménages	6,6	6,2	17,8	23,9	5,7	50,4	52,2	49,0	-
Transferts à l'extérieur	0,4	0,5	1,6	8,7	2,8	17,5	21,6	25,7	-
Intérêts de la dette publique	48,1	95,3	39,1	64,0	22,4	60,8	223,0	224,3	-
Autres transferts (n.d.a)	37,7	123,4	263,1	307,2	213,6	636,9	640,6	569,6	1 407,1
Prestations de la Sécurité Sociale	21,1	21,5	22,0	25,8	35,7	31,0	37,9	33,5	31,9
Epargne de l'Etat	336,3	39,2	255,4	964,9	930,9	338,0	533,2	1 282,7	1 398,8
TOTAL	826,1	1 008,1	1 375,9	1 921,3	2 795,7	3 269,0	4 539,7	5 483,8	6 514,0
RESSOURCES:									
Recettes ordinaires	342,2	408,1	572,1	902,4	1 361,2	1 678,0	2 241,2	2 928,9	3 174,9
Cessions de biens et services (1)	56,8	65,8	156,6	214,1	400,2	535,1	647,3	923,4	830,5
Impôts directs	171,1	184,0	239,7	373,5	440,9	577,7	801,5	1 082,1	1 433,2
Impôts indirects	57,4	131,8	168,3	306,0	344,0	494,7	613,4	746,1	911,3
Intérêts et dividendes	5,3	6,2	7,2	8,1	11,2	0,0	11,9	0,0	-
Autres recettes ordinaires (2)	51,6	20,3	0,4	0,8	164,9	70,5	167,1	177,3	-
Transferts courants de l'extérieur	447,1	563,1	767,0	975,4	1 374,4	1 529,0	2 234,6	2 491,1	3 275,3
Cotisations à la Sécurité Sociale	36,9	36,9	36,9	43,5	60,1	61,9	63,8	63,8	63,8
TOTAL	826,1	1 008,1	1 375,9	1 921,3	2 795,7	3 269,0	4 539,7	5 483,8	6 514,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Recettes administratives, judiciaires et domaniales.

(2) Il s'agit de recettes diverses.

Tableau I.17 Compte de capital et financier de l'Etat
(en milliards de CDF à prix courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (p)	2013 (p)
EMPLOIS:									
Formation brute de capital (r)	149,1	183,0	155,6	343,6	617,3	1 149,2	1 228,3	1 581,6	1 639,0
Sur ressources intérieures	44,5	56,7	48,3	106,5	191,4	560,3	336,9	462,2	625,0
Sur ressources extérieures	104,6	126,2	107,4	237,0	425,8	588,9	891,4	1 119,4	1 014,0
Transferts de capital	27,3	70,9	26,3	65,7	183,0	70,4	839,4	360,8	7,1
Subventions d'équipement versées aux entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	27,3	70,9	26,3	65,7	183,0	70,4	839,4	360,8	7,1
Capacité(+)/Besoins(-) de financement (r)	607,0	348,4	840,4	1 531,1	1 505,0	647,4	700,1	1 831,4	3 027,9
TOTAL	783,3	602,3	1 022,4	1 940,3	2 305,3	1 867,0	2 767,9	3 773,8	4 674,0
RESSOURCES:									
Epargne	336,3	39,2	255,4	964,9	930,9	338,0	533,2	1 282,7	1 398,8
Transferts en capital reçus par l'Etat	447,1	563,1	767,0	975,4	1 374,4	1 529,0	2 234,6	2 491,1	3 275,3
TOTAL	783,3	602,3	1 022,4	1 940,3	2 305,3	1 867,0	2 767,9	3 773,8	4 674,0

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.18 Formation brute de capital fixe
(en milliards de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (p)	2013 (p)
Par agent:									
Secteur privé	512,9	621,7	1 228,3	2 007,7	1 990,6	2 837,2	4 757,3	5 264,1	5 283,2
<i>Dont ménages</i>	359,1	435,2	859,9	1 405,6	1 393,7	1 986,4	3 330,6	3 685,4	3 698,8
Administrations publiques	149,1	183,0	155,6	343,6	617,3	1 149,2	1 228,3	1 581,6	1 639,0
Total	662,0	804,6	1 383,9	2 351,2	2 607,9	3 986,5	5 985,6	6 845,7	6 922,2
Par type de biens d'investissement:									
Matériels d'équipement	68,9	82,9	142,8	242,6	269,1	411,3	2 657,6	3 039,5	3 060,3
Bâtiments et travaux publics	458,7	558,4	962,1	1 634,6	1 813,0	2 771,5	2 130,9	2 437,1	2 484,9
Projets administratifs	132,4	161,5	275,8	468,6	519,8	794,5	1 183,4	1 353,5	1 359,3
Cheptels	2,1	1,9	3,2	5,4	6,0	9,2	13,7	15,6	17,7
Total	662,0	804,6	1 383,9	2 351,2	2 607,9	3 986,5	5 985,6	6 845,7	6 922,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.19 Compte extérieur de l'économie
(en milliards de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012(p)	2013(p)
1. Exportations de biens et services	1 301,0	1 468,6	3 379,3	4 319,4	4 049,2	8 031,8	9 388,7	8 302,8	10 278,5
2. Importations de biens et services	1 665,3	1 777,4	3 552,1	4 952,1	5 456,5	9 697,3	10 853,9	10 121,1	11 421,1
Solde sur biens et services	-364,4	-308,8	-172,8	-632,7	-1 407,3	-1 665,6	-1 465,2	-1 818,3	-1 142,6
3. Rémunérations des salariés reçues nettes du Reste du Monde	-11,1	-8,8	-9,1	-12,7	-9,2	-37,6	69,0	-39,6	-2,6
4. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	-107,7	-205,1	-332,7	-502,4	-619,0	-910,1	-1 078,4	-923,4	-2 607,1
5. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	354,3	337,6	445,3	558,8	1 129,9	763,4	1 297,2	1 622,5	1 118,8
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	-128,8	-185,0	-69,3	-589,0	-905,6	-1 849,9	-1 177,4	-1 158,8	-2 633,4
6. Transferts nets en capital	-43,2	38,3	-1,9	62,1	114,0	144,5	900,4	453,8	80,0
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	-99,7	100,7	-125,3	96,6	-593,3	159,4	540,8	350,1	445,4
8. Achat d'actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	124,2	-88,0	-39,0	122,9	-371,7	-25,5	291,4	132,9	212,2
Total du financement net	124,2	-88,0	-39,0	122,9	-371,7	-25,5	291,4	132,9	212,2

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau I.20 Evolution des indices d'activité économique et des prix
à la consommation des ménages
(base 2009 = 100)**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (p)	2013 (e)
I. VOLUME DE PRODUCTION										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	83,0	88,5	119,7	128,1	111,4	100,0	103,6	101,8	104,8	106,3
2. Production agricole	93,8	98,6	124,5	130,0	117,2	100,0	102,8	99,8	102,7	103,2
3. Production agricole vivrière	80,4	96,7	200,9	240,8	176,8	100,0	105,8	107,5	109,3	101,4
4. Production agricole de rente	97,9	99,2	101,1	96,0	98,9	100,0	101,9	97,4	100,7	101,4
5. Sylviculture	40,3	48,3	100,2	120,1	88,1	100,0	106,8	110,0	113,3	118,6
6. Elevage, pêche et chasse	42,9	51,5	107,3	128,8	94,4	100,0	106,8	109,9	113,1	117,7
7. Extraction	32,9	40,0	48,2	53,2	91,6	100,0	146,1	148,1	154,1	177,8
8. Extraction des métaux non ferreux	13,1	20,2	30,4	32,6	90,6	100,0	166,8	168,9	174,4	209,7
9. Autres produits d'extraction	73,4	80,6	84,7	95,4	93,6	100,0	103,8	105,5	112,5	112,6
10. Production de pétrole brut	107,8	98,2	96,0	94,0	89,2	100,0	92,0	91,2	97,8	86,36
11. Production manufacturière	119,9	122,9	123,8	128,5	138,7	100,0	104,7	110,9	121,6	134,90
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	118,4	91,0	90,8	95,4	102,4	100,0	107,2	112,8	124,2	142,0
13. Production d'autres industries manufacturières	134,0	167,2	172,2	160,3	148,8	100,0	101,4	107,3	118,2	127,0
14. Production de ciment	90,5	113,3	115,0	115,2	89,3	100,0	106,4	99,4	90,7	97,02
15. Production d'eau	82,8	83,6	86,0	88,7	89,8	100,0	103,7	101,5	99,5	104,65
16. Production d'électricité	90,3	93,0	99,5	98,4	97,8	100,0	97,2	91,5	105,0	126,34
II. VOLUME DE CONSOMMATION										
1. Consommation d'eau	87,6	87,6	92,3	90,9	95,3	100,0	102,3	108,0	109,0	105,96
2. Consommation intérieure d'électricité	77,2	73,7	93,3	75,9	85,2	100,0	108,6	111,1	102,2	135,42
3. Consommation intérieure de ciment	89,1	107,7	119,4	123,6	97,0	100,0	110,7	89,2	101,1	97,99
4. Consommation des produits pétroliers	60,4	75,5	80,8	88,5	99,4	100,0	106,6	135,3	142,2	140,60
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT										
1. Manutention dans les principaux ports	69,1	79,0	83,2	88,9	95,9	100,0	99,1	121,6	118,3	119,16
2. Trafic des marchandises et des personnes	40,8	48,2	57,1	68,4	82,3	100,0	117,6	134,6	153,9	155,63
IV. PRIX										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	35,3	50,7	60,3	66,7	86,0	100,0	127,8	151,7	163,2	165,3
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C., ⁽¹⁾	30,9	37,5	46,5	51,1	65,2	100,0	82,0	94,6	100,0	101,8
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES ⁽²⁾	30,7	39,8	46,1	61,8	77,6	100,0	120,0	137,7	153,5	172,0
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES ⁽²⁾	35,5	44,3	50,8	58,0	75,1	100,0	127,0	153,1	166,8	192,5
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ	26,3	34,2	36,7	48,4	72,2	100,0	115,9	-	-	-
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	54,7	74,6	87,9	95,2	133,6	100,0	105,6	147,0	125,1	144,3
V. Indice de volume du P.I.B. ⁽³⁾	75,8	81,7	86,3	91,7	97,3	100,0	107,2	114,6	122,7	133,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2010, base 100=2012.

(2) Il s'agit de l'indice moyen annuel.

(3) Calculé sur base du PIB constant aux prix de 2005.

Tableau I.21 Importations et production commercialisée de principaux produits alimentaires
(en milliers de tonnes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (p)	2011 (e)	2012 (e)	2013 (e)
Production commercialisée:										
Manioc en cossettes	15 920	16 414	14 989	15 004	15 019	15 034	15 049	15 065	15 080	15 083
Tubercules ⁽¹⁾	422	435	489	417	422	427	427	429	442	443
Bananes plantains	518	534	488	489	490	490	432	407	493	494
Mais	1 231	1 269	1 155	1 156	1 156	1 156	1 156	1 157	1 157	1 160
Riz	335	346	456	516	317	317	317	318	318	319
Pois et haricots	116	120	119	123	115	116	117	118	125	125
Poissons frais	65	67	70	73	75	78	78	79	81	81
Viande	49	51	65	73	75	77	80	82	89	90
Légumes ⁽²⁾	91	93	87	88	90	93	96	99	102	102
Fruits ⁽³⁾	387	399	405	420	433	446	1 221	2 316	2 105	2 110
Importations:										
Maïs	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4
Riz	174	179	180	186	202	209	215	222	228	229
Poissons salés et fumés	5	5	5	6	6	6	6	7	7	7
Viande et abats	7	8	9	10	11	11	11	12	12	12
Blé	173	178	203	219	238	245	253	261	269	269

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA.

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames.

(2) Feuilles de manioc, piments et poivre.

(3) Tomates, bananes douces et autres fruits.

Tableau I.22 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse*(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)	2013 (e)
I. CULTURES VIVRIERES										
Céréales										
Maïs grains	1 155	1 155	1 155	1 156	1 156	1 156	1 156	1 156	1 157	1 157
Riz paddy	315	315	315	316	317	318	318	319	318	318
Millet & sorgho	43	43	44	44	44	44	45	45	45	45
Blé & orge	12	25	30	22	25	30	31	32	33	30
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	14 945	14 945	14 948	14 982	14 991	15 003	15 014	15 024	15 080	15 095
Patate douce	223	223	233	237	240	243	247	251	254	258
Taro	78	93	194	233	171	194	203	209	215	230
Pomme de terre	92	92	93	94	94	94	95	95	96	96
Oignons, ails...	59	71	148	178	130	148	158	163	168	175
Igname	85	85	86	87	88	89	90	91	92	94
Légumes et légumineuses										
Haricots	108	108	111	112	113	114	115	116	117	118
Vandzou	9	9	10	10	10	10	11	11	11	11
Feuille de manioc	338	406	845	1 014	744	845	927	955	983	1 002
Tomates	53	64	133	160	117	133	141	145	150	158
Piments et poivre	37	44	92	110	81	92	100	103	106	109
Autres légumes	108	129	270	323	237	270	293	302	311	319
Oléagineux										
Arachides	360	360	369	373	377	382	388	394	373	373
Soja	14	14	16	16	17	18	18	19	20	21
Noix de palme (palmier à huile)	1 262	1 515	3 156	3 787	2 777	3 156	3 487	3 592	3 699	3 739
Autres oléagineux	40	48	101	121	89	101	115	118	122	136
Fruits										
Bananes plantains	486	486	488	489	490	490	491	492	493	494
Bananes douces	314	314	314	315	315	316	316	317	317	318
Autres fruits	1 022	1 227	2 556	3 067	2 249	2 556	3 067	3 159	3 254	3 028
II. ELEVAGE										
Bovins (en milliers de têtes)	815	978	756	754	753	751	750	748	750	752
Ovins (en milliers de têtes)	1 052	1 262	900	901	902	903	904	905	906	908
Caprins (en milliers de têtes)	4 696	5 636	4 028	4 034	4 041	4 046	4 052	4 058	4 060	4 062
Porcins (en milliers de têtes)	1 140	1 369	963	967	970	974	977	981	984	986
Volailles (en milliers de têtes)	22 053	26 463	19 828	19 888	19 948	20 007	20 067	20 128	20 132	20 142
Oeufs (en millions d'oeufs)	662	794	953	956	958	961	964	967	967	968
Lait (en millions de litres)	25	30	62	74	54	62	68	70	72	73
III. SYLVICULTURE										
Bois de chauffage	26 664	31 996	66 659	79 991	58 660	66 659	70 991	73 121	75 314	78 980
Charbon de bois	1 026	1 231	2 565	3 078	2 257	2 565	2 778	2 861	2 947	3 039
IV. PECHE ET CHASSE										
Poissons frais	154	185	385	462	339	385	405	417	430	456
Gibier	107	128	267	320	235	267	290	299	308	316

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.23 Production agro-industrielle
(en tonnes)

PRODUITS	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)	2013 (e)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	32 020	31 990	31 960	31 930	31 900	31 870	31 840	26 271	26 243	25 535
exportations	4 406	4 309	3 666	7 477	7 453	4 506	3 836	3 165	3 161	3 842
Café arabica	5 123	5 118	5 916	5 109	5 104	5 099	6 447	5 184	5 744	6 215
exportations	2 373	3 883	4 489	4 501	4 693	4 564	5 771	4 640	5 141	5 563
Cacao	5 670	5 630	5 590	5 550	5 510	5 470	5 431	4 616	5 353	5 314
exportations	1 386	1 289	950	990	55	57	44	38	15	6
Thé	1 716	1 570	1 378	1 980	2 220	2 490	2 479	2 615	3 508	3 933
Tabac	4 174	4 053	4 184	4 058	3 937	3 819	3 704	3 593	3 485	3 381
BOIS										
Grumes (m³)	371 000	391 321	380 238	401 065	264 568	238 111	451 167	406 700	412 831	414 604
exportations	92 829	117 845	150 505	213 308	140 711	107 415	203 528	183 468	186 234	187 034
OLEAGINEUX ⁽¹⁾	21 143	25 223	20 931	24 467	16 478	25 659	7 825	10 485	8 487	10 788
Huile de palme	12 797	17 531	13 024	16 110	7 926	5 908	6 621	8 872	7 181	9 128
Huile de palmistes	1 001	177	212	403	574	589	583	666	910	1 393
exportations	603	111	128	253	361	370	366	418	571	875
Tourteaux de palmistes	7 345	7 515	7 694	7 954	8 348	8 566	8 887	9 170	9 488	9 803
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	6 787	6 401	6 034	5 663	4 917	4 543	4 171	3 841	3 532	3 250
Huile de coton	90	86	81	76	67	62	57	53	49	46
Tourteaux de coton	508	480	452	425	370	343	315	291	268	247
Fibres Urena-Punga	3 324	2 861	2 228	1 706	580	45	45	6	4	1
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	4 854	4 743	4 352	4 198	3 674	3 471	3 209	3 000	2 790	2 595
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	4 967	9 762	5 721	11 687	11 326	11 326	4 250	3 179	1 911	1 599
exportations	2 838	5 578	3 269	6 678	6 472	6 472	2 429	1 817	1 092	914
PLANTES INSECTICIDES										
Pyrèthre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	1 787 300	1 821 129	1 887 546	1 694 395	1 793 412	1 827 140	1 881 954	1 938 412	1 996 565	2 056 462

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée.

Tableau I.24 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)	2013 (e)
Cuivre	tonnes	18 995	26 389	99 121	235 742	335 066	309 181	497 537	499 198	619 942	919 588
dont : - Gécamines	tonnes	7 691	16 055	24 201	23 025	23 475	13 274	20 015	17 287	36 452	158 960
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	11 304	10 334	74 920	212 717	311 591	295 907	477 522	481 911	583 490	760 628
Zinc	tonnes	5 067	15 110	33 784	11 925	15 465	19 636	9 223	14 758	10 572	12 114
dont : - Gécamines	tonnes	5 067	5 671	12 837	11 925	13 523	12 848	9 223	14 758	10 572	12 114
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	-	9 439	20 947	-	1 942	6 788	-	-	-	-
Cobalt	tonnes	8 851	8 234	15 384	41 464	42 461	56 258	97 693	99 475	86 433	76 517
dont : - Gécamines	tonnes	1 412	934	738	730	314	456	877	715	1 522	2 263
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	7 439	7 300	14 646	40 734	42 147	55 802	96 816	98 760	84 911	74 254
Or fin ⁽¹⁾	kilos	1 202	2 244	254	122	150	220	174	286	2 403	2 860
Diamant	milliers de carats	29 502	32 214	28 949	28 270	20 947	17 880	16 963	18 598	20 156,6	17 624
dont : - MIBA	milliers de carats	7 350	5 375	2 803	973	781	904	841	923	934	899
- Sengamines & autres ind.	milliers de carats	506	-	111	74	20	104	72	74	69	72
- Artisanal	milliers de carats	21 646	26 839	26 035	27 223	20 146	16 871	16 051	17 601	19 154	16 653
Cassitérite	tonnes	8 899	8 950	7 803	14 694	19 719	15 512	16 963	18 598	18 981	7 567
Wolframite	tonnes	140	485	1 222	1 194	715	352	77	45	71	60
Colombo-tantalite	tonnes	77	152	299	393	630	464	279	383	586	697
Pétrole brut	milliers de barils	10 119	9 216	9 009	8 816	8 365	9 382	8 628	8 558	8 545	8 351
Indice de la production minière et hydrocarbure (2009=100)		15	23	30	33	82	100	156	158	164	189

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.25 Principales productions manufacturières

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)	2013(e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS											
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	10³ litres	57	61	61,8	74	54	62	68	70	72	74
Farine de maïs	tonnes	13 690	13 867	14 331,7	14 762	15 204	15 661	16 130	16 614	17 113	17 626
Farine de froment	tonnes	184 914	184 100	185 738,0	179 070	196 152	193 652	173 450	160 441	155 502	193 526
Riz décortiqué	tonnes	186	178	168,0	173	178	184	189	195	201	207
Sucre	tonnes	80 871	88 950	90 792,0	93 516	96 321	99 211	102 187	105 253	108 410	111 663
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	45	161	164,0	169	174	179	185	190	196	202
Pain	tonnes	141 888	143 054	145 231,0	149 588	177 067	183 265	189 679	196 318	203 189	210 300
Graisses et huiles de table	tonnes	1 075	1 201	1 227,0	1 264	1 302	1 341	1 381	1 422	1 465	1 509
Huiles de palme	tonnes	12 797	17 531	13 024,0	16 110	16 593	17 091	6 621	8 872	7 181	9 128
Margarine	tonnes	561	635	593,0	611	629	648	667	687	708	729
Aliments pour animaux	tonnes	24 796	22 427	21 768,0	22 421	23 094	23 786	24 500	25 235	25 992	26 772
Pêche lacustre	tonnes	904	875	845,4	871	897	924	952	980	1 009	1 040
Industries des boissons :											
Bières	10³ d'hl	1 911	2 272	2 617,2	2 951	3 321	3 575	3 911	4 118	4 663	4 838
Limonaades et eaux gazeuses	10³ d'hl	1 174	1 037	1 245,0	1 303	1 554	1 795	1 831	1 957	2 109	2 044
Boissons alcooliques	hl	4 289	4 240	4 356,0	4 487	4 621	4 945	5 291	5 661	6 058	6 482
Industries du tabac :											
Cigarettes	10⁶ d'unités	5 820	3 228	3 333	3 446	3 705	3 213	3 563	3 833	4 424	4 283
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	10³ de pièces	100	98	80,0	82	80	78	75	73	71	69
Couvertures	10³ de pièces	14	15	12,0	12	6					
Sacs	10³ de pièces	5 373	5 314	5 287,0	5 446	4 356	3 485	2 788	2 231	1 784	1 428
Toiles d'emballages	milliers de m	10	11	11,0	11	9	9	10	10	10	10
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m²	1 052	1 079	620,2	267	140	140	141	142	142	143
Tissus imprimés	milliers de m²	4 730	8 514	6 382,2	5 616	2 808	1 404	702	351	176	88
Tissus polyester	milliers de m²	290	478	1 406,0	1 237	619	309	155	77	39	19
Filatures	tonnes	672	372	299,4	209	167	134	107	86	68	55
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	10³ de paires	941	58 778	35 297,0	21 178	12 707	7 624	4 574	2 745	1 647	988
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	19 340	21 316	7 970,3	8 209	8 456	8 709	8 971	9 240	9 517	9 802
Peintures, vernis, émaux	tonnes	101	117	38 290,0	39 439	40 622	41 841	43 096	44 389	45 720	47 092
Allumettes	cartons	110 030	117 287	121 144,2	124 779	128 522	132 378	136 349	140 439	144 653	148 992
Explosifs	tonnes	30	28	26,0	27	22	17	14	11	9	7
Acétylène	kilos	7 819	12 568	4 934,0	8 087	11 754	8 723	8 996	7 784	7 372	6 659
Oxygène	10³ de m³	50	63	48,3	15	23	16	16	13	12	10
Chaux	kilos	16 733	25 135	12 140,0	8 994	16 600	4 560	4 423	1 878	1 317	668
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	382 910	394 998	412 797,8	425 182	437 937	451 075	464 608	478 546	492 902	507 689
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	10³ de pièces	49	50	45,0	50	55	61	68	75	83	92
Casiers et bacs de 32 litres	10³ de pièces	103	95	86,5	103	124	148	177	211	252	301
Divers articles plastiques	10³ de pièces	1 965	2 120	2 290,8	2 359	2 430	2 503	2 578	2 656	2 735	2 817
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	10³ de pièces	89	82	78,7	88	98	110	123	138	154	173
Machettes et houes	10³ de pièces	162	167	171,8	161	166	171	176	182	187	193
Pelles et bèches	10³ de pièces	22	23	23,0	22	23	24	24	25	26	27
Tôles galvanisées	10³ de pièces	278	306	314,0	323	333	343	353	364	375	386
Articles de ménage en aluminium	tonnes	48	49	49,5	51	53	54	56	57	59	61
Valises et malles	pièces	135	127	129,5	133	137	141	144	148	153	157
Bouchons couronnes	10⁶ de pièces	535	545	599,8	618	636	655	675	695	716	738
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	10³ de pièces	323	338	315,0	329	344	360	376	393	411	430
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	405	419	433,8	447	460	474	488	503	518	534
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	52 862	54 554	61 645,0	63 494	65 399	67 361	69 382	71 463	73 607	75 816

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.26 Principales productions manufacturières

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (e)	2012 (e)	2013 (e)
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries des fabrications métal. lourdes :											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	380,0	403,4	393,2	385,6	403,0	407,0	411,1	415,2	419,3	423,5
Chaudronnerie	tonnes	175,0	217,3	240,9	178,1	231,7	232,9	234,0	235,2	236,4	237,6
Fonderie fonte et acier	tonnes	145,0	109,7	104,0	109,7	104,0	109,7	104,0	104,0	101,2	103,4
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	5,0	4,9	4,5	4,6	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8	4,1
Industrie du matériel de transport :											
Réparations navales	pièces	30,0	28,0	32,0	27,4	21,9	24,0	24,7	26,2	34,0	36,1
Constructions navales	pièces	2,5	2,9	4,0	4,0	3,0	5,0	3,0	3,0	8,0	11,0
Automobiles (véhicules montés)	pièces	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries des minéraux non métalliques :											
Ciment Portland normal	10 ³ de tonnes	395,3	499,0	519,2	530,2	411,21	460,34	489,75	457,76	417,71	449,28
Ciment métallurgique	10 ³ de tonnes	7,1	11,9	11,1	8,7	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	902,2	931,4	991,6	1 052,2	1 105,5	1 154,8	1 197,5	1 246,2	1 294,7	1 346,2
Carrelages	milliers de m ²	16,0	17,6	19,1	20,1	21,1	22,6	22,6	23,3	23,7	25,2
Fibro-ciment	milliers de m ²	135,8	148,6	160,3	165,3	175,8	186,2	194,4	204,5	214,3	224,9
Concassés	10 ³ de tonnes	290,5	337,6	437,9	549,7	581,2	633,2	692,1	700,3	734,3	747,7
Bouteilles	10 ³ de pièces	18 741,7	19 077,4	18 041,6	18 588,1	18 779,5	17 642,2	17 894,0	17 458,9	17 982,7	18 522,2
Industries de transformation de bois :											
Tranchages	m ³	2 951,0	3 114,0	3 780,0	2 867,2	3 377,1	3 542,9	3 649,2	3 792,6	3 924,3	4 069,4
Contreplaqués	m ³	603,0	624,0	715,0	591,3	659,8	683,0	703,5	726,4	749,1	773,0
Bois sciés	m ³	29 687,0	30 062,0	25 253,0	35 958,9	46 649,6	40 538,13	24 950,88	33 430,63	33 943,00	39 980,97
Placages	m ³	3 973,4	7 764,0	6 524,0	4 179,0	3 343,2	-	-	-	-	-
Matelas	10 ⁶ de pièces	2 584,0	2 864,7	3 071,7	3 141,4	3 235,6	3 332,7	3 432,7	3 535,6	3 641,7	3 751,0
Stylo à billes	10 ³ de pièces	2 892,2	3 361,9	3 963,4	4 477,1	5 049,3	5 582,4	6 141,6	6 772,7	7 460,2	8 221,9
Menuiserie métallique	tonnes	54,0	54,0	60,0	61,8	61,8	63,7	65,6	67,5	69,6	71,6
Mobiliers métalliques	pièces	615,9	615,0	600,0	762,8	584,6	629,9	657,6	697,1	733,5	774,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.27 Indice de la production des industries manufacturières ⁽¹⁾

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)	2013 (e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	118,4	91,0	90,8	95,4	102,4	100,0	107,2	112,8	124,2	142,0
Produits alimentaires	90,8	108,2	94,6	97,4	99,0	100,0	101,0	103,4	106,5	110,3
Boissons	57,5	61,6	71,9	79,2	90,8	100,0	106,9	113,1	126,1	128,2
Tabacs	181,1	100,5	103,7	107,3	115,3	100,0	110,9	119,3	137,7	133,3
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	134,0	167,2	172,2	160,3	148,8	100,0	101,4	107,3	118,2	127,0
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	326,5	446,2	393,4	277,8	166,7	100,0	60,0	87,8	86,8	85,1
Chaussures et cuirs	162,6	190,4	111,4	105,5	102,1	100,0	60,0	82,1	81,2	51,0
Chimie de consommation	81,6	92,3	94,2	97,0	100,0	100,0	100,0	108,1	108,6	108,9
Fabrication des produits pétroliers raffinés	84,9	87,6	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6
Plastique	78,2	82,8	86,4	90,7	95,2	100,0	105,0	107,1	108,7	111,1
Fabrications métalliques légères	86,5	88,3	91,5	94,2	97,1	100,0	103,0	104,8	105,6	108,0
Edition, imprimerie et reproduction	88,6	92,6	86,4	90,7	95,2	100,0	103,0	127,3	131,8	136,4
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	81,3	84,0	86,4	90,7	95,2	100,0	103,0	129,2	134,3	139,7
Fabrication métalliques lourdes	85,8	96,9	101,4	86,9	98,8	100,0	101,1	107,8	108,0	111,7
Matériel de transport	224,0	246,3	322,9	215,0	92,9	100,0	101,1	88,3	114,8	117,3
Minéraux non métalliques	77,9	89,1	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	93,7	93,9	105,6
Transformation de bois	155,1	235,8	200,6	174,4	115,1	100,0	86,9	170,0	173,4	180,0
Autres non classées ailleurs	77,8	84,7	93,4	98,1	99,0	100,0	101,0	102,8	103,9	106,5
C. INDICE GLOBAL	119,9	122,9	123,8	128,5	138,7	100,0	104,7	110,9	121,6	134,9

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques.

(1) base 2009 = 100.

Tableau I.28 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique ⁽¹⁾	Total production ciment	Exportation ⁽²⁾	Consommation locale ⁽³⁾	Total	
2004	416 624	15 984	432 608	71 555	343 819	415 374	17 234
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	415 665	492 523	31 477
2006	529 233	2 020	531 253	80 820	460 592	541 412	-10 160
2007	530 196	...	530 196	56 439	476 909	533 347	-3 151
2008	411 212	...	411 212	33 408	374 112	407 520	3 692
2009	460 344	...	460 344	62 723	385 798	448 521	11 823
2010	489 745	...	489 745	58 519	427 242	485 761	3 984
2011	457 761	...	457 761	37 958	420 268	458 226	-465
2012 (p)	417 713	...	417 713	29 807	390 157	419 963	-2 250
2013 (p)	449 283	...	449 283	26 894	422 837	449 731	-448

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA).

(2) Uniquement ciment Portland normal.

(3) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I.29 Consommation de produits pétroliers*(en m³)*

Produits	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Essence auto	172 449	209 545	224 298	250 655	259 856	266 914	300 674	338 792	346 520	342 690
Carburant aviation	158 045	198 928	254 565	210 400	184 070	168 998	182 002	181 155	187 736	185 673
Pétrole	5 031	13 139	11 277	6 504	9 840	16 676	9 374	10 909	10 852	10 731
Gasoil	183 761	232 175	251 075	280 220	340 507	332 898	345 425	497 887	532 282	526 452
Fuel oil	37 241	43 714	46 571	46 970	46 054	43 613	47 930	45 696	48 781	48 246
Huiles	1 551	1 988	2 430	1 809	3 239	3 122	3 161	2 107	3 206	3 174
Total	558 078	699 489	790 215	796 558	843 567	832 221	888 565	1 076 547	1 129 375	1 116 966

Source : SEP-Congo.

Tableau I.30 Production et consommation d'électricité par province
(en milliers de Mwh)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (p)	2013 (p)
I. Production brute ⁽¹⁾										
dont:										
centrales hydroélectriques	6 914	7 119	7 620	7 537	7 477	7 657	7 446	7 001	7 538	8 341
centrales thermiques	8	9	9	6	18	8	8	9	9	8
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	6 922	7 128	7 629	7 543	7 495	7 665	7 454	7 010	7 547	8 349
II. Consommation										
intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dont : ville de Kinshasa	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements ⁽²⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	4 713	4 496	5 697	4 636	5 201	6 104	569	603	520	689
III. Exportations ⁽³⁾	1 598	1 394	1 190	1 359	1 560	415	583	228	262	476
IV. Importations et Achats locaux ⁽⁴⁾	21	21	22	17	16	19	2	21	19	19
V. Pertes ⁽⁵⁾	632	1 259	764	1 565	750	1 165	6 303	6 201	6 784	7 203

Source: S.N.EL.

(1) $I = II + III - IV + V$ non compris les autoproducteurs.

(2) Conformément au tableau 26.

(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

(5) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I.31 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO			S. N . EL .		
	(Eau potable)			(Electricité)		
	Production	Consommation	Nombre d'abonnés	Production	Consommation (1)	Nombre d'abonnés
	(en millions de m³)	(en millions de m³)		(en milliers de MWh)	(en milliers de MWh)	
2004	226 150	134 062	445 754	6 922	4 713	353 720
2005	228 401	134 078	457 678	7 128	4 496	374 611
2006	235 068	141 288	469 602	7 629	5 697	443 844
2007	242 341	139 181	481 526	7 543	4 636	374 611
2008	245 253	145 826	489 734	7 495	5 201	428 297
2009	273 179	153 036	498 082	7 665	6 104	439 906
2010	283 202	156 544	507 659	7 454	6 630	440 777
2011	277 246	165 273	517 236	7 010	6 781	483 712
2012	271 328	166 868	528 182	7 547	6 678	540 789
2013 (p)	277 564	165 451	522 709	8 349	7 424	596 691

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1) Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.32 Activité de principaux organismes de transport
(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (p)	2013 (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	41,24	41,24	52,19	72,43	82,45	84,30	86,20	82,44	87,15	84,79
1. ONATRA	41,24	41,24	52,19	72,43	82,45	84,30	86,20	82,44	87,15	84,79
Voies fluviales	41,10	41,10	52,05	68,59	77,67	83,00	83,00	78,56	83,74	81,40
Bas-fleuve	0,14	0,14	0,14	3,83	4,78	1,30	3,20	3,88	3,41	3,39
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	591,50	53,60	153,89	154,27	149,85	86,60	84,00	96,23	0,00	0,00
1. S.N.C.C. ⁽¹⁾	534,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	397,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Est (SFE)	137,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	57,00	53,60	153,89	154,27	149,85	86,60	84,00	96,23	-	-
III. TRANSPORT AERIEN	24,40	22,40	25,10	25,10	25,10	37,65	43,93	50,98	59,32	61,28
IV. TRANSPORT ROUTIER	739,73	1 597,04	1 870,93	2 338,20	2 928,27	3 739,40	4 490,40	5 143,62	6 021,26	6 035,07
Total général	1 396,87	1 714,28	2 102,11	2 589,99	3 185,67	3 947,95	4 704,52	5 373,28	6 167,73	6 181,14
Voyageurs (Voyageurs km)										
I. TRANSPORT FLUVIAL	3,90	3,90	0,16	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26
1. ONATRA	3,90	3,90	0,16	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26
Voies fluviales	1,70	1,70	0,13	0,22	0,23	0,22	0,23	0,23	0,23	0,23
Bas-fleuve	2,20	2,20	0,03	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	213,10	214,10	207,92	208,68	209,42	210,42	211,72	209,05	205,73	201,73
1. S.N.C.C.	141,60	142,60	143,60	143,60	144,60	145,60	145,60	142,61	141,61	139,61
Réseau Sud (OCS)	141,60	142,60	143,60	143,60	144,60	145,60	145,60	142,61	141,61	139,61
Réseau Est (SFE).....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU).....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA	71,50	71,50	64,32	65,08	64,82	64,82	66,12	66,44	64,13	62,13
Voie ferrée (CFMK)	8,00	8,00	0,82	1,58	1,32	1,32	1,32	1,32	-	-
T.U.K.	63,50	63,50	63,50	63,50	63,50	63,50	64,80	65,13	64,13	62,13
III. TRANSPORT AERIEN	391,40	391,40	391,40	391,40	391,40	391,40	391,40	489,25	550,41	649,79
IV. TRANSPORT ROUTIER	105,40	105,40	105,40	105,40	105,40	105,40	105,40	131,75	148,22	174,98
Total général	713,80	714,80	704,89	705,74	706,48	707,48	708,78	830,31	904,62	1 026,76
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	40,77	48,16	57,06	68,41	82,27	100,00	117,60	134,56	153,89	155,63

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

(1) Données indisponibles à partir de 2005.

Tableau I.33 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports*(en milliers de tonnes)*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (p)	2013 (p)
Port de Matadi	1 641,5	1 823,0	1 871,6	1 991,3	2 116,6	2 256,6	2 226,7	2 792,2	2 653,0	2 694,5
Entrées	1 323,3	1 455,4	1 486,8	1 533,7	1 668,2	1 932,9	1 853,1	2 287,8	2 211,0	2 297,0
Sorties	318,2	367,6	384,8	457,7	448,4	323,7	373,6	504,4	442,0	397,5
Port public de Kinshasa	150,2	237,1	210,7	286,9	346,2	331,8	368,2	276,1	284,1	246,7
Réseau fluvial	94,8	137,2	125,1	170,3	205,5	196,9	217,6	206,4	221,2	186,0
Chargement	3,2	8,5	5,9	15,9	42,2	63,4	62,7	64,5	83,7	80,1
Déchargement	91,6	128,6	119,2	154,4	163,3	133,5	155,0	142,0	137,5	105,9
C.F.M.K.	55,4	99,9	85,6	116,6	140,7	134,9	150,5	69,7	62,9	60,7
Chargement	20,7	25,0	23,4	31,9	47,1	33,0	43,0	9,5	12,7	10,7
Déchargement	34,6	74,9	62,1	84,7	93,6	101,8	107,5	60,2	50,2	50,0
Port de Boma	74,5	111,1	186,0	168,3	193,6	168,5	153,8	189,8	228,9	192,0
Chargement	23,7	20,8	38,7	41,9	34,8	24,5	15,2	22,3	29,1	26,6
Déchargement	50,9	90,2	147,4	126,3	158,9	144,0	138,6	167,5	199,8	165,4
Port de Kalemie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	1 866,2	2 171,2	2 268,3	2 446,5	2 656,4	2 756,9	2 748,7	3 258,1	3 166,0	3 133,3
Indice de manutention ⁽¹⁾										
<i>(2009 = 100)</i>	69,1	79,0	83,2	88,9	95,9	100,0	99,1	121,6	118,3	119,2

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.34 Communication téléphonique
(en milliers)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Consommation (unités)	1 401 926,5	2 002 511,7	2 769 121,0	4 394 135,3	4 659 274,7	5 942 425,9	7 870 870,2	5 277 834,3	9 304 236,7	11 619 142,5
Nombre d'abonnés	1 990,7	2 746,1	4 415,5	6 490,1	9 937,6	9 458,6	11 604,7	15 384,2	20 092,7	29 778,9

Source : Sociétés de communication.

Tableau I.35 Indice des prix de détail à Kinshasa
(Base décembre 1993 = 100)

	2011				Année	2012				Année	2013				Année
	Mars	Juin	Septembre	Décembre		Mars	Juin	Septembre	Décembre		Mars	Juin	Septembre	Décembre	
	Fin période					Fin période					Fin période				
I. Prix															
aux marchés															
Indice général	518 866 631,2	535 906 591,0	562 297 946,5	575 309 096,0	548 095 066,2	590 882 686,5	606 503 508,8	617 643 339,1	629 080 199,6	611 027 433,5	654 935 067,2	678 697 023,2	705 578 195,9	730 462 550,6	692 418 209,2
dont:															
- Alimentation	578 638 379,8	532 356 272,1	627 684 005,4	641 932 227,2	595 152 721,1	656 587 829,2	669 243 581,5	676 970 037,3	689 989 142,4	673 197 647,6	713 299 874,2	739 089 149,4	770 286 567,8	797 033 686,6	754 927 319,5
- Habillement	515 411 137,8	596 540 865,8	480 183 166,2	493 250 627,8	521 346 449,4	515 411 137,8	537 720 267,9	548 709 561,9	561 435 558,8	540 819 131,6	607 334 153,0	637 541 965,5	663 297 101,5	696 430 404,1	651 150 906,0
- Articles divers	398 947 173,5	411 735 774,2	435 091 270,6	444 247 158,9	422 505 344,3	456 001 075,0	473 059 597,5	482 775 253,6	498 511 350,7	480 086 819,2	514 251 364,2	526 928 853,1	542 464 013,4	555 512 356,7	534 789 146,8
II. Prix															
aux magasins															
Indice général	441 166 570,4	461 737 117,7	482 715 617,5	492 133 038,6	469 438 086,1	450 854 326,6	465 935 955,0	482 168 640,9	495 311 468,4	473 567 597,7	566 461 126,2	590 614 091,0	607 588 642,3	643 463 614,4	602 031 868,5
dont:															
- Alimentation	386 417 085,4	406 694 051,6	423 608 922,9	437 330 892,8	413 487 738,2	444 346 175,1	406 694 051,6	423 508 922,9	463 926 109,0	434 618 814,6	488 042 380,4	512 728 601,6	530 178 279,9	567 634 714,1	524 645 994,0
- Articles divers	1 174 179 459,8	1 198 680 614,2	1 216 003 040,3	1 225 850 977,0	1 203 678 522,8	1 234 709 021,0	1 249 039 946,3	1 257 631 825,5	1 264 709 050,2	1 251 522 460,7	1 616 369 657,8	1 633 383 126,1	1 643 996 443,9	1 658 696 026,9	1 638 111 813,7

Source : Institut de Recherche et d'Etudes Economiques et Sociales (I.R.E.S.).

Tableau I.36 Indices des prix de détail à Kinshasa*(Base août 1995 = 100)*

Périodes	Alimentation	Logement	Habillement	Autres articles et services divers	Indice général
2002	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
Décembre	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
2003	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
Décembre	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
2004	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
Décembre	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
2005	546 668,84	622 891,69	930 936,43	894 758,08	645 072,50
Décembre	585 343,10	620 822,80	928 752,80	929 766,50	675 402,20
2006	779 324,67	854 887,43	1 115 551,47	1 193 164,58	888 422,83
Décembre	697 790,46	736 669,78	1 077 901,63	1 083 425,23	798 296,97
2007	748 127,64	791 698,62	1 108 403,62	1 147 721,97	851 110,72
Décembre	762 945,94	817 241,23	1 128 393,28	1 213 631,52	877 842,41
2008	875 560,51	985 496,06	1 185 726,01	1 364 840,46	1 003 197,50
Décembre	976 421,57	1 222 749,48	1 248 220,94	1 459 471,78	1 119 877,68
2009	1 339 983,94	1 587 891,71	1 484 968,14	1 769 479,75	1 466 886,86
Décembre	1 540 774,46	2 048 321,60	1 628 793,81	2 057 565,61	1 718 316,98

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.37 Indices des prix de détail à Kinshasa

(Base décembre 2012 = 100)

Périodes	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	Articles d'habillement et chaussures	Logement, Eau, Gaz, Electricité et Autres Combustibles	Meubles, Articles de ménage et entretien courant du foyer	Santé	Transports	Communications	Loisir et Culture	Enseignement	Restaurants et Hôtels	Biens et Services	Indice Général
2010 Décembre	96,08	87,63	88,92	85,81	87,00	85,20	85,70	89,88	90,00	91,05	86,40	87,18	81,98
2011 Décembre	99,20	95,48	94,57	95,64	95,22	95,37	95,97	97,90	97,05	98,41	94,88	96,32	94,64
2012 Décembre	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
2013 Décembre	101,29	101,02	101,03	101,23	100,45	100,85	100,68	100,27	100,34	100,46	100,81	100,83	101,08

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.38 Variation des indices des prix à la consommation
(en pourcentage)

PERIODES	Taux mensuels (1)					Taux cumulés (2)					Taux moyens mensuels				
	I.R.E.S.		US EMBASSY	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US EMBASSY	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US EMBASSY	Banque Centrale du Congo	I.N.S.
	Magasins	Marchés				Magasins	Marchés				Magasins	Marchés			
2008															
Janvier	4,68	0,99	2,26	0,29	3,53	4,68	0,99	2,26	0,29	3,53	4,68	0,99	2,26	0,29	3,30
Février	2,58	2,15	1,47	2,28	3,14	7,39	3,16	3,76	2,58	6,78	3,63	1,57	1,86	1,28	0,50
Mars	4,44	2,29	5,60	0,98	3,56	12,15	5,53	9,57	3,58	10,59	3,90	1,81	3,09	1,18	1,70
Avril	0,97	1,71	3,73	2,12	3,14	13,24	7,33	13,66	5,78	14,07	3,16	1,78	3,25	1,41	3,30
Mai	0,63	1,94	1,14	4,22	-	13,95	9,42	14,95	10,25	...	2,65	1,82	2,83	1,97	-
Juin	1,52	1,70	5,14	4,62	-	15,68	11,28	20,86	15,34	18,97	2,46	1,80	3,21	2,41	7,50
Juillet	3,69	1,81	3,83	3,47	2,27	19,96	13,29	25,48	19,35	21,68	2,63	1,80	3,30	2,56	10,30
Août	1,53	2,04	1,89	1,06	-	21,79	15,60	27,85	20,61	...	2,50	1,83	3,12	2,37	-
Septembre	2,52	1,47	2,78	0,42	-	24,86	17,30	31,40	21,12	22,57	2,50	1,79	3,08	2,15	14,50
Octobre	2,64	1,83	-0,82	0,42	3,82	28,16	19,45	30,32	21,63	25,27	2,51	1,79	2,68	1,98	19,80
Novembre	3,33	2,28	0,91	1,34	-	32,43	22,17	31,51	23,26	...	2,59	1,84	2,52	1,92	-
Décembre	0,70	1,26	4,17	3,50	-	33,36	23,71	36,99	27,57	...	2,43	1,79	2,66	2,05	-
2009															
Janvier	4,90	2,91	5,18	11,70	8,92	4,90	2,91	5,18	8,33	8,92	4,90	2,91	5,18	7,18	0,86
Février	2,41	5,47	5,37	7,12	3,15	7,42	8,54	10,83	14,49	12,35	3,64	4,18	5,28	6,29	6,00
Mars	2,19	2,70	2,34	5,49	1,66	9,78	11,46	13,42	21,42	14,22	3,16	3,68	4,29	5,61	4,53
Avril	2,13	2,99	2,01	7,78	2,74	12,12	14,79	15,70	28,83	17,35	2,90	3,51	3,71	6,70	4,08
Mai	1,52	0,81	1,70	-1,65	2,83	13,82	15,73	17,66	26,13	20,66	2,62	2,96	3,31	0,62	3,83
Juin	0,58	1,04	0,80	-1,32	-3,98	14,48	16,93	18,60	25,26	15,86	2,28	2,64	2,88	-1,35	2,48
Juillet	0,45	0,80	2,58	2,10	1,94	15,00	17,87	21,66	27,32	18,11	2,02	2,38	2,84	0,77	2,41
Août	0,75	2,11	3,03	2,28	5,42	15,86	20,36	25,35	30,73	24,51	1,86	2,34	2,86	2,37	2,78
Septembre	2,38	2,02	3,07	4,05	3,15	18,62	22,79	29,20	36,49	28,44	1,92	2,31	2,89	3,70	2,82
Octobre	2,43	1,64	0,12	7,20	2,49	21,50	24,81	29,36	46,27	31,64	1,97	2,24	2,61	5,66	2,79
Novembre	1,38	1,91	6,67	3,80	2,06	23,18	27,19	37,99	53,13	34,35	1,91	2,21	2,97	6,42	2,72
Décembre	2,94	2,59	1,19	-1,15	0,37	26,79	30,48	39,64	53,44	34,85	2,00	2,24	2,82	1,61	2,52
2010															
Janvier	3,22	2,49	1,12	3,22	4,61	2,49	0,75	1,12	3,22	4,61	0,75	2,49	1,12	3,22	4,61
Février	0,99	1,85	0,06	0,99	1,59	4,38	5,19	1,18	4,24	6,28	2,56	2,17	0,59	2,10	3,09
Mars	-0,02	2,11	0,33	-0,02	0,82	6,58	7,04	1,52	4,22	7,15	2,29	2,15	0,50	1,39	2,33
Avril	0,15	1,32	-0,28	0,15	-0,98	7,99	8,33	1,24	4,38	6,11	2,02	1,94	0,41	1,08	1,49
Mai	0,23	0,73	...	0,23	-0,43	8,78	9,51	...	4,62	5,65	1,83	1,70	...	0,91	1,11
Juin	-0,08	-0,07	...	-0,08	-0,08	8,71	11,35	...	4,54	5,57	1,81	1,40	...	0,74	0,91
Juillet	0,08	0,27	...	0,08	1,07	9,00	16,49	...	4,62	6,70	2,20	1,24	...	0,65	0,93
Août	0,21	0,53	...	0,21	0,90	9,58	19,81	...	4,84	7,69	2,29	1,15	...	0,59	0,93
Septembre	0,79	0,90	...	0,79	0,60	10,57	21,36	...	5,67	8,31	2,17	1,12	...	0,61	0,89
Octobre	0,96	1,33	...	0,96	1,30	12,03	23,28	...	6,68	11,08	2,11	1,43	...	0,65	1,06
Novembre	1,16	1,15	...	1,16	0,90	13,32	25,28	...	7,92	10,70	2,07	1,14	...	0,70	1,02
Décembre	1,84	1,97	...	1,78	5,87	15,55	27,31	...	9,84	5,87	2,03	1,21	...	0,79	0,48
2011															
Janvier	0,65	1,84	...	1,46	3,40	0,60	1,12	...	1,46	3,40	0,60	1,84	...	1,46	3,40
Février	1,06	0,74	...	1,84	1,12	1,66	1,72	...	3,32	4,56	0,83	1,29	...	1,65	2,25
Mars	2,79	0,74	...	2,50	-2,19	4,85	2,83	...	5,90	2,27	1,59	1,11	...	1,93	0,75
Avril	1,61	1,14	...	2,11	-0,80	6,30	3,76	...	8,14	1,45	1,54	1,11	...	1,98	0,36
Mai	0,67	1,16	...	2,01	2,16	6,79	5,18	...	10,31	3,64	1,32	1,12	...	1,98	0,72
Juin	1,04	1,77	...	2,11	-1,16	8,34	7,42	...	12,64	2,44	1,34	1,23	...	2,00	0,40
Juillet	1,91	1,61	...	0,95	0,89	10,04	8,86	...	13,71	3,35	1,38	1,29	...	1,85	0,47
Août	0,83	1,90	...	0,66	0,86	11,22	10,47	...	14,45	4,25	1,34	1,36	...	1,70	0,52
Septembre	0,71	1,21	...	0,40	0,05	11,66	11,96	...	14,91	4,29	1,23	1,34	...	1,56	0,47
Octobre	1,04	0,56	...	0,11	-0,23	12,79	12,28	...	15,04	4,05	1,21	1,41	...	1,41	0,40
Novembre	1,37	0,24	...	0,11	3,66	14,60	12,23	...	15,17	7,86	1,25	1,43	...	1,29	0,69
Décembre	0,29	0,46	...	0,24	2,30	14,51	13,42	...	15,43	10,35	1,14	1,49	...	1,20	0,82
2012															
Janvier	0,24	1,72	...	4,25	2,84	0,33	1,88	...	4,25	2,84	0,33	1,72	...	3,73	2,84
Février	0,63	0,64	...	0,11	0,02	1,05	1,48	...	4,36	2,52	0,52	1,18	...	0,65	1,25
Mars	0,43	0,45	...	0,24	0,15	1,44	2,55	...	4,61	2,66	0,48	0,94	...	0,19	0,88
Avril	0,58	1,22	...	0,15	0,56	1,93	4,01	...	4,77	3,17	0,48	1,01	...	0,20	0,78
Mai	0,61	0,81	...	0,13	0,06	2,81	5,04	...	4,90	3,24	0,56	0,97	...	0,12	0,64
Juin	0,63	1,04	...	0,10	0,04	3,42	5,53	...	5,00	3,31	0,56	0,98	...	0,10	0,54
Juillet	0,30	0,21	...	0,10	0,09	3,70	5,86	...	5,10	3,38	0,52	0,87	...	0,10	0,48
Août	0,38	0,38	...	0,17	0,07	3,99	6,50	...	5,28	3,45	0,49	0,81	...	0,13	0,42
Septembre	0,29	1,22	...	0,10	0,11	4,29	7,35	...	5,38	3,57	0,47	0,85	...	0,14	0,39
Octobre	0,13	-0,05	...	0,04	-0,01	4,43	7,62	...	5,42	3,52	0,43	0,76	...	0,06	0,35
Novembre	0,46	0,98	...	0,12	0,06	5,11	8,71	...	5,55	3,62	0,45	0,78	...	0,07	0,32
Décembre	0,80	0,89	...	0,11	0,09	5,81	9,45	...	5,67	3,72	0,47	0,79	...	0,13	0,30
2013															
Janvier	0,69	0,60	...	0,07	0,07	0,83	1,05	...	0,07	0,07	0,83	1,05	...	0,08	0,07
Février	1,53	1,08	...	0,07	0,07	2,67	2,17	...	0,14	0,14	1,33	1,08	...	0,12	0,07
Mars	5,92	1,45	...	0,06	0,04	8,70	3,59	...	0,20	0,18	2,82	1,18	...	0,12	0,06
Avril	1,47	1,37	...	0,08	0,06	10,10	5,17	...	0,29	0,24	2,43	1,27	...	0,11	0,06
Mai	0,96	1,25	...	0,12	0,07	10,89	6,16	...	0,40	0,31	2,09	1,20	...	0,18	0,06
Juin	1,78	0,96	...	0,08	0,06	12,90	7,47	...	0,48	0,37	2,04	1,21	...	0,17	0,06
Juillet	0,64	1,65	...	0,11	0,11	13,76	9,13	...	0,59	0,48	1,86	1,26	...	0,22	0,07
Août	1,40	1,21	...	0,08	0,16	15,76	10,32	...	0,67	0,65	1,85	1,24	...	0,06	0,08
Septembre	0,81	1,04	...	0,09	0,08	16,08	11,51	...	0,76	0,73	1,67	1,22	...	0,09	0,08
Octobre	1,82	1,08	...	0,12	0,12	18,27	12,79	...	0,88	0,85	1,69	1,21	...	0,11	0,08
Novembre	1,12	1,22	...	0,08	0,07	19,96	14,12	...	0,96	0,92	1,67	1,21	...	0,10	0,08
Décembre	2,86	1,18	...	0,12	0,15	23,53	15,54	...	1,08	1,07	1,78	1,21	...	0,11	0,09

Source : Banque centrale du Congo.

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.

(2) Variations calculées par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

Tableau I.39 Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS
(en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (p)	2011 (p)	2012 (p)	2013 (p)
Kinshasa	23,0	24,0	22,4	22,8	23,7	22,3	23,2	23,3	23,2	22,6	22,9
Bandundu	1,8	2,6	2,4	2,2	2,6	2,3	2,3	2,5	2,5	2,3	2,4
Bas-Congo	6,8	7,3	7,5	7,4	7,4	7,5	7,4	7,4	7,4	7,5	7,4
Equateur	27,0	26,0	26,5	26,0	26,2	26,4	26,0	26,3	26,2	26,3	26,2
Province Orientale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kasaï-Occidental	5,8	5,9	6,0	6,0	5,9	6,0	6,0	5,9	6,0	6,0	6,0
Kasaï-Oriental	11,0	11,2	11,4	11,0	11,3	11,3	11,1	11,3	11,3	11,2	11,2
Maniema	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Katanga	24,6	23,0	23,8	24,6	23,0	24,2	24,1	23,2	23,6	24,2	23,9
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ⁽¹⁾	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de la Sécurité Sociale.

(1) Le total ne concerne que les territoires ayant répondu aux questionnaires des enquêtes économiques.

Tableau I.40 Répartition par secteur des effectifs de l'Administration publique et du secteur privé
(en unités)

SECTEUR	2011	2012	2013												Année
			janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
A. Travailleurs dans le secteur public	7 17 636	920 855	975 976	976 163	976 157	978 946	978 946	978 946	998 310	998 310	998 310	999 837	999 837	999 837	999 837
Magistrats Civiles & Militaires.	3 693	4 770	4 770	4 770	4 770	4 770	4 770	4 770	4 903	4 903	4 903	4 906	4 906	4 906	4 906
Cours des Comptes	117	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119
DGM	6 021	5 998	6 018	6 018	6 018	6 030	6 030	6 030	6 269	6 269	6 269	6 266	6 266	6 266	6 266
FARDC	-	93 717	143 251	143 458	143 458	143 505	143 505	143 505	154 491	154 491	154 491	154 497	154 497	154 497	154 497
PNC	-	112 078	109 920	109 900	109 894	109 895	109 895	109 895	109 895	109 895	109 895	109 895	109 895	109 895	109 895
Fonction Publique	244 487	246 299	250 717	250 717	250 717	250 155	250 155	250 155	255 870	255 870	255 870	258 284	258 284	258 284	258 284
-Actifs	129 558	129 459	127 620	127 620	127 620	127 590	127 590	127 590	127 180	127 180	127 180	127 920	127 920	127 920	127 920
-Retraités	114 929	116 840	123 097	123 097	123 097	122 565	122 565	122 565	128 690	128 690	128 690	130 364	130 364	130 364	130 364
SECOPE	341 456	341 544	342 207	342 207	342 207	344 990	344 990	344 990	345 043	345 043	345 043	345 088	345 088	345 088	345 088
E.S.U. (Enseignement Supérieur et Universitaire.)	27 568	26 815	28 712	28 712	28 712	28 728	28 728	28 728	28 739	28 739	28 739	28 475	28 475	28 475	28 475
Recherche Scientifique	5 923	5 738	5 733	5 733	5 733	5 739	5 739	5 739	7 087	7 087	7 087	7 073	7 073	7 073	7 073
Professionnels de Santé	34 796	34 615	34 682	34 682	34 682	34 794	34 794	34 794	34 590	34 590	34 590	34 561	34 561	34 561	34 561
Professionnels de l'Agriculture	12 128	10 501	10 485	10 485	10 485	10 525	10 525	10 525	10 474	10 474	10 474	10 398	10 398	10 398	10 398
Budgets Annexes + Mandataires	41 447	38 661	39 362	39 362	39 362	39 696	39 696	39 696	40 830	40 830	40 830	40 275	40 275	40 275	40 275
B. Travailleurs dans le secteur privé	19 409,5	19 482,2	19 107,0	19 474,6	19 488,1	19 492,3	19 502,2	19 513,8	19 512,3	19 525,1	19 535,0	19 539,5	19 550,5	19 561,2	19 561,2
- Affiliés à l'INSS	326,1	352,5	345,7	348,5	352,5	350,5	352,0	355,8	346,5	351,4	353,5	350,2	353,4	356,3	356,3
- Non affiliés à l'INSS	19 083,4	19 129,6	18 761,3	19 126,2	19 135,6	19 141,8	19 150,2	19 158,0	19 165,8	19 173,7	19 181,5	19 189,3	19 197,1	19 205,0	19 205,0
C. Total des travailleurs (A+B)	737 045,5	940 337,2	995 083,0	995 637,6	995 645,1	998 438,3	998 448,2	998 459,8	1 017 822,3	1 017 835,1	1 017 845,0	1 019 376,5	1 019 387,5	1 019 398,2	1 019 398,2
D. Nombre d'emplois créés	-	203 291,6	54 745,9	554,6	7,5	2 793,2	9,9	11,6	19 362,5	12,7	9,9	1 531,5	11,0	10,7	79 061,1
E. Indépendants	20 772 355,1	22 469 679,5	23 921 513,7	23 934 845,5	23 935 025,4	24 002 174,1	24 002 411,1	24 002 690,6	24 468 160,3	24 468 466,3	24 468 704,9	24 505 521,4	24 505 786,5	24 506 044,4	24 801 398,2
F. Population active occupée	21 509 400,6	23 410 016,6	24 916 596,8	24 930 483,1	24 930 670,4	25 000 612,4	25 000 859,3	25 001 150,5	25 485 982,6	25 486 301,3	25 486 549,9	25 524 897,9	25 525 174,0	25 525 442,6	25 820 796,4
G. Population active	44 257 998,4	46 028 318,4	46 424 576,8	46 554 106,8	46 683 998,2	46 814 252,0	46 944 869,2	47 075 850,9	47 207 198,0	47 338 911,5	47 470 992,6	47 603 442,2	47 736 261,4	47 869 451,1	47 869 451,1
H. Nombre de chômeurs (E-C)	22 748 597,8	22 618 301,7	21 507 980,1	21 623 623,7	21 753 327,8	21 813 639,6	21 944 009,9	22 074 700,4	21 721 215,3	21 852 610,2	21 984 442,7	22 078 544,4	22 211 087,4	22 344 008,5	22 048 654,7
I. Taux de chômage (en %)	51,4	49,1	46,3	46,4	46,6	46,6	46,7	46,9	46,0	46,2	46,3	46,4	46,5	46,7	46,1

Sources : Ministères du Budget et de la Fonction Publique.

Tableau I.41 Répartition par secteur des salaires dans l'Administration publique
(En CDF)

SECTEUR	2011	2012	2013												
			janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Moyenne
A. Salaires dans le secteur public	70 022 249 525	88 013 734 998	88 921 361 972	89 194 104 836	89 194 074 836	101 172 460 855	101 172 460 855	102 291 026 705	106 740 752 334	106 626 197 092	106 818 458 092	106 947 489 615	106 964 224 534	106 964 224 534	101 083 986 355
	3 108 788 093	3 114 021 028	3 223 619 967	3 223 619 967	3 223 619 967	3 225 622 154	3 225 622 154	3 225 622 154	3 156 346 103	3 156 346 103	3 156 346 103	3 173 139 598	3 173 139 598	3 173 139 598	3 194 681 956
	Cours Des Comptes	60 541 500	59 786 500	59 786 500	59 786 500	59 786 500	59 786 500	59 786 500	59 786 500	59 591 000	59 591 000	59 591 000	59 591 000	59 591 000	59 591 000
DGM	497 947 668	514 272 984	515 669 408	515 669 408	515 669 408	784 827 567	784 827 567	784 827 567	823 368 250	823 368 250	823 368 250	830 854 025	830 854 025	830 854 025	738 679 813
FARDC	-	10 859 589 962	11 324 145 397	11 140 983 663	11 110 761 766	11 944 882 968	11 944 882 968	11 944 882 968	12 790 122 780	12 790 122 780	12 982 383 780	13 070 359 008	13 087 093 927	13 087 093 927	12 266 145 494
PNC	-	6 780 183 636	6 659 653 036	6 659 622 270	6 659 622 670	7 429 022 036	7 429 022 036	7 429 022 036	7 399 022 036	7 399 022 036	7 399 022 036	7 399 022 066	7 399 022 066	7 399 022 036	7 221 674 682
Fonction Publique	13 426 224 369	13 725 493 484	13 832 809 333	13 832 809 333	13 832 809 333	15 793 815 899	15 793 815 899	15 793 815 899	17 421 583 157	17 421 583 157	17 421 583 157	17 576 625 002	17 576 625 002	17 576 625 002	16 156 208 348
-Actifs	12 521 557 714	12 833 853 397	12 984 292 128	12 984 292 128	12 984 292 128	14 948 179 417	14 948 179 417	14 948 179 417	16 571 572 653	16 571 572 653	16 571 572 653	16 703 483 944	16 703 483 944	16 703 483 944	15 301 882 036
-Retraités	904 666 655	891 640 087	848 517 205	848 517 205	848 517 205	845 636 482	845 636 482	845 636 482	850 010 504	850 010 504	850 010 504	873 141 058	873 141 058	873 141 058	854 326 312
SECOPE /ENSEIGNANTS	24 428 921 376	24 546 286 837	24 523 257 666	24 523 257 666	24 523 257 666	30 623 280 588	30 623 280 588	30 623 280 588	32 232 148 506	32 232 148 506	32 232 148 506	32 081 568 460	32 081 568 460	32 081 568 460	29 865 063 805
E.S.U. (Enseignement Supérieur et Universitaire.)	9 717 835 359	9 731 208 996	9 949 239 121	10 269 799 802	10 269 799 802	10 805 572 111	10 805 572 111	10 805 572 111	11 143 955 919	11 020 196 415	11 020 196 415	11 735 953 420	11 735 953 420	11 735 953 420	10 933 147 006
Recherche Scientifique	1 434 013 594	1 446 470 704	1 451 052 111	1 451 052 111	1 451 052 111	1 509 995 263	1 509 995 263	1 509 995 263	1 493 345 327	1 493 345 327	1 493 345 327	1 492 544 253	1 492 544 253	1 492 544 253	1 486 734 239
Professionnels de Santé	9 193 587 752	9 316 965 019	9 336 978 162	9 336 978 162	9 336 978 162	10 357 460 827	10 357 460 827	11 476 026 677	11 328 956 238	11 328 956 238	11 328 956 238	10 671 366 053	10 671 366 053	10 671 366 053	10 516 904 141
Professionnels de L'Agriculture	1 146 578 550	1 053 214 682	1 039 695 679	1 039 695 679	1 039 695 679	1 135 926 117	1 135 926 117	1 135 926 117	1 147 786 474	1 147 786 474	1 147 786 474	1 160 124 618	1 160 124 618	1 160 124 618	1 120 883 222
Budgets Annexes + Mandataires	7 007 811 264	6 866 241 166	7 106 455 592	7 140 830 275	7 171 021 772	7 502 258 825	7 502 258 825	7 502 258 825	7 744 526 544	7 753 730 806	7 753 730 806	7 696 342 142	7 696 342 142	7 696 342 142	7 522 174 891
IPC établi par la BCC (base décembre 2012 = 100)	91,45	100,00	100,04	100,11	100,18	100,25	100,35	100,45	100,55	100,62	100,70	100,81	100,91	101,02	101,16
Indice de salaire nominal	79,56	100,00	101,03	101,34	101,34	114,95	114,95	116,22	121,28	121,15	121,37	121,51	121,53	121,53	114,85
Indice de salaire réel	86,99	100,00	100,99	101,23	101,16	114,66	114,54	115,70	120,61	120,40	120,52	120,53	120,43	120,30	113,53
B. Salaires dans le secteur privé															
Indice de salaire nominal	97,46	100,00	101,30	102,90	103,01	110,20	110,20	114,13	115,64	115,24	115,24	115,28	115,28	115,28	111,14
Indice de salaire réel	106,57	100,00	101,26	102,79	102,83	109,92	109,81	113,62	115,00	114,53	114,43	114,35	114,24	114,11	109,87
C. Salaire minimum légal															
Indice de salaire nominal	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Indice de salaire réel	109,34	100,00	99,96	99,89	99,82	99,75	99,65	99,55	99,45	99,39	99,30	99,20	99,10	98,99	98,85

Sources : Ministère du Budget (Direction de la Paie), Fonction Publique.

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES



L'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice 2013 s'est effectuée dans le cadre d'un programme économique et financier autonome du Gouvernement « PAG » qui excluait tout recours à un financement monétaire du déficit. Cependant, certaines rigidités tant externes qu'internes à la gestion des finances publiques n'ont pas permis au Gouvernement d'atteindre aisément l'objectif susmentionné. Les difficultés rencontrées ont conduit à une nette dégradation de la situation des finances publiques et ont nécessité des mesures idoines pour le rétablissement des équilibres.

Sur le plan externe, il sied de signaler l'absence des appuis budgétaires et à la balance des paiements, suite à la non conclusion d'un programme financier appuyé par les institutions de Bretton Woods.

Au plan interne, il y a lieu de citer les écueils rencontrés dans la mise en œuvre de la TVA et dans la collecte des recettes non fiscales ainsi que des ressources exceptionnelles, lesquels ont induit une mobilisation moins importante des recettes que prévu.

Pour parer à cette situation, le Gouvernement a pris, en cours de l'exercice, un train de mesures correctives sur le volet recettes et sur celui de dépenses publiques. En ce qui concerne le volet recettes, il s'est agi de : (i) l'organisation des assises sur le coulage des recettes et les moyens d'y remédier, (ii) la révision du code minier et des investissements et (iii) la rationalisation des recettes de télécommunication, pétrolière et environnementale.

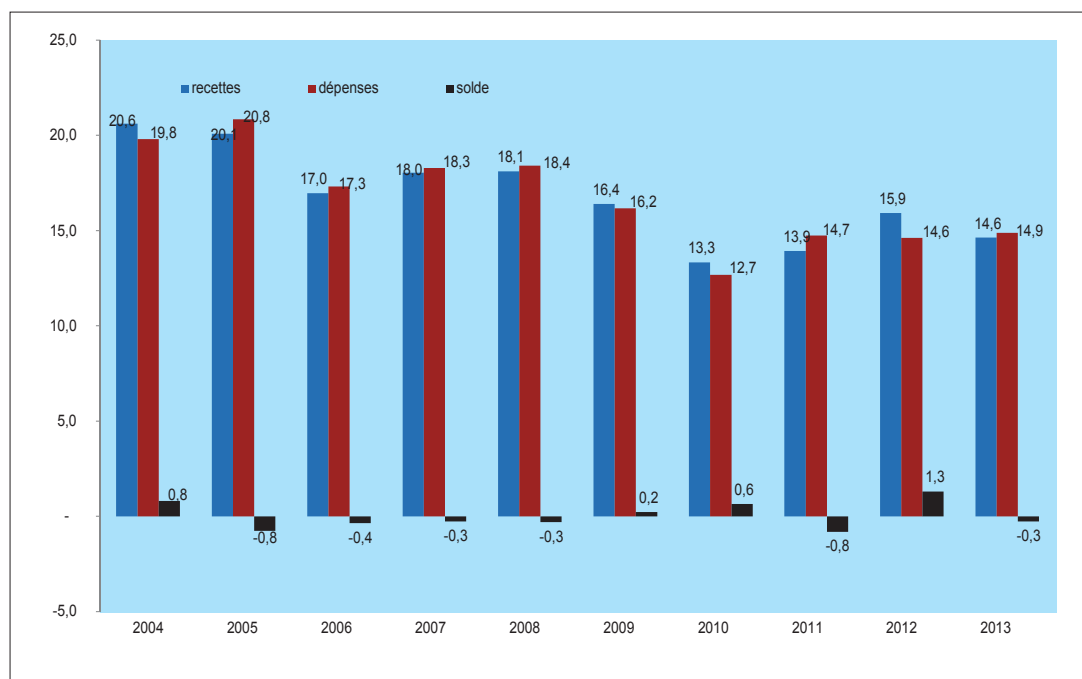
En dépit de ces mesures, les recettes du cadre budgétaire dont la part représentait 11,2 % du PIB en 2012, sont descendues à 11,1 % en 2013. Par contre la pression fiscale s'est située à 9,2 % contre 8,1 %¹ en 2012. L'augmentation observée résulte essentiellement d'une mobilisation accrue des recettes de droits de porte. Cette évolution positive a compensé la moins-value enregistrée au niveau des recettes non fiscales.

Pour ce qui est du volet dépenses, le Gouvernement a renforcé la discipline budgétaire en réduisant au minimum les dépenses opportunes mais non prioritaires compte tenu du faible niveau des ressources disponibles. Ainsi, la part des dépenses d'investissement dans le PIB, qui était de 1,6 % en 2012 est descendue à 1,3 %. Par contre celle des dépenses courantes est passée de 8,5 % à 10,0 % d'une année à l'autre.

Ainsi, les opérations du Trésor se sont clôturées par un déficit de 0,3 % du PIB contre un excédent de 1,3 % une année plus tôt.

Enfin, il convient d'indiquer que les opérations à financement extérieur spécifique ont enregistré une contraction de 17,9 % par rapport à l'exercice précédent.

1. Pression fiscale de 15,7 % en 2012 selon SCN 68.

Graphique II.1 Importance relative des opérations du cadre budgétaire

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE I

OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

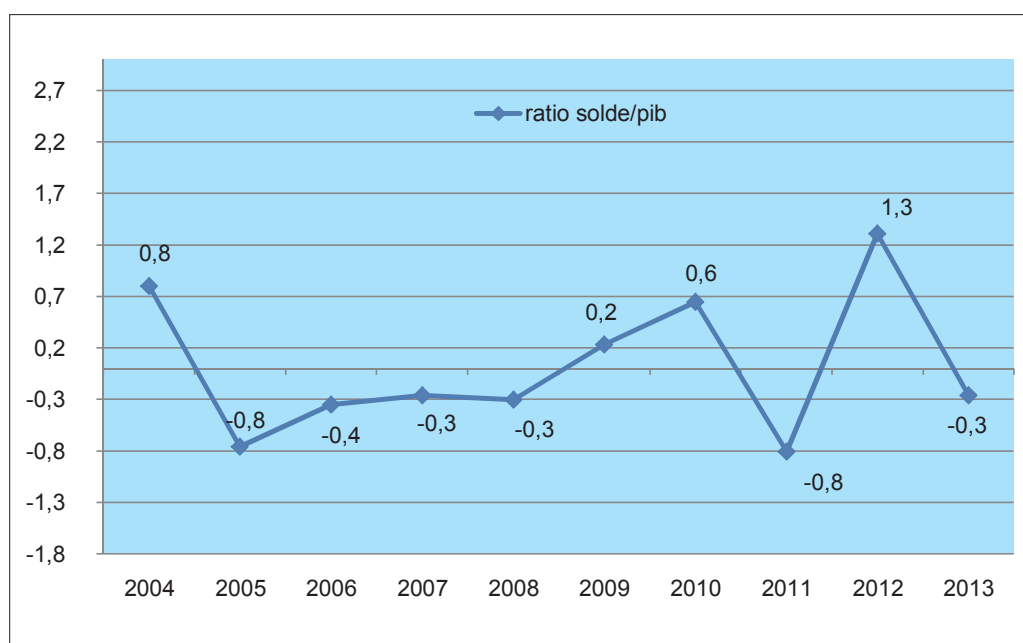
En 2013, l'exécution des opérations du cadre budgétaire a été marquée par la poursuite des réformes des finances publiques notamment dans le volet fiscal avec la publication des deux textes de lois, à savoir : l'Ordonnance-Loi n° 13/008 du 23 février 2013 et la Loi de Finances n° 14/002 du 31 janvier 2014. Il s'est agi respectivement de la modification du taux de l'impôt sur les bénéfices et profits de grandes entreprises qui est passé de 40,0 à 35,0 % et de l'impôt minimum à payer en cas de déclaration d'un résultat déficitaire, soit 1/100 en lieu et place de 1/1000 du chiffre d'affaires déclaré.

Ces mesures, conjuguées au mécanisme de comptabilisation unique des recettes au titre de la TVA du cordon douanier et du régime intérieur mis en place par les régies financières (DGI et DGDA), ont eu un impact positif sur la mobilisation des recettes fiscales. Cependant, la contreperformance observée au niveau des recettes non fiscales et celles exceptionnelles a amenuisé le niveau des recettes totales.

Cette situation a amené l'Autorité budgétaire à contenir les dépenses publiques par un contrôle strict des engagements au niveau de la chaîne de la dépense, en vue de rencontrer l'objectif de la Loi des finances 2013.

En conséquence, l'exécution du budget s'est clôturée par un léger déficit de 0,3 % du PIB, lequel a été financé par la consommation d'une partie des excédents de l'exercice précédent.

Graphique II.2 Evolution du solde budgétaire
(en pourcentage)



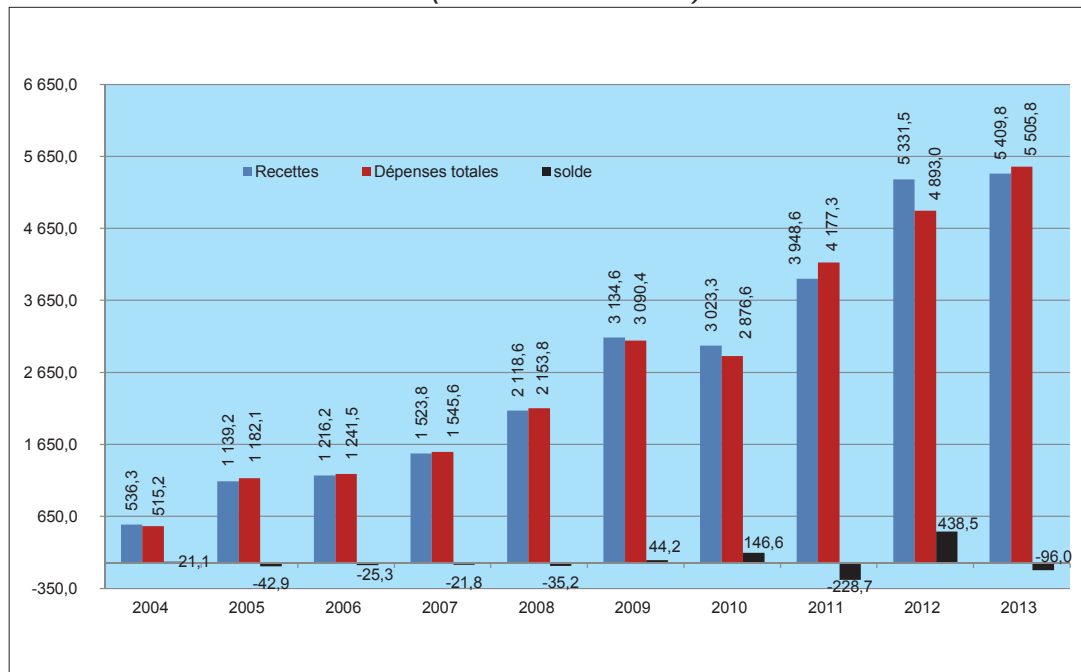
Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.1 Opérations intégrées des Administrations publiques
(en milliards de CDF)

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Dépenses en capital (c)	Ajustements Statistiques (d)	Besoins de Financement (e)=(a)-(b)-(c)+(d)
2004	536,3	425,1	140,4	50,3	21,1
2005	1 139,2	739,1	429,7	-13,1	-42,8
2006	1 216,2	952,8	298,0	9,4	-25,3
2007	1 523,7	1 101,6	477,4	33,4	-21,7
2008	2 118,5	1 376,1	758,4	-19,1	-35,2
2009	3 134,5	1 701,0	1 388,1	-1,1	44,1
2010	3 023,2	1 642,7	1 228,1	-5,6	146,6
2011	3 948,6	2 769,9	1 375,5	-31,8	-228,7
2012	5 331,5	3 016,7	1 924,1	47,9	438,5
2013	5 409,8	4 065,8	1 394,3	-54,4	-104,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique II.3 Situation intégrée des opérations des administrations publiques
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1. RECETTES

En 2013, les recettes totales se sont chiffrées à 4.121,6 milliards de CDF, soit une moins-value de 35,9 % par rapport aux prévisions. Cette situation est principalement

due à la faible mobilisation des recettes non fiscales et celles exceptionnelles qui ont été collectées respectivement à concurrence de 54,8 % et 3,7 % des prévisions.

D'une année à l'autre, la part des recettes totales dans le PIB a reculé de 0,1 point de pourcentage.

I.1.1. Recettes courantes

Les recettes courantes ont été mobilisées en deçà de leur prévision. En effet, d'un montant de 4.601,4 milliards de CDF retenu dans la loi budgétaire, ces recettes se sont chiffrées à 4.053,5 milliards. Cette évolution est essentiellement expliquée par la sous mobilisation des recettes administratives et domaniales. Rapportées au PIB, ces recettes ont représenté 11,0 %. Les parts relatives des recettes fiscales et non fiscales dans les recettes courantes ont été respectivement de 83,6 % et 16,4 %.

S'agissant des recettes fiscales, celles se rapportant aux activités intérieures ont atteint 1.997,6 milliards de CDF contre 1.635,5 milliards en 2012. Rapportées au PIB, elles ont représenté une proportion de 5,4 % contre 4,9 % une année auparavant. De même, celles perçues sur les transactions extérieures ont enregistré un accroissement de 29,4 %, passant à 1.391,1 milliards. Elles ont représenté 3,8 % du PIB contre 3,2 % une année plus tôt.

Quant aux recettes non fiscales, elles se sont situées à 664,9 milliards de CDF contre 923,4 milliards en 2012, dégageant une contraction de 28,0 %. En ratio du PIB, elles ont baissé à 1,8 % revenant de 2,8 % l'année précédente.

Tableau II.2 Importance relative de différentes catégories des recettes
(en pourcentage du total)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1. Recettes fiscales	70,9	67,7	69,1	76,2	78,0	56,6	71,1	75,3	72,0	82,2
- Recettes des impôts sur le commerce extérieur	27,4	24,1	24,5	30,2	29,3	20,9	25,1	28,6	28,6	33,8
- Recettes des impôts sur les Revenus	17,3	11,1	19,2	20,3	23,1	15,7	20,9	21,3	18,8	20,9
- Recettes des impôts sur les biens et services	23,6	21,6	21,9	24,3	24,6	19,3	24,4	24,8	23,4	24,9
- Autres recettes fiscales	2,6	10,9	3,5	1,4	1,0	0,7	0,7	0,7	1,2	2,7
2. Recettes non fiscales	11,5	11,5	9,8	19,7	16,8	19,0	23,3	23,1	24,5	16,1
3. Recettes exceptionnelles	17,6	20,8	21,1	4,1	5,1	24,4	5,6	1,6	3,4	1,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré 1. Mise en place de budget-programme en RDC**Problématique**

Le Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCRCP) a remis l'accent sur les activités de planification, rétabli la légitimité à l'intervention publique et accru le financement des secteurs sociaux. De ce point de vue, le budget-programme représente un instrument de formulation des politiques et de traduction de leur implication financière pour l'atteinte des objectifs au niveau national. Gage de transparence, il permet à la fois de fournir une vision globale des dépenses à l'échelle nationale ou sectorielle, et de s'inscrire dans une optique d'amélioration de la performance de la gestion budgétaire.

Ainsi, la mise en place de budget-programme implique donc un changement du mode d'élaboration, d'exécution et du suivi du budget. Lors de l'élaboration du budget, les agrégats budgétaires devront être déterminés en harmonie avec les perspectives macroéconomiques à moyen et long termes du gouvernement, de manière à ce que le budget soit au centre de la conduite des politiques socio-économiques du pays.

Introduction de budget-programme en RDC

La promulgation de la Loi relative aux finances publiques (LOFIP), en juillet 2011 a introduit d'importantes réformes dites de seconde génération, qui ont vocation à rénover entièrement le système de gestion des finances publiques congolaises dans toutes ses dimensions. Le principe de budgétisation par programme est consacré dans cette Loi à travers un certain nombre d'articles clairement défini qui en constituent le socle juridique.

Aussi, la promulgation de la LOFIP appelle-t-elle une nouvelle architecture budgétaire. Le budget-programme est, potentiellement, un instrument très utile pour combler le vide récurrent entre les politiques de développement et leur traduction budgétaire. Dans ces conditions, il revêt une importance particulière dans le contexte actuel de la RDC, car les politiques de réduction de la pauvreté mises en œuvre souffrent d'une déconnexion avec le budget, et du manque de prise en compte des priorités.

Le but ultime de cette démarche est de refléter de façon intelligible les politiques publiques dans le budget de l'Etat. Toutefois, la mise en place du budget-programme doit se faire de manière progressive. Le législateur a imparti aux autorités congolaises un délai de huit ans, à compter de l'adoption de la LOFIP, pour mettre en œuvre ces dispositions. Ce délai est très ambitieux et nécessite un effort continu et soutenu en termes des travaux préparatoires et d'expérimentations pour permettre le dépôt au Parlement au 1er janvier 2019 d'un budget en mode programme.

La consolidation des fondamentaux des finances publiques est un préalable pour le passage aux réformes de seconde génération. Cette consolidation passe par la révisitation du contenu du système actuel de gestion des finances publiques, de la programmation au contrôle en passant par la budgétisation, l'exécution et la comptabilité.

Les principales recommandations pour y parvenir se résument comme suit :

❖ Programmation et budgétisation

- réviser le guide d'élaboration des stratégies sectorielles pour assurer une meilleure cohérence entre ces concepts et ceux de la LOFIP ;
- revoir la structure des Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ministériels pour l'aligner sur l'architecture budgétaire préconisé par la LOFIP à savoir « ministère – programme – actions » ;
- poursuivre et renforcer les discussions sur l'examen des enveloppes budgétaires en conseil des ministres avant communication aux administrations.

❖ Exécution et contrôle a priori

- organiser la déconcentration du pouvoir des Ministres du Budget et des Finances en deux étapes, par la délégation de leurs pouvoirs aux directeurs compétents de leurs administrations respectives, puis ultérieurement auprès des ministères sectoriels ;
- réorganiser le contrôle budgétaire et supprimer les contrôleurs de la Direction du Contrôle Budgétaire (DCB) pour ne laisser que le contrôleur à demeure ;
- supprimer le système de double autorisation de décaissement par le Ministre des Finances et pour n'en garder qu'une seule ;
- limiter le recours à la procédure de dépenses par exception en respectant strictement le nouveau Règlement Général de la Comptabilité Publique (RGCP) de novembre 2013.

❖ Gestion de la trésorerie et la comptabilité

- revoir la composition du comité d'élaboration du plan de trésorerie afin d'y inclure les principaux ministères prioritaires ;
- fiabiliser la production des états de suivi budgétaire (ESB) ;
- refonder complètement la fonction comptable qui se trouve être le maillon faible du système de gestion des finances publiques.

❖ Opérationnalisation du budget-programme

- construire les maquettes budgétaires des programmes des ministères et des institutions de l'Etat ;
- mener une étude vers 2016 pour déterminer l'option à retenir pour l'organisation des niveaux opérationnels des programmes ;
- finaliser la nomenclature budgétaire-comptable en intégrant le segment programmatique ;
- identifier les responsables de programme au fur et à mesure de l'introduction de la démarche de performance.

I.1.1.1. Recettes fiscales

I.1.1.1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

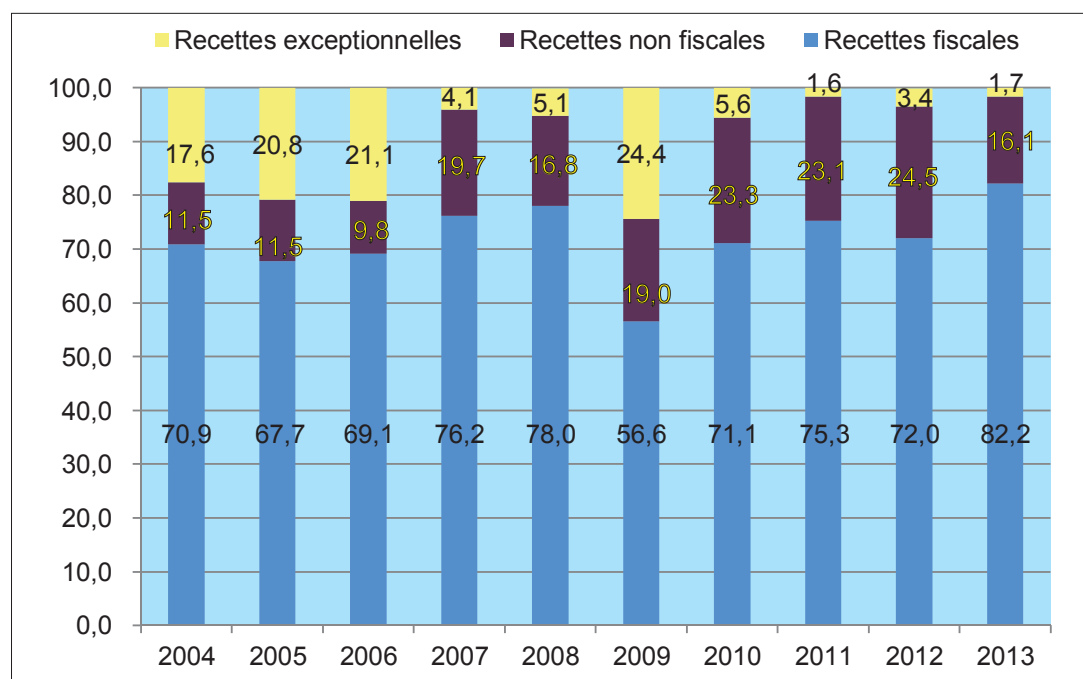
En 2013, les recettes des impôts sur le commerce extérieur se sont établies à 1.391,1 milliards de CDF, soit 3,8 % du PIB, contre 1.074,8 milliards une année plus tôt. Comparées aux prévisions qui les situaient à 1.162,4 milliards de CDF, il se dégage un taux de mobilisation de 119,7 %. Cette situation tient du renforcement des structures d'encadrement des recettes et des effets bénéfiques du dynamisme du secteur minier. Il convient de signaler que le niveau des recettes aurait été plus élevé n'eût-été le volume important des exonérations accordées.

Ainsi, les recettes des droits de sortie, dont plus de la moitié provient des prélèvements de la taxe statistique, ont totalisé 16,7 milliards de CDF, soit une contraction de 5,1 % par rapport à l'année précédente. Comparées aux prévisions budgétaires de 16,5 milliards de CDF, elles indiquent un taux de mobilisation de 101,2 %.

Par ailleurs, les recettes des droits d'entrée sont passées de 1.057,2 milliards de CDF en 2012 à 1.374,4 milliards. Elles représentent un taux de 119,9 % de leur assignation budgétaire de 1.145,9 milliards. Cette situation est due notamment aux mesures prises sur la collecte et la comptabilisation des recettes au titre de la TVA.

Graphique II.4 Importance de différentes catégories des recettes

(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1.1.2. Recettes des impôts sur les revenus

En 2013, les recettes des impôts sur les revenus, constituées des traitements et salaires des personnes physiques ainsi que des bénéfices des sociétés et des entreprises, se sont établies à 862,2 milliards de CDF contre une prévision de 860,4 milliards, soit un taux de rendement de 100,2 %. Rapprochés au PIB, ces revenus ont représenté 3,0 % contre 2,7 % une année plus tôt.

En dépit de l'absence de perception de l'IPR des fonctionnaires et des agents du secteur public ainsi que des membres des institutions politiques, les impôts prélevés sur les revenus des personnes physiques ont progressé de 21,6 %, s'établissant à 525,7 milliards de CDF. De même, les impôts perçus sur les bénéfices des sociétés et des entreprises, ont augmenté de 21,9 %, se chiffrant à 305,7 milliards de CDF. Cette situation tient notamment de la modification du taux de l'impôt minimum sur les bénéfices qui est passé de 1/1000 à 1/100 du chiffre d'affaires déclaré, dû en cas de résultats déficitaires ou bénéficiaires mais susceptibles de donner lieu à un impôt inférieur à ce montant.

I.1.1.1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Les recettes provenant des droits de consommation, de la TVA à l'intérieur et de la marge distribuable se sont chiffrées à 1.026,1 milliards de CDF contre une prévision de 1.148,7 milliards. Rapprochés au PIB, ces revenus ont représenté 2,8 % contre une prévision de 3,1 %. Cette contreperformance s'explique notamment par une forte alimentation du compte TVA remboursable afin d'absorber les arriérés de demandes de remboursement des crédits TVA de 2012.

Malgré les difficultés de parcours qui surgissent dans sa mise en œuvre, la TVA demeure la principale source des recettes des impôts sur les biens et services, représentant 57,9 % du total de la rubrique contre 60,1 % l'année précédente. La part de droits de consommation qui s'était située à 27,3 % en 2012, a atteint 32,3 %. En ce qui concerne la marge distribuable, elle s'est établie à 9,6 % revenant de 11,3 % une année plus tôt.

I.1.1.1.4. Autres recettes fiscales

Ces ressources ont été mobilisées à concurrence de 50,6 % par rapport à leur prévision. En effet, prévues à 216,0 milliards de CDF, elles n'ont atteint que 109,3 milliards, soit 0,3 % du PIB.

Les ressources provenant des impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs ont contribué à concurrence de 44,9 % du total et le solde se rapporte à la sous rubrique « divers ». Celle-ci enregistre notamment les recettes sur les perceptions diverses de la DGDA, les ventes des imprimés ainsi que les amendes et pénalités sur les autres revenus mobilisés par la DGI.

I.1.1.2. Recettes non fiscales

En 2013, les recettes non fiscales ont été réalisées à concurrence de 54,8 % des prévisions qui les situaient à 1.214,0 milliards de CDF. Elles ont représenté une part de 1,8 % du PIB contre une prévision de 3,3 %.

Ce faible niveau des recettes s'explique notamment par (i) le conflit de compétence pour la gestion du code country (243), (ii) la non réalisation de la vente des licences de télécommunication prévue dans le budget, (iii) la non activation de la redevance minière sur toute l'étendue du territoire national et (iv) le faible niveau d'effort des services d'assiette.

Toutes les composantes de la rubrique sous analyse ont été mobilisées en deçà de leurs assignations. En effet, les recettes « administratives judiciaires et domaniales », et celles du « portefeuille » se sont respectivement situées à 434,1 milliards de CDF et 110,5 milliards contre des prévisions de 789,9 milliards et 267,3 milliards.

I.1.2. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles se sont contractées de 47,1 % par rapport à 2012, se situant à 68,1 milliards de CDF, soit 0,2 % du PIB. Cette situation est expliquée par le fait que la RDC n'est pas en programme avec les Institutions de Bretton Woods. Rapportées aux prévisions budgétaires qui les fixaient à 1.833,3 milliards de CDF, elles ont été mobilisées à concurrence de 3,7 %.

I.2. DEPENSES PUBLIQUES

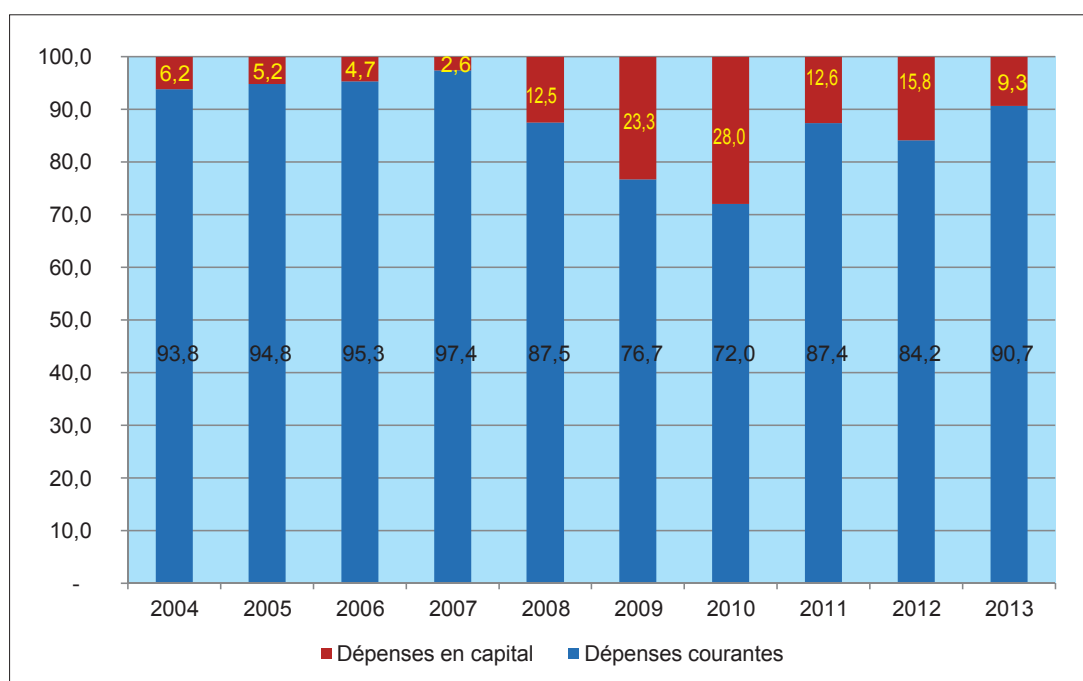
La mise en œuvre de la politique des dépenses publiques, au cours de l'exercice 2013, a été prudente de manière à limiter les effets pervers de leur exécution face à une mobilisation insuffisante des ressources.

En effet, prévues à 6.434,7 milliards de CDF, les dépenses publiques ont été exécutées à concurrence de 4.172,0 milliards. Rapprochées au PIB, ces dépenses ont représenté 11,3 % contre une programmation de 17,4 %. Comparées à leur niveau de 2012, celles-ci ont enregistré une hausse de 23,7 %.

Cette sous-consommation des crédits occulte deux faits majeurs. Il s'agit, d'une part, des dépassements budgétaires constatés au niveau de certaines rubriques et, d'autre part, d'une importante accumulation d'arriérés au 31 décembre 2013. Les dépassements observés procèdent notamment de l'accroissement des dépenses liées aux besoins de fonctionnement des Institutions politiques et de financement des réformes. Ainsi, les dépenses en capital ont représenté à peine 11,8 % alors que les dépenses courantes ont été de 88,2 % du total des dépenses.

Graphique II.5 Structure des dépenses publiques

(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Dépenses Courantes

Les dépenses courantes ont été exécutées à concurrence de 3.680,4 milliards de CDF, soit 93,8 % des prévisions. Par rapport au PIB, elles ont représenté 10,0 %, soit une hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport à 2012. Cette situation tient notamment de l'augmentation des dépenses pour biens et services ainsi que du versement d'intérêts sur la dette publique.

I.2.1.1. Analyse des dépenses courantes par nature

I.2.1.1.1. Dépenses pour biens et services

Elles ont progressé de 31,5 % d'une année à l'autre et représenté 79,1 % du total des dépenses courantes, soit 2.912,6 milliards de CDF. Cette hausse a été induite principalement par les débours au titre des dépenses de fonctionnement (56,6 %) dont le transfert aux provinces (17,2 %) et les frais de voyages (61,5 %) ont été les plus significatifs dans la structure.

I.2.1.1.2. Versement des intérêts sur la dette publique

La charge financière due à l'endettement public n'a cessé de croître significativement ces trois dernières années bien que sa part n'ait été que de 6,6 % du total des dépenses courantes. D'une variation de 27,0 % en 2012, le versement des intérêts s'est accru de 51,2 % pour s'établir à 243,1 milliards de CDF en 2013. Cette hausse

est due essentiellement au paiement des intérêts sur la dette financière des créanciers bilatéraux et multilatéraux.

I.2.1.1.3. Subventions et transferts

Les dépenses de subventions et transferts ont été exécutées à concurrence de 524,7 milliards de CDF, soit une augmentation de 13,6 % par rapport à l'exercice précédent. Hormis les subventions et transferts aux ménages qui se sont contractées de 3,1 %, les autres dépenses inhérentes à cette rubrique se sont inscrites en hausse. Il s'agit particulièrement des transferts aux organismes et entreprises publics (10,6 %).

I.2.1.2. Analyse des dépenses par service

Cette analyse a révélé que l'augmentation des dépenses courantes de 29,7 % par rapport à 2012 a été induite par une progression de 46,5 % des « Autres services » dans un contexte de contraction des dépenses des Institutions Politiques et des Ministères, respectivement de 6,1 % et 3,8 %.

Par rapport aux prévisions, l'exécution des dépenses a enregistré une sous-consommation des crédits au niveau des Ministères (84,5 %) et des Autres services (92,8 %). Par contre, les dépenses des Institutions Politiques ont connu un dépassement de 21,3 %, notamment sous l'impulsion des dépenses de la Présidence (207,7 %) et de la Primature (155,3 %).

Quant à la structure des dépenses courantes par service, elle a mis en exergue la prépondérance du poids des Services Communs avec 75,9 % des dépenses, en hausse de 8,7 points de pourcentage par rapport à 2012.

Tableau II.3 Structure des dépenses courantes par ministères et institutions
(en pourcentage)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Services Communs	62,8	74,7	78,3	65,0	68,9	82,3	69,6	74,8	67,2	75,9
Institutions politiques	9,9	7,7	6,6	7,2	7,1	5,9	13,7	12,2	14,0	10,2
Ministères	27,3	17,6	15,1	27,8	24,0	11,8	16,7	13,0	18,8	13,9
dont Finances	5,7	4,5	4,5	9,2	6,9	3,4	2,1	1,9	2,8	3,3
Intérieur	8,9	6,9	4,6	8,2	8,3	3,0	6,8	4,4	5,8	1,4
Défenses Nationales	1,7	1,2	1,1	0,6	0,7	1,1	1,4	0,8	1,5	4,4
Autres Ministères	11,0	5,0	4,9	9,8	8,1	4,3	6,4	5,9	8,7	4,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2. Dépenses en capital

Les dépenses pour l'acquisition des biens en capital ont été exécutées à concurrence de 491,5 milliards de CDF contre une prévision de 2.509,2 milliards de CDF. Elles ont représenté 1,3 % du PIB en 2013 contre 1,6 % en 2012. Cette évolution est

expliquée par la baisse des montants décaissés au titre des dépenses d'équipement, d'aménagement et de construction.

I.2.2.1. Dépenses en capital par nature

En dépit d'un contexte de faiblesse des ressources internes et externes qui caractérise les finances publiques, l'évolution des dépenses en capital pour infrastructure économique (routes, ponts et chaussées) s'est orientée à la hausse en 2013, soit 17,2 % contre une contraction de 2,3 % en 2012 et une part dans les dépenses en capital qui s'améliore de 9,9 points de pourcentage d'une année à l'autre.

En revanche, les autres dépenses ont enregistré un recul. Ainsi, rapprochées à l'année 2012, les dépenses en infrastructures sociales et équipements des administrations publiques ont baissé respectivement de 7,2 et 2,6 points de pourcentage.

I.2.2.2. Dépenses en capital par service

La structure des dépenses en capital par service, en 2013, est restée dominée par les Travaux Publics, les Finances et la Présidence qui ont enregistré des augmentations respectives de 16,5 points de pourcentage, 11,1 points et 5,3 points. Hormis certains services qui ont stagné, la Primature, l'Energie et le Plan ont reculé respectivement de 0,2 point de pourcentage, 36,0 points et 1,0 point.

I.3. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire ont enregistré un déficit de 0,3 % du PIB contre un excédent de 1,3 % en 2012. Ce déficit a été financé par une partie d'excédents des exercices antérieurs.

Ainsi, le flux d'épargne publique qui a été de 441,2 milliards de CDF contre 924,2 milliards en 2012, n'a représenté que 10,6 % des recettes totales, soit une contraction de 14,0 points de pourcentage de son niveau de l'année précédente.

Tableau II.4 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire
(en milliards de CDF)

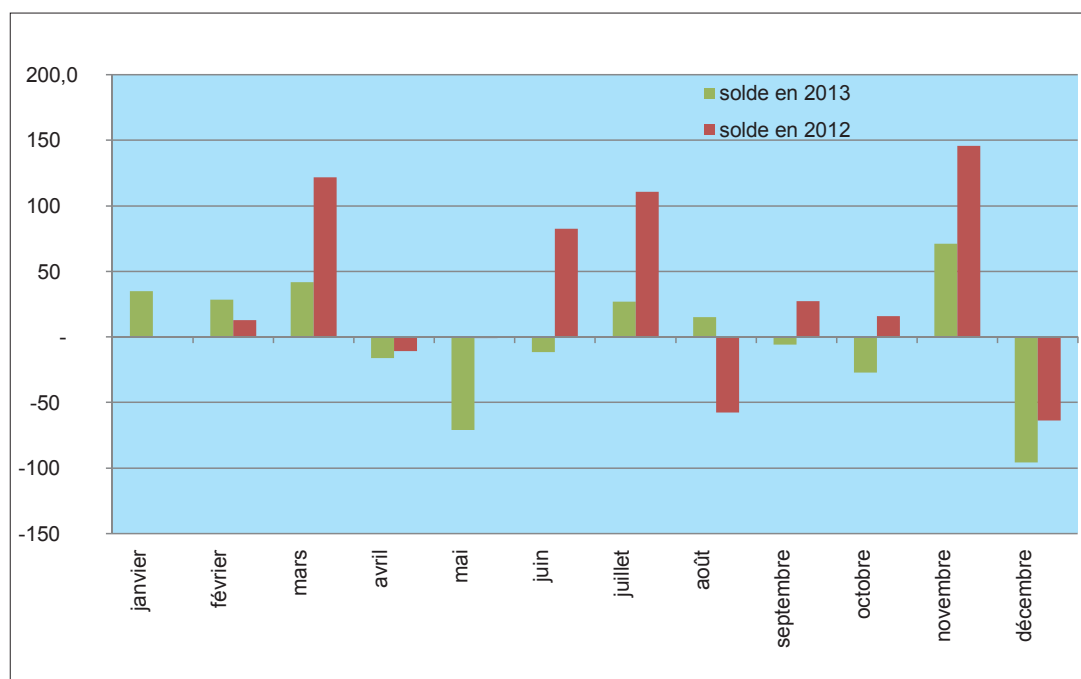
Années	Solde des opérations du cadre budgétaire	Ajustement statistique	Besoin de financement
2004	-11,2	2,4	-8,8
2005	-29,2	60,3	31,1
2006	-29,7	-13,2	-42,9
2007	-34,7	9,4	-25,3
2008	-55,3	33,5	-21,8
2009	16,0	-19,2	-3,2
2010	45,3	-5,7	39,6
2011	-196,9	-31,8	-228,7
2012	390,6	41,0	431,6
2013	-50,4	-54,4	-104,8

Source : Banque Centrale du Congo.

I.4. EVOLUTION COMPAREE DU SOLDE MENSUEL

Au courant de l'année 2013, la couverture des dépenses par les ressources s'est soldée, par moment, d'importants besoins mensuels de financement dont 70,9 milliards de CDF et 95,7 milliards aux mois de mai et septembre.

Graphique II.6 Comparaison du solde budgétaire mensuel en 2012 et 2013
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Cette évolution contraste avec celle constatée une année auparavant, laquelle s'était plus caractérisée par la réalisation des excédents.

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

En 2013, les opérations à financement extérieur spécifique se sont chiffrées à 1.288,2 milliards de CDF contre 1.924,1 milliards en 2012.

II.1. RECETTES

Les partenaires bilatéraux ont financé des activités et des projets pour 419,2 milliards de CDF en 2013, soit 32,5 % du total des donations tandis que les organismes internationaux ont contribué pour 869,0 milliards, soit 67,5 %. Parmi les partenaires bilatéraux, le Royaume-Uni vient en première position avec 211,4 milliards de CDF (50,4 %), suivi du Canada avec 132,7 milliards (31,6 %) et de la Suède avec 33,2 milliards (7,9 %).

S'agissant des partenaires multilatéraux, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, les Nations Unies et la BAD ont été les principaux donateurs avec des contributions respectives de 498,5 milliards de CDF, 196,2 milliards, 101,3 milliards et 73,0 milliards.

II.2. DEPENSES

Les dépenses publiques, sur les ressources extérieures provenant des partenaires multilatéraux et bilatéraux, ont servi à financer les investissements à concurrence de 902,9 milliards de CDF. Quant au financement lié à l'aide alimentaire, il s'est chiffré à 65,2 milliards et celui relatif à l'assistance et secours d'urgence à 320,2 milliards.

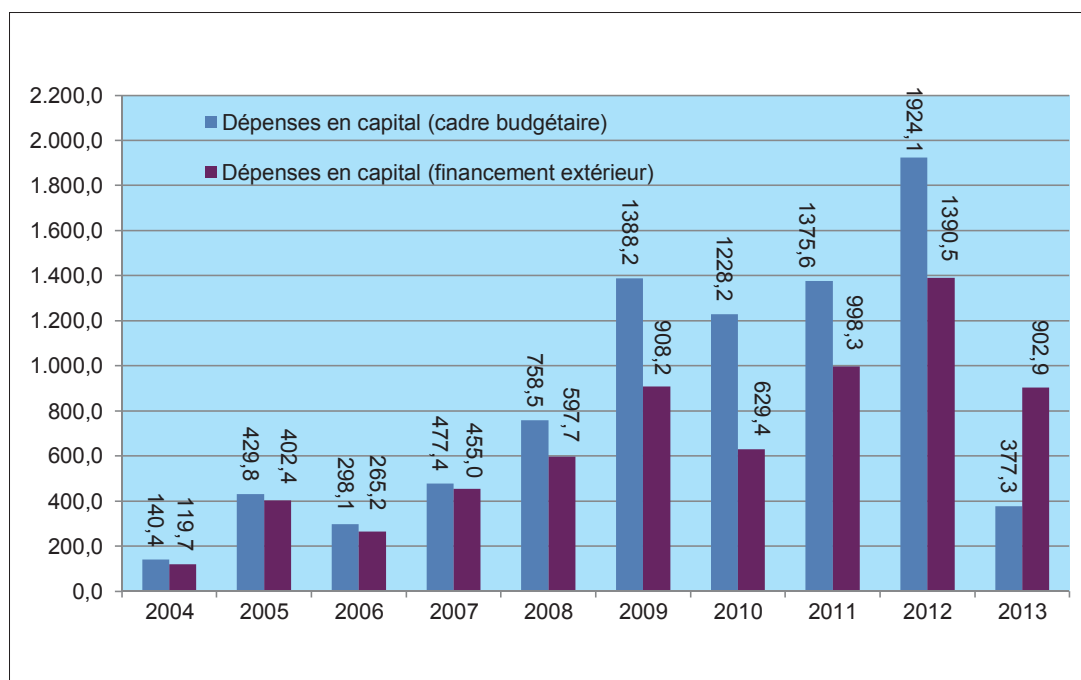
Concernant les dépenses courantes, la part de l'aide alimentaire a été de 39,1 milliards de CDF, soit 21,9 %, tandis que celle de l'assistance humanitaire et secours d'urgence de 139,6 milliards, représentant 78,1 %.

Tableau II.5 Opérations à financement extérieur spécifique
(en milliards de CDF)

Années	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2004	230,3	110,6	119,7
2005	644,0	241,6	402,4
2006	547,1	281,9	265,2
2007	730,0	274,9	455,1
2008	846,9	249,2	597,7
2009	1 029,8	121,6	908,2
2010	729,4	100,0	629,4
2011	1 149,0	150,7	998,3
2012	1 569,1	178,6	1 390,5
2013	1 288,2	385,3	902,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique II.7 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS

L'analyse des Etats de Suivi Budgétaire (ESB) de l'exercice 2013 renseigne que, sur un montant total de 6.434,7 milliards de CDF des crédits votés, environ 60,0 % a fait l'objet d'un engagement. Par ailleurs, les dépenses ordonnancées ont totalisé 3.755,9 milliards de CDF sur une liquidation totale de 3.863,0 milliards, soit une proportion de 97,2 %.

Le rapprochement entre les paiements de 3.682,2 milliards de CDF et le total des ordonnancements dégage des arriérés de paiements de 73,6 milliards.

Encadré 2. Problématique des arriérés de paiements

Au cours de ces dernières années, la problématique des arriérés de paiement s'est érigée comme une des questions majeures du débat autour de la soutenabilité des finances publiques. Généralement, l'apparition d'arriérés de paiements s'explique par la faiblesse des recettes. Dans ce cas, l'Etat fait recours à une forme de financement moins orthodoxe que constituent les arriérés de paiements.

Cependant, l'Etat a intérêt de restaurer sa crédibilité financière par l'apurement des arriérés de la dette tant extérieure qu'intérieure. Le but poursuivi est non seulement le rétablissement de la confiance à l'égard de l'Etat mais également la relance de l'économie nationale par le renforcement de la solvabilité des agents économiques, prestataires des services à l'Etat.

Pour y parvenir, le plan d'apurement des arriérés de la dette intérieure devrait respecter les trois piliers essentiels suivants :

- l'équité : un acompte est versé à tous les créanciers enregistrés à la dette ;
- la solidarité : après l'acompte, le solde sera frappé d'une décote. Cette décote traduit la participation des opérateurs économiques nationaux à l'effort d'assainissement de l'économie nationale ;
- la démocratie : contrairement aux pratiques abusives observées dans le passé où l'opérateur économique devait céder une partie de son enveloppe au titre de pot de vin, cette stratégie permet à celui-ci de percevoir intégralement son dû.

S'agissant de la RDC, la réalisation des soldes budgétaires excédentaires, au cours de deux derniers exercices, dans un contexte d'accumulation d'encours de paiements, masque une véritable dette publique intérieure et des déficits budgétaires éventuels. Au regard de ce qui précède, il y a lieu de s'interroger sur l'approche « base-casse » qui impose une austérité permanente au pays bloquant, de ce fait, le financement de certaines dépenses susceptibles de relancer l'activité économique.

III.1. ANALYSE PAR NATURE DES DEPENSES

Les arriérés de paiements, analysés par nature des dépenses, ont été interceptés principalement au niveau des dépenses de construction et de transfert, lesquelles ont représenté respectivement 37,4 % et 28,3 %.

Pour ce qui est des charges de construction, cette situation s'explique par le non-paiement de certaines charges ordonnancées sous les libellés « acquisition d'édifices publics », « réhabilitation cabinets ministres » et « réfection d'ouvrages hydrauliques ».

Il en est de même des rubriques « subventions », « bourses d'études », « frais médicaux », « rétrocessions » et « fonds social d'intervention », pour ce qui concerne les transferts et interventions de l'Etat.

Tableau II.6 Arriérés de paiements par nature des dépenses
(en millions de CDF)

Rubriques	Ordonnancements	Paielements	Arriérés
Dettes publiques	225.537,8	220.521,3	5.016,4
Frais financiers	154.252,3	152.396,2	1.856,0
Dépenses du personnel	1.456.161,3	1.453.860,6	2.300,7
Biens et matériels	118.499,9	111.729,1	6.770,8
Depenses de prestations	186.646,9	185.179,8	1.467,0
Transferts et interventions de l'Etat	1.088.623,0	1.067.794,8	20.828,1
Equipements	243.756,8	235.877,8	7.878,9
Construction	282.410,7	254.879,3	27.531,4
Total général	3.755.889,1	3.682.239,4	73.649,7

Source : Etats de Suivi Budgétaire 2013.

III.2. ANALYSE PAR FONCTION DES DEPENSES

Les arriérés sur les dépenses dénommées « affaires économiques » ont représenté 38,4 % de l'ensemble. Cette rubrique est composée des lignes de crédit affectées au « transport » et à « l'agriculture ». Le poids des arriérés de la rubrique « administration publique », constituée des organes exécutifs et législatifs ainsi que de l'administration des provinces, a été de 29,6 % du total.

Tableau II.7 Arriérés de paiements par fonction des dépenses
(en millions de CDF)

Rubriques	Ordonnancements	Paielements	Arriérés
Administration publique	1.707.920,9	1.686.059,3	21.861,6
Défense	338.204,4	327.612,1	10.592,3
Ordre et sécurité	286.580,5	279.647,2	6.933,2
Affaires économiques	505.790,2	477.540,2	28.249,9
Protection de l'environnement	14.932,7	14.930,3	2,4
Logements et équipements collectifs	38.751,5	37.852,2	899,3
Santé	223.935,8	221.132,3	2.803,4
Religions, culture, sports et loisirs	52.449,0	51.293,5	1.155,5
Enseignement	533.155,9	532.452,3	703,6
Protection sociale, affaires sociales	54.167,6	53.719,5	448,1
Total général	3.755.889,1	3.682.239,4	73.649,7

Source : Etats de Suivi Budgétaire 2013.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.8 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	en millions de CDF										en % du P.I.B.											
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013		
1. Produit intérieur brut (3)	2 601 000,0	5 670 065,0	7 167 039,3	8 450 398,0	11 698 976,2	19 106 186,1	22 678 781,5	28 352 695,2	33 481 626,4	36 984 754,5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		
2. Dépenses publiques	565 527,3	1 168 931,5	1 250 933,0	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 537 526,4	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	21,7	20,6	17,5	18,7	18,2	16,2	11,2	14,6	14,8	14,8		
Consommation publique	419 839,5	724 612,9	944 858,5	1 084 508,8	1 346 986,6	1 677 210,4	1 567 665,8	2 728 076,6	2 963 272,6	3 991 111,1	16,1	12,8	13,2	12,8	11,5	8,8	6,9	9,6	8,9	10,8		
Formation brute de capital	140 407,2	429 756,6	298 075,9	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	912 320,6	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	5,4	7,6	4,2	5,6	6,5	7,3	4,0	4,9	5,7	3,8		
Transferts à d'autres secteurs	5 280,5	14 562,0	7 998,6	17 092,3	29 162,8	23 875,4	57 540,0	41 869,9	53 507,7	74 695,9	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2	0,2		
3. Charge fiscale brute	217 063,6	335 702,5	462 101,3	604 746,0	992 416,0	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	8,3	5,9	6,4	7,2	8,5	6,2	7,2	7,4	8,1	9,2		
Commerce extérieur	83 817,7	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	3,2	2,1	2,3	2,8	3,2	2,3	2,5	2,8	3,2	3,8		
Exportations	6 325,2	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0		
Importations	77 464,1	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	3,0	1,9	2,1	2,7	3,1	2,2	2,5	2,7	3,2	3,7		
Divers	28,3	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Activités intérieures	133 246,0	216 148,5	298 296,7	365 413,1	619 672,7	751 500,8	1 055 265,0	1 308 632,8	1 635 509,7	1 997 558,9	5,1	3,8	4,2	4,3	5,3	3,9	4,7	4,6	4,9	5,4		
Revenus	53 075,8	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	2,0	1,0	1,8	1,9	2,5	1,7	2,1	2,1	2,1	2,3		
Biens et Services	72 071,2	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	2,8	1,9	2,0	2,3	2,7	2,1	2,5	2,4	2,6	2,8		
Autres recettes fiscales	8 098,9	54 167,2	23 221,6	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	0,3	1,0	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3		
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0		
4. Charge fiscale nette ⁽¹⁾	211 783,1	321 140,5	454 102,7	587 653,7	963 253,1	1 167 936,2	1 573 856,6	2 066 132,6	2 656 832,0	3 313 932,6	8,1	5,7	6,3	7,0	8,2	6,1	6,9	7,3	7,9	9,0		
5. Solde global ⁽²⁾	21 100,6	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0	-104 849,0	0,8	-0,8	-0,4	-0,3	-0,3	0,2	0,6	-0,8	1,3	-0,3		
6. Formation brute de capital fixe (3)	481 185,0	662 043,0	804 620,1	1 383 907,8	2 351 239,4	2 607 880,2	3 986 469,1	5 985 628,0	6 845 743,0	6 972 207,0	18,5	19,9	20,7	19,5	20,9	19,8	22,0	39,2	39,7	18,9		
Contribution des administrations publiques	119 689,2	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	24,9	60,8	33,0	32,9	25,4	34,8	7,9	16,7	20,3	12,9		
Acquisition directe des biens de capital	119 689,2	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	24,9	60,8	33,0	32,9	25,4	34,8	7,9	16,7	20,3	12,9		
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
7. Revenus des ménages (3)	1 947 155,7	5 348 702,0	7 254 226,6	8 522 810,9	11 673 920,8	19 484 439,3	22 264 582,0	28 394 816,2	33 824 743,1	35 915 459,7	74,9	67,5	61,6	68,4	71,1	67,8	67,9	50,0	49,3	97,1		
Contribution des administrations publiques	99 955,2	155 890,0	202 700,4	316 648,6	476 603,3	557 378,7	646 955,7	1 090 800,4	1 291 253,8	1 443 763,9	5,1	2,9	2,8	3,7	4,1	2,9	2,9	3,8	3,8	4,0		

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cfr tableau II.9.

(3) à partir de 2005, les données révisées suivant SCN 93.

Tableau II.9 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques*(en millions de CDF)*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1.Recettes non remboursables	536 322,0	1 139 225,2	1 216 224,2	1 523 756,1	2 118 576,4	3 134 561,6	3 023 273,1	3 948 621,8	5 331 527,0	5 409 849,7
a) Recettes courantes ⁽¹⁾	306 024,9	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2
Cadre budgétaire	306 024,9	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	230 297,1	643 961,8	547 056,8	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5
Courantes ⁽²⁾	110 607,9	241 533,0	281 906,5	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9
En capital ⁽³⁾	119 689,2	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6
2.Dépenses courantes	425 120,1	739 174,9	952 857,1	1 101 601,1	1 376 149,4	1 701 085,8	1 642 779,3	2 769 946,5	3 016 780,3	4 065 807,0
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	314 512,1	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. ⁽⁵⁾	110 607,9	241 533,0	281 906,5	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9
3.Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	-8 487,2	-2 378,4	-1 783,2	-32 885,1	144 722,0	525 249,5	751 108,6	180 405,0	924 279,0	441 162,1
4.Dépenses en capital	140 407,2	429 756,6	298 075,9	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	1 228 190,7	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	20 718,1	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	119 689,2	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6
5.Total dépenses= 2 + 4	565 527,3	1 168 931,5	1 250 933,0	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 870 970,1	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6
Cadre budgétaire	335 230,2	524 969,7	703 876,2	849 060,0	1 287 711,0	2 059 445,3	2 141 579,0	2 996 550,0	3 371 740,0	4 171 958,1
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	230 297,1	643 961,8	547 056,8	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5
6.Solde (1 - 5)	-29 205,3	-29 706,3	-34 708,8	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9
Cadre budgétaire	-29 205,3	-29 706,3	-34 708,8	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.Ajustement statistique ⁽⁹⁾	50 305,9	-13 193,1	9 405,3	33 469,7	-19 196,5	-1 114,3	-5 654,9	-31 821,0	47 854,0	-54 495,1
8.Besoins de financement ⁽¹⁰⁾	21 100,6	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0
9.Financement ⁽¹¹⁾	-21 100,6	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0
Intérieur monétaire net	-21 100,6	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.11.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.15 et III.16.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.10 & III.11.

(4) Cfr tableau II.20.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.22.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement (+).

(11) Cfr tableau II.25.

Tableau II.10 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A.RECETTES FISCALES	209 261,3	292 841,1	365 345,0	638 364,4	832 432,0	1 225 330,9	1 798 328,4	2 340 472,1	3 112 756,7	3 387 368,3
1.Impôts sur le comm. ext ⁽²⁾	82 375,0	108 015,3	140 301,5	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6
-Droits de sortie	3 979,9	6 571,9	7 536,9	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5
-Droits d'entrée	78 375,1	101 408,8	132 677,4	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1
-Divers	20,0	34,6	87,1	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	47 960,3	71 833,1	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3
-Personnes physiques	22 339,6	26 645,2	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8
-Sociétés et entreprises	25 620,7	45 187,9	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1
-Amendes et accroissements	-	-	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-	46 715,30
3.Impôts sur biens et serv. ⁽⁴⁾	54 434,8	72 826,8	89 199,3	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3
4.Autres recettes fiscales	24 491,0	40 165,9	54 698,0	122 458,1	94 895,5	73 222,4	152 298,3	170 896,7	220 156,4	215 965,2
a. I.E.R charge des employeurs	800,7	1 827,8	23,5	4 648,7	9 002,8	11 895,9	18 972,2	27 216,4	32 502,8	48 637,9
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	7 265,9	5 919,1	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	3 310,3	5 919,1	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	3 955,6	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d.Divers	4,4	657,1	77,5	38 632,3	641,7	1 070,0	22 891,1	4 769,2	2 738,6	2 780,8
e.Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f.Pétroliers	23 685,9	37 681,0	54 597,0	71 911,1	79 332,0	60 256,6	110 435,0	138 911,1	184 915,0	164 546,4
B.RECETTES NON FISCALES	26 127,7	44 846,4	130 369,0	245 118,2	379 545,4	372 558,4	868 386,2	944 559,7	1 147 535,5	1 213 993,2
1.Recettes adm., judiciaires et domaniales	25 338,0	37 371,0	122 253,0	172 617,0	153 432,0	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1	789 945,8
2.Portefeuille	-	7 475,0	8 116,0	72 501,7	100 968,0	76 690,3	187 338,0	234 776,6	282 706,4	267 277,3
3.Divers ⁽⁵⁾	789,4	-	-	-	125 145,6	117 000,0	386 623,5	218 245,5	117 000,0	156 770,1
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	292 944,0	468 482,0	543 847,0	486 827,0	462 443,9	1 031 418,2	2 633 677,0	3 011 566,2	2 348 879,0	1 833 303,1
1 Dons projets	121 790,0	174 338,5	246 361,0	152 120,9	198 543,9	735 785,2	1 141 261,7	1 319 538,2	1 621 939,2	866 994,8
2.Prêts projets	56 188,0	130 891,0	148 167,0	113 508,1	73 600,0	77 871,8	1 077 105,8	1 089 569,7	403 068,1	588 149,5
3.Ressources PPTE	28 687,0	88 007,0	121 098,0	210 700,0	190 300,0	217 761,2	218 278,8	345 119,0	293 450,7	293 450,7
4.Appui budgétaire	86 279,0	75 245,5	-	-	-	-	158 351,3	257 339,3	30 421,0	84 708,0
5.Autres(Remboursement BCC)	-	-	28 221,0	10 498,0	-	-	38 679,4	-	-	-
D.BUDGETS POUR ORDRE⁽⁶⁾	-	-	-	-	106 993,9	293 086,2	307 126,0	449 726,0	-	-
TOTAL (A+B+C+D)	528 333,0	806 169,4	1 039 561,0	1 370 309,6	1 781 415,2	2 922 393,8	5 607 517,6	6 746 324,0	6 609 171,2	6 434 664,5

Source : Ministère du Budget.

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cf tableau II.12.

(3) Cf tableau II.14.

(4) Cf tableau II.16.

(5) A partir de 2008 , Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) A partir de 2008 il s'agit des recettes des provinces

Tableau II.11 Recettes des Administrations Publiques*(en millions de CDF)*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
I.RECETTES DU CADRE BUDGET ⁽¹⁾	306 024,9	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2
A.RECETTES FISCALES	217 063,6	335 702,5	462 101,3	604 746,0	992 416,0	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5
1.Impôts s/comm. ext. ⁽²⁾	83 817,7	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6
-Droits de sortie	6 325,2	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0
-Droits d'entrée	77 464,1	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6
-Divers	28,3	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-
2.Impôts s/revenus ⁽³⁾	53 075,8	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9
-Revenus des pers. phys.	20 988,4	28 296,1	49 694,3	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9
-Revenus des soc. et ent	32 087,4	26 465,4	79 076,3	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6
-Amendes et accroiss.	-	1,7	3,5	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4
3.Impôts s/biens et services ⁽⁴⁾	72 071,2	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1
4.Autres recettes fiscales	8 098,9	54 167,2	23 221,6	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8
a. I.E.R charge des employeurs	929,8	2 630,3	3 052,6	6 944,8	12 033,0	13 575,8	15 369,6	18 107,4	37 316,9	49 086,9
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	3 987,6	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	3 987,6	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	7 169,2	51 537,0	20 169,0	335,3	715,3	626,1	1 611,1	2 129,2	7 279,7	60 180,9
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	35 085,8	56 787,8	65 787,7	156 567,6	214 090,0	400 190,4	535 092,5	647 338,5	923 381,3	664 885,7
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	18 562,3	29 090,7	42 220,1	71 582,0	81 885,8	160 877,5	369 623,0	353 656,0	599 476,7	434 147,0
2.Portefeuille	8 121,7	13 958,4	8 499,7	36 740,1	82 831,7	24 052,5	36 321,3	43 813,4	99 517,9	110 532,8
3.Royalties	8 401,9	13 738,6	15 068,0	48 245,5	49 372,6	51 356,5	60 550,2	85 415,6	54 383,9	62 679,9
4.Divers ⁽⁵⁾	-	-	-	-	-	163 904,0	68 598,0	164 453,5	170 002,8	57 526,0
C. RECETTES EXCEPTIONNELLES	53 875,5	102 773,1	141 278,4	32 477,0	65 172,0	512 720,3	127 392,9	44 314,0	128 657,0	68 090,0
1 Dons projets	6 723,9	23,2	1 545,0	32 477,0	65 172,0	286 640,3	-	-	128 657,0	35 631,0
2.Prêts projets	5 772,1	76 670,5	54 984,3	-	-	79 382,0	-	-	-	-
3.Ressources PPTE	41 379,5	26 079,5	46 526,9	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	-	-	38 222,2	-	-	146 698,0	127 392,9	44 314,0	-	32 459,0
II. RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	306 024,9	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

(4) Cfr tableau II.17.

(5) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau II.12 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur*(en millions de CDF)*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A.DROITS DE SORTIE	3 979,9	6 571,9	7 536,9	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5
1. Droits de sortie ordin.	3 976,0	6 565,4	7 529,4	8 566,5	8 601,4	10 516,1	8 592,2	10 724,3	14 513,1	16 362,5
-Produits minéraux	3 630,7	5 434,6	6 352,1	6 382,6	6 044,5	4 404,3	3 718,4	5 396,0	6 320,4	6 954,9
-Produits végétaux	20,9	30,5	65,6	93,1	219,1	5 025,4	2 719,5	3 001,8	5 993,0	7 008,6
-Autres produits	324,3	1 100,3	1 111,7	2 090,8	2 337,9	1 086,4	2 154,3	2 326,5	2 199,7	2 399,0
2.I.C.A à l'exportation ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	4,0	6,5	7,5	176,4	176,4	325,7	27 855,1	1 211,7	4 130,5	130,0
B.DROITS D'ENTREE	78 375,1	101 408,8	132 677,4	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1
1.Droits de douane	38 315,2	48 263,1	63 114,6	99 439,9	145 151,4	184 810,2	345 606,8	359 112,6	436 656,4	470 923,1
2.I.C.A à l'importation ⁽²⁾	38 652,7	50 919,2	66 577,5	101 747,4	175 979,9	224 545,3	303 543,7	437 093,8	575 000,0	663 906,9
3.Taxe statistique	1 391,7	1 955,8	2 534,1	5 442,7	5 442,7	6 947,3	7 350,3	3 889,9	-	-
4.Amendes	15,6	270,6	451,1	5 674,6	5 192,0	4 025,3	1 003,5	15 504,9	55 428,6	11 050,0
C.ENTREPOTS ⁽²⁾	20,0	34,6	87,1	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-
TOTAL(A+B+C)	82 375,0	108 015,3	140 301,5	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.13 Recettes des impôts sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A.DROITS DE SORTIE	5 119,6	6 325,2	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0
1.Droits de sortie ordin.	3 689,8	4 397,3	6 819,7	5 585,7	6 795,8	8 680,1	7 681,9	7 724,5	10 798,8	8 182,2	7 311,0
-Produits minéraux	3 561,4	4 075,0	5 645,1	4 980,7	4 717,3	7 296,3	5 370,9	3 849,8	4 939,5	3 245,2	2 551,4
-Produits végétaux	3,8	10,5	31,7	42,9	442,3	84,1	2 006,5	3 046,2	5 844,6	4 937,1	4 759,5
-Autres produits	124,5	311,8	1 143,0	562,1	1 636,2	1 299,6	304,4	828,5	14,7	-	-
2.I.C.A à l'exportation ⁽²⁾	458,3	344,3	2,3	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Taxe statistique	971,5	1 583,7	2 217,0	4 044,8	1 869,7	3 808,4	3 903,5	5 705,1	8 730,2	9 469,1	9 344,4
4.Amendes	-	-	-	-	13,7	7,9	247,1	8,2	0,2	1,0	40,7
B.DROITS D'ENTREE	48 411,5	77 464,1	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6
1.Droits de douane	30 691,1	34 920,7	52 546,0	73 324,0	110 730,6	171 890,3	203 265,7	263 409,7	356 277,9	463 433,4	532 427,5
2.I.C.A à l'importation ⁽²⁾	16 769,7	40 562,7	55 437,8	76 727,1	116 796,9	183 767,6	219 514,6	291 557,1	403 322,8	590 679,3	840 588,0
3.Taxe statistique	948,9	1 967,7	2 129,3	3 957,8	3 021,6	4 329,3	5 364,3	5 993,7	13 097,0	-	-
4.Amendes	1,8	13,0	294,7	36,4	46,7	190,2	-	1 451,9	6 645,6	3 065,0	1 358,1
C.ENTREPOTS ⁽³⁾	17,8	28,3	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-
TOTAL	53 548,9	83 817,7	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.14 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	22 339,6	26 645,2	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8
1.Rémunérations	18 589,5	22 654,6	33 236,3	60 145,4	74 792,8	144 072,0	171 963,3	255 890,2	415 773,3	489 601,2
2.Revenus locatifs	1 525,6	1 713,4	2 263,0	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	2 203,4	2 245,5	5 943,0	10 286,3	12 599,0	14 694,7	15 737,2	28 844,2	28 252,4	38 667,8
4.Professions libérales	21,1	31,8	0,1	1 920,5	1,0	2 179,2	2 179,2	3 367,5	4 327,3	7 625,8
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	25 620,7	45 187,9	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1
1.Sociétés	22 625,8	39 693,5	36 989,6	57 901,4	96 721,3	152 422,9	200 036,9	300 235,5	200 576,4	237 034,8
2.Entreprises	2 994,9	5 494,4	2 708,7	5 483,0	9 419,6	15 553,2	17 900,0	35 478,8	31 880,7	40 727,3
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-	46 715,3
TOTAL	47 960,3	71 833,1	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau II.15 Recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾*(en millions de CDF)*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	20 988,4	28 296,1	49 694,3	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9
1.Rémunérations ⁽²⁾	18 297,1	22 957,2	39 494,1	58 107,2	109 516,4	154 279,1	205 985,8	273 629,0	391 793,1	478 375,7
2.Revenus locatifs	1 373,1	1 987,7	2 176,0	-	8 462,5	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	1 290,9	2 065,4	6 761,8	13 826,2	13 252,4	15 500,7	23 355,8	27 052,8	37 918,3	45 671,6
4.Professions libérales	27,4	1 285,8	1 262,4	0,1	2,7	124,1	2 610,6	1 319,4	2 611,6	1 652,7
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	32 087,4	26 465,4	79 076,3	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6
1.Sociétés	29 461,0	22 942,0	75 472,0	87 197,8	152 812,7	143 221,1	229 723,5	255 213,1	226 118,5	297 345,9
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	17 338,4	13 501,4	42 510,5	24 239,0	49 372,6	22 419,1	32 766,3	50 140,0	54 383,9	53 668,1
2.Entreprises	2 626,4	3 523,4	3 604,3	2 209,8	9 737,6	17 289,0	17 624,4	23 353,7	24 632,6	8 319,7
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	1,7	3,5	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4
TOTAL	53 075,8	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9

Sources :Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

Tableau II.16 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A. I.C.A. A L'INTERIEUR ⁽²⁾	27 235,6	40 289,6	59 210,3	105 595,9	136 579,3	226 372,6	345 240,0	430 259,6	684 960,7	673 363,3
B. DROITS DE CONSOMMATION	26 222,6	31 635,7	29 383,9	52 237,7	65 245,0	156 574,7	175 637,2	258 668,1	413 440,8	470 356,7
1.Bières	6 579,3	7 815,7	11 067,1	17 991,4	22 292,2	28 898,0	67 825,6	54 006,7	101 016,3	119 174,8
2.Huiles minérales	12 300,9	14 409,2	5 863,5	15 973,5	19 257,8	22 621,2	-	-	-	352,9
3.Tabacs et allumettes	6 315,4	8 252,4	10 697,2	14 096,2	17 858,7	25 476,5	55 020,6	66 615,5	84 625,9	91 694,5
4.Autres produits ⁽³⁾	1 013,2	1 139,9	1 728,9	3 096,2	4 755,9	78 108,2	49 158,0	125 948,0	187 357,7	257 314,6
5.Amendes	13,9	18,5	27,2	1 080,4	1 080,4	1 470,8	3 633,0	12 097,9	40 440,8	1 820,0
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽⁴⁾	976,7	901,4	605,1	1 203,2	1 513,7	8 958,2	23 184,3	28 758,1	27 659,9	4 938,3
TOTAL (A+B+C)	54 434,8	72 826,8	89 199,3	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3

Source : Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.17 Recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾*(en millions de CDF)*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A. I.C.A. A L'INTERIEUR ⁽²⁾	32 816,8	52 315,5	67 532,4	110 251,4	172 947,4	231 871,9	297 311,1	387 754,0	539 181,9	593 970,0
B. DROITS DE CONSOMMATION	22 206,8	27 066,7	35 542,9	40 406,4	54 940,2	122 990,2	183 578,1	209 962,4	240 930,0	331 545,7
1. Bières	6 640,4	6 791,1	13 803,9	16 911,3	24 558,3	41 536,1	57 784,3	68 720,2	74 772,5	124 336,8
2. Huiles	8 292,2	12 696,9	8 343,4	8 330,1	2 689,5	18 963,2	-	-	-	-
3. Tabacs fabriqués	6 246,6	6 518,7	11 039,6	11 985,5	21 624,7	25 748,9	44 773,2	50 792,5	66 235,5	57 832,9
4. Autres produits ⁽³⁾	1 025,9	1 045,8	2 350,7	3 175,1	5 699,4	36 332,4	80 920,1	90 154,4	99 558,9	149 350,7
5. Amendes	1,7	14,4	5,4	4,4	368,2	409,6	100,5	295,3	363,1	25,3
C. SOCIETES PETROLIERES ⁽⁴⁾	16 649,7	27 257,4	42 523,8	40 665,4	82 831,7	41 025,0	59 959,5	91 751,9	99 517,9	98 208,0
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽⁵⁾	398,0	578,5	701,8	1 450,9	2 248,1	10 997,8	18 135,5	3 622,6	2 513,4	2 353,4
TOTAL	72 071,2	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) Cfr note 2, tableau II.16.

(3) Cfr note 3, tableau II.16.

(4) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(5) Cfr note 4, tableau II.16.

**Tableau II.18 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministères
et institutions**

(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
I. Institutions politiques	16 741,1	22 053,1	32 906,0	42 789,8	48 989,9	69 158,7	169 907,7	192 297,5	318 510,0	308 747,9
Présidence de la République.	9 762,7	9 762,4	14 751,2	11 185,9	13 320,0	16 542,7	29 539,0	31 370,7	50 000,0	53 000,0
Assemblée Nationale & Sénat	3 576,2	5 003,1	4 829,0	22 480,8	24 349,6	32 133,3	104 810,3	99 654,7	122 850,0	132 098,9
Primature ⁽¹⁾	694,0	694,0	542,9	2 063,6	3 600,0	11 422,9	17 278,6	17 806,6	19 380,0	17 827,7
Organismes auxiliaires ⁽²⁾	-	2 090,9	9 404,0	2 577,9	2 925,0	3 151,2	7 244,9	3 713,4	7 200,0	8 500,0
Autres ⁽³⁾	1 869,8	3 664,2	1 484,0	1 787,5	2 389,2	2 205,9	5 461,9	23 889,5	48 080,0	27 746,0
Magistrature, Cours & Tribunaux	838,4	838,4	1 895,0	2 694,1	2 406,1	3 702,7	5 572,9	15 862,6	71 000,0	69 575,4
II. Ministères	31 988,7	59 688,6	65 622,0	96 638,6	76 378,7	89 363,9	225 859,4	344 006,5	525 191,8	607 815,5
Administration du territoire.	2 821,5	3 284,4	5 275,3	10 726,1	12 179,8	13 220,0	25 190,8	59 940,0	76 416,0	92 376,4
Affaires Etrangères	2 058,9	2 104,3	2 480,9	5 152,0	3 359,6	4 216,8	11 960,1	14 404,4	14 713,0	19 928,6
Commerce	113,5	113,1	50,5	283,6	192,4	261,0	541,7	631,4	700,0	635,1
Défense Nationale	15 668,2	13 731,4	14 024,6	16 858,6	14 915,3	21 869,9	44 297,4	76 376,6	131 544,1	204 475,3
Anciens Combattants	51,1	50,9	33,9	163,0	126,0	217,5	487,6	515,0	621,0	744,1
Justice	596,5	594,0	451,7	1 228,9	839,9	869,9	3 683,8	6 052,2	25 000,0	18 977,8
Finances	1 556,6	1 971,9	7 010,3	9 117,8	6 808,3	6 524,7	10 743,7	15 315,2	20 000,0	23 640,8
Economie Nationale	222,9	222,3	118,1	328,5	252,0	435,0	1 083,4	3 338,6	3 000,0	2 915,0
Education Nationale ⁽⁴⁾	869,9	7 179,4	16 009,6	16 999,6	8 875,9	8 350,5	10 293,0	40 150,0	91 661,0	86 366,7
Information et presse	106,7	106,4	70,0	472,7	839,9	869,9	2 007,5	2 047,4	2 500,0	2 235,5
Agriculture , Pêche & Elevage	140,6	140,2	87,7	942,0	1 266,0	1 565,7	3 250,4	7 816,0	10 000,0	10 164,6
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	127,7	127,3	957,0	1 122,9	755,9	869,8	3 792,2	4 328,7	3 000,0	3 488,0
Mines & Hydrocarbone	143,7	143,3	116,1	567,2	671,9	1 000,4	3 423,0	3 818,0	7 780,0	7 942,4
Transports et Communications	107,9	107,5	58,2	378,1	839,9	869,9	1 733,5	1 785,5	1 900,0	2 766,8
Fonction Publique	245,6	21 619,9	8 182,7	945,3	1 679,8	1 739,8	3 250,6	5 367,2	7 000,0	6 248,8
Affaires sociales	377,0	376,0	233,7	662,2	1 416,0	1 304,8	1 625,2	1 549,5	2 000,0	2 198,2
Postes, Télégraphes, Télégrammes	88,8	126,2	70,0	1 421,6	839,9	695,9	1 625,2	1 650,7	1 700,0	2 440,7
Santé Publique	229,0	275,5	250,3	7 102,8	2 525,9	2 609,4	8 103,9	18 201,0	27 870,0	31 219,4
Culture et Arts	96,1	95,9	49,7	1 370,7	839,9	698,5	2 007,5	1 999,5	1 762,5	1 625,1
Energie	97,5	144,3	72,0	283,6	252,0	393,2	1 083,5	1 085,2	1 200,0	1 389,7
Sports & Jeunesse	1 053,7	1 715,5	1 889,2	2 079,7	2 099,8	2 827,0	7 042,6	7 448,1	13 256,9	11 503,8
Affaires Foncières.	158,6	158,2	89,2	283,6	420,0	448,0	1 083,5	1 115,1	1 476,9	1 353,2
Travail et Prévoyance Sociales.	182,7	182,1	85,2	567,2	671,9	956,9	2 102,5	2 032,4	2 500,0	2 363,5
Portefeuille	127,0	126,6	96,0	378,1	420,0	435,0	1 679,4	1 713,8	2 000,0	1 740,3
Environnement	108,0	107,7	111,3	283,6	420,0	448,0	1 733,6	2 791,7	4 250,0	4 484,6
Développement rural	105,3	105,0	98,8	661,7	383,5	435,0	2 706,7	4 910,2	5 949,9	6 000,8
Plan	309,2	374,3	847,3	1 228,9	1 343,9	1 913,7	3 250,4	5 650,7	6 000,0	5 114,7
Recherche scientifique	105,8	105,5	506,1	378,1	329,7	782,9	1 625,2	1 815,8	1 900,0	1 697,6
Condition Féminine & Famille	171,1	170,6	75,6	283,6	563,6	1 000,0	2 166,9	1 830,2	2 350,0	1 903,5
Droits humains	161,4	161,0	71,6	309,4	178,1	500,0	1 081,8	1 109,2	1 400,0	1 204,0
Budget	2 500,1	2 971,4	3 128,8	7 099,9	4 315,3	4 349,1	10 237,9	12 134,6	25 000,0	24 114,6
Urbanisme et Habitat	102,5	102,2	53,4	425,1	545,9	522,0	4 002,8	4 598,8	4 608,7	4 369,5
Reconstruction	15,0	15,0	3,4	146,3	83,0	130,5	270,9	261,2	264,0	229,6
Coopération internationale	99,0	47,3	551,0	47,3	84,0	826,4	3 723,0	11 269,2	10 458,9	10 901,0
Relations avec le parlement	15,0	15,0	3,3	141,8	500,0	608,9	1 255,1	1 440,4	1 500,0	1 304,2
Réformes Institutionnelles	15,0	15,0	3,4	141,8	84,0	130,5	270,9	313,2	320,0	295,0
Relations avec partis politiques.	15,0	15,0	3,4	189,1	84,0	130,5	-	302,8	300,0	340,1
Petites et Moyennes Entreprises.	-	-	-	379,1	311,0	435,0	1 083,5	1 963,3	1 985,0	1 849,8
Tourisme et hôtellerie	95,1	104,2	51,5	283,6	262,0	261,0	541,7	568,2	600,0	532,9
Industrie	102,3	102,0	53,8	283,6	252,0	435,0	1 083,5	1 220,0	1 400,0	1 235,6
Ministères non identifiés	827,0	581,1	2 297,5	4 920,2	3 550,8	3 206,0	38 733,6	13 145,5	7 304,0	3 498,2
III. Autres services	295 417,0	391 253,7	702 392,0	1 028 591,2	1 373 068,7	1 830 771,9	2 452 217,6	3 934 420,8	3 583 607,2	3 008 937,8
Dette Publique	94 887,9	171 446,3	225 048,0	376 381,0	399 371,4	389 460,6	430 233,5	643 623,1	544 794,7	612 320,1
Villes et Provinces	12 432,0	12 432,0	22 556,0	45 727,0	106 953,9	455 880,9	497 402,0	833 040,0	973 221,0	212 400,0
Dépenses communes ⁽⁵⁾	112 791,9	158 201,4	205 762,0	350 131,4	511 418,3	619 600,2	858 899,7	1 200 100,5	1 439 432,1	1 526 913,8
Budgets annexes	30 974,2	29 633,1	36 030,0	91 110,6	92 998,2	127 823,7	140 670,0	171 458,2	293 069,8	376 731,2
Dépenses pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	178 846,0	71 441,3	68 943,9	216 236,2	332 773,8	434 555,5	285 789,6	247 272,7
Autres services	44 331,0	19 541,0	34 150,0	93 799,9	193 383,1	21 770,3	192 238,5	651 643,5	47 300,0	33 300,0
TOTAL	344 146,8	472 995,4	800 920,0	1 168 019,6	1 498 437,2	1 989 294,5	2 847 984,7	4 470 724,8	4 427 309,0	3 925 501,2

Source : Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption.

Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau II.19 Exécution des dépenses courantes de l'Etat :
Répartition par ministères et institutions
 (en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
I. Institutions politiques	35 509,3	31 087,0	38 307,9	44 190,4	59 238,1	79 625,0	93 959,3	210 690,9	319 585,1	398 452,3	374 288,6
Présidence de la Républ. ⁽¹⁾	27 812,4	20 531,8	25 301,0	26 270,7	29 279,8	32 836,6	36 716,6	92 043,7	148 742,6	146 812,4	163 087,9
Assemblée Nationale & Sénat	3 086,5	3 137,2	3 866,0	9 466,8	12 522,7	13 577,9	33 314,0	84 373,6	110 146,7	129 889,8	108 832,8
Primature ⁽²⁾	3 769,1	3 917,0	4 826,9	2 827,7	7 894,4	15 696,2	21 790,6	27 879,9	34 714,8	35 948,3	45 509,8
Organismes auxiliaires	841,3	3 500,9	4 314,1	5 625,3	9 541,3	17 514,3	2 138,1	6 393,8	25 981,0	5 005,6	12 662,4
Autres ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72 053,2	28 532,9
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 742,9	15 662,8
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	55 257,2	70 969,9	87 454,9	101 543,9	229 942,5	270 597,3	186 026,8	258 063,6	340 561,1	533 796,2	513 559,7
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	214,9	196,2	241,7	115,9	82,5	181,3	125,4	655,7	618,9	589,6	324,7
Intérieur	6 629,2	2 379,2	2 931,8	3 024,4	28 044,4	30 522,0	16 624,3	21 765,6	38 430,4	37 538,5	49 890,5
Affaires Etrangères	135,6	5 438,7	6 702,0	7 366,2	4 941,9	7 971,0	17 914,6	21 277,5	21 830,5	43 480,6	21 710,4
Défense Nationale	23 851,2	28 028,4	34 538,9	30 597,6	67 881,8	93 700,6	47 679,2	105 141,4	116 405,7	163 481,8	161 386,1
Anciens Combattants	184,0	8,4	10,3	0,9	96,7	14,8	-	29,3	-	91,3	15,8
Justice	791,9	541,1	666,8	1 554,3	2 484,7	3 356,2	3 831,9	2 882,2	7 947,0	8 085,2	9 491,9
Finances	12 396,0	18 067,6	22 264,3	30 362,6	75 945,8	77 663,5	53 945,7	33 032,7	49 875,3	79 070,8	121 845,7
Economie Nationale	348,4	97,5	120,1	386,4	527,8	233,0	55,8	680,6	363,7	339,9	2 132,7
Petites et moyennes entreprises	239,5	-	-	-	-	-	246,1	219,9	329,2	148,4	122,9
Education Nationale	831,4	1 303,4	1 606,2	1 816,7	17 254,4	19 856,3	1 042,2	9 190,2	7 862,9	26 700,4	11 384,5
Information et Presse	514,2	200,6	247,2	72,2	1 154,4	2 500,3	424,9	1 722,4	1 743,0	1 259,5	2 033,1
Agriculture	225,4	383,6	472,7	1 651,7	445,0	1 100,6	913,3	469,8	4 622,7	1 658,9	1 720,3
Travaux Publics ⁽⁴⁾	848,9	758,2	934,3	346,5	190,1	956,8	3 486,2	2 435,1	3 779,1	3 536,2	7 719,5
Mines, Industrie et Artisanat	66,5	188,7	232,5	65,7	3 542,8	1 160,8	63,3	468,0	1 257,8	1 326,7	1 430,3
Transports et Communications.	656,2	378,8	466,7	716,6	27,1	40,1	96,5	161,0	399,1	14 390,7	22 710,3
Fonction Publique	356,9	456,1	562,0	331,7	1 160,0	1 279,3	645,0	1 729,3	2 086,6	1 196,0	1 218,4
Postes, Téléphones Télégrammes.	397,6	162,0	199,6	149,8	1 870,5	2 189,1	9,3	2 613,8	484,5	672,2	990,2
Santé Publique	914,3	956,8	1 179,0	5 476,6	9 029,8	9 448,9	8 500,5	2 424,2	8 762,6	14 032,2	23 419,8
Développement rural	172,9	76,6	94,4	106,1	120,6	132,9	11,6	412,2	294,1	735,4	595,6
Culture et Arts	263,0	257,6	317,5	342,7	72,9	88,0	408,6	858,0	1 247,1	1 097,5	1 274,9
Travail et Prévoyance Sociale	307,4	137,9	169,9	161,5	324,6	444,5	600,0	269,1	512,6	824,6	1 855,0
Energie	73,3	115,2	142,0	486,5	585,0	541,4	14,9	76,4	201,2	812,9	1 928,8
Tourisme et hôtellerie	9,1	111,4	137,3	286,3	616,1	888,1	-	36,2	28,5	62,4	75,4
Sports, Loisirs et Jeunesse	1 124,0	1 154,1	1 422,1	1 805,6	1 873,7	1 180,1	12 228,9	13 584,3	17 798,8	16 675,5	18 989,5
Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières.	292,2	63,2	77,9	10,8	97,1	100,0	1 517,0	551,0	802,4	690,8	1 273,7
Plan	487,0	702,6	865,8	1 599,9	339,9	609,8	2 566,4	766,1	2 485,5	2 601,2	2 921,1
Reconstruction	80,6	8,4	10,4	85,1	-	43,6	2 274,9	12,3	8,7	6,3	3,7
Portefeuille	546,1	771,5	950,8	559,8	79,9	708,7	8,6	353,4	919,0	1 349,9	633,7
Commerce	174,0	56,4	69,5	372,1	17,8	22,7	1,2	136,7	116,7	258,3	808,6
Environnement	434,4	141,8	174,7	397,4	353,0	384,2	258,8	266,3	427,2	890,2	952,7
Affaires sociales	503,0	211,2	260,3	1 094,2	103,0	110,3	1 088,9	390,2	292,0	1 954,2	704,1
Recherche scientifique	301,7	160,2	197,4	2 514,7	108,6	125,1	26,5	367,5	654,8	230,3	349,9
Condition Féminine	5,2	76,8	94,6	132,5	74,5	-	-	1 677,3	485,2	773,6	1 011,9
Budget	153,3	1 801,0	2 219,4	4 502,1	7 123,7	11 643,8	6 051,1	15 125,9	34 092,5	49 711,4	25 546,9
Coopération internationale**	135,6	4 127,1	5 085,8	184,9	111,3	120,2	726,3	5 749,5	8 007,9	51 166,8	9 647,7
Relations avec le Parlement	5,7	-	-	47,2	-	43,7	106,8	407,7	280,9	223,1	219,6
Réformes institutionnelles	35,7	0,4	0,4	-	-	0,7	-	-	26,1	15,0	11,2
Rélation avec les Partis Politiques	0,5	-	-	-	49,8	0,3	4,6	-	104,1	82,8	90,2
Ministères non identifiés	550,6	1 451,4	1 788,6	2 818,7	3 211,2	1 234,6	2 527,4	10 124,8	4 976,8	6 035,3	5 118,4
III. Autres services	127 668,7	212 455,2	371 879,1	525 216,3	537 495	776 733,7	1 299 486,7	1 074 018,9	1 959 103,8	1 905 851,5	2 792 593,8
Villes et Provinces	6 919,2	7 531,5	18 241,1	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	203 963,1
Dette Publique	20 808,0	67 108,4	109 881,5	95 273,2	34 396,0	59 138,9	224 840,6	111 457,4	244 088,0	160 451,0	372 917,6
Dépenses centralisées ⁽⁵⁾	67 687,3	96 165,7	178 905,9	247 742,0	314 968,0	494 017,2	603 596,0	604 270,1	1 111 170,0	1 293 459,0	1 463 767,0
Dépenses à ventiler	24 536,2	8 806,3	25 714,2	41 037,5	19 936,5	19 196,5	53 668,7	83 879,8	91 640,7	14 204,5	492 921,0
Subventions et transferts	7 718,0	13 145,0	26 430,1	45 454,0	62 057,0	62 797,0	99 140,6	97 163,6	104 361,9	176 820,0	246 056,3
Budget pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	40 399,0	45 034,0	74 694,0	180 526,7	75 655,7	59 274,8	90 476,0	12 968,8
Autres services (PPTE)	-	19 698,3	12 706,2	19 389,0	12 575,0	-	-	-	-	-	-
TOTAL	218 435,3	314 512,1	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) En 2005 et 2006 Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).

(2) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(3) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption
 Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(4) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

** Coopération Internationale et Coopération régionale.

Tableau II.20 Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
I. Biens et services	270 189,1	304 834,4	403 385,7	544 041,0	859 821,6	891 197,6	894 073,8	2 086 980,1	2 215 632,5	2 912 557,9
1. Rémunérations	96 165,7	142 242,1	195 339,5	300 986,0	461 300,3	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4
2. Autres biens et services	174 023,4	162 592,3	208 046,1	243 055,0	398 521,3	349 773,9	289 803,7	1 025 810,1	959 497,5	1 502 811,5
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	61 146,0	16 576,3	57 884,7	57 992,5	173 446,1	65 727,2	80 223,7	106 465,7	209 639,6	111 729,2
Frais généraux et divers	14 452,2	37 773,1	60 904,5	72 751,7	81 242,9	75 182,2	79 706,6	78 710,5	104 338,4	64 874,1
Dépenses extérieures ⁽²⁾	2 805,7	-	-	4 416,5	5 845,7	-	-	-	18 066,0	11 582,1
Provinces et villes	7 531,5	18 241,1	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	199 774,2
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	8 805,1	1 105,4	2 567,9	5 880,9	4 157,0	10 350,3	7 327,9	29 114,6	28 440,1	45 937,1
A ventiler	79 282,9	88 896,5	50 767,5	53 484,8	66 939,5	60 800,1	20 953,3	462 950,9	428 572,4	1 068 914,8
II. Versements d'intérêts	39 042,6	99 878,1	113 097,3	34 396,0	41 015,4	63 111,0	51 512,4	126 625,4	160 780,8	243 168,9
1. Sur dette intérieure	5 056,9	17 283,1	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2
Découvert journalier ⁽³⁾	5 056,9	17 283,1	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	33 985,7	82 595,0	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7
Dette financière	33 985,7	82 595,0	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	5 280,5	92 929,4	154 467,6	248 238,7	226 119,0	625 164,2	597 187,2	405 644,5	461 686,7	524 715,3
1. Organismes publics ⁽⁴⁾	-	78 367,4	146 469,0	231 146,4	196 956,2	601 288,8	539 647,1	363 774,6	408 179,0	450 019,4
2. Entreprises	-	-	-	-	8 262,4	-	-	-	-	21 033,40
3. Ménages	3 789,6	13 648,0	7 360,9	15 662,6	15 303,0	15 954,9	42 685,6	29 630,4	35 118,8	34 017,5
Bourses d'études	-	210,2	-	2 509,0	2 146,1	1 183,1	-	-	-	22,90
Pensions civiles et militaires	747,6	887,1	2 884,8	3 694,1	4 942,8	4 827,6	6 998,0	8 397,6	11 810,9	17 633,0
Soins médicaux	2 375,2	2 636,9	2 241,8	5 889,5	3 956,3	3 729,3	17 214,4	16 102,5	12 691,7	8 641,9
Divers ⁽⁵⁾	666,7	9 913,7	2 234,3	3 569,9	4 257,9	6 214,9	18 473,2	5 130,3	10 616,2	7 719,7
4. A l'étranger ⁽⁶⁾	1 490,9	914,0	637,7	1 429,7	5 597,4	7 920,5	14 854,5	12 239,5	18 388,9	19 645,0
Total	314 512,1	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau II.21 Budget des dépenses en capital de l'Etat :
Répartition par ministères
 (en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Présidence	882,5	417,6	54,6	3 542,9	3 240,0	857,3	21 269,5	5 727,5	38 641,7	2 689,9
Affaires étrangères	11,5	-	54,6	-	200,7	-	-	-	-	237,10
Commerce	9,4	-	34,8	30,1	500,0	-	2 069,3	275,1	159,0	500,0
Finances	271,9	-	550,3	916,7	40 279,3	2 658,2	22 530,8	123 984,2	75 389,6	59 253,2
Education Nationale	415,6	2 267,3	3 556,1	13 121,3	16 753,6	66 983,9	124 894,0	153 351,4	117 164,0	120 287,4
Information	228,3	-	431,3	200,0	1 433,1	77,3	950,6	400,0	305,2	8 542,2
Agriculture, Pêche et Elevage	128,8	1 238,1	463,7	5 249,3	3 656,0	12 601,6	37 119,4	66 246,6	216 722,2	47 722,2
Développement rural	164,3	1 176,7	340,1	2 046,7	2 164,0	64 728,6	43 903,4	38 657,5	30 939,4	25 497,7
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	901,6	860,7	763,8	12 140,0	105 817,0	545 874,5	524 630,9	1 114 598,2	315 408,3	532 306,3
Mines et Affaires Foncières	88,1	-	324,6	577,8	1 546,1	-	7 595,8	3 669,3	12 187,6	1 000,0
Transports et Communications	372,3	-	193,2	1 667,5	8 578,3	15 200,1	199 689,2	360 050,2	140 147,2	108 357,8
Postes, Téléphones, Télégrammes.	174,7	-	113,6	2 990,0	3 094,5	5 000,0	1 090,2	4 284,9	1 409,0	1 893,9
Santé Publique	299,3	2 350,8	5 062,1	6 132,0	12 236,1	104 917,4	245 424,0	111 874,9	344 923,9	125 208,0
Energie	664,0	-	386,4	2 726,2	37 302,0	64 356,9	707 432,2	1 382,5	367 381,0	246 035,2
Jeunesse et Sports	189,8	130,6	48,7	193,9	800,0	-	-	1 000,0	1 232,1	5 092,2
Défense Nationale(1)	405,2	8 272,0	1 026,8	300,0	2 150,0	-	43 401,3	22 882,8	11 006,1	7 115,2
Culture et Arts	69,2	-	46,6	30,1	500,0	-	-	300,0	1 576,9	1 500,0
Portefeuille	39,8	-	-	30,1	425,0	3 780,8	23 705,0	1 331,9	11 617,6	7 561,6
Environnement	258,7	239,0	687,9	271,3	3 475,8	39 219,0	68 890,1	80 057,9	31 567,6	10 362,9
Plan	472,4	-	1 533,9	1 157,5	12 898,5	1 918,0	80 493,6	11 441,5	124 713,4	53 378,5
Justice	69,4	-	61,1	30,1	750,0	-	14 916,4	8 667,6	5 968,7	5 714,3
Administration du Territoire	36,7	2 955,0	35,2	228,3	5 696,3	2 712,9	63 300,8	44 951,4	157 161,2	169 252,9
Primature	-	-	-	300,0	750,0	-	-	1 988,5	76,3	2 175,6
Affaires sociales	96,3	851,9	-	512,2	4 057,4	-	17 079,1	8 459,4	16 169,3	4 894,5
Recherche scientifique	95,8	130,6	-	691,2	-	-	1 500,0	3 602,1	1 294,3	2 403,6
Travail et Prevoyance Sociale	11,6	266,4	26,6	292,5	689,0	-	702,0	261,4	199,9	5 015,9
Fonction Publique	33,3	-	54,6	30,1	615,0	-	-	2 729,0	114,5	85,9
Economie Nationale	103,2	-	27,3	30,1	450,0	-	-	-	343,4	2 760,3
Assemblée Nationale & Sénat	-	-	140,7	5 687,7	680,0	-	8 460,4	3 379,5	2 615,2	501,4
Condition Féminine	18,5	130,6	-	30,1	300,0	-	12 467,1	1 900,0	25 600,0	11 931,5
Anciens Combattants	15,0	-	6,2	-	150,0	-	983,3	511,6	390,7	744,1
Budget	180,1	-	333,0	857,1	1 957,8	100,9	25 722,6	8 182,1	3 890,8	4 555,7
Conseil Judiciaire	-	-	-	-	-	-	2 851,8	-	405,9	10 595,8
Urbanisme et Habitat	89,4	928,2	772,9	1 031,5	2 900,0	-	1 098,4	8 443,1	8 660,8	13 525,9
Petites et Moyennes Entreprises	167,0	-	-	30,1	270,0	-	9 030,7	-	-	-
Reconstruction et Service National	45,3	-	-	-	-	-	-	95,9	101,6	1 379,8
Pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres ministères et institutions	186,2	2 381,5	469,5	1 949,9	6 662,4	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9	909 084,9
Total (2)	7 195,0	24 597,0	17 600,0	65 024,6	282 978,0	933 099,4	2 759 532,9	2 275 599,3	2 181 862,2	2 509 163,4

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

(2) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

**Tableau II.22 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat :
Répartition par ministères et institutions**

(en millions de CDF)

Ministères	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1.Présidence.	804,4	2 514,0	329,7	2 296,5	3 221,9	3 513,7	6 751,4	4 565,1	1 814,2	27 751,2
2.Primature	-	-	-	-	4 437,1	13 233,2	6 088,0	1 014,3	2 130,1	948,3
3.Finances	475,5	37,5	667,8	0,6	29 421,6	29 092,9	37 576,2	44 116,2	4 605,4	58 944,5
4.Education Nationale	-	2 015,0	1 928,6	2 996,9	3 481,0	26 760,5	3 104,3	5 148,1	2 379,1	18 925,5
5.Information	222,1	216,3	-	357,0	4 399,7	-	6 246,7	8 510,5	23,7	-
6.Agriculture	96,7	679,3	1 888,8	1 974,6	12 427,1	43 595,9	11 617,9	3 980,1	27 082,4	33 471,4
7.Travaux Publics	6 320,7	13 723,0	15 538,0	1 325,0	20 060,8	269 510,4	416 211,2	160 237,0	41 870,7	119 848,0
8.Mines et Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	-	-	212,8	1 130,9
9. Transports et Communications	19,0	207,9	155,9	2,8	231,0	20 244,7	-	973,1	15 599,5	32 974,9
10.Postes,Télégraphes Télé.	-	-	-	-	-	1 810,8	31,6	690,2	-	6 518,0
11.Santé Publique	5,5	640,7	3 084,4	3 831,7	5 739,9	20 496,0	8 579,6	1 381,1	17 478,2	31 356,2
12.Energie	-	-	914,5	-	4 131,7	12 871,8	8 120,3	51,7	192 066,2	0,0
13.Défense Nationale	1 145,3	3 346,3	3 049,9	4 843,5	2 955,1	7 280,8	6 313,5	4 801,9	31 201,8	12 275,2
14.Environnement	-	-	-	-	-	938,4	-	115,3	-	-
15.Plan	127,0	-	19,1	1 034,1	1 063,3	10 104,8	13 168,2	1 104,5	7 238,6	1 698,5
16.Développement rural	-	654,0	1 688,6	980,1	1 129,6	15 622,9	3 709,8	-	38,3	645,7
17.Justice	-	-	-	-	-	-	136,9	268,9	135,6	321,1
18.Affaires sociales	-	71,6	776,2	-	-	-	-	-	-	-
19.Affaires étrangères	39,2	21,7	109,9	75,0	899,7	53,9	1 500,1	4 013,1	933,2	-
20.Recherche scientifique	-	-	-	123,2	500,0	-	6,1	111,8	528,2	709,6
21.Assemblée Nationale	-	-	-	-	-	-	3 884,9	12 847,5	-	617,5
22.Condition féminine	-	-	228,4	-	-	-	-	-	66,7	-
23.Budget	-	-	12,5	42,2	365,9	31,1	7 487,5	966,7	794,5	1 080,0
24.Fonction Publique	-	-	178,0	37,5	81,2	52,3	440,7	-	-	40,1
25.Cultures & Arts	-	-	67,6	-	-	-	8,0	61,9	146,1	168,1
26.Sports & Loisirs	-	-	26,4	-	-	-	233,4	11,0	66,7	-
27.Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28.Urbanisme & Habitat	-	226,0	1 731,6	370,7	574,1	-	-	-	-	65,8
29. Commerce Extérieur	-	-	-	-	-	-	-	22 688,4	665,0	-
30.Intérieur	-	-	268,0	-	-	2 483,4	1 578,7	2 420,3	12 044,0	3 262,7
31.Autres ministères	11 462,7	2 974,5	261,7	2 092,9	65 634,3	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0	138 762,8
Total ⁽¹⁾	20 718,1	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

Tableau II.23 Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire
Répartition par secteur
 (en millions de CDF)

Secteurs	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
I.Acquisition des biens de capital	20 718,1	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0
A.Infrastructure économique	2 647,2	2 103,3	1 179,6	2 336,2	14 186,4	246 406,2	451 696,6	198 957,5	194 216,8	227 718,3
1.Voies de communications	2 647,2	2 103,3	1 179,6	2 336,2	14 186,4	246 406,2	451 696,6	198 957,5	194 216,8	227 718,3
Routes, ponts et chaussées	2 647,2	2 103,3	1 179,6	2 336,2	14 186,4	246 406,2	451 696,6	198 957,5	194 216,8	227 718,3
Voies fluviales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies maritimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies aériennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télécommunications	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Mines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Infrastructure sociale et collective	13 235,0	7 985,3	11 862,9	5 555,8	14 727,2	43 394,7	51 515,6	46 213,4	112 445,5	67 898,8
1.Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Santé publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Urbanisme	1 319,5	1 663,9	4 080,6	123,2	5 811,9	20 124,3	13 623,2	29 687,5	36 115,8	25 554,0
4.Information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers	11 915,5	6 321,4	7 782,3	5 432,6	8 915,4	23 270,4	37 892,5	16 525,9	76 329,7	42 344,8
C.Equipement des administrations	4 835,9	17 239,2	19 883,1	14 492,4	131 841,4	190 171,5	95 593,3	132 129,2	226 977,7	195 898,9
1.Constructions civiles	2 636,1	5 050,4	4 345,1	5 273,4	41 519,8	66 204,1	14 758,8	24 550,7	38 682,6	58 481,9
2.Matériel durable (1)	2 199,7	12 188,9	15 538,0	9 219,0	90 321,6	123 967,4	80 834,5	107 578,5	188 295,1	137 417,0
D.Constructions militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.Transfert d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	20 718,1	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo. 491 516,0

Tableau II.24 Encours de la dette publique intérieure auprès des institutions financières
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A. Auprès des institutions monétaires	-1 566,4	-22 667,0	20 232,3	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0
Banque Centrale du Congo	5 750,7	-11 843,2	38 943,0	78 032,1	89 851,4	124 575,0	107 828,2	-661 280,0	-394 023,0	-699 115,0	-635 903,0
Banques de dépôts	-7 317,1	-10 823,8	-18 710,7	-32 496,3	-22 515,9	-22 010,1	-49 426,1	-54 084,0	-92 625,0	-226 026,0	-184 389,0
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-1 566,4	-22 667,0	20 232,3	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0

Source : Banque Centrale du Congo.

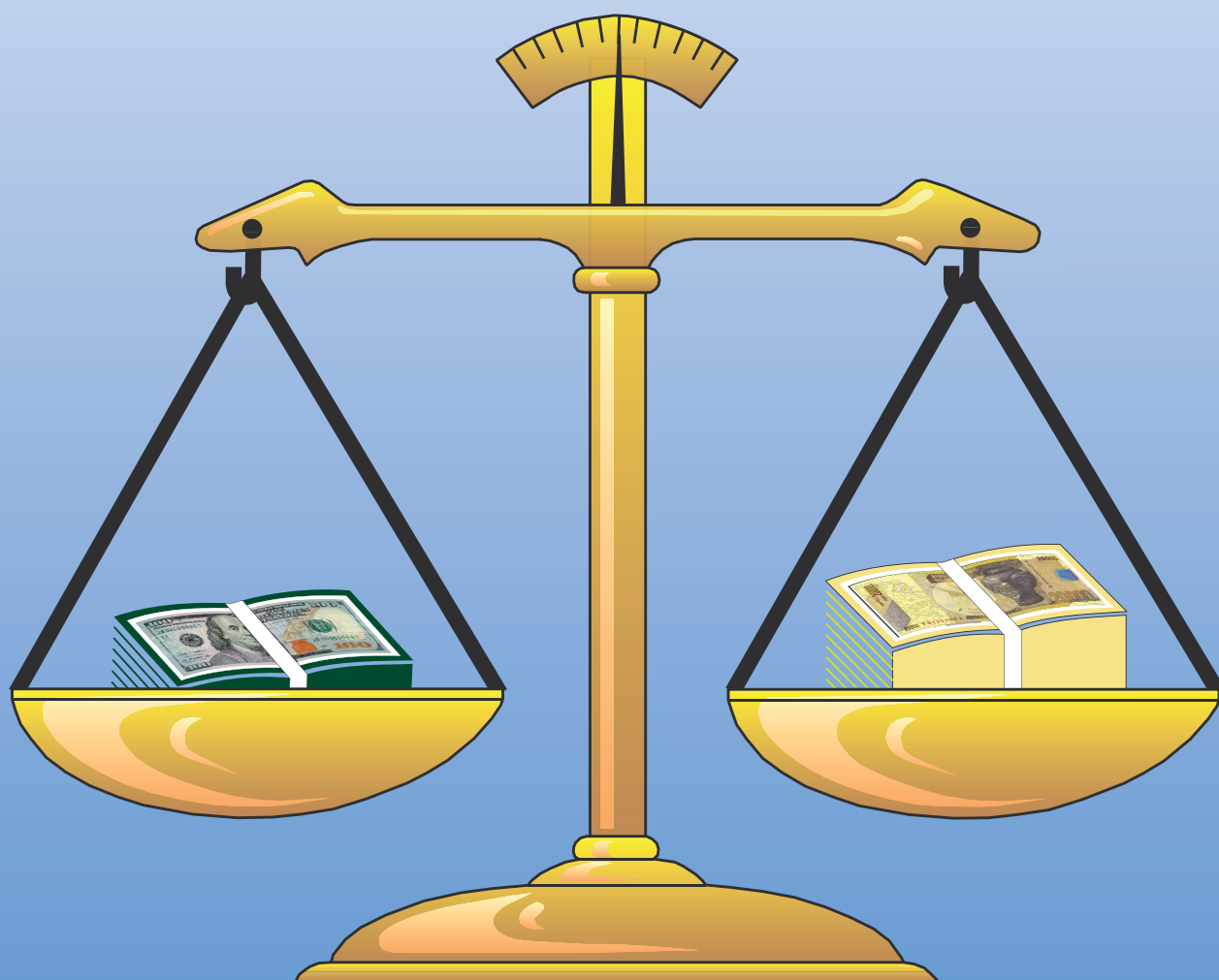
Tableau II.25 Couverture des besoins nets de financement de l'Etat
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Besoins nets de financement	-8 824,6	21 100,6	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0
Moyens de financement :	8 824,6	-21 100,6	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0
A. Financement intérieur monétaire	8 824,6	-21 100,6	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0
Banque Centrale du Congo	12 997,3	-17 593,9	50 786,2	39 089,1	11 819,2	34 723,6	-16 746,7	-134 496,8	267 257,0	-305 092,0	63 212,0
Banques de dépôts	-4 172,8	-3 506,7	-7 886,9	-13 785,6	9 980,4	505,9	-27 416,1	-12 151,3	-38 541,0	-133 401,0	41 637,0
B. Financement intérieur non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES



Le secteur extérieur a été marqué en 2013 par la détérioration du solde de la Balance des paiements. Cette situation a été due à la poursuite du ralentissement de la croissance économique mondiale observée depuis 2012, en raison de la mise en œuvre des mesures d'austérité budgétaire dans la plupart des économies avancées.

Dans ce contexte, l'Institut d'Emission, dans la mise œuvre de sa politique de change, a maintenu inchangées les dispositions de la réglementation du change et, dans une moindre mesure, procédé à des interventions sur le marché. Ces dernières ont notamment permis de préserver la stabilité du taux de change et de conforter le niveau des réserves.

En ce qui concerne la dette extérieure, il a été noté une amélioration de son ratio en dépit de quatre nouveaux emprunts concessionnels contractés par la RDC.

S'agissant des donations extérieures, elles ont baissé par rapport aux appuis enregistrés en 2012. Cette évolution a été tributaire notamment de la suspension du programme formel avec les Institutions financières internationales et des effets de la crise qui a secoué certains partenaires traditionnels.

Quant à la coopération régionale, il y a lieu de noter la tenue, dans le cadre des activités de l'OMC, de la 9^{ème} session de la Conférence Ministérielle, à Bali (Indonésie) en décembre 2013. Elle a été inscrite dans le cadre du cycle des négociations de DOHA lancé en 2001 au Qatar et qui avait mis en place un programme de libéralisation des échanges commerciaux.

CHAPITRE I

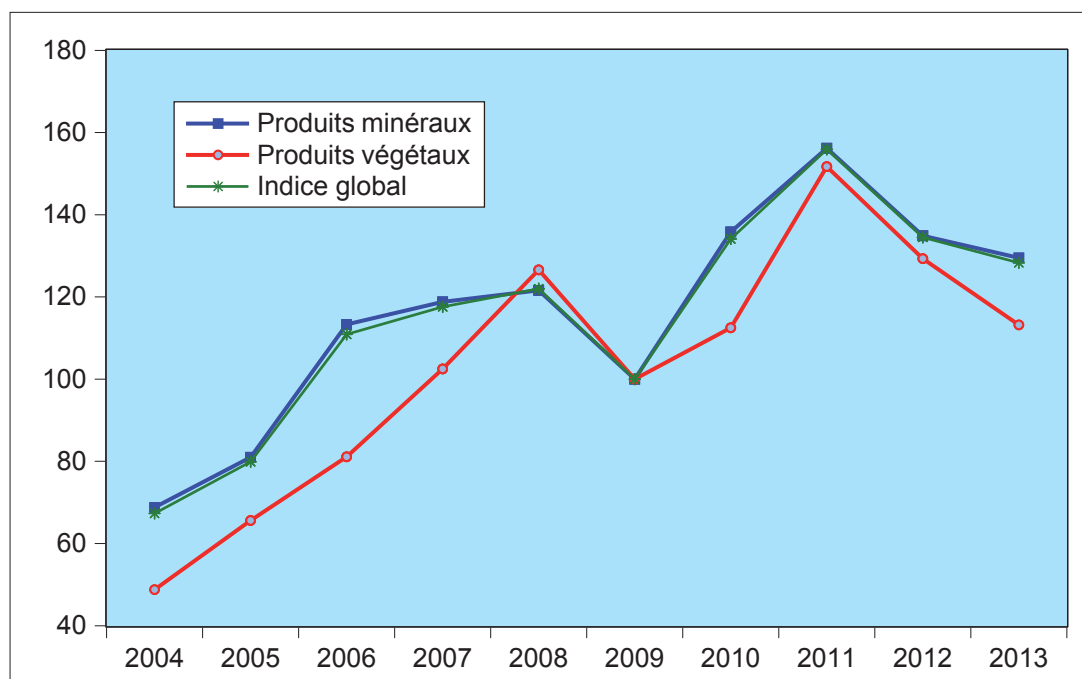
COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges des biens entre la RDC et le reste du monde ont connu un accroissement de 20,1 %, se chiffrant à 19.231,1 milliards de CDF en 2013. Cette progression reste, toutefois, inférieure à la moyenne de 36,4 % enregistrée au cours de la dernière décennie, suite notamment aux effets persistants de la récession dans l'Union Européenne.

I.1. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

La baisse de l'indice des prix des produits primaires exportés s'est poursuivie en 2013. Elle a été de 4,7 %, ramenant cet indice à 128,3 points contre 134,5 points en 2012 et 155,9 points en 2011. Cette situation a fait suite aux effets persistants de la récession dans l'Union Européenne, au chômage élevé dans la plupart des économies de la zone euro et à l'incertitude quant à la fin des mesures de relance monétaire aux États-Unis.

Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits exportés
(base 2009=100)



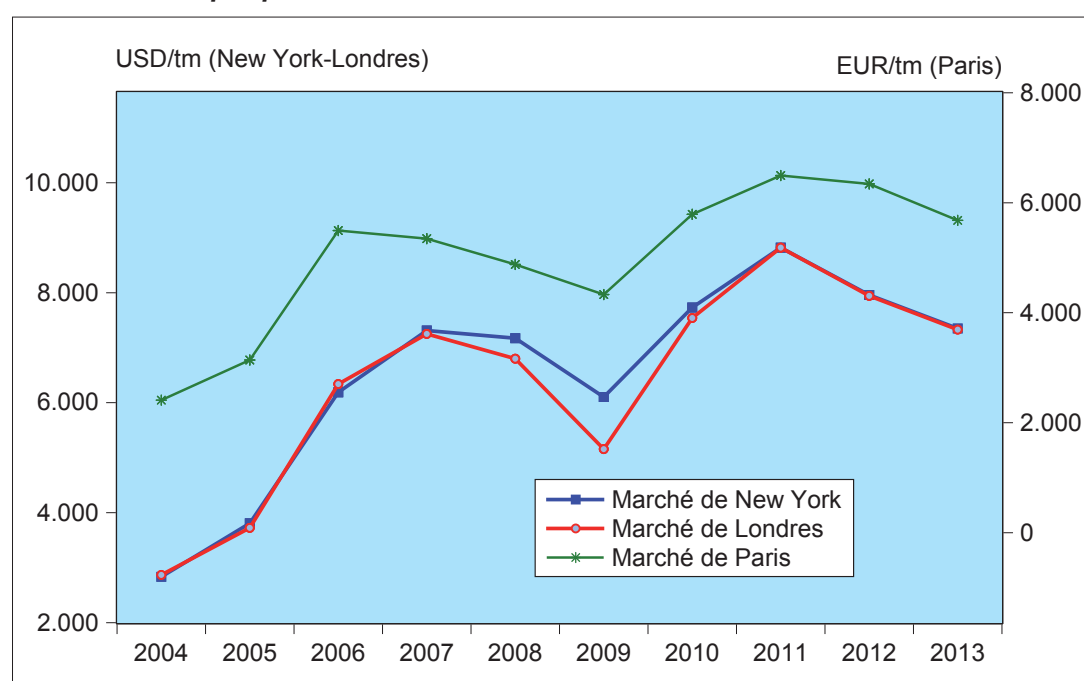
Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1. PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES

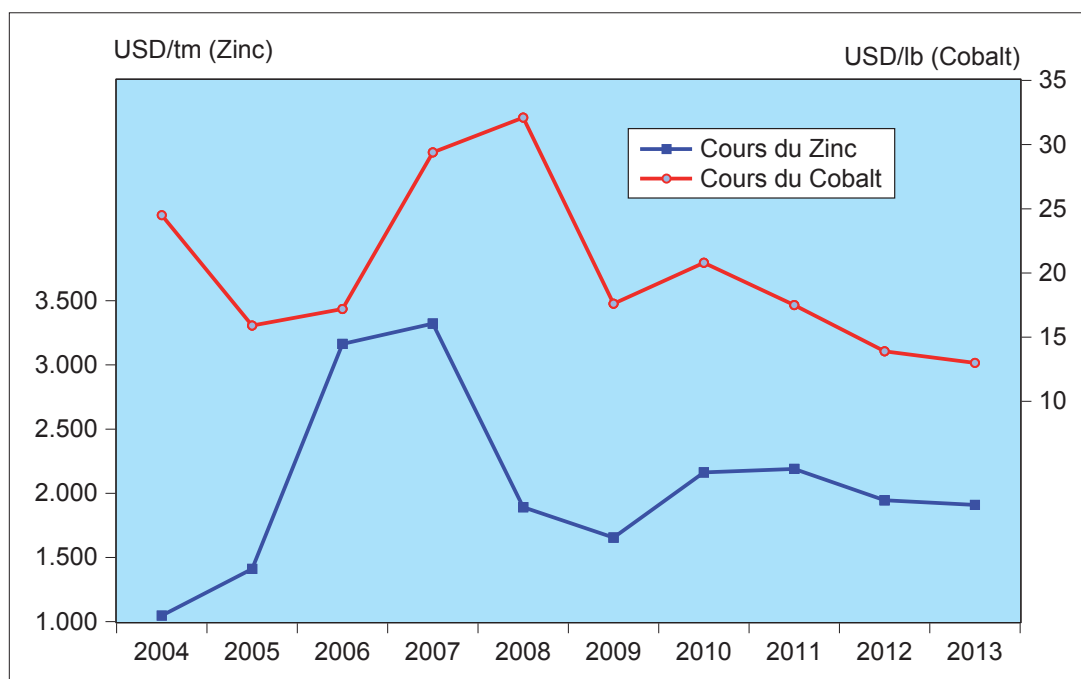
Situé à 129,5 points en 2013, l'indice des cours des produits miniers et des hydrocarbures exportés par la RDC a connu un repli de 4,1 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution a découlé de la baisse des cours de l'ensemble des produits à l'exception du pétrole, de l'étain et du diamant. Ce recul des prix des matières premières a globalement été induit par une conjoncture mondiale encore morose, suite aux effets résiduels de la crise de la dette.

Par ailleurs, la hausse du cours de pétrole s'explique principalement par une baisse de la production due aux tensions géopolitiques dans les grandes zones de production. Celle de l'étain fait, entre autres, suite à des mesures administratives mises en place pour contrôler la production et la commercialisation de ce produit dans les grands pays producteurs. S'agissant du diamant, la hausse de son prix se justifie essentiellement par une demande accrue de la Chine et de l'Inde contre une offre quasi stable.

Graphique III.2 Cours de cuivre sur les marchés mondiaux



Source : Banque Centrale du Congo.

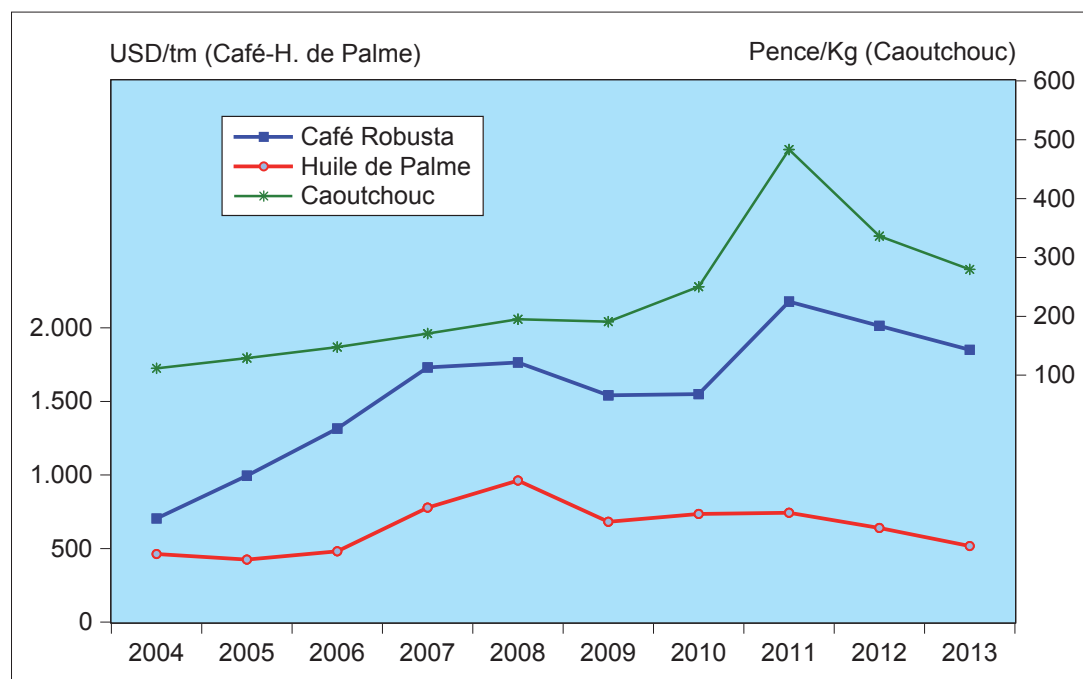
Graphique III.3 Cours de zinc et de cobalt sur le marché de Londres

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.2.PRODUITS VEGETAUX

L'indice des cours mondiaux de principaux produits végétaux exportés par la RDC a enregistré une baisse de 12,5 % à fin 2013, s'établissant à 113,2 points. Cette situation a fait suite à la baisse des cours du café, du cacao, de l'huile de palme et du caoutchouc.

Ces baisses ont été justifiées par des récoltes surabondantes enregistrées ces dernières années dans les pays producteurs, incitées notamment par des mesures gouvernementales et une météo favorable. Cependant, la demande de ces produits ne fait que chuter suite au ralentissement économique observé dans les grands pays consommateurs.

Graphique III.4 Cours de principaux produits végétaux exportés

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. ECHANGES COMMERCIAUX

En 2013, l'excédent commercial de la RDC s'est fortement amélioré, passant de 60,8 milliards de CDF en 2012 à 826,8 milliards une année après. Cette progression a été expliquée principalement par un accroissement des exportations du cuivre en réaction à une demande, des pays émergents, toujours soutenue. Ceci a induit une hausse des exportations des marchandises de 24,8 % contre celle de 15,4 % des importations.

I.2.1. Destinations des exportations

La Chine demeure, depuis 2011, la principale destination des produits de la RDC avec un poids de 34,2 % dans la valeur globale des exportations en 2013. La demande de la Chine a été principalement orientée en produits miniers, notamment le cuivre.

Le deuxième partenaire économique de la RDC a été l'Union Européenne, avec un poids de 21,2 %, soit 0,4 point de pourcentage de baisse par rapport à 2012, suite notamment aux effets liés à la récession dans cette zone.

I.2.2. Origines des importations

A l'instar de deux années précédentes, l'Union Européenne a maintenu sa première place de pays fournisseurs de la RDC. En effet, le poids des importations en provenance

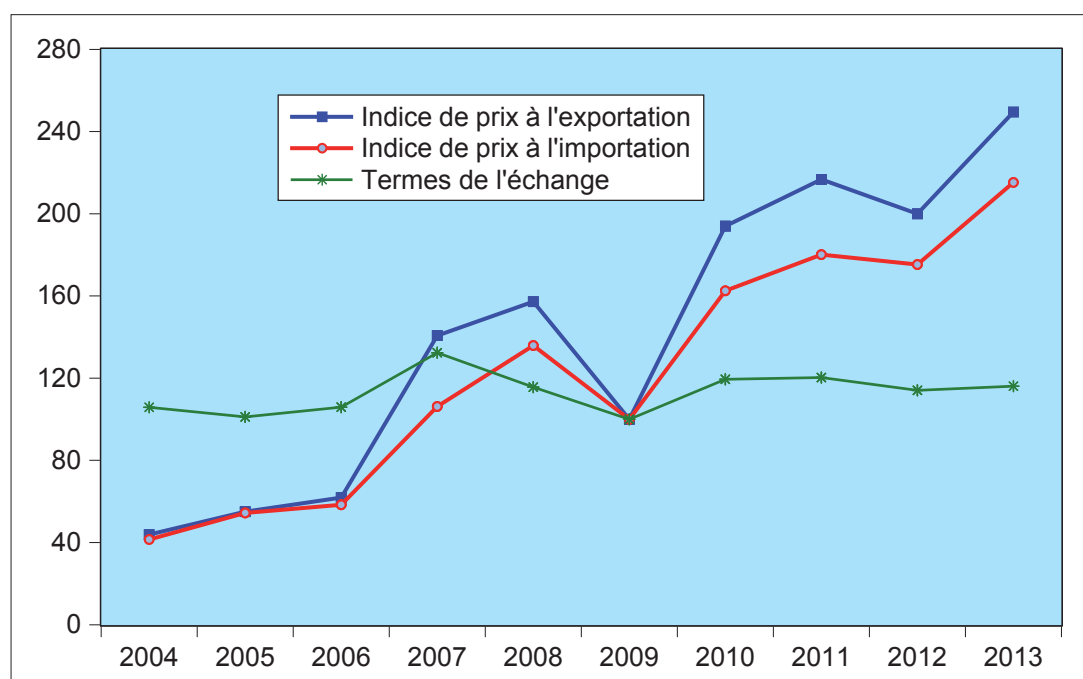
de cette zone a été stable, se situant à 23,1 %. Cette quasi-stabilité a également été observée pour tous les autres partenaires à l'exception de la Chine et de l'Afrique du Sud dont les parts ont respectivement augmenté de 4,4 points de pourcentage et baissé de 2,2 points de pourcentage. Cette évolution résulte essentiellement du niveau des prix relativement bas en Chine par rapport aux autres partenaires dont l'Afrique du Sud.

I.3. TERMES DE L'ÉCHANGE

Situés à 114,1 points en 2012, les termes de l'échange se sont améliorés de 8,2 % en 2013, à la suite d'une augmentation plus sensible des prix à l'exportation par rapport à ceux à l'importation.

Graphique III.5 Evolution des termes de l'échange

(base 2009 = 100)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

La politique de change en 2013 a été mise en œuvre dans un contexte marqué par la poursuite de la stabilité du cadre macroéconomique. A cet effet, la Banque Centrale du Congo a maintenu les dispositions de la réglementation du change et, dans une moindre mesure, procédé à des interventions spontanées sur le marché des changes. Ces interventions ont notamment permis de conforter le niveau des réserves.

II.1. CADRE DE SUIVI DE LA POLITIQUE DE CHANGE

Comme pour l'année 2012, le cadre de suivi de la politique de change est demeuré le Comité de Politique Monétaire, dans ses deux volets, à savoir : le Comité de Politique Monétaire restreint et le Comité de Politique Monétaire élargi. Ce Comité a été ainsi à la base des décisions liées aux interventions ou non de la Banque Centrale sur le marché des changes.

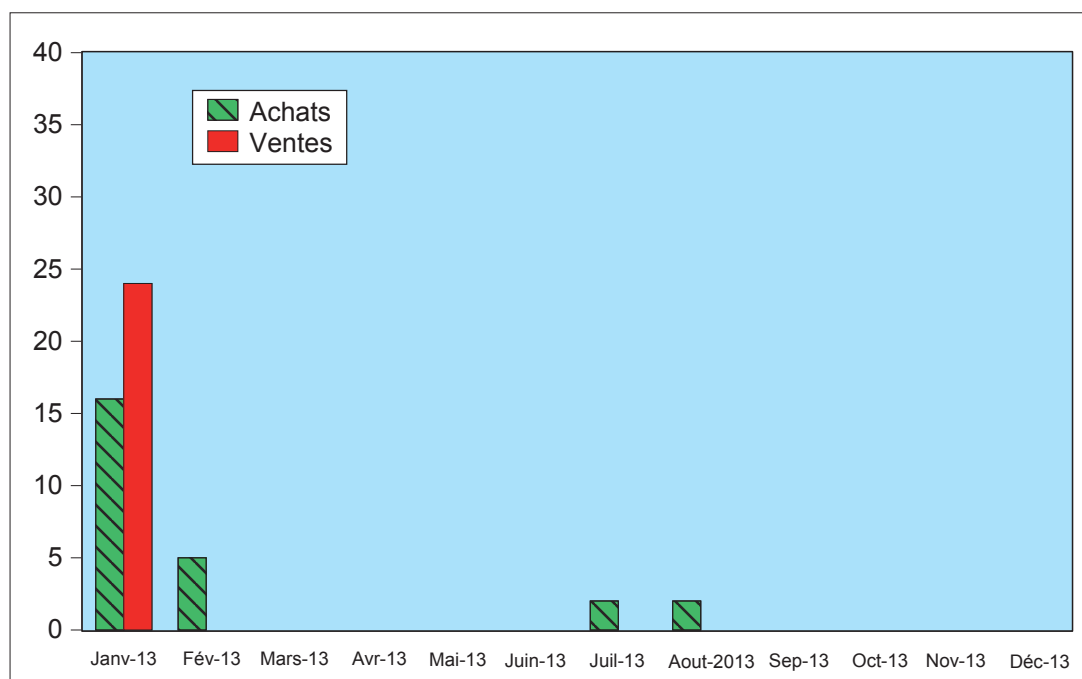
II.2. OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE CHANGE

Sur l'ensemble de l'année 2013, les objectifs de la politique de change sont restés les mêmes, à savoir : (i) le lissage des fluctuations du taux de change afin de garantir la stabilité monétaire sur la durée et (ii) l'amélioration du niveau des réserves de change.

Pour atteindre ces objectifs, la Banque Centrale du Congo s'est appuyée sur sa réglementation du change et est intervenue directement sur le marché pour acquérir ou céder les devises selon les exigences.

S'agissant particulièrement de ces interventions, il y a lieu de relever que l'unique cession des devises d'un import de 24,0 millions de USD du mois de janvier a permis de contrer les pressions sur le taux de change en début d'année. Ensuite, l'accalmie qui s'en était découlée, avait incité l'autorité monétaire à racheter globalement 23,0 millions, au cours du premier trimestre, afin de consolider ses réserves de change. Enfin, l'échéance fiscale du mois de juillet a été à la base d'un achat de 4,0 millions.

Graphique III.6 Evolution des adjudications des devises en 2013
(en millions de USD)

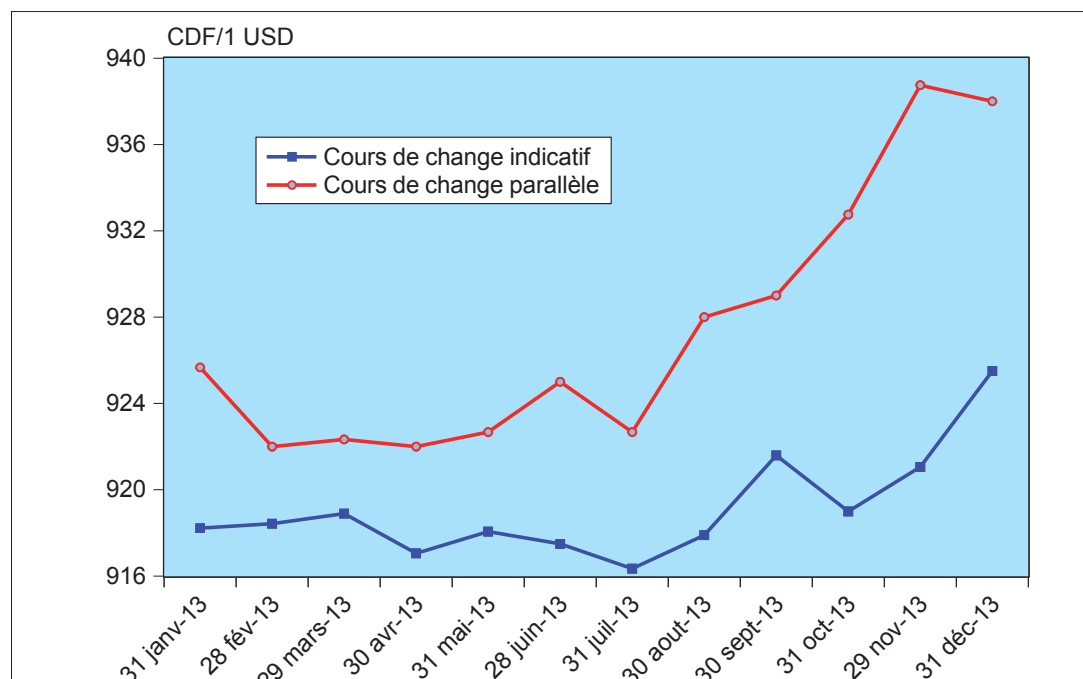


Source : Banque Centrale du Congo.

III.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE

III.3.1. Taux de change

La stabilité, bien que relative, du taux de change observée depuis 2010 s'est poursuivie en 2013, grâce à une bonne coordination des politiques conjoncturelles. En effet, le taux de change indicatif s'est établi à 925,5 CDF/USD à fin décembre 2013 contre 915,2 CDF en 2012. Toutefois, il s'est observé, entre août et décembre 2013, des tensions sur les différents segments du marché des changes.

Graphique III.7 Evolution du taux de change

Source : Banque Centrale du Congo.

Cette évolution s'est exacerbée au mois de novembre où le cours indicatif a atteint 930,25 CDF le dollar américain, niveau le plus haut depuis le début de l'année, et celui du parallèle 937,00 CDF. Ces tensions ont été consécutives à l'accroissement de la demande des devises par les miniers bénéficiaires de remboursement de la TVA et certains prestataires des services à l'Etat ayant bénéficié des paiements en monnaie nationale.

Tableau III.1 Evolution du taux de change

(taux à fin période)

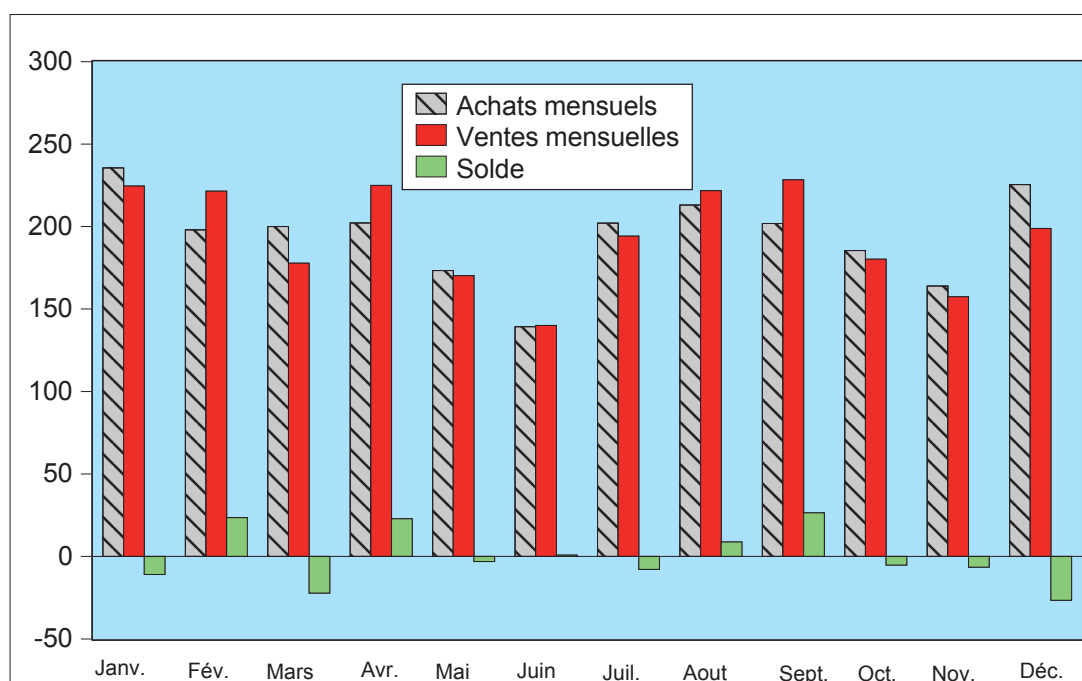
Dates	Taux de change CDF/1 USD		Var. par rapport à fin décembre 2012		Ecart : (2) - (1) en %
	Cours indicatif (1)	Cours parallèle (2)	Cours indicatif	Cours parallèle	
31-janv.-13	918,22	925,67	-0,33	-0,25	0,81
28-févr.-13	918,43	922,00	-0,35	0,14	0,39
29-mars-13	918,89	922,33	-0,40	0,11	0,37
30-avr.-13	917,05	922,00	-0,20	0,14	0,54
31-mai-13	918,06	922,67	-0,31	0,07	0,50
28-juin-13	917,49	925,00	-0,25	-0,18	0,82
31-juil.-13	916,34	922,67	-0,13	0,07	0,69
30-août-13	917,89	928,00	-0,30	-0,50	1,10
30-sept.-13	921,59	929,00	-0,70	-0,61	0,80
31-oct.-13	918,99	932,75	-0,42	-1,01	1,50
29-nov.-13	921,06	938,75	-0,64	-1,64	1,92
31-déc.-13	925,50	938,00	-1,12	-1,56	1,35

Source : Banque Centrale du Congo.

III.3.2. Amélioration du niveau des réserves de change

Les réserves de change se sont consolidées en 2013. En effet, de 1.645,1 millions de USD à fin décembre 2012, le stock de ces réserves a atteint un montant de 1.745,4 millions de USD au 31 décembre 2013, soit 9,2 semaines d'importation des biens et services.

Graphique III.8 Transactions en devise sur le marché de change
(en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.2 Evolution des réserves de change

Période	Niveau	en mois d'import	en semaines d'import
janv.-13	1 633,88	2,16	9,34
févr.-13	1 627,84	2,15	9,31
mars-13	1 708,09	2,26	9,77
avr.-13	1 745,32	2,14	9,25
mai-13	1 685,88	2,06	8,94
juin-13	1 692,66	2,07	8,97
juil.-13	1 670,49	2,05	8,86
août-13	1 682,64	2,06	8,92
sept.-13	1 748,57	2,14	9,27
oct.-13	1 715,57	2,10	9,10
nov.-13	1 749,18	2,14	9,27
déc.-13	1 745,41	2,14	9,25

Source : Banque Centrale du Congo.

L'accroissement des réserves a été induit par des recettes en devises ayant atteint 1.178,1 millions de USD contre des dépenses de 1.077,8 millions.

Tableau III.3 Evolution du budget en devises
(en millions de USD)

	2012	2013
I. RECETTES	1 585,6	1 178,1
A. Recettes d'exploitation	38,3	49,2
B. Opérations de change	1 547,3	1 128,9
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	1 273,8	1 073,0
- Recettes pétrolières	426,5	437,4
- Recettes minières	426,3	535,6
- Pas de porte de chinois	175,0	-
- Pas de porte de minier	101,5	-
- Autres recettes du Trésor Public	-	100,1
2. Rachats Financements extérieurs	8,2	28,9
- IDA	-	4,2
- BAD	8,2	24,7
- UE	-	-
3. Achats interbancaires	265,3	27,0
4. Swap (Achats)	-	-
C. FRPC / FEC (*)	-	-
II. DEPENSES	1 197,7	1 077,8
A. Dépenses du Trésor	1 081,2	989,6
dont :		
- Fournisseurs étrangers	173,6	297,3
- Institutions	211,5	189,6
- CENI	46,3	12,9
B. Dépenses de la BCC	116,5	88,1
dont :		
- Ventes interbancaires	25,6	24,0
- Swap (Remboursements)	-	-
BALANCE	387,9	100,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Ces recettes ont été impulsées principalement par les encaissements au titre des opérations de change qui ont représenté 95,8 % des recettes totales. Ces opérations de change ont plus porté sur les redevances minières et pétrolières qui ont atteint un montant global de 973,0 millions de USD, soit 82,6 % de l'ensemble de recettes. Les recettes d'exploitation ont été de 4,2 % du total contre 2,4 % une année auparavant.

Quant aux dépenses, elles ont été dominées par les charges du Trésor, soit 91,8 % du total, ayant permis de couvrir les dépenses liées au service de la dette extérieure, au paiement de diverses créances et au fonctionnement. Les dépenses de la Banque Centrale du Congo ont représenté 8,2 % de l'ensemble des dépenses en devises.

CHAPITRE III

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'excédent de la Balance des paiements a connu une détérioration considérable, passant de 552.756,1 millions de CDF à 61.213,0 millions, d'une année à l'autre. Rapproché au PIB, il a représenté 0,2 % contre 1,7 % en 2012. Cette évolution a résulté essentiellement de l'accroissement du déficit du compte des transactions courantes.

Tableau III.4 Composantes de la Balance des paiements
(en millions de CDF)

	2012	2013 ^(p)
Compte des transactions courantes	-1 158 820,3	-2 633 447,3
- Balance commerciale	60 798,6	826 798,9
- Services nets	-1 879 070,3	-1 969 395,0
- Revenus nets	-963 066,3	-2 609 631,1
- Transferts courants nets	1 622 517,8	1 118 780,0
Compte de capital et d'opérations financières	1 684 087,4	2 698 799,3
- Capitaux publics nets	360 762,6	7 137,8
- Capitaux privés nets	93 084,7	72 911,8
- ACANFNP ⁽¹⁾	-6 687,5	60 973,4
- Opérations financières nettes	1 236 927,7	2 557 776,3
Erreurs et omissions	27 488,9	-4 139,1
Solde global	552 756,1	61 213,0
Besoins de financement	-552 756,1	-61 213,0

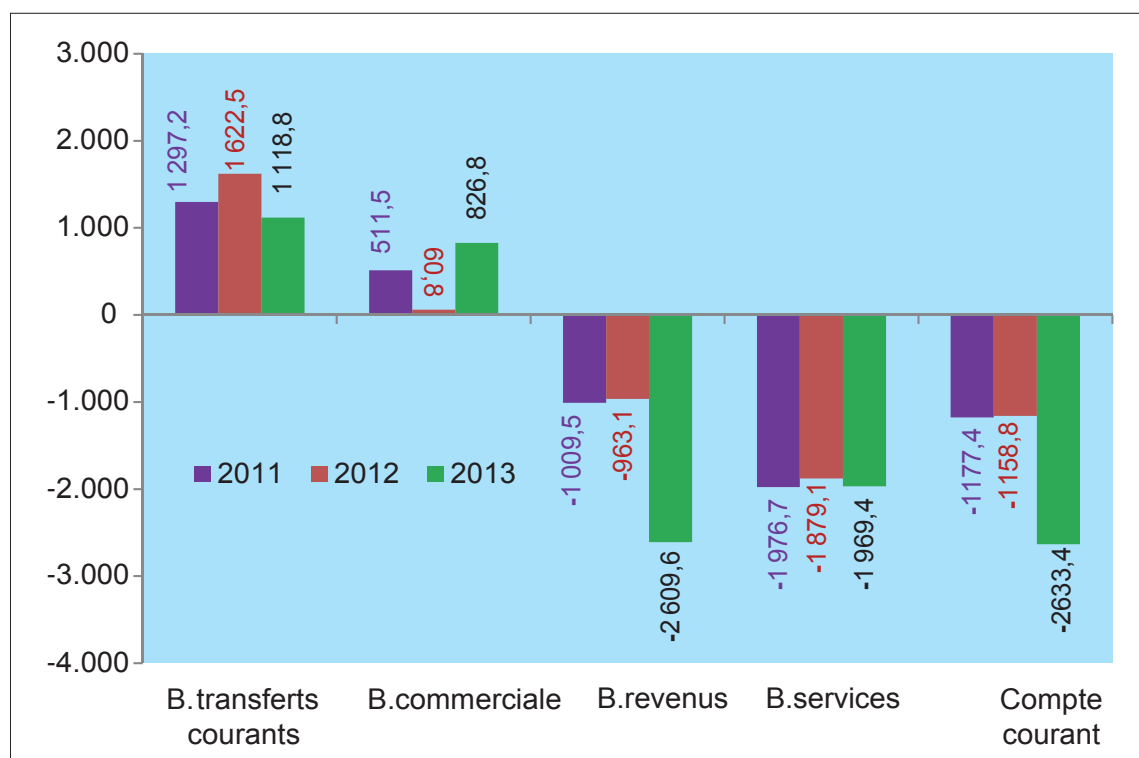
Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Acquisitions ou cession d'actifs non financiers/non produits.

III.1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En dépit de l'amélioration de l'excédent commercial, le déficit du compte courant s'est aggravé. En effet, il s'est situé à 7,1 % du PIB en 2013 contre 3,5 % en 2012. Cette situation résulte principalement de l'accentuation du déficit du compte des revenus.

Graphique III.9 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes
(en millions de USD)



Cfr. Tableau III.4

III.1.1. Compte commercial

La balance commerciale s'est soldée par un excédent de 826.798,9 millions de CDF en 2013 contre 60.798,6 millions en 2012. Cette évolution a été justifiée par une progression plus importante des exportations comparativement aux importations.

III.1.1.1. Exportations

Les exportations des biens ont enregistré une hausse de 24,8 % en 2013, alors qu'elles avaient connu un recul de 7,7 % en 2012. Etant donné leur poids élevé dans la structure des exportations, soit 97,7 %, les exportations des produits miniers et hydrocarbures, lesquelles se sont accrues de 23,6 %, ont été à la base de cette performance.

Tableau III.5 Structure des exportations*(en millions de CDF) ⁽¹⁾*

	2012		2013 ^(P)	
	Valeur	%	Valeur	%
I. PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	7 927 148,0	98,6	9 794 648,0	97,7
- Produits GECAMINES	288 941,9	3,6	926 722,6	9,2
- Autres sociétés	6 403 857,9	79,7	7 708 134,8	76,9
- Or	94 626,8	1,2	137 074,1	1,4
- Diamant	269 592,3	3,4	225 569,1	2,2
- Pétrole brut	870 129,2	10,8	797 147,3	7,9
II. PRODUITS AGRICOLES	84 066,8	1,0	193 925,3	1,9
- Café	16 971,8	0,2	47 605,2	0,5
- Caoutchouc	4 363,1	0,1	8 693,3	0,1
- Bois	61 431,2	0,8	97 879,6	1,0
- Autres ⁽²⁾	1 300,6	0,0	39 747,3	0,4
III. PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	27 106,8	0,3	40 359,5	0,4
- Ciment	7 553,6	0,1	5 441,4	0,1
- Produits chimiques	0,0	0,0	75,9	0,0
- Electricité	4 184,2	0,1	6 038,4	0,1
- Autres ⁽³⁾	15 369,0	0,2	28 803,8	0,3
TOTAL	8 038 321,5	100,0	10 028 932,8	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

1) Cours de change moyen annuel : 2012=919,36 CDF/USD; 2013=919,67 CDF/USD

(2) Cacao, thé.

(3) Bouteilles vides, mitrailles ferreuses, sucre de canne.

III.1.1.1.1. Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et hydrocarbures se sont chiffrées à 9.794,6 milliards de CDF en 2013 contre 7.927,1 milliards en 2012, en raison notamment (i) du maintien des cours à des niveaux favorables en dépit de leurs baisses, (ii) de l'entrée en production de grands projets miniers et (iii) des performances de principales entreprises minières déjà en exploitation.

La hausse des exportations du cuivre est essentiellement expliquée par l'augmentation de la production en dépit d'une baisse de prix sur le marché international, lequel a chuté de 7.943,6 USD la tonne au marché de Londres, en 2012, à 7.329,5 USD. Par

contre, le volume d'exportations a atteint 875.163,0 tonnes contre 603.461,0 une année auparavant.

En ce qui concerne le diamant, la baisse des exportations s'explique essentiellement par le recul de la production enregistrée en 2013. En effet, le volume exporté a été de 17,2 millions de carats contre 22,2 millions en 2012. En revanche, son prix s'est chiffré à 14,4 USD le carat contre 13,2 USD une année plus tôt.

S'agissant du pétrole brut, la baisse de la valeur des exportations de ce produit a été occasionnée par une chute du volume exporté sur fond d'une hausse de prix observée sur le marché de New York. Le prix moyen annuel est passé de 94,1 USD le baril en 2012 à 97,9 USD en 2013 alors que le volume exporté a baissé de 4,7 %, passant de 8,4 millions de barils à 8,0 millions d'une année à l'autre.

Tableau III.6 Exportations des produits miniers et hydrocarbures

	Valeur en millions de CDF ⁽¹⁾			Variation en pourcentage	
	2011	2012	2013 (p)	2012	2013 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	8 583 093,7	7 927 148,0	9 794 648,0	-7,6	23,6
Cuivre	3 772 693,0	4 165 310,1	6 801 880,0	10,4	63,3
Cobalt	3 395 224,4	2 445 988,2	1 681 242,5	-28,0	-31,3
Zinc	38 181,7	18 854,1	21 755,2	-50,6	15,4
Diamant	335 241,2	269 592,3	225 569,1	-19,6	-16,3
Or	9 255,6	94 626,8	137 074,1	922,4	44,9
Cassitérite	123 632,2	56 296,5	61 580,4	-54,5	9,4
Pétrole brut	903 940,7	870 129,2	797 147,3	-3,7	-8,4
Autres	4 924,8	6 350,8	68 399,2	29,0	977,0

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel : 2011=919,44 CDF/USD; 2012=919,36 CDF/USD; 2013 = 919,67 CDF/USD

Quant à l'or, la forte augmentation observée résulte uniquement de la croissance du volume exporté, lequel est passé de 2.411,3 kg à 3.929,0 kg en 2013, soit une progression de 62,9 %. A l'inverse, son prix est passé d'une moyenne annuelle de 1.668,0 USD/once troy à 1.411,7 USD en 2013.

III.1.1.1.2.Exportations des produits agricoles

La valeur globale des exportations des produits agricoles a augmenté de 130,7 %, consécutivement à l'accroissement de celles du café, du caoutchouc et du bois respectivement de 180,5 %, 99,2 % et 59,3 %. Cette évolution résulte principalement de la hausse prononcée des quantités exportées desdits produits dans un contexte de recul de cours sur le marché international.

Ainsi, d'une année à l'autre, les quantités exportées du café sont passées de 8.302,4 tonnes à 8.702,4 tonnes et celles du caoutchouc à 2.314,8 tonnes contre 1.092,0 tonnes en 2012.

III.1.1.1.3. Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques se sont améliorées de 48,9 % contre 4,9 % en 2012. Cette situation tient à l'avancée des exportations de l'électricité de 44,3 %.

III.1.1.2. Importations

Les importations ont enregistré un accroissement en 2013 contre un recul observé en 2012. Elles ont progressé de 15,4 % contre un recul de 2,7 % l'année d'avant. Toutefois, cette tendance n'a pas été observée au niveau de toutes les catégories de biens. En effet, alors que les importations d'énergie et des matières premières et semi-produits ont régressé respectivement de 67,3 % et de 52,4 %, d'une année à l'autre, celles des biens d'équipement et de consommation se sont sensiblement accrues, soit respectivement 101,0 % et 30,9 %. Il faut relever que la structure des importations a été dominée par les rubriques « Biens de Consommation » et « Biens d'équipement » qui ont ensemble constitué 86,7 % du total.

Tableau III.7 Structure des importations

(en millions CDF)⁽¹⁾

	2012 ^(e)		2013 ^(p)	
	Valeur	%	Valeur	%
A. BIENS DE CONSOMMATION	1 720 603,9	21,6	2 252 415,2	23,0
1. Non durables	1 426 606,0	17,9	1 867 547,2	19,1
2. Durables	293 997,9	3,7	384 868,0	3,9
B. ENERGIE	2 693 569,7	33,8	881 379,9	9,0
1. Matières brutes	725 905,0	9,1	237 527,9	2,4
2. Matières élaborées	1 967 664,7	24,7	643 851,9	6,6
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	712 888,7	8,9	339 507,4	3,7
1. Destinées à l'agriculture et l'alimentation	357 388,1	4,5	170 203,1	1,8
2. Destinée à l'industrie	355 500,6	4,5	169 304,2	1,8
D. BIENS D'EQUIPEMENT	2 850 460,7	35,7	5 728 831,4	62,3
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	523 012,2	6,6	1 051 157,8	11,4
2. Matériels de transport	198 780,4	2,5	399 511,7	4,3
3. Machines pour industries spécialisées	228 952,7	2,9	460 152,6	5,0
4. Autres	1 899 715,4	23,8	3 818 009,3	41,5
E. AUTRES	-	-	-	-
TOTAL	7 977 523,0	100,0	9 202 133,9	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel : 2012=919,36 CDF/USD; 2013=919,67 CDF/USD

III.1.2. Compte des services

Le déficit du compte des services s'est légèrement accentué, d'une année à l'autre, passant de 5,6 % du PIB en 2012 à 5,7 % en 2013. Cette évolution a été essentiellement tributaire de la détérioration du solde des rubriques « Transports » et « services d'assurances » respectivement de 34,0 %, et 17,3 %.

Tableau III.8 Evolution des opérations sur les services

(en millions CDF)⁽¹⁾

	2012			2013 ^(p)		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Transports	83 930,7	847 198,8	-763 268,2	84 468,1	1 130 527,4	-1 046 059,4
Voyages	6 340,6	98 831,7	-92 491,1	745,9	156 382,8	-155 636,9
Services de communication	40 932,8	2 797,2	38 135,6	15 980,3	1 181,1	14 799,2
Services bâtiments et travaux publics	-	43 354,7	-43 354,7	-	17 055,3	-17 055,3
Services d'assurances	-	369 287,5	-369 287,5	-	382 024,3	-382 024,3
Services financiers	27 415,5	69 437,8	-42 022,3	10 703,1	44 600,2	-33 897,1
Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	0,0	-
Redevances et droits de licence	-	-	-	-	0,0	-
Autres services aux entreprises	47 236,7	350 177,7	-302 941,0	18 441,4	221 376,9	-202 935,6
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	735,2	5 754,5	-5 019,4	287,0	2 429,9	-2 142,9
Services fournis ou reçus par les adm. Pub.	57 901,6	356 723,4	-298 821,8	118 962,5	263 405,2	-144 442,7
TOTAL	264 493,1	2 143 563,4	-1 879 070,3	249 588,3	2 218 983,3	-1 969 395,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel: 2012=919,36 CDF/USD ; 2013=919,67 CDF/USD

III.1.3. Compte des revenus

Le déficit du compte des revenus s'est détérioré davantage en 2013, atteignant 7,1 % du PIB contre 2,9 % en 2012. Cette situation est essentiellement tributaire de l'aggravation du déficit des revenus des investissements de 182,3 % par rapport à son niveau de l'année précédente.

Tableau III.9 Evolution des opérations sur les revenus
(en millions CDF)⁽¹⁾

	2012	2013 ^(p)
1. RECETTES	16 789,0	45 262,6
- Rémunération des salariés	11 215,7	30 451,5
- Revenus des investissements	5 573,3	14 811,1
2. DEPENSES	979 855,3	2 654 893,7
- Rémunération des salariés	50 846,4	33 027,6
- Revenus des investissements	929 008,9	2 621 866,1
3. SOLDE	-963 066,3	-2 609 631,1
- Rémunération des salariés	-39 630,7	-2 576,1
- Revenus des investissements	-923 435,6	-2 607 055,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change annuel: 2012=919,36 CDF/USD; 2013=919,67 CDF/USD

III.1.4. Compte des transferts courants

L'excédent du compte des transferts sans contrepartie a reculé, en proportion du PIB, passant de 4,8 % à 3,0 % d'une année à l'autre. Cette évolution a résulté de la baisse de 29,5 % des transferts publics, suite notamment à la situation de crise financière que certains pays donateurs ont connue.

Tableau III.10 Evolution des transferts courants
(en millions CDF)⁽¹⁾

	2012	2013 ^(p)
1. RECETTES	2 491 081,6	2 140 390,8
- Transferts publics	1 715 458,5	1 288 245,6
- Transferts privés	775 623,1	852 145,2
2. DEPENSES	868 563,8	1 021 610,8
- Transferts publics	303 671,3	293 547,2
- Transferts privés	564 892,5	728 063,7
3. SOLDE	1 622 517,8	1 118 780,0
- Transferts publics	1 411 787,2	994 698,5
- Transferts privés	210 730,5	124 081,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel: 2012=919,36 CDF/USD; 2013=919,67 CDF/USD

III.2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Ce compte s'est soldé par un excédent représentant 7,3 % du PIB contre 5,0 % en 2012. Ce résultat découle du bon comportement observé dans les deux composantes de ce compte.

Toutefois, alors que l'excédent du compte capital s'est contracté à 0,4 % du PIB en 2013 revenant de 1,3 % en 2012, celui du compte financier a progressé, passant de 3,4 % du PIB à 6,9 % au cours de la même période. L'évolution du solde des opérations financières est tributaire de l'amélioration du compte des investissements de portefeuille alors que le compte capital s'est ressenti de la baisse de transferts des capitaux publics.

Tableau III.11 Evolution du compte de capital et d'opérations financières
(en millions CDF)⁽¹⁾

	2012			2013 ^(p)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1. CAPITAL	593 105,0	145 945,3	447 159,6	153 784,0	12 761,0	141 022,9
1.1. Transferts des capitaux	593 049,2	139 201,9	453 847,3	89 675,3	9 625,8	80 049,5
* Capitaux publics	360 762,6	-	360 762,6	7 137,8	-	7 137,8
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres transferts	360 762,6	-	360 762,6	7 137,8	-	7 137,8
* Capitaux privés	232 286,6	139 201,9	93 084,7	82 537,5	9 625,8	72 911,8
- Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres transferts	232 286,6	139 201,9	93 084,7	82 537,5	9 625,8	72 911,8
1.2. Acquisition et cession ANFNP ⁽²⁾	55,9	6 743,4	-6 687,5	64 108,7	3 135,3	60 973,4
2. OPERATIONS FINANCIERES	5 572 525,1	4 335 597,5	1 236 927,7	3 699 908,0	1 142 131,7	2 557 776,3
- Investissements directs	3 045 057,8	386 623,8	2 658 434,0	1 929 697,7	368 478,2	1 561 219,6
- Investissements de portefeuille	0,0	3 247 587,5	-3 247 587,5	0,0	3 821,0	-3 821,0
- Autres transferts	2 527 467,3	701 386,2	1 826 081,1	1 770 210,3	769 832,5	1 000 377,8
TOTAL (1+2)	6 165 630,2	4 481 542,7	1 684 087,4	3 853 692,0	1 154 892,7	2 698 799,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel : 2012=919,36 CDF/USD; 2013=919,67 CDF/USD

(2) Actifs non financiers non produits.

III.3. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

L'excédent de la balance des paiements de 61,2 milliards de CDF a permis de conforter davantage les avoirs extérieurs nets du système bancaire.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

A fin 2013, le ratio de la dette extérieure s'est amélioré. Il s'est chiffré à 16,6 % du PIB contre 17,3 % en 2012, en dépit de nouveaux emprunts.

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS

Quatre nouveaux emprunts concessionnels ont été contractés par la RDC pour une somme totale de 110,9 millions de USD comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau III.12 Engagements

Objet du prêt	Date de signature	Montant de l'emprunt (en millions de USD)
Financement des projets de développement (cfr. accord de coopération économique et technique entre la RDC et le gouvernement Chinois)	20/02/2013	8,0
Financement du Projet de réhabilitation du réseau routier de la ville de Kinshasa (accord de prêt signé entre la RDC et The OPEC Fund, OFID en sigle)	20/04/2013	8,0
Accord de prêt signé entre la RDC et EXIMBANK OF KOREA pour le financement du projet d'adduction d'eau potable à Lemba Imbu (milieu rural)	16/06/2013	67,9
Accord de prêt signé entre la RDC et le KFW destiné à la réhabilitation du poste de dispersion d'Inga.	17/10/2013	27,0

Source : Direction Générale de la Dette Publique et Banque Centrale du Congo.

IV.2. TIRAGES

A fin 2013, les tirages effectués par la République Démocratique du Congo sur Eximbank of India se sont évalués à 105,4 millions de USD. Ce montant a notamment servi au financement des projets de construction du barrage hydroélectrique de Kakobola et de la centrale hydroélectrique de Zongo II, ainsi que de programme de relance agricole dans la province de l'Equateur et du programme d'aménagement du lac Tanganyika.

IV.3. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

IV.3.1. Créanciers multilatéraux

IV.3.1.1. Banque de Développement des Etats des Grands Lacs (BDEGL)

Depuis 2012, les négociations entre le Gouvernement Congolais et la BDEGL ont abouti à la signature, le 15 mai 2013 à Goma, d'un accord entre les deux parties pour la restructuration avec décote et l'apurement de la dette. A cet effet, un montant équivalent à 572,2 millions de DTS a été effacé, soit 91,0 % du montant de loyer impayé et réclamé par la BDEGL.

IV.3.1.2. Arab Bank for Economic Développement in Africa (BADEA) et Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID)

En 2013, un montant de 8,0 millions de USD a été décaissé au profit de la RDC. Ce montant a été destiné au bitumage des certaines artères de Kinshasa et dont l'accord a été signé, à Washington, le 20 avril 2013, entre le gouvernement congolais et l'OFID en co-financement avec la BADEA.

IV.3.1.3. Fonds Monétaire International (FMI)

La situation de la dette de la RDC vis-à-vis du Fond Monétaire International pour l'exercice 2013, indique un paiement de 0,25 million de DTS au titre du service de la dette. Il en a résulté un stock de 308,3 millions de DTS à fin décembre.

IV.3.1.4. Autres Créanciers

Le stock de la dette vis-à-vis d'autres créanciers s'est situé à 3,5 millions de DTS dont 2,6 millions pour la Banque Nationale du Burundi et le solde pour la Banque nationale du Rwanda.

Ces créances proviennent des soldes négatifs de la chambre de compensation entre la RDC, le Rwanda et le Burundi, en exécution de l'arrangement monétaire entre les Banques Centrales de ces pays dans le cadre de la CEPGL, durant la période 1991-1993.

IV.3.1.5. Club de Paris

Au cours de l'année 2013, la principale activité avec les créanciers se rapportant à ce club a été la poursuite des négociations avec le Brésil, le Canada et la Russie. Ces négociations ont abouti à un accord de rééchelonnement signé entre le Brésil et la RDC.

IV.3.1.6. Club de Kinshasa

Des négociations ont eu lieu entre la RDC et l'Inde, du 26 avril au 06 mai 2013, lesquelles ont permis la réconciliation des comptes auprès d'Eximbank of India. Cette réconciliation a mis en lumière un trop perçu de 1,1 million de USD par Eximbank of India. Les deux délégations avaient alors convenu d'affecter ce trop perçu à l'échéance du 22 mai 2013, la ramenant ainsi de USD 1,1 million de USD à 0,015 million.

En outre, d'autres activités méritent d'être signalées. Elles concernent : (i) la prise en gestion de la créance de la Banque Nationale de Burundi sur la Banque Centrale du Congo, (ii) l'accord de rééchelonnement du prêt N°362172301 du 04 décembre 1995 du fond Koweïtien ainsi que le mémorandum en rapport avec le traitement des prêts commerciaux hors club de Paris et (iii) la transmission d'un mémorandum aux autorités pour l'indemnisation des biens zaïrianisés.

IV.3.1.7. Stock de la dette

Depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvre Très Endetté (IPPTE) en juin 2010, l'endettement public extérieur de la République Démocratique du Congo à fin 2013 a été évalué à 4.804,3 milliards de CDF contre 4.520,7 milliards en 2012. La progression constatée est due principalement à la hausse de 55,4 % du passif conditionnel¹ et de 37,2 % de la dette envers le club de Kinshasa.

Tableau III.13 Stock de la dette

(en millions de USD)

	2012	2013	variation en %
I. Dette à long terme	4 677,2	5 185,5	10,9
-Club de Paris	345,8	158,1	-54,3
-Club de Kinshasa	882,8	1 211,5	37,2
-Club de Londres	80,8	80,8	0,0
-Institution Multilatérale	2 596,9	2 536,8	-2,3
-Passif conditionnel	770,9	1 198,1	55,4
II. Dette à court terme	6,0	5,4	-10,0
-Divers BCC	6,0	5,4	-10,0
Total Général (I+II)	4 683,2	5 190,9	10,8

Source : DGDP et Banque Centrale du Congo.

II.4. SERVICE DE LA DETTE

Au cours de l'année sous examen, le Gouvernement congolais a intégralement fait face aux paiements prévus dans le cadre du service de la dette.

1. Le passif conditionnel est la garantie d'un Etat de prendre en charge le remboursement d'une dette publique et publiquement garantie, en cas de difficultés de trésorerie du débiteur contractuel.

La ventilation de ce service par groupe des créanciers se présente comme suit :

Tableau III.14 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers
(En millions de USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	90,7	90,7	-	100,0
dont : - FMI	0,6	0,6	-	100,0
- BEAC	-	-	-	-
Club de Londres	-	-	-	-
Club de Kinshasa	57,1	57,1	-	100,0
Club de Paris	43,7	43,7	-	100,0
Total	191,5	191,5	-	100,0

Source : DGGP et Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

En 2013, les donations extérieures se sont élevées à 1.288,2 milliards de CDF, soit 4,5 % du PIB. Les partenaires bilatéraux et multilatéraux ont respectivement contribué à hauteur de 32,5 % et 67,5 %.

Ces donations indiquent une baisse de 33,0 % par rapport aux appuis de 1.924,1 milliards enregistrés en 2012. Cette évolution est tributaire notamment, des effets de la crise qui a secoué certains partenaires traditionnels.

V.1. ASSISTANCE MULTILATERALE

Les donations en provenance des partenaires multilatéraux se sont chiffrées à 869,0 milliards de CDF, représentant 3,0 % du PIB. Cette assistance, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2012, a porté principalement sur le volet « Coopération technique, projets d'investissements et autres ».

V.1.1. Nations-Unies

L'aide en provenance des Nations-Unies, bien que couvrant les trois volets d'assistance, a été en baisse de 37,0 % par rapport à son niveau de 2012, s'établissant à 101,3 milliards de CDF. Cette évolution résulte principalement de la réduction de l'enveloppe relative à « l'Assistance et Secours d'urgence », suite à l'arrivée à termes de certains projets bénéficiant de ce concours.

V.1.2. Commission Européenne

Les dons de la Commission Européenne se sont établis à 196,2 milliards de CDF en 2013, soit un recul de 11,7 % par rapport à 2012. La poursuite des effets de la crise de l'endettement qui a frappé la zone euro, justifie cette situation. En outre, ces dons ont concerné les trois volets, à savoir « Coopération technique, projets d'investissements et autres », « Aide alimentaire » et « Assistance et Secours d'urgence ».

V.1.3. Banque Mondiale

L'aide de la Banque Mondiale, premier donateur multilatéral depuis 2008 en faveur de la RDC, s'est chiffrée à 498,5 milliards de CDF contre 378,4 milliards une année auparavant. Cette assistance a porté principalement sur le volet « Coopération technique, projets d'investissements et autres ».

V.1.4. Banque Africaine de Développement (BAD)

En baisse de 13,4 % par rapport à 2012, les donations de la BAD se sont situées à 72,9 milliards de CDF. Elles ont été orientées vers les trois domaines de coopération avec une forte proportion pour celui relatif à la « Coopération technique, projets d'investissements et autres ».

V.2. ASSISTANCE BILATERALE

Les différents pays partenaires de la RDC lui sont venus en aide avec un montant de 419,3 milliards de CDF largement en baisse par rapport aux dons de 1.058,2 milliards enregistrés en 2012. Seuls le Canada, le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud ont accru leurs aides en faveur de la RDC. Les autres partenaires ont sensiblement revu à la baisse leurs contributions à la suite des effets de la crise ayant frappé leurs économies.

Tableau III.15 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de CDF)

	2010 ⁽¹⁾	2011 ⁽¹⁾	2012 ⁽¹⁾	2013 ⁽²⁾
A. Donations Multilatérales	681 173,2	863 360,8	865 867,6	868 957,0
- Nations Unies	98 433,4	37 421,7	160 767,2	101 260,6
- Commission Européenne	195 549,2	288 100,3	222 086,8	196 233,2
- Banque mondiale	262 899,1	407 809,6	378 436,9	498 541,7
- BAD	100 149,0	71 084,2	84 242,0	72 921,5
- ACBF ⁽¹⁾	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI ⁽²⁾	24 142,5	58 945,0	20 334,7	-
B. Donations Bilatérales	895 129,3	718 598,8	1 058 223,0	419 288,6
- Belgique	159 404,4	144 711,0	122 872,9	20 282,9
- France	25 943,3	18 764,3	-	-
- Allemagne	39 857,1	1 312,1	156 444,2	9 651,9
- Italie	5 126,4	-	-	-
- Finlande	-	-	-	-
- Canada	25 283,1	31 479,2	33 010,3	132 699,2
- Japon	121 468,6	33 720,4	83 398,9	-
- Pays-Bas	51 818,7	51 629,1	21 000,9	-
- Espagne	-	-	-	-
- Suède	21 006,1	71 850,8	81 691,6	33 227,6
- Suisse	-	-	-	-
- Royaume-Uni	328 363,5	201 702,5	187 651,6	211 354,6
- USA	77 333,3	118 226,3	191 997,9	0,0
- Chine	16 888,5	33 704,5	123 360,5	12 000,7
- Inde	22 636,3	11 498,7	56 761,7	0,0
- Afrique du Sud	-	-	32,5	71,7
- Autres	-	-	-	-
C. ONG	-	-	-	-
Total	1 576 302,5	1 581 959,6	1 924 090,6	1 288 245,6
Taux de change moyen CDF/1 USD	905,9	919,4	919,4	919,7

Source : Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements (PGAI)/Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.

Tableau III.16 Types de donations d'origine multilatérale
(en millions de CDF)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et secours d'urgence	
	2012 ^(r)	2013 ^(p)	2012 ^(r)	2013 ^(p)	2012 ^(r)	2013 ^(p)
Total	602 649,6	720 957,7	18 907,3	62 604,1	244 310,6	85 395,2
Nations Unies	-	23 388,5	-	17 487,7	160 767,2	60 384,3
Commission Européenne	205 924,7	146 876,8	1 502,1	35 012,6	14 660,0	14 343,8
Banque Mondiale	334 477,3	491 297,0	9 808,5	7 244,7	34 151,1	-
BAD	62 247,6	59 395,3	7 596,7	2 859,0	14 397,7	10 667,1
Autres	-	-	-	-	20 334,7	-
Taux de change moyen	919,4	919,7	919,4	919,7	919,4	919,7

Source : PGAI, Ministère du Plan.

Tableau III.17 Types de donations d'origine bilatérale
(en millions de CDF)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et secours d'urgence	
	2012 ^(r)	2013 ^(p)	2012 ^(r)	2013 ^(p)	2012 ^(r)	2013 ^(p)
Total	637 996,8	181 922,9	43 032,9	2 607,8	377 193,2	234 757,8
Belgique	77 538,0	20 282,9	11 251,6	-	34 083,3	-
USA	48 033,9	-	4 596,8	-	139 367,2	-
Royaume-Uni	82 207,2	105 512,9	-	-	105 444,5	105 841,7
Canada	7 582,3	32 533,2	-	1 246,9	25 427,9	98 919,1
Chine	115 714,4	7 670,7	6 221,3	1 360,9	1 424,9	2 969,1
Autres pays	306 921,1	15 923,2	20 963,3	-	71 445,4	27 027,9
Taux de change moyen	919,4	919,7	919,4	919,7	919,4	919,7

Source : PGAI, Ministère du Plan.

CHAPITRE VI

COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE

VI.1. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

Les activités, dans le cadre de l'OMC, ont été dominées par la tenue de la 9ème session de la Conférence Ministérielle, à Bali (Indonésie) du 03 au 07 décembre 2013. Elle a été inscrite dans le cadre du cycle des négociations de DOHA lancé en 2001 au Qatar qui avait mis en place un programme de libéralisation des échanges commerciaux, qui n'avait malheureusement connu aucune avancée significative.

Le "Paquet de Bali" a été le seul point inscrit à l'ordre du jour. Au terme de cette conférence, quatre décisions ont été prises en faveur des Pays les Moins Avancés (PMA) permettant également de tenir compte de l'objectif du Cycle de Doha visant l'amélioration de l'accès de ces pays aux marchés. Elles ont concerné (i) la poursuite de la mise en œuvre d'un accès au marché hors taxes et hors quotas pour les PMA, (ii) des recommandations pour des règles d'origine préférentielles simplifiées, (iii) un traitement préférentiel dans le domaine des services, ainsi que (iv) la transparence accrue et une meilleure surveillance des aspects touchant le commerce du coton.

A ce propos, les Ministres ont chargé leurs négociateurs à Genève de mettre sur pied, dans un délai d'un an, un programme de travail sur les sujets du Cycle de Doha qui sont toujours en suspens, en s'appuyant sur les résultats obtenus à Bali.

Dans cette déclaration, il a été fait référence notamment aux textes suivants : (i) les plaintes en situation de non violation ou motivées par une autre situation dans le domaine des accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle, (ii) le programme de travail sur le commerce électronique, (iii) l'aide pour le commerce, (iv) le commerce et transfert de technologie, (v) l'accord sur la facilitation des échanges et, (vi) les règles d'origine préférentielles pour les PMA.

Encadré 1 : Paquet de Bali

L'Organisation Mondiale du Commerce « OMC » avait adopté lors de sa neuvième Conférence Ministérielle tenue à Bali en Indonésie en décembre 2013, un ensemble d'accords appelés « Paquet de Bali », visant à simplifier le commerce, à offrir aux pays en développement davantage d'options pour assurer la sécurité alimentaire, à stimuler les échanges des PMA et à favoriser le développement.

Ces accords, décrits comme les plus importants conclus entre les Membres de l'OMC depuis la création de cette Organisation en 1995, sont qualifiés « d'historique » pour le commerce mondial. En effet, ils instaurent, au-delà des accords pour l'agriculture et le développement, de nouvelles règles d'échanges pour les pays.

L'accord sur l'agriculture a pour but de faciliter les échanges commerciaux en réduisant de manière sensible les droits de douane et les subventions qui ont des effets de distorsion sur les échanges dans ce secteur. Celui sur la facilitation des échanges permet de rendre les procédures de dédouanement plus rapides et à moindre coût. Enfin, l'accord concernant les PMA permet un accès aux marchés sans contingents pour les exportations vers les pays développés. A cela s'ajoute une canalisation de l'assistance technique et d'aide au développement vers les PMA.

Ainsi, la mise en œuvre de ce paquet devrait permettre de générer 1.000,0 milliards de USD de richesse et de créer 21,0 millions d'emplois, dont 18,0 millions dans les pays en développement.

Il convient d'indiquer que depuis la création de l'OMC, la République Démocratique du Congo a déjà bénéficié, au titre de l'initiative d'aide pour le commerce, d'un montant de 16,0 millions de Euros.

VI.2. COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)

Dans le cadre de la relance des activités de la CEPGL, la Banque pour le Développement Economique des Etats des Grands Lacs (BDEGL) a initié, à la demande de son Conseil d'Administration, deux missions. L'une chargée de réaliser un audit financier de la banque et l'autre de mener une étude en vue de produire un plan de relance de ses activités. Au terme de ces deux missions, une rencontre a été organisée à Bujumbura du 23 au 28 juin 2013 pour permettre aux consultants de présenter leurs rapports pour des amendements éventuels.

L'audit financier, réalisé par le cabinet GPO Partners, a porté sur la situation des comptes de la banque, clos au 31 mars 2013 conformément aux normes IFRS. Ces comptes ont été certifiés par l'auditeur sous deux réserves. La première se rapportant aux cas des litiges non provisionnés et la deuxième sur les dettes envers les banques et assimilés. Les participants ont formulé des recommandations afin de lever ces réserves avant le prochain Conseil d'Administration.

Quant à l'étude de relance et de développement, elle a permis de dégager les observations suivantes :

- la nécessité d'actualiser les objectifs coulés dans les statuts en intégrant, non seulement les diverses propositions du Conseil d'Administration mais également les attentes du moment dont la prise en compte du genre ;
- l'existence des créneaux non convenablement couverts dans les trois pays que la BDEGL peut très bien exploiter sans concurrencer les banques commerciales et de développement en place ;

- l'amélioration de la gouvernance de la banque, en dépolitisant notamment ses décisions pour raison de sa crédibilité vis-à-vis des bailleurs ;
- la facilitation de l'opérationnalisation de ses intentions en reconstituant son capital par les actionnaires, en négociant des lignes de crédit avec divers bailleurs et en augmentant son capital. La banque devrait également envisager, au terme de ce processus, de lever des ressources sur les marchés financiers.

VI.3. COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)

Plusieurs activités ont été organisées, dont l'atelier sur l'intégration du secteur financier en zone CEEAC, lequel s'est tenu du 17 au 18 décembre 2013 à Kinshasa. Cet atelier a permis de relever les avantages suivants :

- les pays en besoin de financement pourraient emprunter auprès de ceux en capacité de financement et favoriser ainsi la croissance économique intra-zone ;
- la taille des marchés est plus grande, augmentant ainsi la capacité de réunir les ressources pour financer les projets d'investissement de grande envergure au niveau régional ;
- les pays bénéficieront d'un système bancaire plus efficace ainsi que de systèmes financiers nationaux plus stables en période d'instabilité ;
- la promotion, le renforcement et le soutien du secteur privé sont assurés grâce aux plateformes visant à mobiliser un capital financier productif ;
- l'épargne nationale des pays de la zone pourrait être complétée grâce à l'aide aux pays dans l'accroissement de leur taux d'investissement national et dans l'amélioration des conditions de vie.

Aussi, pour créer un environnement favorable à l'intégration du secteur financier, est-il indispensable de disposer des politiques communes, des cadres institutionnels et régionaux et une volonté politique. Ceci devrait se faire tout en veillant à la stabilité macroéconomique, à la pro-croissance des politiques nationales, aux marchés financiers soutenus par des mécanismes de réglementation et de supervision juridiques solides et à la bonne gouvernance économique et d'entreprises.

Au terme de cet atelier, les recommandations suivantes ont été formulées :

1. Sur l'opérationnalisation de la Zone de Libre Echange de la CEEAC :

- (i) procéder à l'élaboration, par le Secrétariat Général, d'une feuille de route pour la poursuite, en 2014, des actions de sensibilisation et de vulgarisation des instruments de la ZLE en vue de leur appropriation et de leur mise en œuvre effective dans tous les Etats membres.

2. Dans le domaine de l'intégration monétaire :

- (ii) faire un état des lieux de l'intégration monétaire dans l'espace CEEAC en menant dans les meilleurs délais, une étude régionale en vue de lever les obstacles qui entravent les échanges, notamment l'existence de plusieurs monnaies non convertibles dans la zone ;
- (iii) procéder à l'évaluation du fonctionnement de l'ancienne chambre de compensation et envisager des solutions pour la réactiver. Il sied de relever que cette chambre de compensation était gérée par la RDC.

3. Dans le secteur financier :

3.1. Services bancaires

- (iv) élaborer une politique régionale de développement du secteur financier et développer les instruments de gestion des risques.

3.2. Marchés financiers

- (v) développer une infrastructure financière régionale et promouvoir des normes régionales pour faciliter le développement de l'inclusion financière.

VI.4. COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)

La principale activité de cette Organisation en 2013 a été la tenue du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, à Lilongwe au Malawi. Les travaux de ce Sommet se sont déroulés en trois phases, à savoir (i) les travaux des experts, du 10 au 13 août 2013, (ii) le Conseil des Ministres de la SADC, du 14 au 15 août 2013, et (iii) le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, du 17 au 18 août 2013.

L'ordre du Jour a porté notamment sur :

- a. l'état des finances ;
- b. le rapport du Secrétariat exécutif ;
- c. le rapport d'avancement sur la revue du Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) ;
- d. le rapport émanant des réunions des groupes ministériels agrégés.

1. Etat des finances

Il a été noté que, sur un montant de 35,4 millions de USD approuvé comme contributions annuelles des Etats membres pour l'exercice 2013/14, seulement 22,4 millions ont été remis au Secrétariat au 11 août 2013. Cependant, au cours du Sommet, certains pays notamment le Malawi, Maurice, la Namibie, la Tanzanie et le Zimbabwe ont remis leurs contributions au secrétariat.

En ce qui concerne la RDC, elle a versé la totalité de sa contribution, soit un montant de 2,2 millions de USD.

2. Rapport du Secrétariat exécutif

Ce rapport a mis en lumière ce qui suit :

- la région a joui d'une stabilité politique considérable durant la période 2012-2013, en dépit de certains défis rencontrés par quelques pays dont la RDC, le Zimbabwe et le Madagascar ;
- la performance économique a été quelque peu assombrie par l'évolution économique mondiale. A cet effet, le taux de croissance du PIB s'est situé à 4,4 % contre 5,3 % une année auparavant. Ce taux s'éloigne de 7,0 % constituant la cible régionale. Cependant, des améliorations ont été constatées en ce qui concerne d'autres indicateurs économiques sélectionnés ;
- la région continue à faire face à d'immenses défis dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Parmi ces défis figurent les pénuries alimentaires, la sous-production et la baisse des rendements dans l'agriculture, la dégradation des terres et l'utilisation non durable de certaines ressources naturelles de la région.

3. Rapport d'avancement sur la revue du RISDP

Au cours du Sommet de 2009, il avait été demandé au Secrétariat de conduire une évaluation à mi-parcours du RISDP conformément à la décision qu'il avait prise sur la question, ordonnant que ce dernier fasse l'objet d'un suivi et d'une évaluation régulière dans le cadre du calendrier arrêté pour sa mise en œuvre.

Le consultant recruté à ce sujet a visité 14 Etats membres afin de rencontrer des fonctionnaires publics et des représentants de la société civile, du secteur privé et autres parties prenantes. Aussi, le consultant avait soumis un projet de rapport qui a été diffusé à tous les Etats membres et aux autres parties prenantes pour commentaires.

A cet effet, le Sommet a pris note du rapport du consultant en tant que document du travail. En outre, il a approuvé :

- la feuille de route qui met en relief les principales activités à exécuter pour finaliser le processus d'évaluation et les délais à observer à cette fin, et le budget indicatif révisé qui servira à achever le processus de revue. Au nombre de principales activités à exécuter figure la tenue des consultations au niveau régional comme national, impliquant tous les principaux acteurs concernés et les groupes ministériels agrégés.
- la mise sur pied d'un groupe de travail comprenant tous les Etats membres et ayant pour fonctions principales d'examiner les recommandations émanant de l'évaluation documentaire et de l'évaluation à mi-parcours du RISDP.

4. Rapport émanant des réunions des groupes ministériels agrégés

Plusieurs rapports ont fait l'objet des discussions au cours du Sommet dont certains portent sur :

4.1. Etablissement de la Banque Centrale Africaine

A ce sujet, il a été retenu que l'objectif de l'établissement de la Banque Centrale Africaine au plus tard à la fin de la prochaine décennie n'est pas réalisable compte tenu des divergences des programmes de convergence macroéconomique de la SADC et de l'Union Africaine et des délais irréalistes fixés par les deux programmes. Cette préoccupation sera examinée et la réponse de la SADC sera communiquée à l'Union Africaine et à l'Association des Banques Centrales Africaines qui agit comme chef de file du projet continental.

4.2. Rapport sur le Programme de convergence macroéconomique par rapport aux cibles arrêtées pour 2012.

Le Sommet a relevé qu'en 2012 la performance économique a été globalement peu satisfaisante dans la majorité des Etats membres, étant largement influencée par les évolutions internationales, à savoir : les effets persistants de la crise financière mondiale caractérisée par une faible croissance économique et l'instabilité des marchés de produits de base à l'échelle mondiale.

Ainsi, la performance par rapport aux principaux indicateurs du Programme de convergence macroéconomique a été comme suit :

- Inflation : parmi les indicateurs primaires, l'inflation est celui qui est demeuré le plus problématique, vu que seuls quatre Etats membres (RDC, Maurice, Mozambique et Zimbabwe) sur quatorze ont atteint l'objectif fixé à moins de 5,0 % en 2012 ;
- Déficit budgétaire : la performance a été raisonnablement bonne en 2012, la moitié des 14 Etats membres, dont la RDC, ayant respecté la norme fixée à 3,0 % du PIB ;
- Dette publique : la meilleure performance a été enregistrée sur ce chapitre. En effet, seuls deux Etats membres (Seychelles et Zimbabwe) ont accusé une dette publique supérieure au seuil fixé de 60,0 % du PIB en 2012 ;
- PIB réel : la performance par rapport au PIB réel a été inférieure au taux cible de 7,0 %. Seuls trois Etats membres (RDC, Mozambique et Zambie) ont enregistré une croissance économique supérieure à 7,0 % du PIB en 2012.

Au chapitre du programme de l'union monétaire, il a été retenu que malgré la performance actuelle relativement peu satisfaisante enregistrée par les Etats membres dans la poursuite des cibles de convergence macroéconomique, l'union monétaire demeure un objectif à long terme de la SADC. La région doit apprendre de l'expérience de la zone euro (et d'autres unions monétaires), évaluer les coûts et avantages que comporte une union monétaire et élaborer une feuille de route indiquant clairement les enjeux à prendre en compte pour sa réalisation.

VI.5. MARCHE COMMUN DE L'AFRIQUE AUSTRALE ET ORIENTALE (COMESA)

L'une des activités réalisées en 2013, dans le cadre du COMESA, a été la tenue de la onzième réunion du sous-comité « politique monétaire et de change » du COMESA, du 11 au 13 novembre 2013, à l'Institut Monétaire du COMESA, à Nairobi au Kenya. L'ordre du jour prévoyait, notamment, l'examen de rapports relatifs aux points suivants :

- proposition de régimes appropriés de politique monétaire ciblant un taux d'inflation à un chiffre pour la région du COMESA ;
- symposium des Gouverneurs des banques centrales du COMESA sur les défis relatifs à l'innovation financière aux fins de stabilité du système financier et de la politique monétaire ;
- rapport relatif à la formation sur l'économétrie appliquée de panel.

1. Proposition de régimes appropriés de politique monétaire pour la région du COMESA

L'Institut Monétaire du COMESA (IMC) a fait une présentation au titre de ce point. Il a été rappelé aux participants que l'étude a été menée suite à une décision prise par le Comité des Gouverneurs des banques centrales lors de leur 18^{ème} réunion tenue en décembre 2012, à Kigali. En effet, ils ont chargé l'IMC d'entreprendre une étude sur les régimes appropriés de politique monétaire ciblant un taux d'inflation à un chiffre pour la région du COMESA. L'étude avait pour objectif de contribuer au renforcement de l'intégration monétaire dans la région au moyen des recommandations qui permettront la mise au point d'un régime approprié de politique monétaire dans les Etats membres du COMESA.

Lors des discussions qui ont suivi la présentation des résultats, les participants ont fait remarquer que l'étude a bien examiné les cadres de politique monétaire mais devrait être encore considérée comme travail en cours à cause des défaillances suivantes :

- le manque d'évaluation empirique approfondie des régimes de politique monétaire appliqués dans la région qui cependant s'avère nécessaire à la justification d'une éventuelle proposition ;
- les expériences de chaque pays en matière de mise en œuvre de la politique monétaire ne sont pas fondées sur les informations récentes obtenues de la part des Etats membres.

2. Symposium des Gouverneurs des banques centrales du COMESA sur les défis liés à l'innovation financière aux fins de stabilité de la politique monétaire et du système financier.

Ce symposium s'est tenu à Kampala, le 24 mai 2013. Des présentations ont été faites sur les sous-thèmes suivants :

- innovation financière et politique monétaire : défis et opportunités liés aux réformes de politique monétaire ;
- innovation financière, infrastructures de paiement et stabilité financière en Afrique ; et
- inclusion et réglementation financières : opportunités et synergies dans les pays en développement.

Au terme de ces présentations, les Gouverneurs ont pris les décisions ci-après :

- les banques centrales de la région doivent soutenir les politiques de promotion de l'inclusion financière en fonction des réalités de l'économie de leurs pays sans compromettre la réalisation de leur principale mission ;
- elles doivent s'assurer que la conduite de la politique monétaire, la surveillance et la réglementation bancaires doivent toujours évoluer de concert avec le rythme de l'innovation financière ;
- la nécessité de réviser la conduite de la politique monétaire au regard de l'évolution du secteur financier afin d'instaurer la crédibilité et arrimer les attentes inflationnistes. A cet effet, la justification du ciblage d'inflation en tant que cadre de politique monétaire a été fournie en mettant en exergue les avantages et les inconvénients ;
- le développement du système des paiements par téléphone mobile au niveau transfrontalier a créé des opportunités inédites pour les commerçants transfrontaliers et les populations de la diaspora. En conséquence, il y a lieu d'harmoniser le cadre réglementaire et d'assurer le règlement efficace des opérations effectuées entre les Etats membres. Les gouverneurs ont souligné que cela pourrait être facilité par l'utilisation optimale du REPS par les Etats membres.

3. Rapport relatif à la formation sur l'économétrie appliquée de panel

L'IMC a organisé cette formation du 16 au 27 juin 2013, au Caire (Egypte) en collaboration avec la Banque Centrale d'Egypte. Le principal résultat de la formation a été le renforcement des capacités en matière de modélisation des données de panel et de partage de connaissances ainsi que d'informations entre les participants.

VI.6. BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)

Au terme de la quarante-huitième Assemblée annuelle de la Banque Africaine de Développement et de la trente-neuvième Assemblée du Fonds Africain de Développement, tenues à Marrakech au Maroc du 25 au 29 mai 2013, les résolutions suivantes ont été adoptées :

- l'élection de vingt nouveaux administrateurs de la Banque, qui devraient prendre fonction le 1^{er} juillet 2013 pour un mandat de trois ans. Le Groupe des pays, auquel appartient la RDC et qui comprend le Burundi, le Congo, le Cameroun et la République Centrale Africaine, sera représenté par le Burundi ;
- la désignation de sept administrateurs non-régionaux pour servir le Conseil d'Administration du FAD pour un mandat de trois ans. Cependant, le Président de la BAD désignera le représentant de cette institution au Conseil d'Administration du FAD ;
- le principe du retour du Siège de la BAD à Abidjan à l'horizon 2015. A cet effet, il est demandé au gouvernement ivoirien et tunisien de collaborer étroitement pour la réussite de sa mise en œuvre ;
- la validation des rapports annuels, des états financiers et des rapports à vocation spéciale audités pour l'exercice financier clos au 31 décembre 2012 ;
- l'affectation et la distribution du revenu disponible de la Banque ainsi que la distribution d'une partie du revenu du Fonds Spécial du Nigeria pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2012 ;
- l'approbation d'un accord de coopération technique entre la BAD, le FAD et le Gouvernement Coréen sur le fonds fiduciaire de coopération économique COREE-AFRIQUE.

VI.7. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)

Au cours de l'année 2013, la 37^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA, la Réunion Ordinaire du bureau et celle du Comité Conjoint de la Commission de l'Union Africaine (CUA)-ABCA ont figuré parmi les activités principales retenues dans le calendrier de cette Association.

1. Réunion Ordinaire du Bureau et du Comité Conjoint CUA-ABCA

Cette réunion s'est tenue à Dakar le 27 février 2013, en République du Sénégal. Elle a examiné et adopté plusieurs projets de rapport dont :

- le rapport du Symposium de l'ABCA qui s'est tenu le 29 août 2012 à Alger, en Algérie ;

- le rapport de la 36^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA qui s'est déroulée le 30 août 2012 à Alger, en Algérie ;
- le rapport d'étape sur les activités du Comité Conjoint CUA-ABCA ;
- le rapport sur la mise en œuvre des autres décisions prises par le Conseil des Gouverneurs, lors de sa réunion qui a eu lieu le 30 août 2012 à Alger, en Algérie.

2. Réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs

Cette réunion s'est tenue le 23 août 2013 à Port-Louis, à Maurice. Elle a été précédée du Symposium des Gouverneurs qui a eu lieu le 22 août.

2.1. Symposium des Gouverneurs

Cette rencontre a été structurée en quatre sessions plénières suivantes : (i) inclusion financière en Afrique, politique monétaire et stabilité financière: expériences des pays, (ii) inclusion financière et développement durable : rôle des institutions de micro-finance et des autres institutions financières non bancaires, (iii) renforcement de l'inclusion financière par le biais de la technologie de l'information et des communications : opportunités et défis pour la Politique Monétaire et (iv) échanges d'expériences.

En outre, les recommandations suivantes ont été formulées à l'endroit des Gouvernements et des Banques Centrales, notamment : (i) l'accélération de l'élaboration d'une stratégie nationale de l'inclusion financière par les Gouvernements en collaboration avec leurs partenaires et (ii) le Développement des outils de collecte et d'analyse des données.

2.2. 37^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs

Au cours de cette réunion, plusieurs projets de rapports présentés par le Bureau de l'ABCA, relatifs aux questions statutaires, ont été examinés et adoptés, notamment :

- le rapport de la 36^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA, tenue le 30 août 2012 à Alger, Algérie ;
- le rapport des auditeurs externes sur les comptes de l'ABCA de l'exercice clos au 31 décembre 2012 ;
- le programme de travail du Secrétariat Permanent de l'ABCA pour l'année 2014 et le budget correspondant ;
- le lieu de la 38^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA ;
- l'élection du Bureau de l'ABCA pour l'année 2014.

En outre, les dossiers d'intégration régionale examinés par le Conseil ont concerné notamment les rapports (i) des activités du Comité Conjoint CUA-ABCA et (ii) de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) en 2012.

S'agissant du rapport d'étape sur les activités du Comité Conjoint CUA-ABCA, le Conseil des Gouverneurs a pris acte du processus de mise en place de l'Institut Monétaire Africain (IMA) dans un horizon minimum de 2 ans et souligné l'importance d'une approche progressive et prudente dans la création des institutions régionales notamment la Banque Africaine d'Investissement et le Fonds Monétaire Africain.

Aussi, pour permettre aux Gouverneurs des banques centrales de se concerter au niveau national et sous-régional, en vue d'obtenir des vues harmonisées, l'examen du rapport sur l'étude de la stratégie pour la création de la Banque Centrale Africaine a été renvoyé à la prochaine réunion du Conseil.

Quant au rapport d'étape sur la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) en 2012, le Conseil a pris note des difficultés que les pays ont éprouvé pour réaliser les critères de convergence macroéconomique au niveau de l'étape 3. A cet effet, seuls 4 pays membres, sur les 46, ont respecté en 2012 les critères de 1^{er} rang contre 7 en 2011. D'où, la difficulté de passer à la prochaine étape (phase 4).

Ainsi, le Conseil a approuvé la proposition du Bureau qu'une évaluation des conditions de mise en œuvre des critères soit faite au niveau de chaque sous-région. Le Bureau de l'ABCA soumettra les conclusions de cet état des lieux de critères à l'Institut Monétaire Africain qui a été chargé par le Conseil de les réexaminer en évaluant notamment la pertinence des indicateurs tenant compte des problèmes prévalant dans les différentes sous-régions.

Au sujet de l'élection du Bureau de l'ABCA pour l'année 2014, le Gouverneur de la Bank of Mauritius, actuel Vice-Président, a été désigné Président du Bureau de l'ABCA et le Gouverneur de la BEAC, Vice-Président.

Les Gouverneurs des banques centrales des pays ci-après ont été nommés Présidents, chacun en ce qui le concerne, dans les 5 sous-régions :

- Afrique Centrale : Sao tomé e Príncipe
- Afrique du Nord : Tunisie
- Afrique Australe : Lesotho
- Afrique de l'Est : Rwanda
- Afrique de l'Ouest : Nigéria

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.18 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits	Marchés	Cotation	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cuivre	New York	USD/tm	2 834,4	3 808,0	6 187,6	7 311,3	7 172,2	6 102,0	7 730,1	8 819,1	7 960,3	7 349,8
	Londres : 3 mois	USD/tm	2 867,3	3 724,5	6 338,5	7 249,7	6 801,3	5 155,2	7 540,7	8 818,8	7 943,6	7 329,5
	Paris ⁽¹⁾	EUR/tm	2 411,9	3 139,8	5 496,3	5 346,5	4 877,1	4 331,8	5 790,4	6 494,7	6 341,9	5 680,9
Etain	Londres : 3 mois	USD/tm	8 486,0	7 155,5	8 358,9	14 085,2	18 085,2	14 855,2	21 281,5	26 094,9	21 104,1	22 341,0
Zinc	Londres : 3 mois	USD/tm	1 047,5	1 410,8	3 163,2	3 321,5	1 892,4	1 655,1	2 162,7	2 190,5	1 946,0	1 909,9
Diamant	Kinshasa (CEEC)	USD/carat	22,3	23,1	24,9	22,6	26,5	13,7	18,4	20,0	13,2	14,4
Cobalt	Londres ⁽²⁾	USD/lb	24,5	15,9	17,2	29,4	32,1	17,6	20,8	17,5	13,9	13,0
Coltan	Londres	USD/lb	...	...	...	...	...	39,6	61,9	125,4	117,1	115,0
Or	New York	USD/o.t.	405,6	445,2	597,3	693,6	871,0	968,8	1 225,2	1 570,8	1 668,0	1 411,7
Pétrole	New York ⁽³⁾	USD/baril	35,8	50,7	61,6	71,7	100,5	61,7	79,5	95,1	94,2	97,9
Argent	New York	Cts/o.t.	654,1	716,5	1 029,4	1 058,2	1 086,9	1 466,0	2 014,6	3 515,8	3 120,5	2 389,2

Sources : Bourse Les Echos et Centre d'Evaluation, d'Expertise et de Certification des minérales précieuses et semi-précieuses (CEEC).

(1) Avant 2009, la cotation est celle de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles.

(2) Avant de 2009, la cotation est celle sur le Marché de Bruxelles.

(3) Avant 2008, la cotation est celle sur le Marché de l'Arabie Saoudite.

Tableau III.19 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits	Marchés	Cotation	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Café												
Robusta	Londres	USD/tonne	705,0	995,1	1 315,8	1 731,0	1 765,0	1 541,4	1 549,6	2 178,4	2 013,8	1 850,6
Arabica	New York	Cts/lb	75,5	107,7	109,6	117,6	108,0	125,5	163,3	253,4	174,6	126,0
Cacao	New York (Marché à terme)	USD/tonne	1 526,8	1 474,7	1 496,2	1 887,2	2 548,3	2 801,2	2 928,0	2 929,1	2 237,7	2 210,0
Huile ⁽¹⁾												
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	463,4	424,8	481,3	778,3	962,1	682,5	734,9	743,2	640,0	517,6
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	625,2	623,0	571,3	877,3	1 135,0	694,2	923,5	917,6	864,1	901,7
Coton	New York	Cts/lb	55,8	50,3	52,6	57,9	64,4	57,0	93,7	137,1	79,9	83,3
Caoutchouc ⁽²⁾	Londres C.I.F.	Pence/Kg	111,6	129,0	147,7	170,8	194,9	190,9	250,2	483,3	336,2	279,7
Bois Sapelli												
Grumes, qualité LM ⁽³⁾	Congo F.O.B.	USD/m ³	1 215,2	1 237,5	1 226,4	...	...	...	...	...	...	...
Bois dur grume ⁽³⁾	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	...	...	...	272,6	292,2	286,4	340,0	306,2	287,4	311,2
Bois dur Scié ⁽³⁾	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	...	...	...	797,1	958,3	748,8	771,4	826,2	750,0	782,5

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) Avant 2009, la cotation est celle du marché de Bruxelles.

(2) A partir de 2011, Cts/kg.

(3) AFRISTAT à partir de 2007.

Tableau III.20 Evolution des indices des cours des matières premières

(Indice 2009 = 100)

Périodes	Indices des principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global ⁽¹⁾
2004	68,8	48,8	67,3
2005	81,0	65,6	79,9
2006	113,3	81,1	110,9
2007	118,8	102,5	117,6
2008	121,6	126,6	122,0
2009	100,0	100,0	100,0
2010	135,8	112,5	134,1
2011	156,2	151,7	155,9
2012	134,9	129,3	134,5
2013 ^(p)	129,5	113,2	128,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.21 Répartition des exportations par principaux pays de destination
(Valeur F.O.B.)

PAYS	en millions de CDF									
	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(e)	2010 ^(e)	2011 ^(e)	2012 ^(e)	2013 ^(e)
1. Union Européenne	340 565,9	683 987,3	669 443,3	1 107 262,4	525 293,7	991 974,7	1 707 140,1	1 812 468,1	1 735 118,3	2 121 807,7
U.E.B.L. ⁽¹⁾	216 909,8	434 973,5	372 103,6	557 791,2	229 400,6	291 991,1	681 065,8	680 389,8	671 330,9	835 785,5
France	5 355,8	90 921,0	24 094,2	161 512,2	28 827,3	101 135,5	171 441,9	163 554,3	165 214,2	226 837,6
Italie	5 748,0	14 890,1	18 509,4	27 855,4	9 896,8	15 829,3	33 328,2	33 090,4	32 751,6	43 500,1
Allemagne	3 131,0	14 723,7	12 322,3	16 859,8	7 145,9	12 141,4	23 076,8	23 800,0	23 112,1	30 020,4
Pays-Bas	791,2	6 405,2	18 589,2	36 040,9	20 417,2	48 418,1	69 870,6	77 548,4	72 663,6	86 371,2
Royaume-Uni	3 225,7	8 401,7	1 037,2	1 954,8	2 511,6	6 317,0	7 717,5	9 306,6	8 388,7	14 079,0
Irlande, Danemark et Grèce	148,5	249,6	91 111,1	1 343,9	1 163,7	3 019,6	3 838,6	4 493,0	4 105,9	7 327,5
Portugal	8 459,7	19 798,0	20 184,9	28 954,9	20 775,1	39 043,8	60 556,6	68 045,3	63 385,6	73 316,8
Espagne	1 095,5	3 244,2	3 111,5	5 925,4	-	2 858,1	6 986,3	7 544,3	7 162,9	10 663,6
Autres pays de l'U.E.	95 700,8	90 380,3	108 379,9	269 024,0	205 155,5	471 220,8	649 257,8	744 695,9	687 002,8	793 906,0
2. Amérique du Nord	49 662,8	203 594,9	62 788,5	232 005,7	136 731,0	236 468,2	403 269,3	438 809,4	415 095,3	528 955,4
3. Japon	3 469,1	2 495,5	1 835,0	3 420,8	12 447,2	34 284,6	37 450,5	47 379,8	41 793,1	55 643,0
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	59 765,8	2 578,7	14 719,8	2 321,3	4 944,4	8 729,6	11 949,6	14 668,1	13 115,1	20 635,6
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	453 463,7	892 656,5	748 786,6	1 345 010,2	679 416,2	1 271 457,1	2 159 809,6	2 313 325,4	2 205 121,8	2 727 041,6
5. Destinations diverses	310 149,3	245 728,0	517 147,4	1 831 489,3	3 175 362,2	2 253 571,6	5 519 903,0	6 395 523,4	5 833 199,8	7 301 891,2
Chine ⁽²⁾	...	...	...	...	230 796,3	367 923,9	1 261 373,6	1 990 228,2	2 604 964,2	3 428 880,5
Brésil ⁽²⁾	...	...	...	...	52 575,8	61 608,3	175 285,7	187 132,0	177 475,6	233 733,1
Afrique du Sud ^{(2)(r)}	...	...	...	...	110 700,9	65 727,0	181 869,6	231 814,0	644 023,8	779 354,7
Autres pays	...	...	...	...	2 781 289,1	1 758 312,4	3 901 374,1	3 986 349,3	2 406 736,2	2 859 922,8
Total	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 028 932,8
Taux de change moyen CDF/1 USD	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2002, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

(r) Chiffres rectifiés.

Tableau III.22 Répartition des importations par principaux pays fournisseurs
(Valeur F.O.B.)

PAYS	en millions de CDF									
	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(e)	2010 ^(e)	2011 ^(e)	2012 ^(e)	2013 ^(e)
1. Union Européenne	221 042,1	778 261,4	473 980,8	817 571,7	612 476,4	1 159 700,5	1 720 160,6	1 852 949,7	1 845 415,2	2 124 024,2
U.E.B.L. ⁽¹⁾	79 019,4	450 033,9	148 062,9	269 695,3	239 851,4	422 981,0	621 596,4	681 049,8	672 739,2	774 305,1
France	54 822,4	115 797,2	115 100,2	177 878,6	111 573,6	187 131,4	313 244,0	322 901,6	328 605,9	378 216,7
Italie	10 976,6	29 477,1	32 424,3	69 313,4	56 219,7	105 929,8	153 270,3	166 607,2	165 202,6	190 143,8
Allemagne	29 564,1	58 954,3	47 619,4	87 779,8	72 582,5	123 250,1	188 779,8	203 956,9	202 835,7	233 458,5
Pays-Bas	15 828,1	52 782,8	45 047,0	79 792,0	79 391,5	142 124,5	201 642,9	224 635,5	220 133,8	253 368,2
Royaume-Uni	5 458,0	18 595,8	20 399,8	21 902,0	15 379,3	28 586,0	43 390,4	46 045,6	46 193,8	53 167,9
Irlande, Danemark et Grèce	10 212,5	19 651,4	21 835,5	31 435,8	3 596,2	7 225,4	25 499,8	18 092,6	22 549,0	25 953,3
Portugal	1 880,0	4 222,6	6 221,6	9 052,8	5 714,8	12 818,0	17 935,9	19 073,9	19 115,5	22 001,4
Espagne	4 790,9	9 176,1	12 682,6	19 239,4	-	17 228,4	32 203,1	35 492,0	34 959,7	40 237,7
Autres pays de l'U.E.	8 490,2	19 570,2	24 587,4	51 482,6	28 167,4	112 425,9	122 598,2	135 094,5	133 080,1	153 171,7
2. Amérique du Nord	33 415,0	68 698,8	58 178,3	122 221,8	85 450,0	167 563,2	246 663,8	262 901,1	263 186,9	302 921,2
3. Japon	4 518,0	15 071,5	15 554,1	19 153,5	22 786,5	43 231,1	57 249,9	65 444,5	63 354,4	72 919,2
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	247 064,5	31 060,6	31 377,4	41 081,3	8 234,8	83 317,1	81 436,2	86 428,5	86 702,4	99 792,1
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	506 039,6	893 092,3	579 090,5	1 000 028,3	728 947,6	1 453 811,9	2 105 510,5	2 267 723,7	2 258 658,9	2 599 656,8
5. Provenances diverses	311 044,2	381 578,7	774 294,2	1 716 258,2	3 045 050,9	2 537 355,0	5 179 794,6	5 929 640,3	5 718 864,1	6 602 477,1
Chine ⁽²⁾	...	...	...	...	645 685,1	521 575,5	1 081 548,5	1 678 337,3	1 419 147,3	2 043 012,6
Brésil ⁽²⁾	...	...	...	...	31 333,2	43 903,4	71 462,2	71 411,3	73 584,9	84 954,4
Afrique du Sud ^{(2)(r)}	...	...	...	...	61 112,7	90 004,6	118 196,8	136 495,4	1 127 429,1	1 097 322,3
Autres pays	...	...	...	...	2 306 920,0	1 881 871,5	3 908 587,1	4 043 396,3	3 098 702,8	3 377 187,8
Total	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 202 133,9
Taux de change moyen CDF/1 USD	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2002, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

(r) Chiffres rectifiés.

Tableau III.23 Balance commerciale

Périodes	Millions de CDF courants			Millions de USD		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde
	F.O.B. ⁽¹⁾	F.O.B.		F.O.B. ⁽¹⁾	F.O.B.	
2004	763 613,0	817 083,8	-53 470,8	1 917,2	2 051,4	-134,2
2005	1 138 384,5	1 274 671,0	-136 286,5	2 402,8	2 690,4	-287,7
2006	1 265 934,0	1 353 384,7	-87 450,7	2 704,7	2 891,6	-186,8
2007	3 176 499,5	2 716 286,4	460 213,1	6 147,9	5 257,2	890,7
2008	3 854 778,4	3 773 998,6	80 779,8	6 869,8	6 725,8	144,0
2009	3 525 028,7	3 991 167,0	-466 138,3	4 371,0	4 949,0	-578,0
2010	7 679 712,6	7 285 305,1	394 407,4	8 477,9	8 042,5	435,4
2011	8 708 848,8	8 197 364,0	511 484,8	9 471,9	8 915,6	556,3
2012	8 038 321,5	7 977 523,0	60 798,6	8 743,4	8 677,2	66,1
2013 ^(p)	10 028 932,8	9 202 133,9	826 798,9	10 904,9	10 005,9	899,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Avant 2009, les exportations aux prix C.I.F.

Tableau III.24 Evolution des termes de l'échange*(Base : 2009 = 100)*

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2004	43,9	41,5	105,8	21,7	20,5	105,8
2005	55,0	54,4	101,1	32,3	31,9	101,1
2006	61,9	58,4	105,9	35,9	33,9	105,9
2007	140,7	106,2	132,4	90,1	68,1	132,4
2008	157,2	135,9	115,6	109,4	94,6	115,6
2009	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2010	194,0	162,5	119,4	217,9	182,5	119,4
2011	216,7	180,1	120,3	247,1	205,4	120,3
2012	200,0	175,3	114,1	228,0	199,9	114,1
2013 ^(p)	249,5	202,2	123,4	284,5	230,6	123,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.25 Cours interbancaires des devises ⁽¹⁾*(en CDF)*

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 EUR	1 ZAR	1 AUD
2004										
Décembre	440,56	849,03	362,20	384,69	424,56	90,00	678,12	590,36	76,95	...
2005										
Décembre	437,07	762,22	376,21	334,64	367,96	78,91	622,78	517,15	68,69	...
2006										
Décembre	521,85	1 023,92	390,28	431,42	444,83	105,00	785,94	688,74	74,04	...
2007										
Décembre	500,56	1 010,98	499,02	438,53	445,10	110,91	785,00	727,53	72,99	...
2008										
Décembre	606,04	905,30	491,30	529,92	664,21	124,43	918,67	816,19	60,88	...
2009										
Décembre	904,53	1 469,33	857,13	879,35	968,34	201,61	1 433,51	1 322,47	120,77	...
2010										
Décembre	911,78	1 422,43	902,84	937,12	1 092,26	183,53	1 398,59	1 203,86	133,49	...
2011										
Janvier	920,15	1 451,12	925,48	959,60	1 111,46	187,21	1 421,65	1 227,99	132,68	...
Février	925,16	1 490,84	932,22	988,33	1 122,46	192,50	1 446,78	1 262,69	128,30	...
Mars	920,70	1 489,14	942,95	1 001,08	1 127,51	196,30	1 453,83	1 285,21	132,85	...
Avril	921,60	1 506,53	961,36	1 024,77	1 106,32	202,65	1 470,76	1 329,47	136,84	...
Mai	925,97	1 513,80	957,91	1 079,88	1 136,61	198,46	1 480,66	1 329,60	136,48	...
Juin	923,49	1 500,35	944,66	1 098,36	1 147,93	202,61	1 476,83	1 328,94	135,98	...
Juillet	922,74	1 487,57	964,44	1 117,89	1 160,04	200,85	1 471,17	1 317,34	135,62	...
Août	921,00	1 507,63	938,74	1 180,74	1 196,04	201,35	1 480,07	1 320,63	130,24	...
Septembre	921,86	1 459,55	922,95	1 063,94	1 202,38	194,09	1 456,49	1 273,15	123,17	...
Octobre	920,83	1 449,05	901,74	1 029,61	1 202,22	192,07	1 446,37	1 260,77	115,91	...
Novembre	911,69	1 441,63	889,80	1 006,20	1 176,41	188,74	1 429,75	1 237,90	112,05	...
Décembre	898,12	1 401,74	797,47	964,11	1 164,80	180,02	1 393,90	1 184,20	111,53	...
2012										
Janvier	917,79	1 422,35	905,43	977,92	977,92	180,50	1 408,13	1 184,03	114,43	...
Février	920,60	1 453,65	922,20	1 016,32	1 016,32	185,42	1 425,30	1 216,15	119,98	...
Mars	921,55	1 457,65	927,63	1 009,00	1 009,00	185,56	1 420,54	1 216,90	121,21	...
Avril	922,00	1 461,81	927,92	1 009,24	1 009,24	185,05	1 422,40	1 213,32	117,73	...
Mai	923,57	1 472,44	916,27	986,64	986,64	180,75	1 415,55	1 185,50	113,77	...
Juin	921,77	1 432,77	896,08	961,03	961,03	175,97	1 394,83	1 154,24	109,68	...
Juillet	920,06	1 434,33	906,03	942,44	942,44	172,58	1 386,73	1 132,02	111,55	...
Août	919,08	1 443,86	925,36	948,16	948,16	173,65	1 389,86	1 139,10	111,32	...
Septembre	918,44	1 477,96	937,91	931,82	931,82	179,90	1 410,98	1 180,04	110,90	...
Octobre	916,83	1 474,90	930,58	982,95	982,95	181,36	1 412,63	1 189,62	106,18	...
Novembre	915,71	1 461,67	918,28	974,63	974,63	179,10	1 400,53	1 174,85	105,69	...
Décembre	914,93	1 459,66	928,71	1 003,21	1 003,21	182,96	1 408,10	1 200,17	105,82	...
2013										
Janvier	915,96	1 462,42	922,86	991,81	1 030,76	185,63	1 406,68	1 217,62	104,28	961,41
Février	917,84	1 425,50	910,79	998,50	986,65	187,32	1 403,07	1 228,75	103,27	947,96
Mars	917,22	1 383,08	894,72	970,49	965,87	181,43	1 369,82	1 190,12	99,89	948,08
Avril	917,47	1 403,40	900,24	978,39	940,84	181,86	1 380,05	1 192,94	100,29	953,15
Mai	918,85	1 406,25	901,66	962,55	911,91	182,01	1 377,92	1 193,93	98,76	912,83
Juin	918,44	1 421,56	891,06	982,14	942,31	184,57	1 390,14	1 210,71	91,76	867,99
Juillet	918,05	1 393,29	879,30	970,28	920,61	182,92	1 379,59	1 199,88	92,61	842,16
Août	917,98	1 423,92	880,67	987,05	939,57	186,48	1 394,67	1 223,20	91,30	830,35
Septembre	919,26	1 454,89	885,27	993,44	926,02	186,89	1 398,86	1 225,94	92,14	852,02
Octobre	923,24	1 486,29	891,42	1 023,08	944,51	192,00	1 421,09	1 259,39	93,11	877,90
Novembre	925,13	1 485,17	882,86	1 013,02	926,39	190,25	1 415,90	1 247,97	90,74	864,06
Décembre	926,63	1 516,42	871,40	1038,00	894,88	193,68	1 425,39	1 270,45	89,36	829,29

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Moyennes mensuelles.

**Tableau III.26 Ecart entre les taux de change interbancaires
et parallèles**

(Données fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles(1)		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2005						
Décembre	431,28	-	434,31	-	0,7	-
2006						
Décembre	503,43	-	515,93	-	2,5	-
2007						
Décembre	502,99	729,81	504,72	-	0,3	-
2008						
Décembre	639,32	905,07	657,45	-	2,8	-
2009						
Décembre	902,66	1292,00	904,60	-	0,2	-
2010 ⁽¹⁾						
Décembre	915,13	1202,05	931,67	1 214,07	1,8	1,0
2011						
Janvier	920,82	1 263,51	931,67	1 246,48	0,1	-1,3
Février	924,05	1 273,55	929,33	1 306,21	0,1	2,6
Mars	919,15	1 294,45	926,33	1 312,55	0,1	1,4
Avril	921,03	1 363,41	932,00	1 421,81	0,1	4,3
Mai	926,78	1 323,22	930,33	1 328,35	0,0	0,4
Juin	919,87	1 316,08	928,67	1 336,27	0,1	1,5
Juillet	919,00	1 313,29	928,67	1 323,36	0,1	0,8
Août	920,59	1 327,92	928,33	1 339,18	0,1	0,8
Septembre	922,91	1 258,01	927,33	1 258,83	0,0	0,1
Octobre	923,08	1 306,24	927,33	1 312,98	0,0	0,5
Novembre	888,19	1 184,08	868,33	1 157,61	-0,2	-2,2
Décembre	910,82	1 173,90	914,00	1 178,00	0,0	0,3
2012						
Janvier	920,08	1 212,05	931,00	1 206,40	0,1	-0,5
Février	918,03	1 233,83	931,00	1 234,24	0,1	0,0
Mars	919,93	1 226,92	930,67	1 223,64	0,1	-0,3
Avril	922,73	1 218,80	930,33	1 213,06	0,1	-0,5
Mai	923,05	1 144,42	926,33	1 127,28	0,0	-1,5
Juin	919,32	1 157,15	927,00	1 138,98	0,1	-1,6
Juillet	915,32	1 125,83	923,67	1 105,20	0,1	-1,8
Août	919,28	1 159,61	928,67	1 138,98	0,1	-1,8
Septembre	917,02	1 177,85	922,67	1 172,21	0,1	-0,5
Octobre	917,00	1 190,72	921,67	1 177,60	0,1	-1,1
Novembre	913,77	1 186,41	922,00	1 169,67	0,1	-1,4
Décembre	915,17	1 214,23	923,33	1 211,75	0,1	-0,2
2013						
Janvier	918,22	1 237,46	925,67	1 169,27	0,1	-5,5
Février	918,43	1 203,51	922,00	1 177,61	0,0	-2,2
Mars	918,89	1 173,17	922,33	1 146,80	0,0	-2,2
Avril	917,05	1 202,27	922,00	1 158,70	0,1	-3,6
Mai	918,06	1 191,06	922,67	1 132,67	0,1	-4,9
Juin	917,49	1 194,79	925,00	1 143,00	0,1	-4,3
Juillet	916,34	1 213,75	922,67	1 136,80	0,1	-6,3
Août	917,89	1 212,50	928,00	1 147,00	0,1	-5,4
Septembre	921,59	1 249,91	929,00	1 156,30	0,1	-7,5
Octobre	918,99	1 273,63	932,75	1 192,28	0,1	-6,4
Novembre	921,06	1 260,22	938,75	1 188,10	0,2	-5,7
Décembre	925,50	1 266,42	938,00	1 173,38	0,1	-7,3

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de Janvier 2010, cours de change parallèle moyen observé sur les principaux points de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau III.27 Balance des paiements ⁽¹⁾

(en millions de USD)

	Crédit											Débit										
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(a)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(a)		
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES																						
A. Biens et services	2 319,3	2 745,9	3 137,6	6 540,4	7 697,9	5 021,0	8 866,5	10 211,3	9 031,1	11 176,3	2 828,1	3 515,0	3 797,4	6 874,9	8 825,4	6 766,1	10 705,2	11 804,9	11 008,8	12 418,7		
Balance commerciale	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	10 904,9	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 005,9		
1. Marchandises	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	10 904,9	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 005,9		
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Services	402,2	343,1	432,9	392,5	828,1	650,0	388,6	739,4	287,7	271,4	776,7	824,5	905,8	1 617,7	2 099,6	1 817,0	2 662,7	2 889,3	2 331,6	2 412,8		
3. Transports	8,0	11,5	2,7	21,8	37,0	52,4	88,7	114,5	91,3	91,8	299,8	331,2	357,0	734,5	995,2	800,0	1 513,1	1 412,6	921,5	1 229,3		
4. Voyages	3,0	3,2	3,1	0,7	0,7	24,0	10,7	11,4	6,9	0,8	49,4	53,5	92,7	108,7	126,7	121,2	149,6	298,3	107,5	170,0		
5. Services de communications	34,0	28,5	57,5	62,3	101,4	92,5	67,4	74,4	44,5	17,4	1,4	1,2	1,0	1,0	1,4	33,5	0,9	1,2	3,0	1,3		
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	27,2	-	-	-	-	28,8	23,4	21,2	20,8	28,1	51,2	14,1	18,8	47,2	18,5		
7. Service d'assurance	-	-	-	-	-	20,0	-	5,8	-	-	89,4	89,6	93,4	213,7	249,6	197,1	326,1	338,3	401,7	415,4		
8. Services financiers	22,7	19,1	38,5	41,7	67,9	69,7	45,1	49,6	29,8	11,6	34,1	27,0	27,2	28,4	46,7	72,0	33,3	42,4	75,5	48,5		
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
10. Redevances et droits de licence	41,9	35,2	49,6	53,8	125,0	108,5	-	-	-	-	2,6	2,1	1,9	1,9	2,6	34,3	0,0	-	-	-		
11. Autres services aux entreprises	39,2	32,9	66,4	71,9	117,0	103,1	77,7	69,5	51,4	20,1	174,8	147,3	166,8	331,7	402,7	348,5	458,1	519,1	380,9	240,7		
12. Scs personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,6	0,5	1,0	1,1	1,8	24,8	1,2	1,0	0,8	0,3	2,9	2,4	2,2	2,1	2,9	34,5	1,9	2,5	6,3	2,6		
13. Scs fournis ou reçus par les admin. publiques	252,8	212,3	214,1	139,1	377,4	127,7	97,8	413,2	63,0	129,4	93,3	146,9	142,4	174,8	243,7	124,8	165,6	255,9	388,0	286,4		
B. Revenus	20,5	9,5	17,6	26,0	17,7	26,0	48,3	168,2	18,3	49,2	305,4	260,3	474,5	687,5	935,8	805,0	1094,5	1266,1	1065,8	2886,8		
14. Rémunérations des salariés	19,9	8,9	12,8	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	27,9	32,3	31,5	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	35,9		
15. Revenus des investissements	0,6	0,6	4,9	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	16,1	277,5	228,0	443,0	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 850,9		
C. Transferts courants	695,1	943,7	1 203,1	1 484,4	1 738,3	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 709,6	2 327,3	233,9	195,8	481,7	622,6	742,5	303,2	845,2	1 019,5	944,7	1 110,8		
16. Transferts publics	475,7	752,6	819,1	909,1	1 243,0	1 385,9	906,5	1 417,5	1 865,9	1 400,8	36,4	30,5	129,6	168,5	202,8	76,0	212,7	246,5	330,3	319,2		
17. Transferts privés	219,4	191,0	384,0	575,3	495,4	318,4	781,5	1 012,9	843,7	926,6	197,5	165,3	352,1	454,0	539,6	227,2	632,6	773,0	614,4	791,7		
TOTAL (A + B+ C)	3 035,0	3 699,0	4 358,4	8 050,8	9 453,9	6 751,3	10 602,8	12 809,9	11 758,9	13 552,9	3 367,5	3 971,0	4 753,7	8 184,9	10 503,7	7 874,2	12 645,0	14 090,5	13 019,4	16 416,3		
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																						
D. Capital	30,4	59,1	151,5	54,8	170,5	403,8	333,6	1 240,5	645,1	167,2	64,5	150,4	69,9	56,3	60,5	259,8	494,2	307,9	158,7	13,9		
D.1. Transferts des capitaux	30,3	59,1	151,5	52,6	170,5	401,0	333,6	1 240,1	645,1	97,5	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5		
Capitaux publics	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	7,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
19. Autres transferts	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	7,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Capitaux privés	-	1,5	0,1	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5		
20. Transferts des migrants	-	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
22. Autres transferts	-	-	0,1	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5		
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin. non produits	0,1	-	-	2,2	-	2,9	-	0,4	0,1	69,7	2,7	-	0,1	0,0	0,6	0,3	1,2	47,0	7,3	3,4		
E. Opérations financières	1 255,3	923,7	1 202,2	2 903,6	3 274,6	2 554,5	5 180,4	3 493,2	6 061,3	4 023,1	1 148,8	748,2	1 270,7	2 958,7	2 983,0	2 240,5	4 341,7	3 100,1	4 715,9	1 241,9		
24. Investissements directs	409,0	266,6	256,1	1 808,0	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2	7,6	13,4	18,4	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7		
25. Investissements de portefeuille	0,0	-	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	2,9	-	-	505,6	294,7	413,3	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	4,2		
26. Autres investissements	846,2	657,1	946,0	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	1 924,8	635,6	440,1	839,0	1 110,8	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	837,1		
TOTAL (D + E)	1 285,6	982,8	1 353,8	2 958,4	3 445,1	2 958,4	5 514,0	4 733,7	6 706,4	4 190,3	1 213,4	898,6	1 340,6	3 015,0	3 043,5	2 500,4	4 836,0	3 407,9	4 874,6	1 255,8		
F. Erreurs et omissions	16,0	-	-	-	16,0	-	166,1	30,10	29,9	-	-	7,3	42,7	80,8	-	247,0	-	-	-	4,5		
Total (A à F)	4 336,6	4 681,8	5 712,1	11 009,2	12 915,0	9 709,6	16 282,9	17 573,7	18 495,2	17 743,2	4 580,9	4 876,9	6 136,9	11 280,6	13 547,2	10 621,6	17 481,0	17 498,4	17 894,0	17 676,6		

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

Tableau III.28 Solde de la balance des paiements

(en millions de USD)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ⁽⁹⁾
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	-508,8	-769,1	-659,8	-334,5	-1 127,6	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 977,8	-1 242,4
Balance commerciale	-134,2	-287,7	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	899,0
1. Marchandises	-134,2	-287,7	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	899,0
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-374,5	-481,4	-472,9	-1 225,2	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 141,4
3. Transports	-291,9	-319,7	-354,3	-712,7	-958,3	-747,6	-1 424,4	-1 298,1	-830,2	-1 137,4
4. Voyages	-46,4	-50,3	-89,7	-108,0	-126,0	-97,3	-138,9	-286,9	-100,6	-169,2
5. Services de communications	32,5	27,4	56,5	61,3	100,0	59,0	66,5	73,2	41,5	16,1
6. Services de bâtiment et travaux publics	-28,8	-23,4	-21,2	-20,8	-28,1	-24,0	-14,1	-18,8	-47,2	-18,5
7. Service d'assurance	-89,4	-89,6	-93,4	-213,7	-249,6	-177,1	-326,1	-332,5	-401,7	-415,4
8. Services financiers	-11,4	-7,9	11,3	13,4	21,2	-2,2	11,8	7,2	-45,7	-36,9
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	39,2	33,1	47,7	51,9	122,4	74,3	-	-	-	-
11. Autres services aux entreprises	-135,6	-114,4	-100,4	-259,8	-285,7	-245,4	-380,4	-449,6	-329,5	-220,7
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-2,3	-1,9	-1,1	-1,0	-1,0	-9,6	-0,7	-1,5	-5,5	-2,3
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	159,5	65,4	71,6	-35,7	133,7	2,9	-67,8	157,3	-325,0	-157,1
B. Revenus	-284,9	-250,8	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9	-1 046,2	-1 097,9	-1 047,5	-2 837,6
14. Rémunérations des salariés	-8,0	-23,4	-18,8	-17,5	-22,7	-11,4	-41,5	75,0	-43,1	-2,8
15. Revenus des investissements	-277,0	-227,4	-438,1	-643,9	-895,3	-767,5	-1 004,7	-1 172,9	-1 004,4	-2 834,8
C. Transferts courants	461,2	747,9	721,4	861,8	995,9	1 401,1	842,7	1 410,9	1 764,8	1 216,5
16. Transferts publics	439,3	722,1	689,5	740,6	1 040,1	1 309,9	693,9	1 171,0	1 535,6	1 081,6
17. Transferts privés	21,9	25,7	31,9	121,2	-44,3	91,1	148,9	239,9	229,2	134,9
TOTAL (A + B + C)	-332,5	-272,0	-395,3	-134,1	-1 049,8	-1 123,0	-2 042,2	-1 280,6	-1 260,5	-2 863,5
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	-34,2	-91,3	81,7	-1,5	110,0	144,0	158,3	932,6	486,4	153,3
D.1. Transferts des capitaux	-31,6	-91,3	81,8	-3,7	110,6	141,4	159,5	979,3	493,7	87,0
Capitaux publics	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	7,8
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	7,8
Capitaux privés	-61,9	-148,8	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6	-237,1	66,3	101,2	79,3
20. Transferts des migrants	-	1,51	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-61,9	-150,4	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6	-237,2	66,3	101,2	79,3
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-2,6	-	-0,1	2,2	-0,6	2,6	-1,2	-46,6	-7,3	66,3
E. Opérations financières	106,4	175,4	-68,5	98,9	291,5	314,0	838,7	393,1	1 345,4	2 781,2
24. Investissements directs	401,5	253,2	237,8	1 793,7	1 672,8	629,0	2 932,1	1 596,0	2 891,6	1 697,6
25. Investissements de portefeuille	-505,6	-294,7	-413,2	-1 833,6	-1 574,9	-1 189,4	-3 237,4	-2 136,9	-3 532,4	-4,2
26. Autres investissements	210,6	217,0	107,0	-15,2	193,7	874,4	1 144,0	934,0	1 986,2	1 087,8
TOTAL (D + E)	72,3	84,2	13,2	97,4	401,6	458,0	678,0	1 325,8	1 831,8	2 934,5
F. Erreurs et omissions	16,0	-7,3	-42,7	-80,8	16,0	-247,0	166,1	30,1	29,9	-4,5
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-244,3	-195,1	-424,8	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	66,6
Moyens de financement	244,3	195,1	424,8	271,0	632,2	912,0	1 198,0	-75,3	-601,2	-66,6
G. Financement traditionnel	-60,7	0,6	-35,8	-293,0	121,3	469,0	771,8	-75,3	-601,2	-66,6
1. Arriérés (réduction -)	-	-	-	-	-	123,7	197,0	-	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-60,7	0,6	-35,8	-293,0	121,3	345,3	574,8	-75,3	-601,2	-66,6
- Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)	-8,9	46,9	31,7	-199,2	82,0	-790,6	-807,0	166,4	-347,2	-66,1
* Crédit net du FMI	117,1	-20,3	44,1	-35,6	-9,5	-526,4	-421,4	157,6	-0,2	-2,2
- FMI compte spécial en DTS	2,4	4,1	1,1	-3,0	-2,8	126,4	69,1	-2,6	0,7	2,0
- Crédit FMI	114,6	-24,4	43,0	-32,6	-6,7	-652,8	-490,5	160,2	-0,8	-4,2
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-126,0	67,2	-12,4	-163,7	91,5	-264,2	-385,7	8,8	-347,1	-46,5
- Autres avoirs en devises	-140,9	100,9	-24,4	-23,6	105,9	-134,9	-376,2	7,8	-347,8	-43,1
- Autres engagements	14,9	-33,7	12,0	-140,0	-14,4	-129,3	-9,4	1,0	0,7	-3,4
- Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)	-51,8	-46,3	-4,1	-93,8	39,3	-445,3	-232,3	-91,1	-254,0	-0,5
* Avoirs	-62,9	-10,1	-71,8	-139,0	-36,7	-401,6	-216,4	-80,7	-304,1	-130,3
* Engagements	11,1	-36,2	67,7	45,2	76,0	-43,7	-15,8	-10,4	50,2	129,8
- Différence de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-17,4
H. Financement exceptionnel	305,0	194,5	460,6	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-	-
1. Consolidation des arriérés	-	-	121,6	-	-	-	-	-	-	-
2. Allègement de la dette	305,0	194,5	339,0	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-	-
- Rééchelonnement dette extérieure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remise de la dette	305,0	194,5	339,0	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-	-
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I. Solde résiduel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.29 Balance des paiements ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

en millions de CDF																						
	Crédit												Débit									
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ⁱⁱ	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ⁱⁱ		
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES																						
A. Biens et services	923 791,5	1 300 950,1	1 468 558,4	3 379 282,4	4 319 428,4	4 049 200,5	8 031 753,4	9 388 683,1	8 302 814,6	10 278 521,1	1 126 439,0	1 665 322,0	1 777 364,6	3 552 106,6	4 952 127,4	5 456 526,1	9 697 314,1	10 853 905,7	10 121 086,4	11 421 117,2		
Balance commerciale	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 028 932,8	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 202 133,9		
1. Marchandises	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 028 932,8	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 202 133,9		
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Services	160 178,5	162 565,6	202 624,4	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	249 588,3	309 355,2	390 651,0	423 979,9	835 820,2	1 178 128,8	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 218 983,3		
3. Transports	3 172,3	5 427,4	1 277,4	11 273,3	20 740,8	42 281,0	80 349,0	105 275,9	83 930,7	84 468,1	119 419,0	156 916,1	167 103,8	379 513,8	558 449,7	645 153,1	1 370 642,9	1 298 783,0	847 198,8	1 130 527,4		
4. Voyages	1 191,1	1 508,4	1 443,6	383,5	383,0	19 337,0	9 719,8	10 481,6	6 340,6	745,9	19 671,1	25 354,2	43 407,3	56 173,8	71 090,9	97 771,8	135 515,3	274 315,1	98 831,7	156 382,8		
5. Services de communications	13 527,2	13 511,1	26 916,8	32 187,7	56 887,7	74 589,9	61 054,3	68 406,4	40 932,8	15 980,3	588,0	547,5	490,0	531,0	781,5	27 003,5	815,3	1 134,4	2 797,2	1 181,1		
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	21 935,5	-	-	-	-	11 477,6	11 063,5	9 902,1	10 729,9	15 792,1	41 320,8	12 772,5	17 265,9	43 354,7	17 055,3		
7. Service d'assurance	-	-	-	-	-	16 129,0	-	5 332,8	-	-	35 601,8	42 450,7	43 709,2	110 420,1	140 081,5	158 949,7	295 397,9	311 075,3	369 287,5	382 024,3		
8. Services financiers	9 060,1	9 049,3	18 028,0	21 558,3	38 101,6	56 243,0	40 881,0	45 604,3	27 415,5	10 703,1	13 592,2	12 792,1	12 742,9	14 659,9	26 189,9	58 056,5	30 164,8	39 017,4	69 437,8	44 600,2		
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
10. Redevances et droits de licence	16 673,9	16 654,1	23 224,8	27 772,7	70 121,2	87 514,0	-	-	-	-	1 045,5	994,9	902,0	977,4	1 438,5	27 630,2	-	-	-	-		
11. Autres services aux entreprises	15 610,4	15 591,9	31 062,1	37 144,8	65 648,8	83 146,2	70 357,4	63 901,1	47 236,7	18 441,4	69 638,4	69 787,9	78 056,1	171 396,3	225 953,6	281 031,7	414 970,3	477 295,5	350 177,7	221 376,9		
12. Soes personnels, culturels et relatifs aux loisirs	243,0	242,7	483,4	578,1	1 021,7	20 030,1	1 087,0	919,4	735,2	287,0	1 168,5	1 126,4	1 008,1	1 092,4	1 607,8	27 791,6	1 721,1	2 333,7	5 754,5	2 429,9		
13. Soes fournis ou reçus par les admin. publiques	100 700,6	100 580,8	100 188,4	71 884,6	211 745,2	102 966,1	88 592,2	379 912,8	57 901,6	118 962,5	37 173,1	69 617,8	66 658,4	90 325,6	136 743,3	100 650,1	150 008,9	235 321,6	356 723,4	263 405,2		
B. Revenus	8 169,7	4 502,5	8 259,5	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	45 262,6	121 650,4	123 304,1	222 109,2	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 654 893,7		
14. Rémunérations des salariés	7 932,2	4 206,4	5 969,2	4 556,2	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	11 104,3	15 282,1	14 749,3	13 616,1	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	33 027,6		
15. Revenus des investissements	237,4	296,1	2 290,3	8 886,0	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	14 811,1	110 546,1	108 022,0	207 359,9	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 675,3	1 127 693,8	929 008,9	2 621 866,1		
C. Transferts courants	276 867,0	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 140 390,8	93 180,1	92 759,4	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 021 610,8		
16. Transferts publics	189 466,1	356 577,2	383 374,1	469 719,9	697 448,3	1 117 634,8	821 153,8	1 303 307,0	1 715 458,5	1 288 245,6	14 502,4	14 440,6	60 655,3	87 068,3	113 810,3	61 251,1	192 629,2	226 642,1	303 671,3	293 547,2		
17. Transferts privés	87 400,9	90 506,0	179 727,6	297 240,9	277 969,3	256 756,5	707 895,2	931 301,3	775 623,1	852 145,2	78 677,7	78 318,9	164 815,4	234 594,3	302 803,3	183 257,0	573 032,2	710 727,5	564 892,5	728 063,7		
TOTAL (A + B + C)	1 208 828,1	1 752 535,7	2 039 919,7	4 159 685,4	5 304 795,6	5 444 570,9	9 604 555,0	11 777 941,3	10 810 685,2	12 464 174,5	1 341 269,6	1 881 385,5	2 224 944,5	4 228 976,2	5 893 832,6	6 350 192,8	11 454 465,4	12 955 379,0	11 969 505,5	15 097 621,7		
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																						
D. Capital	12 090,8	27 996,6	70 931,0	28 300,4	95 679,4	325 680,7	302 191,8	1 140 566,0	593 105,0	153 784,0	25 698,0	71 234,7	32 705,2	29 095,9	33 945,8	209 554,7	447 698,6	283 056,4	145 945,3	12 761,0		
D.1. Transferts des capitaux	12 055,9	27 996,6	70 931,0	27 171,8	95 679,4	323 566,1	302 191,8	1 140 198,2	593 049,2	89 675,3	24 637,2	71 234,7	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8		
Capitaux publics	12 055,9	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 782,6	7 137,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
19. Autres transferts	12 055,9	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 782,6	7 137,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Capitaux privés	-	714,8	58,6	848,7	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	24 637,2	71 234,7	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8		
20. Transferts des migrants	-	714,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
22. Autres transferts	-	-	58,6	848,7	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	24 637,2	71 234,7	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8		
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin. non produits	34,9	-	-	1 128,6	-	2 324,6	-	367,8	55,9	64 108,7	1 060,7	-	60,8	15,5	346,3	222,9	1 050,8	43 223,3	6 743,4	3 135,3		
E. Opérations financières	499 966,7	437 617,8	562 689,3	1 500 238,3	1 837 428,9	2 060 087,5	4 692 687,6	3 211 789,7	5 572 525,1	3 699 908,0	457 577,1	354 504,2	594 744,3	1 528 687,5	1 673 843,6	1 806 879,7	3 932 968,7	2 850 315,9	4 335 597,5	1 142 131,7		
24. Investissements directs	162 916,9	126 309,9	119 875,8	934 174,8	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	3 013,3	6 370,2	8 591,8	7 389,8	30 332,7	28 065,0	6 522,1	83 554,8	386 623,8	368 478,2		
25. Investissements de portefeuille	4,0	-	51,1	-	56,1	-	271,8	2 666,4	-	-	201 389,6	139 623,1	193 446,9	947 369,0	883 785,7	959 232,5	2 932 846,0	1 967 427,3	3 247 587,5	3 821,0		
26. Autres investissements	337 045,8	311 307,9	442 772,4	566 064,4	868 404,7	1 524 762,2	2 029 875,8	1 658 119,1	2 527 467,3	1 770 210,3	253 174,1	208 510,8	392 705,6	573 928,7	759 725,2	819 582,2	993 600,6	799 333,8	701 386,2	769 832,5		
TOTAL (D + E)	512 057,6	465 614,4	633 630,3	1 528 539,7	1 933 108,3	2 385 768,2	4 994 879,5	4 352 355,7	6 165 630,2	3 853 692,0	483 275,0	425 738,9	627 449,5	1 557 783,4	1 707 789,4	2 016 434,4	4 380 667,3	3 133 372,3	4 481 542,7	1 154 892,7		
F. Erreurs et omissions	6 364,8	-	-	-	8 977,9	-	150 461,8	27 675,2	27 488,9	-	-	3 458,6	19 985,6	41 727,1	-	199 193,7	-	-	-	4 139,1		
Total (A à F)	1 727 250,5	2 218 150,2	2 673 550,0	5 688 225,0	7 246 881,9	7 830 338,1	14 749 896,2	16 157 972,1	17 003 804,3	16 317 866,5	1 824 544,6	2 310 583,1	2 872 379,7	5 828 486,7	7 601 622,0	8 565 820,9	15 835 132,7	16 088 751,3	16 451 048,3	16 256 653,5		
Taux de change moyen CDF/1 USD	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7		

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

Tableau III.30 Solde de la balance des paiements
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(a)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	-202 647,5	-364 371,9	-308 806,2	-172 824,3	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 142 596,1
Balance commerciale	-53 470,8	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	826 798,9
1. Marchandises	-53 470,8	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	826 798,9
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-149 176,7	-228 085,4	-221 355,4	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-1 969 395,0
3. Transports	-116 246,8	-151 488,7	-165 826,4	-368 240,5	-537 708,9	-602 872,1	-1 290 293,9	-1 193 507,0	-763 268,2	-1 046 059,4
4. Voyages	-18 480,0	-23 845,8	-41 963,7	-55 790,3	-70 707,9	-78 434,8	-125 795,5	-263 833,4	-92 491,1	-155 636,9
5. Services de communications	12 959,2	12 963,6	26 426,7	31 656,7	56 106,2	47 586,4	60 239,1	67 272,0	38 135,6	14 799,2
6. Services de bâtiment et travaux publics	-11 477,6	-11 063,5	-9 902,1	-10 729,9	-15 792,1	-19 385,3	-12 772,5	-17 265,9	-43 354,7	-17 055,3
7. Service d'assurance	-35 601,8	-42 450,7	-43 709,2	-110 420,1	-140 081,5	-142 820,7	-295 397,9	-305 742,5	-369 287,5	-382 024,3
8. Services financiers	-4 532,1	-3 742,8	5 285,1	6 898,3	11 911,7	-1 813,5	10 716,2	6 586,9	-42 022,3	-33 897,1
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	15 628,4	15 659,1	22 322,8	26 795,3	68 682,6	59 883,8	-	-	-	-
11. Autres services aux entreprises	-54 027,9	-54 196,0	-46 994,0	-134 251,5	-160 304,8	-197 885,6	-344 612,8	-413 394,3	-302 941,0	-202 935,6
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-925,6	-883,7	-524,7	-514,3	-586,0	-7 761,5	-634,1	-1 414,3	-5 019,4	-2 142,9
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	63 527,5	30 963,0	33 530,0	-18 441,0	75 001,9	2 316,0	-61 416,7	144 591,3	-298 821,8	-144 442,7
B. Revenus	-113 480,8	-118 801,6	-213 849,7	-341 764,7	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 609 631,1
14. Rémunérations des salariés	-3 172,1	-11 075,7	-8 780,1	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7	-2 576,1
15. Revenus des investissements	-110 308,7	-107 725,9	-205 069,6	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-923 435,6	-2 607 055,0
C. Transferts courants	183 686,8	354 323,8	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 118 780,0
16. Transferts publics	174 963,7	342 136,6	322 718,8	382 651,6	583 638,0	1 056 383,7	628 524,6	1 076 664,9	1 411 787,2	994 698,5
17. Transferts privés	8 723,1	12 187,1	14 912,2	62 646,5	-24 834,0	73 499,5	134 863,1	220 573,8	210 730,5	124 081,5
TOTAL (A + B + C)	-132 441,4	-128 849,8	-185 024,9	-69 290,9	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 633 447,3
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	-13 607,1	-43 238,1	38 225,8	-795,5	61 733,6	116 125,9	143 432,4	857 509,6	447 159,7	141 023,0
D.1. Transferts des capitaux	-12 581,3	-43 238,1	38 286,7	-1 908,6	62 080,0	114 024,2	144 483,2	900 365,1	453 847,3	80 049,5
Capitaux publics	12 055,9	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	7 137,8
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	12 055,9	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	7 137,8
Capitaux privés	-24 637,2	-70 519,9	-32 585,7	-28 231,7	-3 602,0	-69 020,4	-214 777,2	60 915,9	93 084,7	72 911,8
20. Transferts des migrants	-	714,8	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-24 637,2	-71 234,7	-32 585,7	-28 231,7	-3 602,0	-69 020,4	-214 840,6	60 915,9	93 084,7	72 911,8
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-1 025,8	-	-60,8	1 113,1	-346,3	2 101,8	-1 050,8	-42 855,5	-6 687,5	60 973,4
E. Opérations financières	42 389,7	83 113,6	-32 045,0	51 097,2	163 585,3	253 207,8	759 737,1	361 473,8	1 236 927,7	2 557 776,3
24. Investissements directs	159 903,6	119 939,7	111 284,0	926 785,0	938 635,4	507 260,3	2 656 018,0	1 467 449,4	2 658 434,0	1 561 219,6
25. Investissements de portefeuille	-201 385,6	-139 623,1	-193 395,8	-947 369,0	-883 729,6	-959 232,5	-2 932 574,2	-1 964 760,9	-3 247 587,5	-3 821,0
26. Autres investissements	83 871,7	102 797,1	50 066,8	-7 864,3	108 679,5	705 180,0	1 036 275,2	858 785,2	1 826 081,1	1 000 377,8
TOTAL (D + E)	28 782,6	39 875,5	6 180,8	50 301,7	225 318,9	369 333,7	614 166,8	1 218 983,3	1 684 087,4	2 698 799,3
F. Erreurs et omissions	6 364,8	-3 458,6	-19 985,6	-41 727,1	8 977,9	-199 193,7	150 461,8	27 675,2	27 488,9	-4 139,1
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-97 294,0	-92 432,9	-198 829,7	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	552 756,1	61 213,0
Moyens de financement	97 294,0	92 432,9	198 829,7	140 003,5	354 743,6	735 481,8	1 085 209,3	-69 220,9	-552 756,1	-61 213,0
G. Financement traditionnel	-24 184,6	284,3	-16 756,1	-140 003,5	68 064,0	378 226,1	699 127,6	-69 220,9	-552 756,1	-61 213,0
1. Arriérés (réduction -)	-	-	-	-	-	99 758,1	178 451,9	-	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-24 184,6	284,3	-16 756,1	-151 404,2	68 064,0	278 467,9	520 675,7	-69 220,9	-552 756,1	-61 213,0
- Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)	-3 552,8	22 220,3	14 837,1	-102 939,2	46 011,9	-637 581,1	-731 063,6	152 967,3	-319 226,7	-44 790,1
* Crédit net du FMI	46 632,7	-9 617,7	20 640,9	-18 369,5	-5 330,6	-424 516,4	-381 701,7	144 903,8	-153,1	-2 018,4
- FMI compte spécial en DTS	971,8	1 942,5	514,9	-1 547,9	-1 571,1	101 935,6	62 594,7	-2 408,9	622,3	1 818,9
- Crédit FMI	45 660,9	-11 560,2	20 126,0	-16 821,6	-3 759,5	-526 452,0	-444 296,3	147 312,8	-775,4	-3 837,3
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-50 185,5	31 838,1	-5 803,8	-84 569,7	51 342,6	-213 064,7	-349 361,9	8 063,5	-319 073,6	-42 771,6
- Autres avoirs en devises	-56 120,2	47 804,5	-11 420,4	-12 217,4	59 422,7	-108 790,4	-340 820,3	7 180,8	-319 712,4	-39 680,3
- Autres engagements	5 934,6	-15 966,4	5 616,6	-72 352,3	-8 080,1	-104 274,3	-8 541,6	882,7	638,8	-3 091,4
- Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)	-20 631,8	-21 936,0	-1 919,0	-48 465,0	22 052,1	-359 113,1	-210 387,8	-83 805,8	-233 529,4	-458,1
* Avoirs	-25 052,9	-4 785,2	-33 605,8	-71 840,8	-20 593,1	-323 871,2	-196 040,9	-74 186,4	-279 609,9	-119 871,8
* Engagements	4 421,1	-17 150,9	31 686,8	23 375,8	42 645,2	-35 242,0	-14 347,0	-9 619,4	46 080,6	119 413,7
- Différence de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-15 964,8
H. Financement exceptionnel	121 478,7	92 148,6	215 585,8	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	-	-	-
1. Consolidation des arriérés	-	-	56 909,9	-	-	-	-	-	-	-
2. Allègement de la dette	121 478,7	92 148,6	158 675,9	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	-	-	-
- Rééchelonnement dette extérieure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remise de la dette	121 478,7	92 148,6	158 675,9	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	-	-	-
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I. Solde résiduel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.31 Balance des paiements agrégée selon la 6^{ème} édition du Manuel du FMI (MBP6)
(en millions de USD)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(*)
I. COMPTE COURANT OU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. RECETTES	3 035,0	3 699,0	4 358,4	8 050,8	9 453,9	6 751,3	10 602,8	12 809,9	11 758,9	13 552,9
Biens et services	2 319,3	2 745,9	3 137,6	6 540,4	7 697,9	5 021,0	8 866,5	10 211,3	9 031,1	11 176,3
Biens	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	10 904,9
Services	402,2	343,1	432,9	392,5	828,1	650,0	388,6	739,4	287,7	271,4
Revenus primaires	20,5	9,5	17,6	26,0	17,7	26,0	48,3	168,2	18,3	49,2
Rémunération des salariés	19,9	8,9	12,8	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1
Revenus de placements	0,6	0,6	4,9	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	16,1
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	695,1	943,7	1 203,1	1 484,4	1 738,3	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 709,6	2 327,3
B. PAIEMENTS	3 367,5	3 971,0	4 753,7	8 184,9	10 503,7	7 874,2	12 645,0	14 090,5	13 019,4	16 416,3
Biens et services	2 828,1	3 515,0	3 797,4	6 874,9	8 825,4	6 766,1	10 705,2	11 804,9	11 008,8	12 418,7
Biens	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 005,9
Services	776,7	824,5	905,8	1 617,7	2 099,6	1 817,0	2 662,7	2 889,3	2 331,6	2 412,8
Revenus primaires	305,4	260,3	474,5	687,5	935,8	805,0	1 094,5	1 266,1	1 065,8	2 886,8
Rémunération des salariés	27,9	32,3	31,5	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	35,9
Revenus de placements	277,5	228,0	443,0	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 850,9
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	233,9	195,8	481,7	622,6	742,5	303,2	845,2	1 019,5	944,7	1 110,8
C. SOLDES	-332,5	-272,0	-395,3	-134,1	-1 049,8	-1 123,0	-2 042,2	-1 280,6	-1 260,5	-2 863,5
Biens et services	-508,8	-769,1	-659,8	-334,5	-1 127,6	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 977,8	-1 242,4
Biens	-134,2	-287,7	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	899,0
Services	-374,5	-481,4	-472,9	-1 225,2	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 141,4
Revenus primaires	-284,9	-250,8	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9	-1 046,2	-1 097,9	-1 047,5	-2 837,6
Rémunération des salariés	-8,0	-23,4	-18,8	-17,5	-22,7	-11,4	-41,5	75,0	-43,1	-2,8
Revenus de placements	-277,0	-227,4	-438,1	-643,9	-895,3	-767,5	-1 004,7	-1 172,9	-1 004,4	-2 834,8
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	461,2	747,9	721,4	861,8	995,9	1 401,1	842,7	1 410,9	1 764,8	1 216,5
II. COMPTE DE CAPITAL	-34,2	-91,3	81,7	-1,5	110,0	144,0	-160,6	932,6	486,4	153,3
III. SOLDE DU COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL	-366,7	-363,2	-313,6	-135,6	-939,7	-979,0	-2 202,8	-348,0	-774,1	-2 710,1
IV. COMPTE FINANCIER, PRETS NETS (+)/ EMPRUNTS NETS (-)	-350,7	-370,5	-356,3	-215,9	-923,7	-1 226,0	-2 036,7	-317,9	-744,2	-2 714,6
Acquisition nette d'actifs financiers	904,6	553,1	845,9	2 687,7	2 350,8	1 328,5	3 143,7	3 175,3	5 317,1	1 308,5
Investissements directs	7,6	13,4	18,4	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7
Investissements de portefeuille	505,6	294,7	413,3	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	4,2
Autres investissements	635,6	440,1	839,0	1 110,8	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	837,1
Avoirs de réserves	-244,3	-195,1	-424,8	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	66,6
Accroissement net du passif	1 255,3	923,7	1 202,2	2 903,6	3 274,6	2 554,5	5 180,4	3 493,2	6 061,3	4 023,1
Investissements directs	409,0	266,6	256,1	1 808,0	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2
Investissements de portefeuille	0,0	-	0,1	-	0,1	-	0,3	2,9	-	-
Autres investissements	846,2	657,1	946,0	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	1 924,8
VI. ERREURS ET OMISSIONS NETTES ^(*)	16,0	-7,3	-42,7	-80,2	16,0	-247,0	166,1	30,1	29,9	-4,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) Compte financier net moins la somme des soldes des comptes courant et de capital.

Tableau III.32 Balance des paiements agrégée selon la 6^{ème} édition du Manuel du FMI (MBP6)
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(*)
I. COMPTE COURANT OU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. RECETTES	1 208 828,1	1 752 535,7	2 039 919,7	4 159 685,4	5 304 795,6	5 444 570,9	9 604 555,0	11 777 941,3	10 810 685,2	12 464 174,5
Biens et services	923 791,5	1 300 950,1	1 468 558,4	3 379 282,4	4 319 428,4	4 049 200,5	8 031 753,4	9 388 683,1	8 302 814,6	10 278 521,1
Biens	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 028 932,8
Services	160 178,5	162 565,6	202 624,4	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	249 588,3
Revenus primaires	8 169,7	4 502,5	8 259,5	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	45 262,6
Rémunération des salariés	7 932,2	4 206,4	5 969,2	4 556,2	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5
Revenus de placements	237,4	296,1	2 290,3	8 886,0	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	14 811,1
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	276 867,0	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 140 390,8
B. PAIEMENTS	1 341 269,6	1 881 385,5	2 224 944,5	4 228 976,2	5 893 832,6	6 350 192,8	11 454 465,4	12 955 379,0	11 969 505,5	15 097 621,7
Biens et services	1 126 439,0	1 665 322,0	1 777 364,6	3 552 106,6	4 952 127,4	5 456 526,1	9 697 314,1	10 853 905,7	10 121 086,4	11 421 117,2
Biens	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 202 133,9
Services	309 355,2	390 651,0	423 979,9	835 820,2	1 178 128,8	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 218 983,3
Revenus primaires	121 650,4	123 304,1	222 109,2	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 654 893,7
Rémunération des salariés	11 104,3	15 282,1	14 749,3	13 616,1	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	33 027,6
Revenus de placements	110 546,1	108 022,0	207 359,9	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 675,3	1 127 693,8	929 008,9	2 621 866,1
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	93 180,1	92 759,4	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 021 610,8
C. SOLDES	-132 441,4	-128 849,8	-185 024,9	-69 290,9	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 633 447,3
Biens et services	-202 647,5	-364 371,9	-308 806,2	-172 824,3	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 142 596,1
Biens	-53 470,8	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	826 798,9
Services	-149 176,7	-228 085,4	-221 355,4	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-1 969 395,0
Revenus primaires	-113 480,8	-118 801,6	-213 849,7	-341 764,7	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 609 631,1
Rémunération des salariés	-3 172,1	-11 075,7	-8 780,1	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7	-2 576,1
Revenus de placements	-110 308,7	-107 725,9	-205 069,6	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-923 435,6	-2 607 055,0
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	183 686,8	354 323,8	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 118 780,0
II. COMPTE DE CAPITAL	-13 607,1	-43 238,1	38 225,8	-795,5	61 733,6	116 125,9	143 432,4	857 509,6	447 159,7	141 023,0
III. SOLDE DU COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL	-146 048,5	-172 087,9	-146 799,0	-70 086,4	-527 303,4	-789 496,0	-1 706 478,0	-319 928,1	-711 660,5	-2 492 424,3
IV. COMPTE FINANCIER, PRETS NETS (+)/ EMPRUNTS NETS (-)	-139 683,7	-175 546,5	-166 784,7	-111 546,6	-518 328,9	-988 689,6	-1 844 928,2	-292 252,9	-684 171,6	-2 496 563,3
Acquisition nette d'actifs financiers	360 283,0	262 071,3	395 914,6	1 388 692,7	1 319 100,0	1 071 397,9	2 847 759,4	2 919 536,8	4 888 353,5	1 203 344,7
Investissements directs	3 013,3	6 370,2	8 591,8	7 389,8	30 332,7	28 065,0	6 522,1	83 554,8	386 623,8	368 478,2
Investissements de portefeuille	201 389,6	139 623,1	193 446,9	947 369,0	883 785,7	959 232,5	2 932 846,0	1 967 427,3	3 247 587,5	3 821,0
Autres investissements	253 174,1	208 510,8	392 705,6	573 928,7	759 725,2	819 582,2	993 600,6	799 333,8	701 386,2	769 832,5
Avoirs de réserves	-97 294,0	-92 432,9	-198 829,7	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	552 756,1	61 213,0
Accroissement net du passif	499 966,7	437 617,8	562 699,3	1 500 239,3	1 837 428,9	2 060 087,5	4 692 687,6	3 211 789,7	5 572 525,1	3 699 908,0
Investissements directs	162 916,9	126 309,9	119 875,8	934 174,8	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7
Investissements de portefeuille	4,0	0,0	51,1	0,0	56,1	0,0	271,8	2 666,4	0,0	0,0
Autres investissements	337 045,8	311 307,9	442 772,4	566 064,4	868 404,7	1 524 762,2	2 029 875,8	1 658 119,1	2 527 467,3	1 770 210,3
VI. ERREURS ET OMISSIONS NETTES ^(*)	6 364,8	-3 458,6	-19 985,6	-41 727,1	8 977,9	-199 193,7	-150 461,8	27 675,2	27 488,9	-4 139,1
Taux de change moyen CDF/1 USD	398,30	473,78	468,05	516,68	561,12	806,45	905,85	919,44	919,36	919,67

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) Compte financier net moins la somme des soldes des comptes courant et de capital.

**Tableau III.33 Répartition des recettes d'exportation de marchandises
par groupe d'entreprises**
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ⁽¹⁾	2012 ⁽¹⁾	2013 ⁽¹⁾
A. Entreprises minières	477 493,6	697 224,6	876 247,5	2 639 461,7	3 191 204,3	3 394 965,5	6 930 388,8	7 648 698,4	7 048 669,1	8 993 847,0
Gécamines et Partenaires ⁽¹⁾	44 866,7	66 821,8	171 930,5	137 890,4	118 911,3	90 815,9	6 272 992,1	7 206 119,8	6 636 587,9	8 672 257,8
MIBA ⁽²⁾	38 871,7	42 817,7	13 673,9	3 832,7	5 634,6	-	-	-	-	-
Sengamines ⁽²⁾	4 706,8	4 254,1	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptoirs diamant ⁽²⁾	245 613,3	442 896,2	300 624,3	319 057,9	280 338,3	168 417,5	255 828,7	304 765,6	245 083,9	184 515,1
KDC ⁽²⁾	564,9	-	-	232,5	-	-	-	-	-	-
Comptoirs d'Or ⁽³⁾	-	-	714,0	1 094,4	2 034,8	4 885,4	5 345,4	9 255,6	94 626,8	137 074,1
Autres	142 870,2	140 434,7	389 304,9	2 177 353,8	2 784 285,4	3 130 846,7	396 222,6	128 557,4	72 370,5	0,1
B. Entreprises agricoles	17 001,5	29 001,8	40 281,5	67 071,6	72 813,9	38 010,0	75 192,2	79 148,5	72 649,8	154 616,6
C. Entreprises industrielles et non définies	150 491,8	260 192,9	235 583,6	340 994,6	463 025,5	45 266,9	620 772,3	930 116,9	880 356,2	821 347,4
Sous-total	644 986,9	986 419,3	1 152 112,7	3 047 528,0	3 727 043,8	3 478 242,4	7 626 353,3	8 657 963,8	8 001 675,1	9 969 811,0
D. Ajustements	118 626,1	151 965,2	113 821,3	128 971,4	127 734,7	46 786,3	53 359,3	50 883,5	36 638,5	59 121,8
-Produits miniers	112 147,0	146 155,7	99 848,6	105 434,0	94 342,9	24 464,4	25 582,8	30 476,6	24 508,4	20 506,3
Diamant	112 147,0	146 155,7	99 206,0	104 449,0	92 511,5	20 067,6	25 582,8	30 476,6	24 508,4	20 506,3
Autres	-	-	642,6	985,0	1 831,3	4 396,9	-	-	-	-
-Produits agricoles	4 681,6	2 958,1	11 846,5	21 805,2	31 677,1	18 051,6	25 357,2	18 081,5	10 619,4	35 311,8
Café	4 298,8	2 668,2	10 581,6	19 986,3	29 950,8	18 047,6	25 357,2	17 331,4	10 183,1	28 563,1
Autres	382,8	289,9	1 264,8	1 818,8	1 726,3	4,0	-	750,1	436,3	6 748,7
-Produits industriels	1 797,5	2 851,4	2 126,2	1 732,2	1 714,7	4 270,2	2 419,2	2 325,4	1 510,7	3 303,7
Total des recettes d'exportation des marchandises	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,3	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 847,2	8 038 313,6	10 028 932,8
Taux de change moyen CDF/1 USD	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cuivre, Cobalt, concentré de Zinc, Argent, Or, Cadmium et Germanium.

(2) Diamant industriel et artisanal.

(3) Or.

Tableau III.34 Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement ⁽¹⁾

(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ⁽ⁱ⁾	2012 ⁽ⁱ⁾	2013 ⁽ⁱ⁾
A. Ressources propres	388 191,1	721 649,1	884 205,1	1 193 028,8	2 279 889,3	2 919 405,5	6 628 862,5	6 239 313,2	5 196 933,1	6 879 310,9
B. Ressources extérieures	428 892,6	553 021,9	469 179,6	1 523 257,6	1 494 109,3	1 071 761,5	656 442,6	1 958 050,8	2 780 589,9	2 322 823,0
1. Dons et contributions assimilables	120 417,4	254 859,3	224 947,8	492 522,4	465 271,2	321 528,4	-	1 034 070,1	1 406 676,0	1 159 421,0
Etat	120 417,4	254 859,3	224 947,8	492 522,4	465 271,2	321 528,4	-	1 034 070,1	1 406 676,0	1 159 421,0
Particuliers et organismes bénévoles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Prêts à des conditions spéciales	58 077,9	107 003,5	86 590,4	-	-	-	-	-	-	-
Etat	58 077,9	107 003,5	86 590,4	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Capitaux	250 397,3	191 159,1	157 641,3	1 030 735,2	1 028 838,1	750 233,0	656 442,6	923 980,7	1 373 913,9	1 163 402,0
Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements en nature	214 809,5	148 407,1	123 566,9	992 043,1	990 517,7	725 797,8	640 432,7	908 691,1	1 362 920,0	1 139 753,3
Apports non contrôlés	35 587,8	42 752,0	34 074,5	38 692,1	38 320,4	24 435,2	16 009,9	15 289,6	10 993,9	23 648,7
Total	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 202 133,9
Taux de change moyen CDF/1 USD	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

Tableau III.35 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(p)	2012 ^(p)	2013 ^(p)
Produits miniers et hydrocarbures	732 942,5	1 098 536,5	1 206 422,5	3 061 196,8	3 716 786,8	3 434 884,1	7 550 445,5	8 583 093,7	7 927 148,0	9 794 648,0
Cuivre	22 751,4	55 749,2	219 479,6	1 053 966,4	1 379 307,9	1 335 569,5	2 814 496,8	3 772 693,0	4 165 310,1	6 801 880,0
Cobalt	162 102,9	277 147,1	245 101,3	1 193 656,8	1 425 733,5	1 385 503,9	3 436 324,1	3 395 224,4	2 445 988,2	1 681 242,5
Zinc	2 118,8	10 142,7	106 198,7	57 263,5	13 961,0	25 343,2	18 503,9	38 181,7	18 854,1	21 755,2
Diamant	401 903,7	548 464,1	409 525,8	427 569,8	378 484,0	189 336,9	281 246,5	335 241,2	269 592,3	225 569,1
Argent	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	0,0	0,0	1 343,0	2 079,3	3 866,1	4 907,5	5 341,9	9 255,6	94 626,8	137 074,1
Cassitérite	0,0	0,0	0,0	9 208,1	76 447,7	91 923,7	121 734,0	123 632,2	56 296,5	61 580,4
Pétrole brut	143 301,8	205 110,3	209 594,4	316 315,7	433 325,7	394 129,6	594 124,6	903 940,7	870 129,2	797 147,3
Autres	763,8	1 923,1	15 179,6	1 137,2	5 660,9	8 169,8	278 673,7	4 924,8	6 350,8	68 399,2
Produits agricoles	21 683,1	27 555,7	45 408,7	84 878,8	100 131,5	62 609,4	100 548,6	97 256,1	84 066,8	193 925,3
Produits du règne animal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Café	7 164,6	3 834,2	17 520,1	33 310,4	49 917,9	30 215,3	42 261,7	28 885,5	16 971,8	47 605,2
Thé	0,0	0,0	40,3	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cacao	1 139,5	437,0	79,4	1 080,2	120,0	24,3	37,5	159,0	47,4	35 750,4
Rauwolfia	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme, palmistes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux (palmistes, coton)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	1 704,2	1 787,8	3 529,3	8 797,6	9 132,5	0,0	0,0	8 251,0	4 363,1	8 693,3
Bois	11 674,8	21 496,7	24 239,5	41 690,1	40 941,5	32 369,8	58 231,4	59 960,6	61 431,2	97 879,6
Quinquina	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	19,1	0,0	18,1	0,0	1 253,2	3 996,9
Produits industriels	8 987,4	12 292,3	14 102,8	30 424,0	37 860,2	27 535,2	28 718,4	28 498,9	27 106,8	40 359,5
Ciment	6 047,3	7 784,7	9 110,9	7 110,6	6 889,7	12 722,1	12 096,0	11 627,1	7 553,6	5 441,4
Produits chimiques	151,0	515,9	391,8	436,8	474,3	684,8	0,0	0,0	0,0	75,9
Sucre de canne	2 508,6	3 491,8	3 601,1	4 014,6	4 359,9	6 294,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	280,5	499,8	999,0	18 862,1	26 136,2	7 833,8	16 622,4	16 871,9	19 553,2	34 842,2
Total	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 028 932,8
Taux de change moyen CDF/1 USD	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7

Source: Banque Centrale du Congo et CEEC.

Tableau III.36 Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres ⁽¹⁾

(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(e)	2012 ^(e)	2013 ^(e)
A. Biens de consommation	378 167,7	539 992,2	468 503,2	675 557,8	813 960,4	1 051 514,6	1 216 052,2	1 860 959,0	1 720 603,9	2 252 415,2
Alimentation, boissons, tabacs	225 388,0	321 835,4	279 227,9	402 632,5	485 120,4	626 702,7	724 767,1	1 079 869,9	1 012 063,4	1 324 876,1
Textiles, habillement	9 454,2	13 499,8	11 712,6	16 888,9	20 349,0	26 287,9	30 401,3	51 749,3	133 742,6	175 080,4
Autres biens non durables	43 489,3	62 099,1	53 877,9	77 689,2	93 605,4	120 924,2	139 846,0	238 046,7	280 799,9	367 590,7
Biens de consommation durables	99 836,3	142 557,9	123 684,8	178 347,3	214 885,5	277 599,8	321 037,8	491 293,2	293 997,9	384 868,0
B. Energie	242 509,0	456 147,4	250 472,6	330 681,0	613 956,5	547 522,5	684 009,8	934 951,7	2 693 569,7	881 379,9
Matières brutes	485,0	912,3	500,9	661,4	1 227,9	1 095,0	1 368,0	1 869,9	725 905,0	237 527,9
Matières élaborées	242 024,0	455 235,1	249 971,7	330 019,6	612 728,6	546 427,5	682 641,7	933 081,8	1 967 664,7	643 851,9
C. Matières premières et semi-produits	90 462,7	119 667,5	69 721,4	88 108,6	172 161,9	164 062,9	213 144,4	331 772,1	712 888,7	339 507,4
Destinés à l'alimentation	42 336,5	56 004,4	32 629,6	41 234,8	80 571,8	76 781,4	99 751,6	154 992,9	348 807,4	166 116,6
Destinés à l'agriculture	2 080,6	2 752,4	1 603,6	2 026,5	3 959,7	3 773,4	4 902,3	7 907,3	8 580,7	4 086,5
Textiles, cuirs, caoutchouc	10 403,2	13 761,8	8 018,0	10 132,5	19 798,6	18 867,2	24 511,6	33 602,5	12 828,1	6 109,3
Produits chimiques, colorants	20 716,0	27 403,9	15 966,2	20 176,9	39 425,1	37 570,4	48 810,1	62 475,8	159 432,6	75 928,4
Matériaux de construction	4 523,1	5 983,4	3 486,1	4 405,4	8 608,1	8 203,1	10 657,2	36 987,0	90 332,1	43 019,9
Minerais et produits métalliques	6 784,7	8 975,1	5 229,1	6 608,1	12 912,1	12 304,7	15 985,8	24 071,0	39 709,0	18 911,1
Autres	3 618,5	4 786,7	2 788,9	3 524,3	6 886,5	6 562,5	8 525,8	11 735,8	53 198,8	25 335,5
D. Biens d'équipement	105 944,4	158 863,9	564 687,5	1 621 939,0	2 173 919,8	2 228 067,0	5 172 098,8	5 069 681,2	2 850 460,7	5 728 831,4
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	9 535,0	14 297,8	50 821,9	145 974,5	195 652,8	200 526,0	465 488,9	454 243,4	523 012,2	1 051 157,8
Véhicules routiers non domestiques	55 514,9	83 244,7	295 896,3	849 896,0	1 139 133,9	1 167 507,1	2 710 179,8	1 698 530,7	124 649,0	250 521,4
Autres matériels de transport	3 919,9	5 878,0	20 893,4	60 011,7	80 435,0	82 438,5	191 367,7	119 934,4	74 131,4	148 990,4
Machines pour industries spécialisées	3 602,1	5 401,4	19 199,4	55 145,9	73 913,3	75 754,3	175 851,4	1 775 909,3	228 952,7	460 152,6
Autres	33 372,5	50 042,1	177 876,6	510 910,8	684 784,7	701 841,1	1 629 211,1	1 021 063,3	1 899 715,4	3 818 009,3
E. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 202 133,9
Taux de change moyen CDF/1 USD	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

Tableau III.37 Dette extérieure
(en millions de USD)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(a)
Stock	11 186,3	9 999,6	10 522,1	10 973,2	10 878,8	12 467,7	4 783,4	4 652,2	4 939,7	5 191,0
* F.M.I.	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4	1 602,4	321,5	476,4	476,0	476,0
* Club de Paris	6 418,8	5 106,0	5 349,0	5 856,4	5 972,3	6 679,3	353,2	346,5	354,9	158,1
* Club de Kinshasa	438,6	471,6	612,7	586,3	540,3	609,2	1 452,0	1 497,6	1 776,8	2 409,7
* Club de Londres	58,1	28,6	28,6	41,4	41,4	41,4	80,8	80,8	80,8	80,8
* Institutions multilatérales	3 125,2	3 297,4	3 383,3	3 446,2	3 501,7	3 371,8	2 570,0	2 245,0	2 245,7	2 060,9
dont BAD	1 041,9	969,9	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0	-	1 208,5	-	-
* Autres	330,2	303,6	317,3	175,8	169,7	163,7	5,9	6,0	5,4	5,4
Encours	10 943,3	9 884,6	9 761,9	10 606,2	10 383,9	10 764,7	4 197,4	4 089,7	4 455,0	4 703,9
* F.M.I.	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4	796,9	321,5	476,4	476,4	476,0
* Club de Paris	6 354,9	5 106,0	5 272,7	5 650,1	5 640,0	5 944,9	352,5	345,4	354,8	158,1
* Club de Kinshasa	340,7	363,2	255,5	439,9	396,9	463,9	1 025,2	1 095,3	1 372,7	2 003,5
* Club de Londres	28,8	28,6	28,6	28,6	28,6	28,6	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	3 078,2	3 295,6	3 373,9	3 444,6	3 500,2	3 371,6	2 492,3	2 166,8	2 245,7	2 060,9
dont BAD	1 041,9	-	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0	-	1 208,5	1 005,0	851,5
* Autres	325,3	298,8	-	175,8	164,9	158,8	5,91	6,0	5,4	5,4
Service de la dette										
- Service dû	954,6	720,0	931,3	675,3	1 751,9	2 538,1	192,6	168,0	172,9	191,5
* F.M.I.	-	-	3,5	70,3	146,4	156,9	66,3	2,6	1,0	-
* Club de Paris	188,0		142,3	206,3	807,2	1 736,2	33,5	4,5	12,8	43,7
* Club de Kinshasa	284,2	349,9	402,5	201,3	400,8	403,3	36,1	108,0	64,2	57,1
* Club de Londres	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4	-	0,0	-	-
* Institutions multilatérales	94,3	37,9	24,7	28,1	186,4	28,9	56,6	52,9	95,0	90,7
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	20,9	-	29,1
* Autres	330,2	303,6	329,8	156,5	169,7	171,4	-	-	-	-
- Service effectué	89,5	143,5	142,6	163,0	378,7	208,0	158,9	184,1	172,9	191,5
* F.M.I.	-	-	3,5	70,3	135,4	134,3	53,2	3,6	1,0	-
* Club de Paris	44,3	67,5	66,0	-	-	-	33,5	3,3	12,8	43,7
* Club de Kinshasa	23,4	41,1	45,3	54,9	55,3	15,3	22,2	124,2	64,2	57,1
* Club de Londres	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	21,8	35,0	15,3	26,5	188,0	51,5	50,0	53,0	95,0	90,7
dont BAD	-	-	4,5	7,9	-	-	-	29,7	-	29,1
* Autres	-	-	12,5	11,4	-	6,9	-	-	-	-
- Arriérés	865,2	576,5	788,8	512,2	1 373,2	2 330,1	33,7	-16,2	-	-
* F.M.I.	-	-	-	-	10,9	22,6	13,1	-1,0	-	-
* Club de Paris	143,7	-67,5	76,3	206,3	807,2	1 736,2	0,0	1,2	-	-
* Club de Kinshasa	260,8	308,8	357,2	146,4	345,5	388,0	14,0	-16,3	-	-
* Club de Londres	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	72,6	2,9	9,4	1,6	-1,6	-22,6	6,7	-0,1	-	-
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	-8,8	-	-
* Autres	330,2	303,6	317,3	145,2	169,7	164,5	-	-	-	-

Sources : DGDP, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres - Banque Centrale du Congo.

Tableau III.38 Dette extérieure

(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(p)
Stock	4 967 689,4	4 312 615,5	5 337 283,7	5 519 366,0	6 955 046,5	11 254 040,2	4 377 457,9	4 237 321,0	4 520 651,9	4 804 250,6
* F.M.I.	362 109,1	341 741,0	421 646,9	436 189,5	417 713,9	1 446 385,4	294 241,6	433 878,6	435 659,8	440 576,6
* Club de Paris	2 850 514,6	2 202 109,6	2 713 270,0	2 945 687,2	3 818 182,0	6 029 078,5	323 205,4	315 572,1	324 795,5	146 331,3
* Club de Kinshasa	194 785,7	203 391,1	310 793,0	294 875,5	345 455,9	549 897,4	1 328 786,3	1 364 063,6	1 626 064,1	2 230 222,3
* Club de Londres	25 783,7	12 321,6	14 492,0	20 823,6	26 448,7	37 342,9	73 942,5	73 594,3	73 946,1	74 780,7
* Institutions multilatérales	1 387 862,9	1 422 098,7	1 716 156,8	1 733 390,4	2 238 736,1	3 043 572,2	2 351 873,7	2 044 792,9	2 055 226,1	1 907 323,5
dont BAD	462 681,7	418 303,7	492 220,8	492 146,7	684 360,3	2 658 336,3	-	1 100 717,9	-	-
* Autres	146 633,3	130 953,5	160 925,1	88 399,8	108 510,0	147 763,7	5 408,4	5 419,4	4 960,2	5 016,2
Encours	4 859 776,0	4 262 996,9	4 951 682,5	5 334 750,0	6 638 631,7	9 716 869,5	3 841 182,9	3 725 011,6	4 077 121,6	4 353 447,2
* F.M.I.	362 109,1	341 741,0	421 646,9	436 189,5	417 713,9	719 356,3	294 241,6	433 878,6	435 989,2	440 576,6
* Club de Paris	2 822 128,5	2 202 109,6	2 674 553,0	2 841 921,2	3 605 788,8	5 366 240,3	322 601,5	314 588,4	324 713,1	146 331,3
* Club de Kinshasa	151 287,4	156 640,5	129 584,9	221 263,5	253 715,6	418 726,6	938 190,8	997 594,8	1 256 232,9	1 854 199,6
* Club de Londres	12 767,5	12 321,6	14 492,0	14 370,3	18 265,4	25 788,9	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	1 367 008,5	1 421 326,7	1 711 405,8	1 732 585,6	2 237 745,1	3 043 380,6	2 280 740,6	1 973 530,3	2 055 226,1	1 907 323,5
dont BAD	462 681,7	0,0	492 220,8	492 171,8	684 360,3	2 658 336,3	0,0	1 100 717,9	919 732,3	788 093,8
* Autres	144 475,1	128 857,5	0,0	88 419,9	105 402,9	143 376,8	5 408,4	5 419,4	4 960,2	5 016,2
Service de la dette										
- Service dû	423 935,0	310 520,7	472 411,5	339 666,4	1 120 023,9	2 291 064,7	176 260,2	152 984,2	158 233,7	177 224,6
* F.M.I.	0,0	0,0	1 798,0	35 359,9	93 585,0	141 667,7	60 675,7	2 328,7	906,0	0,0
* Club de Paris	83 497,4	0,0	72 177,1	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	30 698,9	4 115,1	11 695,9	40 481,5
* Club de Kinshasa	126 200,8	150 904,5	204 164,5	101 251,1	256 238,9	364 045,9	33 061,8	98 330,4	58 726,8	52 827,7
* Club de Londres	25 726,0	12 321,6	14 492,0	6 438,2	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	41 877,5	16 341,2	12 513,5	14 133,9	119 172,9	26 114,5	51 823,8	48 210,0	86 905,0	83 915,4
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	19 065,5	-	26 941,4
* Autres	146 633,3	130 953,5	167 266,4	78 717,3	108 510,0	154 686,3	-	-	-	-
- Service effectué	39 732,5	61 892,8	72 318,4	81 986,7	242 110,5	187 796,3	145 385,9	167 700,3	158 233,7	177 224,6
* F.M.I.	-	-	1 798,0	35 334,8	86 591,4	121 267,9	48 679,9	3 242,5	906,0	-
* Club de Paris	19 677,5	29 089,8	33 460,1	-	-	-	30 687,0	3 005,7	11 695,9	40 481,5
* Club de Kinshasa	10 373,9	17 725,6	22 956,4	27 613,9	35 340,7	13 822,7	20 285,7	113 142,2	58 726,8	52 827,7
* Club de Londres	22,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	9 658,9	15 077,5	7 762,5	13 329,1	120 178,3	46 514,3	45 733,3	48 309,9	86 905,0	83 915,4
dont BAD	-	-	2 264,9	3 973,6	-	-	-	27 069,6	-	26 941,4
* Autres	-	-	6 341,3	5 708,9	-	6 191,4	-	-	-	-
- Arriérés	384 202,5	248 627,9	400 093,2	257 679,7	877 913,4	2 103 268,4	30 874,3	-14 716,1	-	-
* F.M.I.	-	-	-	-	6 993,5	20 399,8	11 995,7	-913,8	-	-
* Club de Paris	63 819,8	-29 089,8	38 717,0	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	11,9	1 109,4	-	-
* Club de Kinshasa	115 827,0	133 178,9	181 208,1	73 637,2	220 898,2	350 223,2	12 776,1	-14 811,8	-	-
* Club de Londres	25 703,8	12 321,6	14 492,0	6 413,1	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	32 218,6	1 263,6	4 751,0	804,8	-1 005,5	-20 399,8	6 090,5	-99,9	-	-
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	-8 004,1	-	-
* Autres	146 633,3	130 953,5	160 925,1	73 008,4	108 510,0	148 494,9	-	-	-	-
Taux de change fin période CDF/ USD	444,1	431,3	507,2	503,0	639,3	902,7	915,1	910,8	915,2	925,5

Sources : DGDP, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres - Banque Centrale du Congo.

TITRE IV

MONNAIE ET CREDIT



Au cours de l'année 2013, le secteur monétaire a été marqué par la mise en œuvre d'une politique monétaire expansive dans un contexte d'un léger déficit public. Ainsi, la masse monétaire s'est accrue de 18,3 % et la base monétaire de 16,8 %. S'agissant de la masse monétaire, son accroissement est expliqué par celui des avoirs intérieurs nets, spécialement le crédit au secteur privé en vue de booster le financement de l'économie et de soutenir la croissance économique. Quant à la base monétaire, sa hausse est essentiellement expliquée par la consommation des excédents antérieurs du Trésor, laquelle a impulsé le crédit net à l'Etat.

Par ailleurs, une modification du cadre opérationnel a été opérée par la limitation de la souscription aux billets de trésorerie aux seules banques et l'introduction de la discrimination dans la fixation du coefficient de la réserve obligatoire, selon la maturité des dépôts. Cette discrimination vise à encourager les banques à mobiliser davantage des dépôts à terme.

En ce qui concerne les transactions sur le marché monétaire, elles se sont globalement situées à un niveau moindre par rapport à celui de 2012. Cette évolution est liée à celle du volume de refinancement et de soumissions aux billets de trésorerie.

S'agissant des taux d'intérêt, ils ont enregistré une baisse consécutivement aux ajustements baissiers du taux directeur, lesquels ont entraîné la chute du taux moyen pondéré des billets de trésorerie et du taux d'intérêt moyen interbancaire.

Quant aux activités bancaires, elles ont poursuivi leurs croissances observées depuis 2010, attestant ainsi du renforcement de la confiance envers le système bancaire. Ce comportement marque néanmoins un ralentissement par rapport à celle de l'année précédente. La faiblesse du développement des infrastructures et la faible inclusion financière sont notamment des facteurs qui continuent à freiner l'expansion des activités bancaires.

Toutefois, mesuré par le rapport dépôts en devises sur le total des dépôts, la dollarisation de l'économie a, quoique faiblement, enregistré un léger recul, à la faveur d'importantes mesures incitatives prises par le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE I

POLITIQUE MONETAIRE

La politique monétaire, en 2013, a été conduite dans un contexte marqué par la divergence de l'environnement économique aux niveaux international et national. Sur le plan international, il a été observé une décélération de la croissance économique suite à la poursuite des politiques d'austérité dans la plupart d'économies des pays avancés alors que sur le plan national, l'environnement a été marqué par la maîtrise de l'inflation et l'accélération de la croissance économique. Dans ce contexte, la politique monétaire a été assouplie.

I.1. CADRE DE SUIVI

Comme pour les années précédentes, le suivi de la politique monétaire a été assuré par le Comité de Politique Monétaire (CPM), à travers ses réunions hebdomadaires et mensuelles. Il convient de noter que la date de la tenue des réunions mensuelles a été fixée dans les dix jours du mois suivant en vue de fonder les décisions sur les informations exhaustives et définitives du mois précédent.

I.2. CADRE OPERATIONNEL

En 2013, quelques modifications ont été apportées au cadre opérationnel de la politique monétaire de la BCC en vue d'accroître l'efficacité de ses instruments. En effet, la possibilité de souscription au billet de trésorerie a été restreinte aux seules banques commerciales, la discrimination dans la fixation du coefficient de la réserve obligatoire a été introduite et un reflux du taux directeur de la Banque Centrale a été noté au regard du niveau faible de l'inflation.

I.3. EVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE

Les facteurs de la liquidité bancaire ont induit une injection en deçà de la programmation au cours de l'année 2013, soit 78,9 milliards de CDF contre 94,6 milliards. Cette évolution résulte d'une injection de 209,3 milliards de CDF par les facteurs autonomes et d'une ponction de 130,4 milliards par les facteurs institutionnels contre des programmations respectives de 195,0 milliards et 100,0 milliards.

Cette situation est justifiée principalement par la réforme de la réserve obligatoire, laquelle a entraîné une ponction plus importante que programmé.

Tableau IV.1 Facteurs de la liquidité bancaire
(Flux en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2013		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
1. Facteurs autonomes	73,1	15,9	-57,2	121,9	193,5	71,6	195,0	209,3	14,3
2. Facteurs institutionnels	-15,9	35,4	51,3	116,3	89,7	-26,6	100,4	130,4	30,0
Impact (1-2) (*)	89,0	-19,5	-108,5	5,6	103,8	98,2	94,6	78,9	-15,7

Source: Banque Centrale du Congo.

(*) (+) injection ; (-) ponction

I.3.1. Facteurs autonomes

En 2013, les facteurs autonomes ont induit un accroissement de liquidité de 209,3 milliards de CDF, soit un dépassement de 14,3 milliards par rapport à la programmation. Ce dépassement est expliqué par l'augmentation des avoirs intérieurs nets de 30,0 milliards au-delà du seuil attendu alors que les avoirs extérieurs nets se sont situés à 15,7 milliards en deçà de leur cible.

Tableau IV.2 Evolution des facteurs autonomes
(en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2013		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
Facteurs autonomes(1)*	73,1	15,9	-57,2	121,9	193,5	71,6	195,0	209,3	14,3
Avoirs extérieurs nets	48,2	28,4	-19,8	16,7	20,7	4,0	64,9	49,2	-15,7
Avoirs intérieurs nets ⁽²⁾	24,9	-17,3	-42,2	105,2	172,8	67,6	130,1	160,1	30,0
Crédit net à l'Etat	37,8	-24,4	-62,2	122,3	96,6	-25,7	160,1	72,1	-88,0
Créances sur les banques RME	-6,9	10,4	17,3	0,0	25,9	25,9	-6,9	36,2	29,3
Autres créances	0,0	4,8	4,8	0,5	-2,0	-2,5	0,5	2,8	2,3
Autres postes nets	-6,0	-3,3	2,7	-17,6	52,3	69,9	-23,6	49,0	72,6

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) (+) : injection ; (-) : ponction

(1) hors circulation fiduciaire

(2) hors billets de trésorerie

L'évolution des facteurs autonomes laisse entrevoir deux périodes distinctes. La première, caractérisée par des reprises de la liquidité et, la seconde, marquée par des injections, mais à des rythmes variés.

En effet, de fin décembre 2012 à fin juin 2013, les facteurs autonomes de la liquidité ont induit une ponction de la liquidité de 57,2 milliards de CDF. Au cours de cette période, les avoirs intérieurs nets hors Billet de Trésorerie ont réduit la liquidité bancaire de 17,3 milliards localisés aux niveaux du crédit net à l'Etat et des autres postes nets de la Banque Centrale. Cette situation a été due aux excédents du Trésor réalisés à la grande échéance du mois de mars entraînant également une hausse des avoirs extérieurs nets de 28,4 milliards.

Au second semestre, les facteurs autonomes ont connu une forte montée atteignant 193,5 milliards de CDF contre une programmation de 121,9 milliards. Cet accroissement est expliqué par le rachat des recettes publiques en devises entraînant une expansion des avoirs extérieurs nets.

I.3.2. Réaction de la politique monétaire

I.3.2.1. Comportement des facteurs institutionnels

En réaction au dépassement observé au niveau des facteurs autonomes et eu égard à la nécessité d'en endiguer les effets sur le marché, les facteurs institutionnels ne pouvaient que ponctionner plus que prévu. Dans ces conditions, ils ont ponctionné 130,4 milliards de CDF sur une programmation de 100,4 milliards.

Tableau IV.3 Comportement des facteurs institutionnels
(en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2013		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
Facteurs institutionnels (*)	-15,9	35,3	51,2	116,3	94,9	-21,4	100,4	130,3	29,9
Billet de trésorerie	38,4	23,0	-15,4	38,1	46,2	8,1	76,5	69,3	-7,2
Réserve obligatoire	22,3	14,9	-7,4	1,6	46,1	44,5	23,9	61,1	37,2
Refinancement	76,6	2,6	-74,0	-76,6	-2,6	74,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(*)(+) : ponction et (-) : injection.

Au premier semestre, une ponction de 35,4 milliards de CDF a été réalisée contre une injection programmée de 15,9 milliards. Cette ponction a fait suite à l'action du facteur refinancement qui a liquéfié le système bancaire à hauteur de 2,6 milliards contre 76,6 milliards attendus.

Au second semestre, le refinancement n'a ponctionné que 2,6 milliards de CDF alors que la programmation chiffrait cette ponction à 76,6 milliards. Ainsi au cours de cette période, les facteurs institutionnels ont entraîné une diminution de la liquidité de 94,9 milliards. L'expansion de la liquidité suite aux dépôts de l'Etat dans les banques commerciales a réduit le recours des banques au refinancement.

I.3.2.2. Orientation des instruments de la politique monétaire

La Banque Centrale du Congo a globalement mené une politique monétaire expansive. Ce choix a été justifié par un contexte de faible inflation, lequel lui a permis d'explorer diverses mesures destinées à accroître le financement de l'économie. Cependant, pour contrer des pressions conjoncturelles liées à une injection supplémentaire de la liquidité via la consommation accrue des ressources IADM et le paiement des arriérés sur le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, quelques ponctions ont été réalisées à travers le Billet de trésorerie.

I.3.2.2.1. Comportement du taux directeur

Au cours de l'année 2013, la Banque Centrale du Congo a continué à assouplir sa politique monétaire en procédant à deux reprises à la révision à la baisse de son taux directeur, en raison d'une par semestre.

Au premier semestre, l'Institut d'Emission a baissé son principal taux contrairement à la période correspondante de 2012 où il l'avait révisé à trois reprises. En effet, ce taux de base est passé de 4,0 % en décembre 2012 à 3,0 % à fin février 2013.

Cette révision a été effectuée dans un contexte de décélération du rythme de formation des prix intérieurs et de poursuite de la stabilité sur le marché de change où le taux est resté relativement stable par rapport à la période correspondante de 2012.

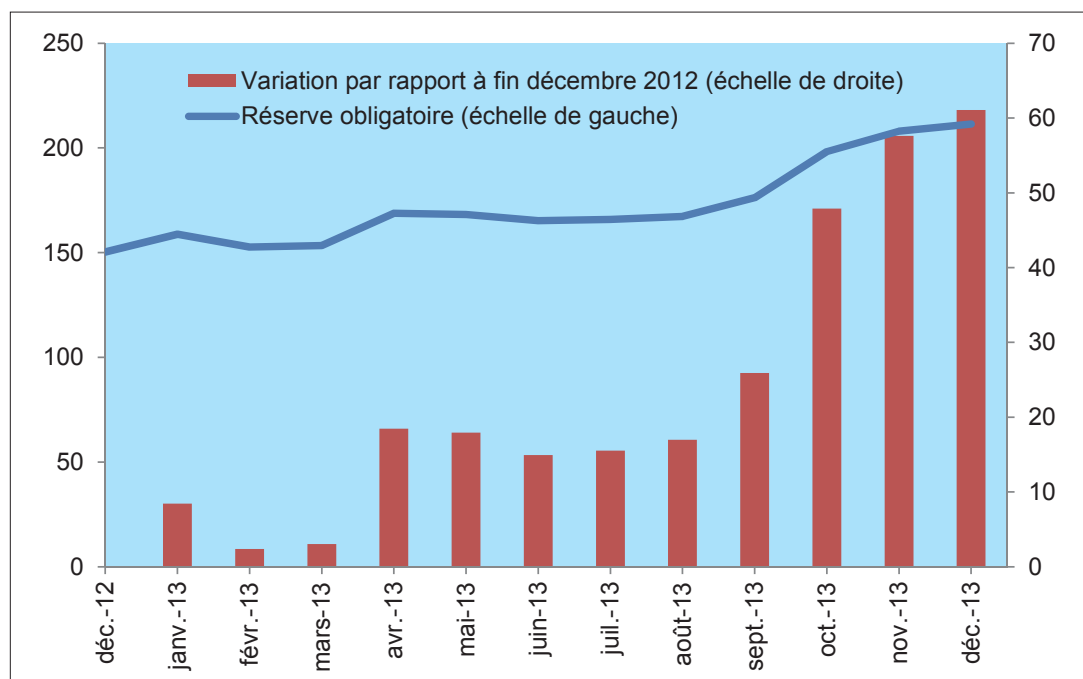
Il était donc devenu nécessaire, dans cet environnement d'absence des risques majeurs tant internes qu'externes sur les prix intérieurs, que l'objectif du financement de l'économie soit poursuivi afin de soutenir la croissance économique en permettant aux banques de se refinancer éventuellement à moindre coût.

Au second semestre, l'ajustement du taux directeur a été opéré le 08 novembre, le faisant baisser à 2,0 %. Ainsi, le taux directeur de la Banque Centrale du Congo a atteint son niveau historique le plus bas.

A cette période, l'inflation demeurait sous contrôle et les fluctuations du taux de change sont restées en adéquation avec les fondamentaux de l'économie.

I.3.2.2.2. Comportement du coefficient de la réserve obligatoire

En date du 03 octobre, le coefficient de la réserve obligatoire a été revu à la hausse sur les dépôts à vue, passant de 7,0 à 8,0 %. Cette situation, combinée à l'accroissement important de dépôts bancaires, a permis de ponctionner 61,1 milliards de CDF en 2013 contre 35,5 milliards une année plus tôt.

Graphique IV.1 Evolution de la réserve obligatoire

Source : Banque Centrale du Congo.

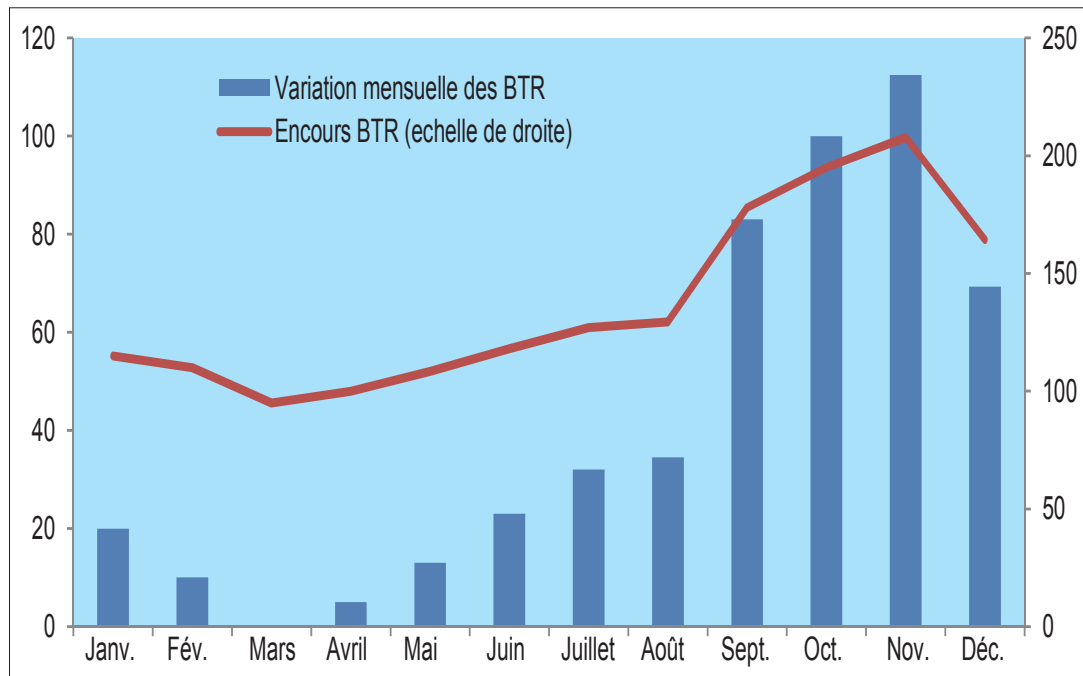
S'agissant de l'ampleur des ponctions opérées, il sied de préciser que l'essentiel a été réalisé au second semestre, soit 46,1 milliards de CDF suite principalement au réaménagement de l'instrument effectué au mois d'octobre.

I.3.2.2.3. Comportement du Billet de Trésorerie

L'action du Billet de Trésorerie a été déterminante dans le maintien de la stabilité du marché de change ainsi que celui des biens et services au cours de l'année sous analyse. Cet instrument a ponctionné 69,3 milliards de CDF de liquidité bancaire. Cette ponction globale occulte des injections qui ont caractérisé le début et la fin de l'année :

- la première, effectuée au premier trimestre, en vue de compenser les ponctions via les excédents du trésor public ;
- la seconde, intervenue au mois de décembre, afin de faire face aux importants retraits de la clientèle en raison des festivités de fin d'année.

Graphique IV.2 Evolution de l'encours BTR
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Par contre, les ponctions réalisées, entre fin mars et novembre, sont expliquées par l'anticipation de l'accroissement de liquidité, impulsé notamment par le remboursement des arriérés 2012 de la TVA et la consommation accrue des ressources issues de l'allègement de la dette multilatérale (IADM).

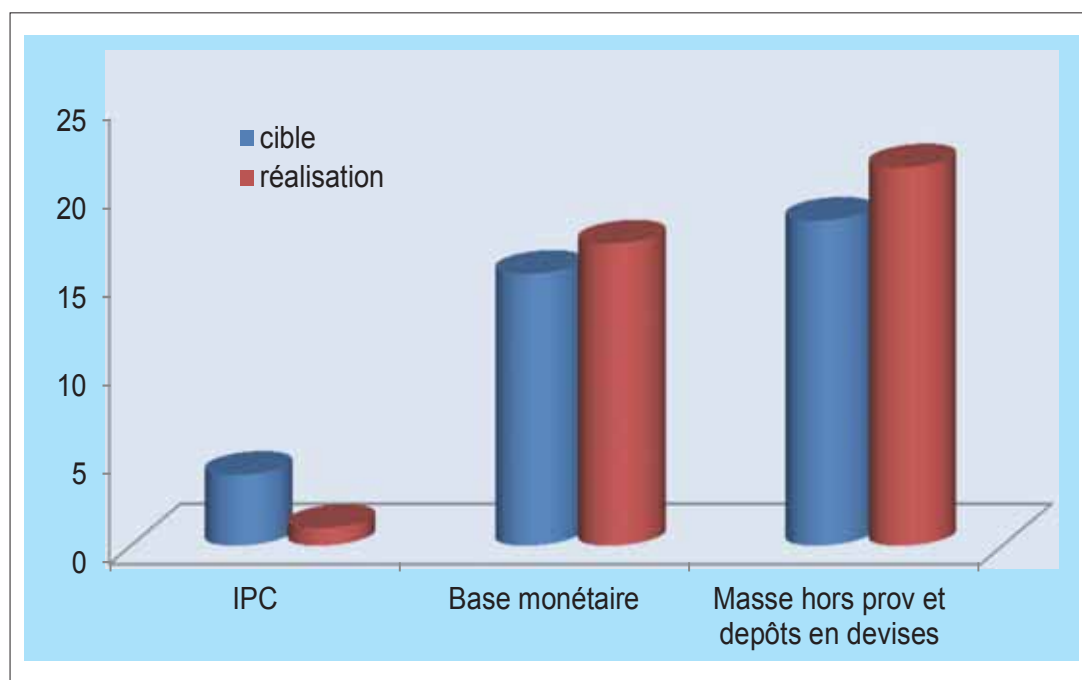
S'agissant de la maturité des BTR, la volonté de favoriser les soumissions à 28 jours a été maintenue, induisant la prédominance de l'encours de cette maturité. Ainsi, à fin 2013, le BTR à 28 jours a représenté 63,0 % de l'encours global.

En ce qui concerne le volume des soumissions reçues des banques, il a traduit la surliquidité ayant caractérisé celles-ci au cours de la période. En effet, leurs moyennes pour les BTR à 7 jours se sont situées à 54,9 milliards de CDF contre 42,1 milliards pour le volume moyen d'appels d'offres.

I.4. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

En 2013, l'objectif final de la politique monétaire a été atteint. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 1,07 % contre une cible de 4,0 %.

Graphique IV.3 Objectifs de la politique monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

Pour ce qui est des objectifs intermédiaire et opératoire, ils ont globalement subi des dépassements par rapport à leurs niveaux programmés. En effet, la base monétaire au sens strict s'est accrue de 17,0 % contre un accroissement programmé de 15,3 %. Quant à la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises, elle a progressé de 21,3 % contre une hausse programmée de 18,3 %.

CHAPITRE II

EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

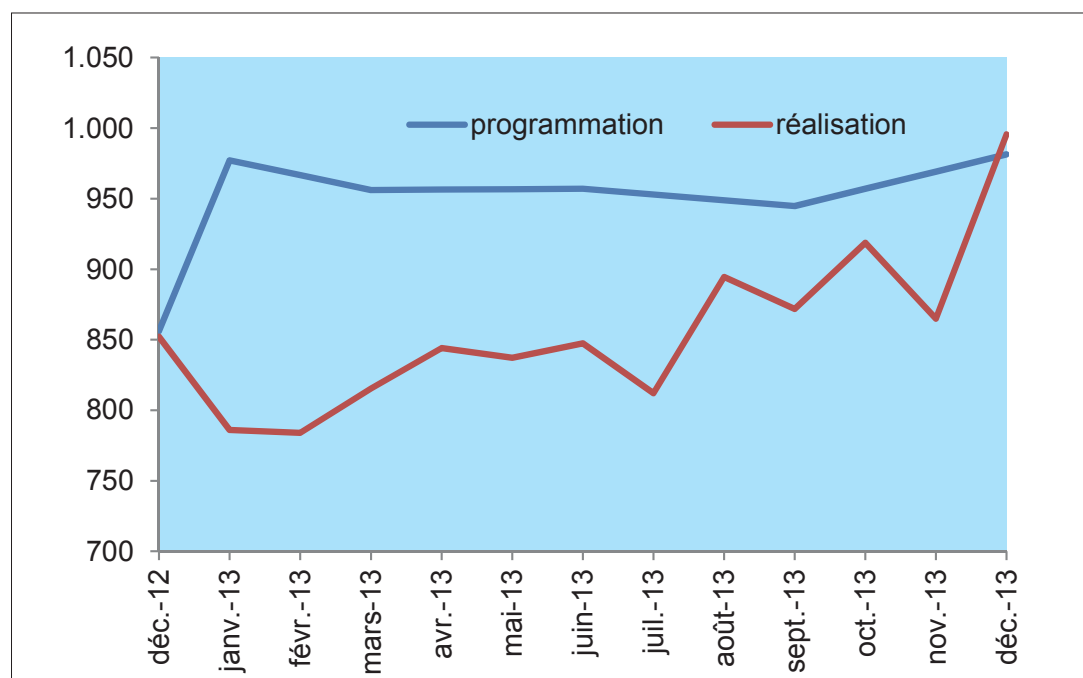
Au cours de l'année 2013, la croissance de l'offre de monnaie s'est accélérée par rapport à l'année 2012. Cette évolution a été observée tant au niveau de la base que de la masse monétaire. L'accompagnement de la croissance économique a expliqué significativement l'évolution observée.

II.1. BASE MONETAIRE

A fin décembre 2013, la base monétaire s'est située à 995,5 milliards de CDF contre 852,1 milliards une année plus tôt. Cet accroissement est expliqué par l'accompagnement de la croissance économique dans un contexte de recul de la dollarisation financière de l'économie. Par ailleurs, comparée à la programmation, la base monétaire a enregistré un dépassement de 14,1 milliards.

Graphique IV.4 Evolution de la base monétaire

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.1.1. Composantes de la base monétaire

L'expansion de la base monétaire est localisée au niveau de la circulation fiduciaire et des dépôts des banques. En effet, la circulation fiduciaire s'est accrue de 18,3 %, s'établissant à 760,5 milliards de CDF en 2013.

Tableau IV.4 Composantes de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2011	2012	2013	Variation en %	
				2012	2013
Base monétaire	809,0	852,1	995,1	5,3	16,8
Base monétaire (sens strict)	798,8	844,6	988,6	5,7	17,0
Circulation fiduciaire	647,5	642,6	760,5	-0,8	18,3
Dépôts des banques	142,6	198,5	210,5	39,2	6,0
Autres dépôts	8,6	4,4	14,3	-48,8	225,0
Dépôts en devises	6,5	3,6	2,8	-44,6	-22,2
Provisions pour importations	3,8	3,9	4,1	2,6	5,1

Source : Banque Centrale du Congo.

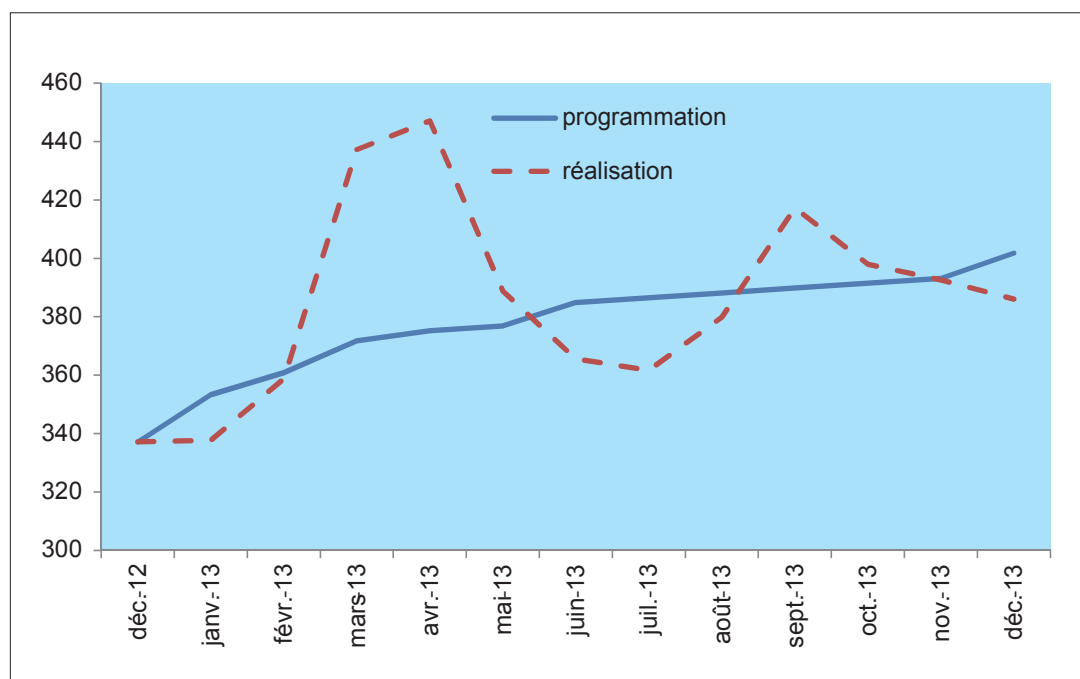
Les dépôts des banques ont connu une hausse de 6,1 %. Cet accroissement est essentiellement lié à l'augmentation des réserves obligatoires, passant de 150,3 milliards de CDF à 211,4 milliards, d'une année à l'autre. La poursuite du processus de la bancarisation de la paie des agents et des fonctionnaires de l'Etat explique aussi cette évolution.

II.1.2. Contreparties de la base monétaire

L'expansion de la monnaie centrale, en 2013, est expliquée par celle des avoirs extérieurs nets ainsi que des avoirs intérieurs nets.

En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 386,0 milliards de CDF contre 337,1 milliards, une année plus tôt. Bien que les engagements extérieurs aient connu un léger accroissement, l'amélioration des avoirs extérieurs nets est due notamment au rachat des autres recettes du Trésor Public d'un import de 100,3 millions de USD.

Il sied de noter que l'Institut d'Emission n'a acheté que 27,0 millions de USD en 2013 contre 265,0 millions une année auparavant.

Graphique IV.5 Evolution des avoirs extérieurs nets en 2013*(en milliards de CDF)*

Source : Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne les avoirs intérieurs nets, ils se sont accrus de 18,4 %, se situant à 609,5 milliards de CDF à fin décembre 2013.

Cette évolution a été tributaire de l'accroissement du Crédit Net à l'Etat, lequel a été contrebalancé par une diminution des Autres Postes Nets. En effet, le Crédit Net à l'Etat s'est accru de 72,1 milliards de CDF pour s'établir à -302,3 milliards à fin décembre. Cette situation est liée, entre autres, à la faiblesse de recettes mobilisées au cours de l'année notamment celles d'origine pétrolière, eu égard à la chute de la production observée dans ce produit au cours de l'année.

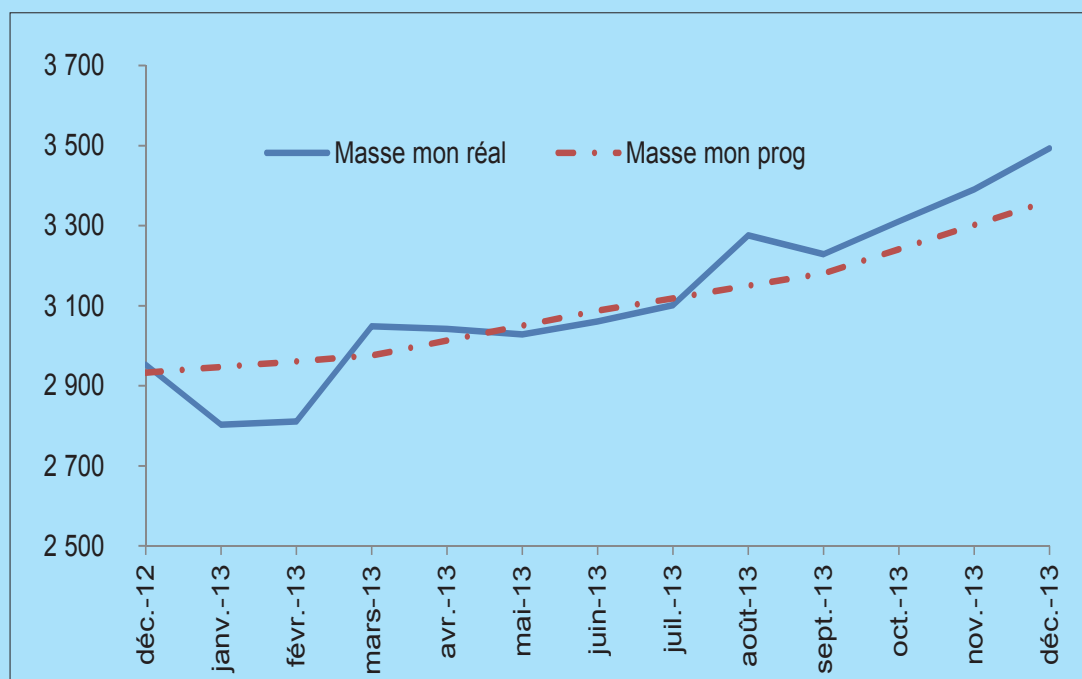
Quant aux Autres Postes Nets, ils ont baissé de 1,4 % pour s'établir à 855,1 milliards de CDF. Cette chute est principalement localisée au niveau de l'encours des BTR. En effet, cet instrument a ponctionné 69,3 milliards de CDF, en raison d'une injection de liquidité opérée par le Trésor au second semestre.

II.2. MASSE MONÉTAIRE

A fin 2013, la masse monétaire s'est établie à 3.493,5 milliards de CDF, soit une augmentation de 18,3 % contre 20,8 % en 2012. Cette évolution est essentiellement expliquée par celle des avoirs intérieurs, laquelle a enregistré une hausse de crédit en faveur du secteur privé.

Par ailleurs, la décélération de la masse monétaire notée par rapport à 2012 est expliquée par celle des avoirs extérieurs nets induite par une hausse modérée des dépôts en devises.

Graphique IV.6 Evolution de la masse monétaire
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.1. Composantes de la masse monétaire

A fin 2013, la masse monétaire au sens strict s'est établie à 1.072,9 milliards de CDF, représentant 30,7 % de la masse monétaire globale. Cette structure a connu une évolution de 0,8 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Les principales composantes de la masse monétaire ont évolué de la manière suivante : (i) la monnaie au sens strict 21,4 % et (ii) la quasi-monnaie 17,2 %.

Les dépôts à vue en monnaie nationale ont enregistré une hausse de 31,6 % contre 65,3 % en 2012. Il sied de relever que cette faible évolution observée en 2013 comparativement à l'année précédente, est liée à la réalisation de l'essentiel des objectifs du processus de la bancarisation de la paie des fonctionnaires de l'Etat, laquelle a déjà atteint la plus part de ses objectifs. Le comportement de la quasi-monnaie est imputable à un accroissement de l'ordre de 348,0 milliards de CDF des dépôts en devises.

Tableau IV.5 Composantes de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

	2011	2012	2013	Variation en %	
				2012	2013
Masse monétaire	2 443,60	2 952,90	3 493,40	20,84	18,30
Circulation fiduciaire	615,3	595,2	692,9	-3,30	16,40
Dépôts à vue	174,7	288,7	380	65,30	31,60
Quasi- monnaie	1628,4	2046,3	2398,9	25,70	17,20
-Dépôts à terme en MN	17,5	25,7	30,4	46,90	17,90
-Dépôts en devises	1 610,80	2 020,50	2 368,60	25,40	17,20
Provisions pour importation	25,2	22,8	21,7	-9,50	-5,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Quant aux dépôts en devises, leur décélération, liée à celle de l'excédent de la balance, des paiements s'explique en partie par la faiblesse de la production du pétrole.

II.2.2. Contreparties de la masse monétaire

L'accroissement de la masse monétaire est expliqué par une augmentation des avoirs intérieurs nets et une légère amélioration des avoirs extérieurs nets, pour des contributions respectives de 16,2 points et 2,1 points de pourcentage. L'évolution des avoirs intérieurs nets est liée à la hausse des créances sur le secteur privé qui se sont accrues de 10,2 points de pourcentage.

Par rapport à 2012, les avoirs intérieurs nets ont enregistré une hausse de 30,7 %, venant d'une baisse de 2,8 %.

Tableau IV.6 Contreparties de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

	2011	2012	2013	Variation en %	
				2012	2013
Avoirs extérieurs nets	834,9	1.389,2	1.450,4	66,4	4,4
Avoirs intérieurs nets	1.608,7	1.563,7	2.043,1	-2,8	30,7
- Créances nettes sur l'Etat	-161,3	-600,4	-495,6	-272,2	17,4
- Créances sur le secteur privé	913,3	1.147,2	1.447,0	25,61	26,1
- Autres postes nets	808	859,7	956,8	6,4	11,3

Source : Banque Centrale du Congo.

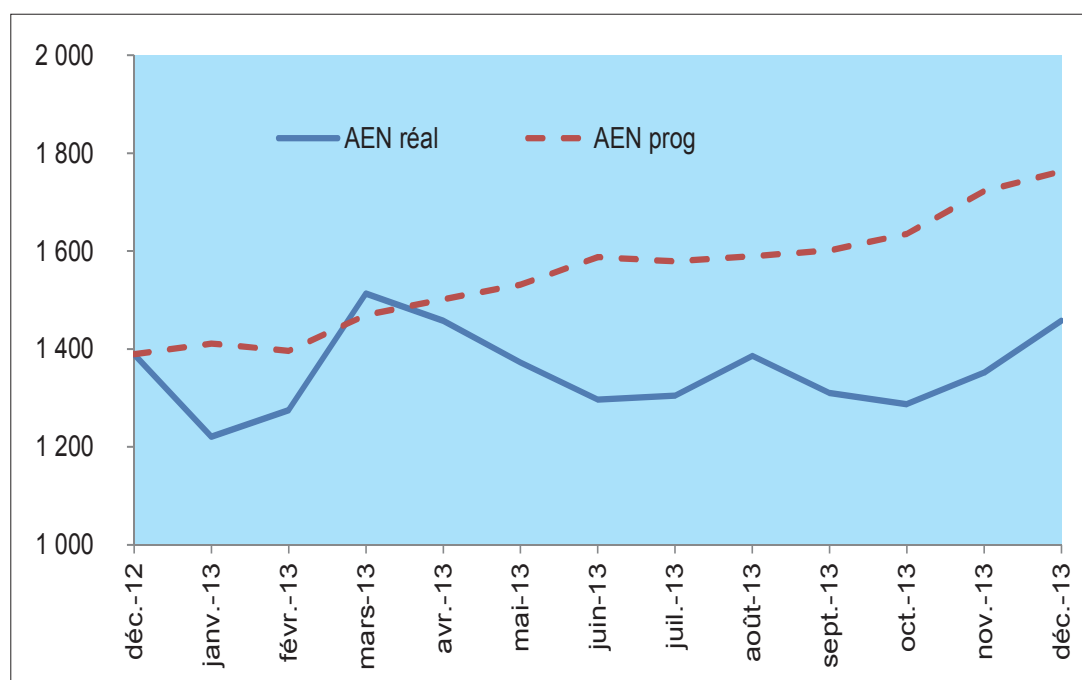
II.2.2.1. Evolution des avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets, établis à 1.450,4 milliards de CDF à fin 2013, ont évolué en deçà de leur programmation. Néanmoins, au mois de mars, ces avoirs se sont situés au-delà de leur niveau programmé à 44,0 milliards de CDF. Ce dépassement

est consécutif à une augmentation tant des avoirs de l'Institut d'Emission que ceux des banques commerciales, en raison de la grande échéance fiscale.

Graphique IV.7 Evolution des avoirs extérieurs nets

(en milliards de CDF)



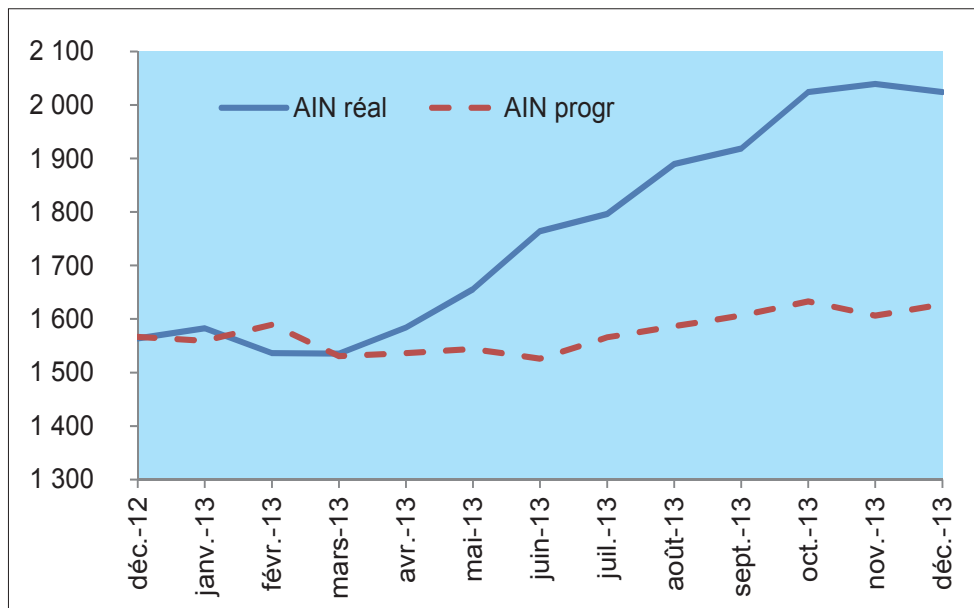
Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.2.2. Evolution des avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets se sont établis à 2.043,1 milliards de CDF à fin 2013 contre 1.563,7 milliards une année auparavant. Cette évolution est principalement justifiée par une hausse de 299,8 milliards de CDF des créances sur le secteur privé. Pour ce qui est des autres postes nets, ils ont enregistré une hausse de 97,2 milliards au cours de l'année 2013.

Graphique IV.8 Evolution des avoirs intérieurs nets

(en milliards de CDF)



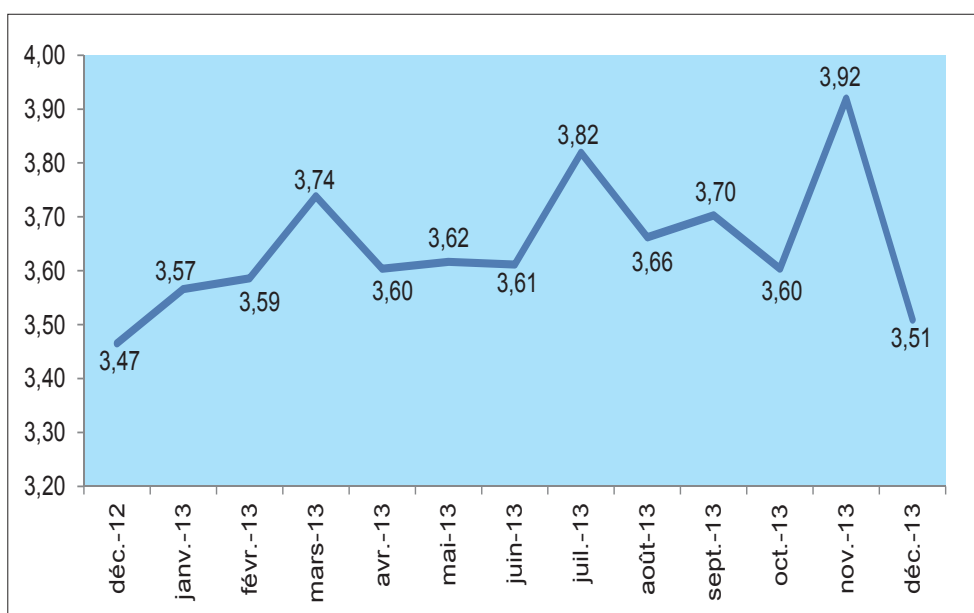
Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONÉTAIRE

Le multiplicateur monétaire est resté relativement stable au cours de l'année 2013. En effet, établi à 3,47 à fin 2012, il s'est situé à 3,51 en décembre 2013.

Toutefois, il a été observé un pic au mois de novembre où il s'est établi à 3,92 suite à un important accroissement du crédit au secteur privé.

Graphique IV.9 Evolution du multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

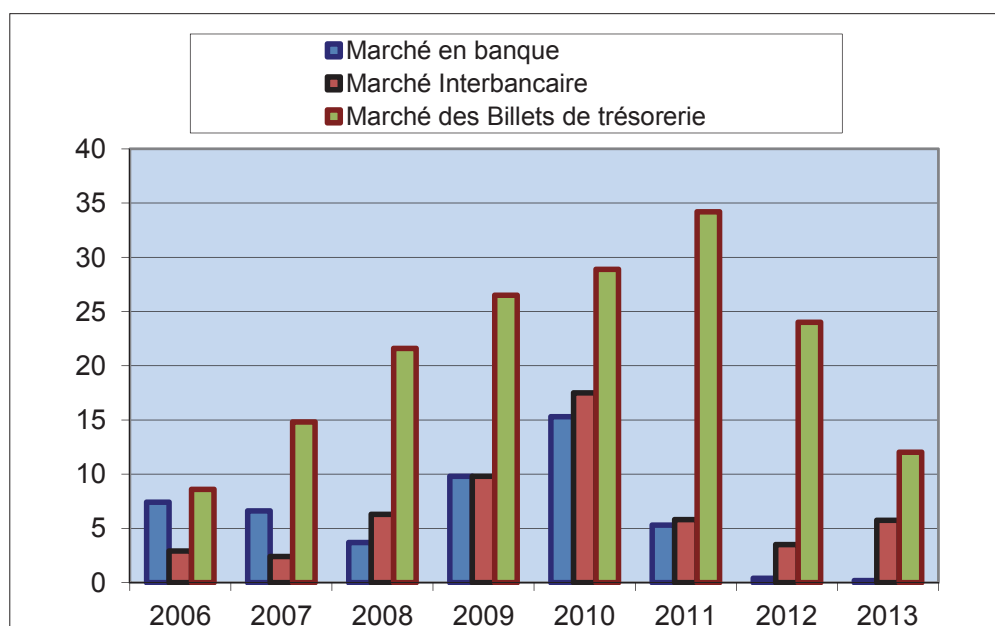
MARCHE MONETAIRE

Le marché monétaire a connu des évolutions variées sur ses différents compartiments. Le marché en banque a enregistré des opérations sporadiques sur le guichet des facilités permanentes alors que celui des prêts à court terme est demeuré inactif à l'instar de deux années précédentes. Le marché interbancaire a été très dynamique avec un volume plus important des transactions par rapport à 2012. Quant aux opérations sur le billet de trésorerie, le niveau des transactions, quoi qu'en léger recul par rapport à celui de 2012, s'est situé à un seuil appréciable. Pour ce qui est des taux d'intérêts, des réajustements ont été opérés compte tenu des décélérations des taux d'inflation.

III.1. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

Les trois compartiments de ce marché ont affiché des volumes des transactions inférieurs comparativement à ceux de 2012. En effet, les opérations sur ces guichets se sont contractées de 9,9 points de pourcentage en 2013, passant de 27,9 % du PIB à 18,0 %. D'une année à l'autre, le volume des transactions enregistré s'est chiffré à 5.150,3 milliards de CDF contre 4.629,9 milliards en 2012, soit une baisse de 11,24 %.

Graphique IV.10 Volume des transactions sur le marché monétaire
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.1. Marché en banque

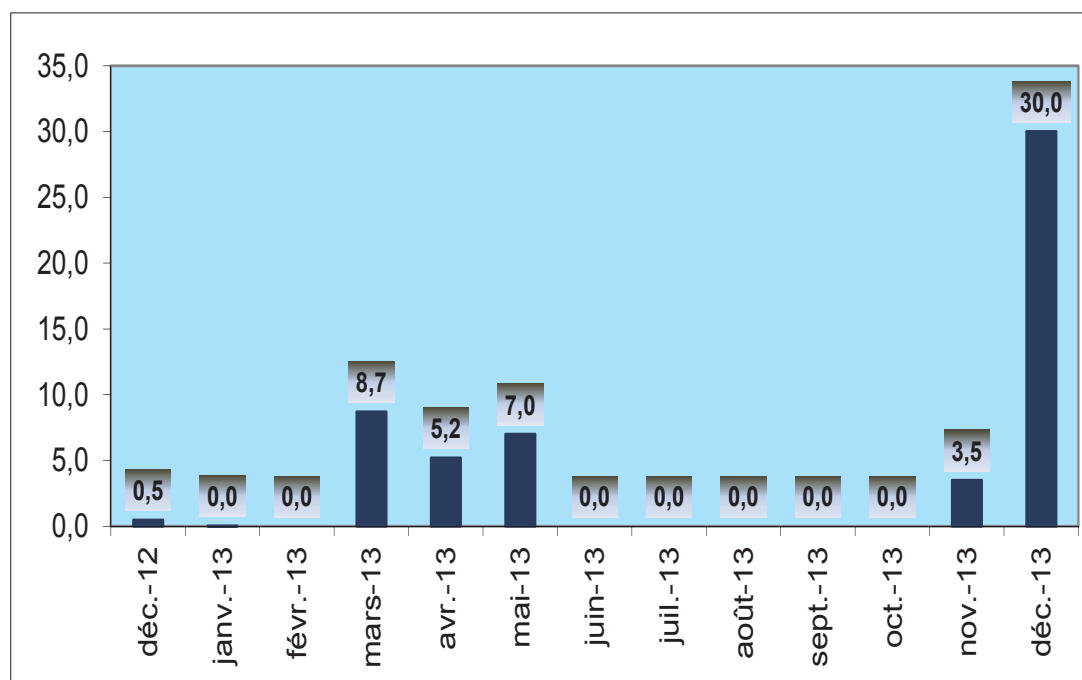
Le guichet de prêt à court terme n'a connu aucune opération au courant de l'année 2013, à l'instar de trois dernières années. Cette situation s'explique par la surliquidité des banques dont les besoins à court terme demeurent marginaux.

Quant au guichet des facilités permanentes, il a enregistré un volume de transactions de 54,4 milliards de CDF au cours de l'année. Cependant, l'évolution de ces dernières n'a pas été uniformément répartie. En effet, un montant de 21,4 milliards de CDF a été accordé à l'économie au cours des cinq premiers mois de l'année suivi d'un temps d'arrêt des activités durant cinq mois. La surliquidité issue de la persistance et du volume des dépôts de l'Etat dans les banques commerciales a expliqué notamment cette évolution.

Une reprise timide des opérations a été observée en novembre et décembre, respectivement de 3,5 milliards de CDF et 30,0 milliards, ce qui a porté le cumul annuel des transactions à 54,4 milliards.

Graphique IV.11 Evolution mensuelle des transactions sur le marché en banque

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

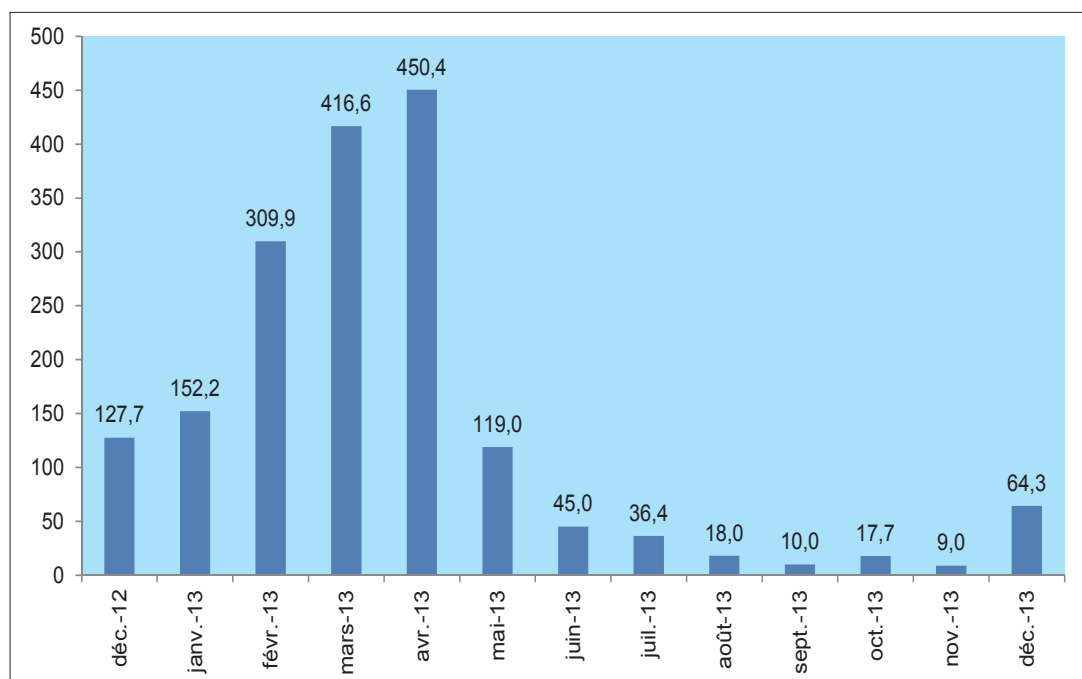
III.1.2. Marché interbancaire

Le marché interbancaire a enregistré un volume de 1.648,1 milliards de CDF contre 706,6 milliards une année auparavant. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2013, le guichet interbancaire est resté très dynamique. A partir de juin, il s'est observé une baisse sensible des activités sur ce guichet compte tenu de la surliquidité

des banques. A cet effet, les transactions ont baissé sensiblement, passant de 119,0 milliards à fin mai à 9,0 milliards à fin novembre. Le taux d'intérêt moyen appliqué sur ce marché s'est chiffré à 1,9 % contre 5,2 % en 2012.

Graphique IV.12 Volume mensuel des transactions interbancaires

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.3. Marché des Billets de Trésorerie (BTR)

A l'instar de 2012, la BCC a été très active sur le marché monétaire avec ses adjudications des BTR. Il importe de noter également que l'Autorité Monétaire a poursuivi sa stratégie d'orienter les souscripteurs vers des maturités longues au regard de la pérennisation de la stabilité du cadre macroéconomique, dans la perspective de la mise en place d'une maturité à 84 jours des BTR.

Tableau IV.7 Evolution de l'encours des BTR en 2013

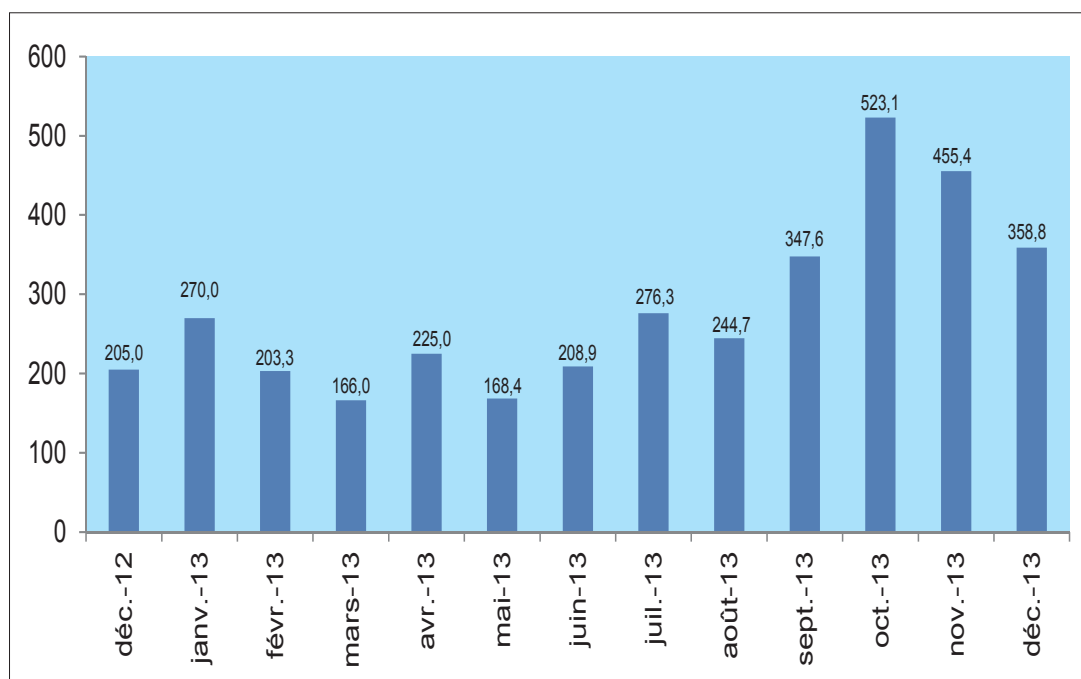
(en milliards de CDF)

	déc.12	janv.-13	févr.-13	mars-13	avr.-13	mai-13	juin-13	juil.-13	août-13	sept.-13	oct.-13	nov.13	déc.13
Encours BTR	95,00	115,00	110,00	95,00	100,00	108,39	118,05	127,00	129,50	178,00	195,00	207,37	164,26
Variation cumulée de l'encours	-20,00	20,00	15,00	0,00	5,00	13,39	23,05	32,00	34,50	83,00	100,00	112,37	69,26
Taux moyen pondéré	0,20	0,35	0,25	0,41	1,02	2,06	1,78	1,35	1,35	2,08	2,4	1,56	1,72

Source : Banque Centrale du Congo.

Le volume annuel des soumissions retenues des BTR s'est chiffré à 3.447,4 milliards de CDF contre 3.957,1 milliards en 2012, soit une baisse de 12,9 %. Cette évolution tient d'un environnement macroéconomique marqué par une faible inflation entraînant ainsi des baisses concomitantes du taux directeur et d'appels d'offre.

Graphique IV.13 Volume mensuel des ventes des billets de trésorerie
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

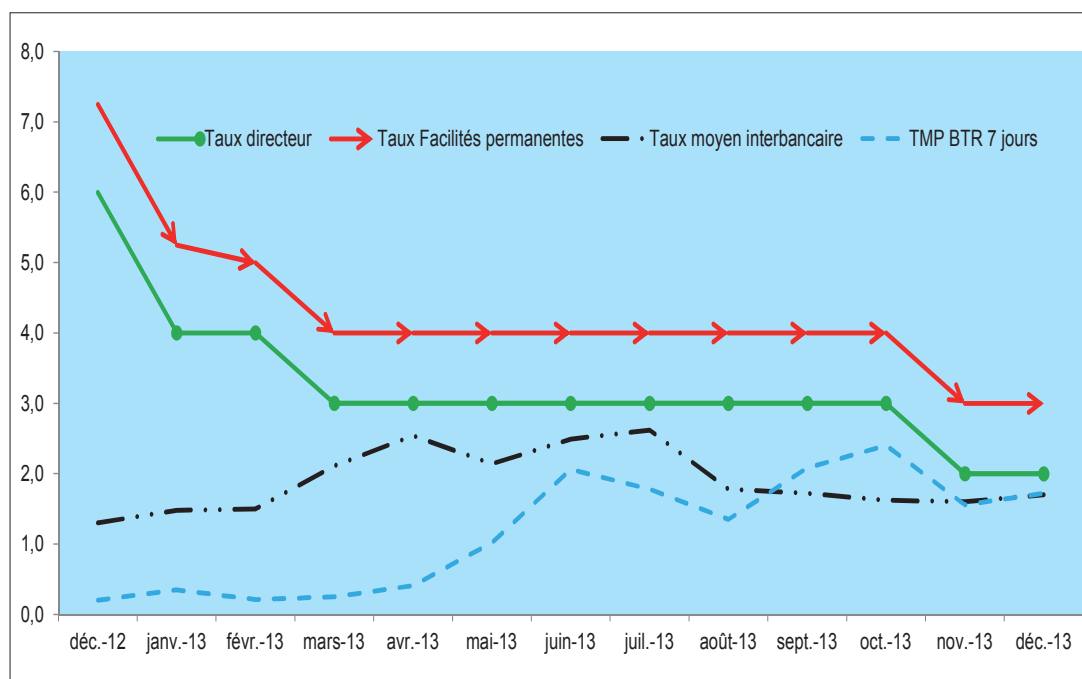
III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT

III.2.1. Evolution des taux d'intérêt

L'Institut d'Emission a poursuivi les ajustements à la baisse du taux directeur dans un contexte d'accalmie observée tout au long de l'année sur le marché des changes et des biens et services. En effet, il s'est observé deux modifications dudit taux au cours de l'année.

A fin 2012, le taux s'était situé à 4,0 % avant de baisser d'un point en février 2013 et de passer à 2,0 % en novembre. Cette évolution du taux de base a entraîné la baisse des autres taux comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique IV.14 Taux d'intérêt de la BCC et du marché interbancaire
(en pourcentage)

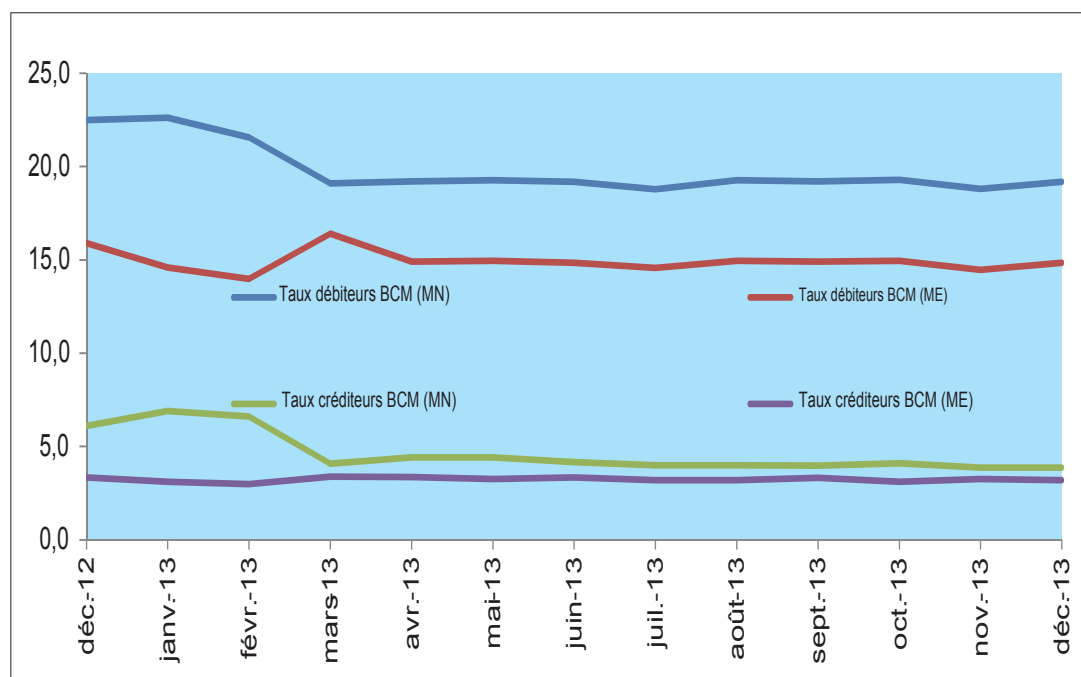


Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des taux d'intérêt bancaires, la baisse sensible du taux directeur et l'amélioration de la perception du risque par les banques avec la prise en compte du faible niveau d'inflation a conduit à une réduction sensible des taux des banques commerciales. En effet, les taux débiteurs en monnaie nationale et en monnaies étrangères ont baissé respectivement de 3,3 points et 1,1 point de pourcentage, venant de 22,5 % et 15,9 % en 2012 pour chuter à 19,2 % et 14,8 % à fin décembre 2013.

De même le taux créditeur en monnaie nationale et monnaies étrangères a reculé respectivement de 2,2 points et 0,2 point de pourcentage, partant de 6,1 % et 3,4 % en 2012, ces taux créditeurs se sont fixés à 3,9 % et 3,2 % au 31 décembre 2013.

Graphique IV.15 Taux d'intérêt des banques commerciales
(en pourcentage)



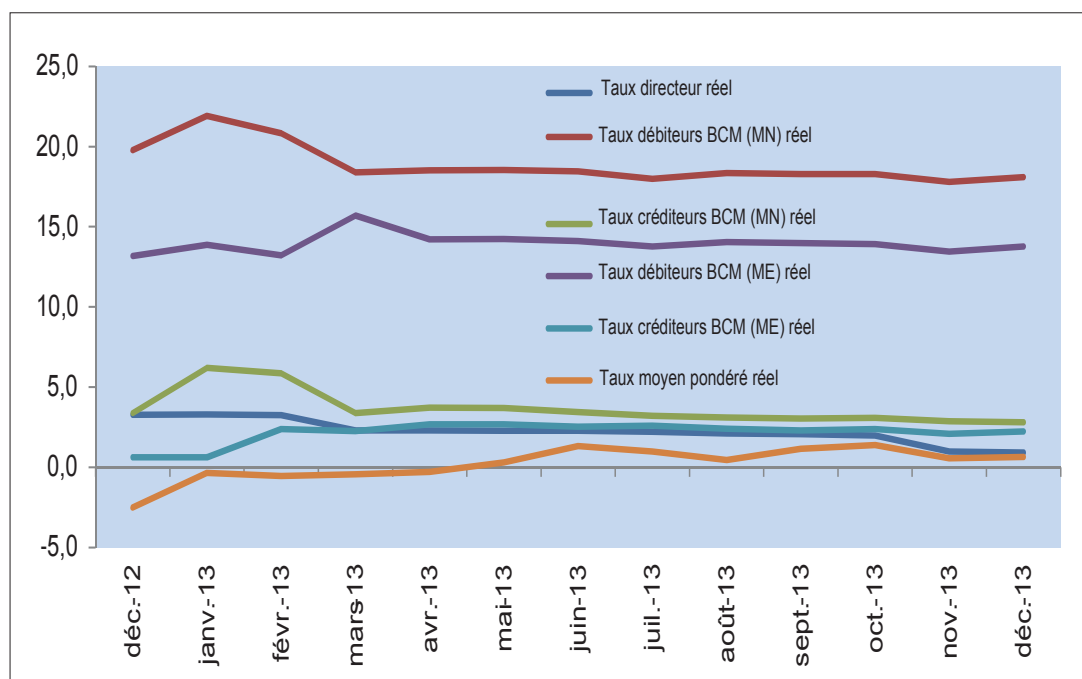
Source : Banque Centrale du Congo.

3.2.2. Taux réels

Le taux directeur réel a affiché une tendance baissière en 2013, tout en obéissant au principe du maintien des taux d'intérêts réels positifs. En effet, il est passé de 1,3 point en 2012 à 0,9 point à fin 2013. Cette évolution a été consécutive à la baisse du taux nominal sur fond d'une faible inflation.

Quant au taux d'intérêt moyen pondéré (TMP) réel du BTR à 7 jours, il était négatif au cours du premier quadrimestre et redevenu positif le reste de l'année à la suite du relèvement de la fourchette d'appel d'offre de l'instrument BTR visant la ponction de la liquidité occasionnée par la consommation des ressources IADM.

Graphique IV.16 Taux d'intérêt réels
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE IV

DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE

En 2013, l'activité bancaire s'est accrue, telle qu'attesté notamment par l'amélioration du concours à l'économie de 2.093,5 milliards de CDF, venant de 1.661,6 milliards une année auparavant et d'un accroissement de 15,4 % de dépôts, s'établissant à 2.787,8 milliards. Cependant, quoique progressif, il a été constaté que le niveau des dépôts en monnaie nationale est demeuré faible. En conséquence, le taux de la dollarisation, mesuré par le ratio dépôt en devises sur total des dépôts, a baissé les trois dernières années bien que demeurant élevé, établi à 87,2 % en moyenne annuelle.

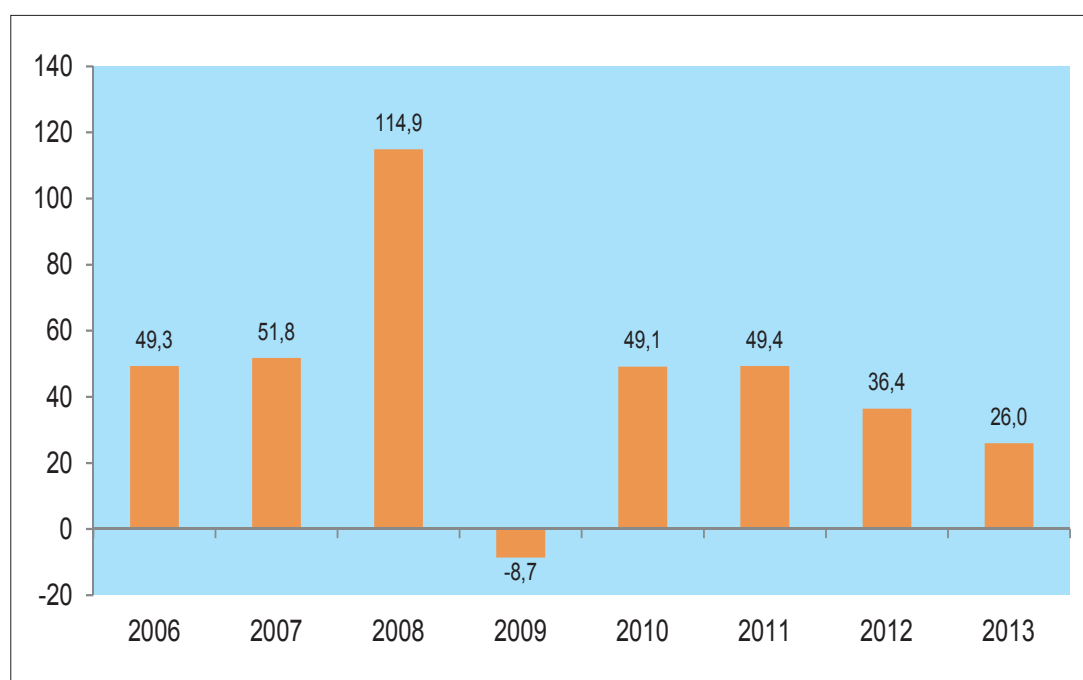
IV.1. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS

Le volume de crédit à l'économie s'est établi à 2.093,5 milliards de CDF contre une réalisation de 1.661,6 milliards enregistré en 2012, soit une hausse de 26,0 % contre 36,4 % en 2012.

Rapporté au PIB, le crédit à l'économie indique une légère hausse de 0,7 point de pourcentage, s'établissant à 5,7 % en 2013. Cette évolution est attribuable à la baisse de la perception des risques par les banques suite à la consolidation de la stabilité macroéconomique.

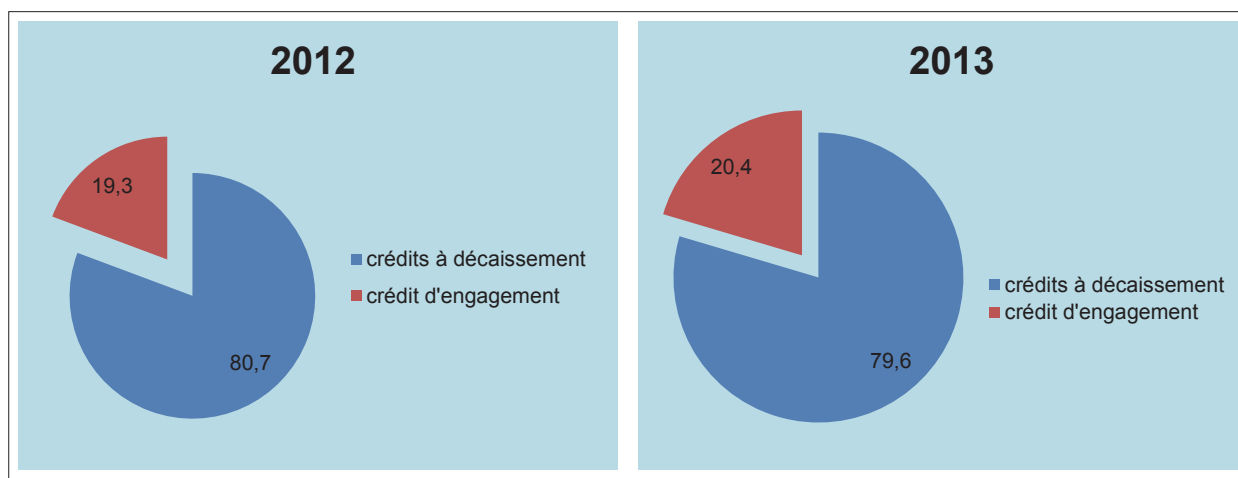
Graphique IV.17 Variation de l'encours des crédits

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique IV.18 Structure des crédits octroyés par le système bancaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1. Crédit à décaissement

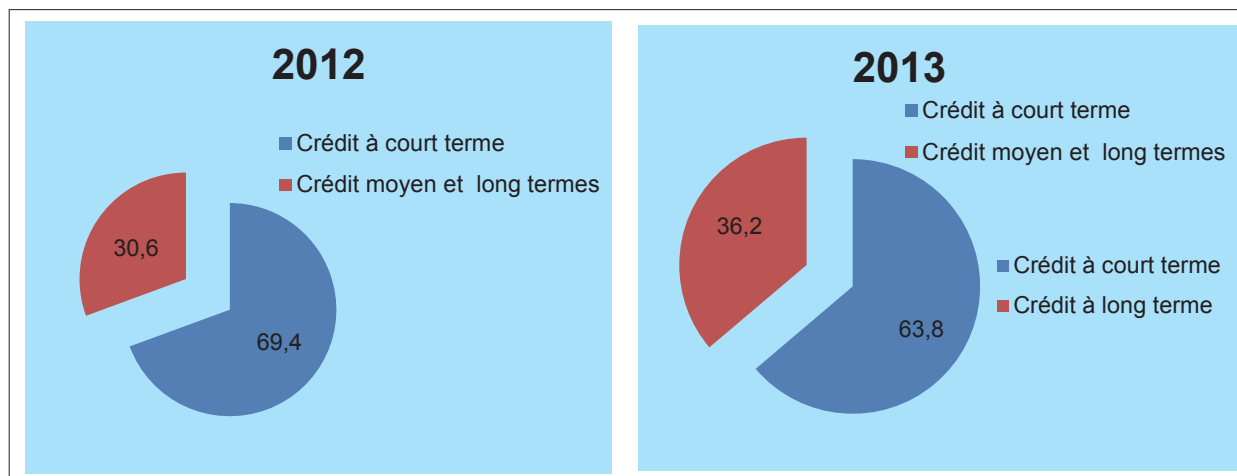
Le crédit à décaissement a atteint 1.665,7 milliards de CDF, enregistrant un accroissement de 24,0 % contre 39,2 % en 2012. Rapporté au total des crédits, il est passé de 80,7 % en 2012 à 80,0 % en 2013, traduisant une légère baisse de 0,7 point de pourcentage.

IV.1.1.1. Allocations des crédits à décaissement par terme

Le financement bancaire est resté dominé par le crédit à court terme. Cependant, il est observé une tendance vers le financement à long terme. En effet, le crédit à court terme a représenté 63,8 % de crédit à décaissement contre 69,4 % en 2012, soit 1.062,3 milliards de CDF. Comparé à l'ensemble des concours à l'économie, il s'est établi à 50,7 % en 2013 contre 56,0 % enregistré en 2012.

Concernant les crédits à moyen et long termes, ils sont passés de 410,0 milliards de CDF à 603,4 milliards, soit une hausse de 47,2 %. Ils représentent 36,2 % des crédits à décaissements en 2013 contre 24,7 % en 2012 et 29,0 % du total des concours à l'économie.

Graphique IV.19 Structure des crédits à décaissement par terme
(en pourcentage)

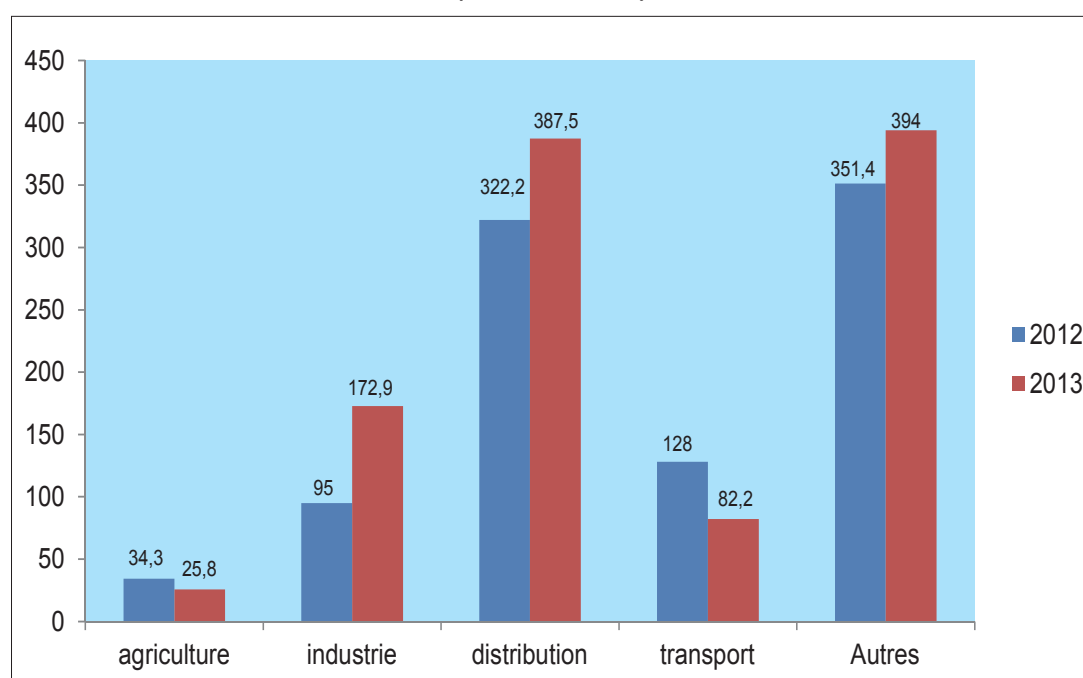


Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1.2. Allocations des crédits à décaissement par secteur

Le secteur tertiaire constitue le principal bénéficiaire de crédit à décaissement accordé par les banques commerciales. Il a atteint 77,7 % de total des crédits à décaissement en 2013. Le concours en faveur des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 5,9 % et 16,4 %. Cette situation est expliquée par le fait que le secteur minier, moteur de la croissance économique du pays, se finance sur le marché international eu égard à l'importance de leurs besoins et à l'échéance souhaitée.

Graphique IV.20 Allocation sectorielle des crédits à décaissement
(en variation %)

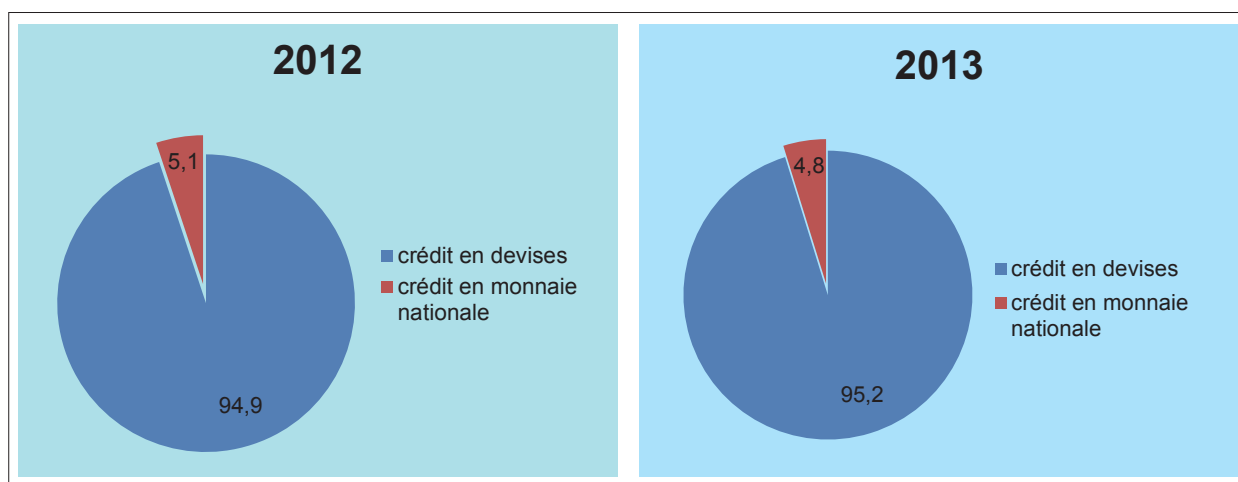


Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1. Répartition des crédits suivant la monnaie de règlement

La structure des crédits accordés à l'économie, selon la monnaie, reste dominée par les crédits en monnaies étrangères, dont le poids dans l'encours total est passé, d'une année à l'autre, de 94,9 % à 95,2 %. Cette évolution est consécutive à la prépondérance des besoins des opérateurs économiques exprimés en devises étrangères, notamment pour motif d'importation.

Graphique IV.21 Structure des crédits suivant la monnaie
(en pourcentage)



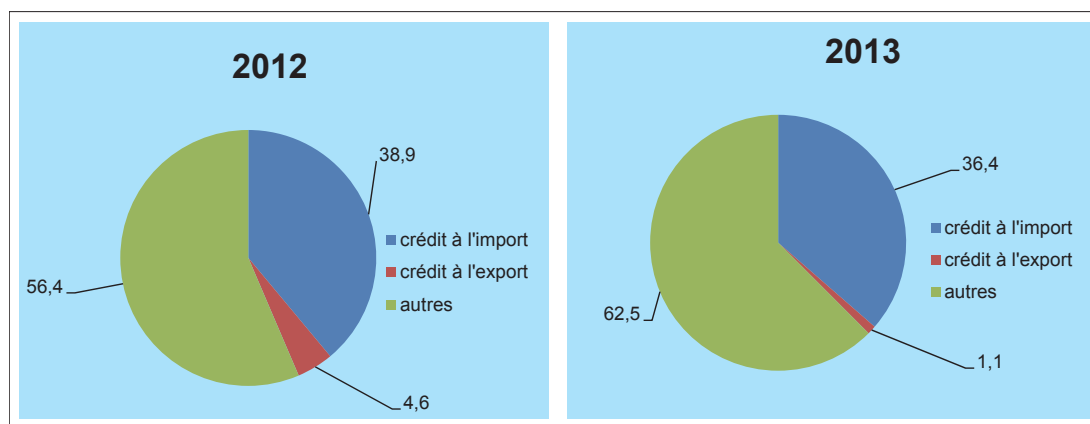
Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.2. Crédit d'engagement

Les crédits d'engagement se sont accrus de 33,4 %, s'établissant à 427,8 milliards de CDF en 2013. Les crédits documentaires à l'importation, pour leur part, se sont chiffrés à 155,8 milliards, soit une hausse de 24,8 %. En revanche, ceux à l'exportation ont baissé à 4,7 milliards de CDF, revenant de 14,8 milliards une année avant.

Par ailleurs, les autres crédits d'engagement ont connu une augmentation de 47,7 %, portant l'encours à 267,3 milliards en 2013.

Graphique IV.22 Structure des crédits d'engagement
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.8 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers
(en milliards de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
I. Crédits à décaissement	126,4	200,8	490,4	480,8	647,5	963,3	1 340,9	1 665,7
A. Crédits à court terme	115,2	169,3	412,3	367,5	436,9	681,0	930,9	1 062,3
1. Agriculture	9,7	7,9	15,2	69,2	43,0	19,0	34,3	25,8
2. Industrie	13,4	16,4	29,9	36,3	31,1	78,0	95,0	172,9
3. Distribution	16,4	23,3	79,8	53,4	56,5	124,2	322,2	387,5
4. Transport	23,6	33,8	34,4	37,4	66,3	96,3	128,0	82,2
5. Autres	52,0	88,0	253,0	171,1	240,0	363,5	351,4	394,0
B. Crédits à M.T.	11,2	31,5	78,2	113,4	210,6	282,3	410,0	603,4
1. Investissements productifs	4,8	6,5	9,8	17,9	85,5	107,0	131,2	297,2
2. Prêts spéciaux	0,0	2,3	8,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Autres	6,4	22,7	59,7	95,5	125,1	175,3	278,8	306,1
II. Crédits d'engagement	57,1	77,6	108,0	65,9	167,8	254,5	320,7	427,8
1. Crédocs à l'import	15,8	38,6	49,9	23,1	72,6	66,1	124,9	155,7
2. Crédocs à l'export	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,8	4,7
3. Autres (1)	41,3	39,0	58,1	42,8	95,2	188,4	181,0	267,3
III. Total crédits des BCM	183,5	278,4	598,4	546,7	815,4	1 217,9	1 661,6	2 093,5

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS

En dépit de la décélération observée en 2013, l'encours global des dépôts a poursuivi une trajectoire croissante. En effet, le volume global des dépôts bancaires a atteint 2 787,8 milliards de CDF, enregistrant une augmentation de 12,7 % contre 37,0 % en 2012.

IV.2.1. Encours des dépôts par catégorie des déposants

En 2013, le rythme des dépôts bancaires a été principalement boosté par les dépôts des ménages et des entreprises privées comme l'indique le tableau ci-dessous. La part de ces dépôts qui a représenté 88,6 % du total n'était que de 78,0 % une année avant.

Toutefois, il sied de noter que les dépôts des ménages ont augmenté, d'une année à l'autre, de 10,1 %, sous l'effet principalement de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat.

Tableau IV.9 Encours des dépôts par catégorie des déposants
(en milliards de CDF)

Déposants	2010	2011	2012	2013
Particuliers	466,8	721,9	1 019,7	1 074, 5
Entreprises privées	580,2	891,7	911,9	1 396, 4
Entreprises publiques	63,3	100,1	294,4	172, 1
Organismes financiers non monétaires	40,2	55,1	-	81,6
Pouvoirs publics subordonnés	17,2	29,8	24,0	53,6
Organismes publics à caractère administratif	4,0	6,1	222,8	9,3
Total	1 172,0	1 804,8	2 473,1	2 787, 7

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.2. Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

En 2013, le volume des dépôts a connu une augmentation de 314,6 milliards de CDF, s'établissant à 2.787,8 milliards. Cette hausse est localisée dans ses deux composantes que sont les dépôts à vue et ceux à terme.

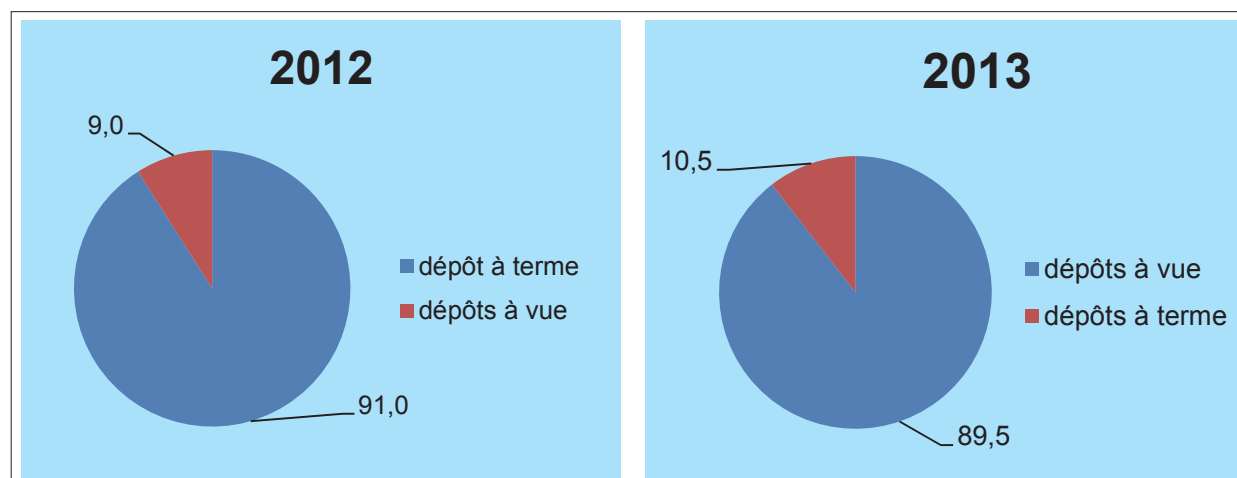
En effet, d'une année à l'autre, les dépôts à vue ont augmenté de 11,0 %, atteignant 2.496,0 milliards de CDF, tandis que ceux à terme se sont accrus de 30,5 %. Toutefois, la part des dépôts à vue dans le total de dépôts a légèrement baissé, se situant à 89,5 % contre 91,0 % l'année précédente.

Tableau IV.10 Evolution des dépôts à vue et à terme
(en milliards de CDF)

Dépôts à vue et à terme	2010	2011	2012	2013
Dépôts à vue	1 075,3	1 637,2	2 249,4	2 495,9
Dépôts à terme	96,6	167,5	223,6	291,8
Total	1 172,0	1 804,8	2 473,1	2 787,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique IV.23 Evolution des parts de dépôts selon la maturité
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.3. Encours des dépôts selon la monnaie de constitution

A fin 2013, les dépôts en monnaies étrangères se sont établis à 2.385,1 milliards de CDF, soit 85,6 % du volume global des dépôts contre 86,9 % en 2012.

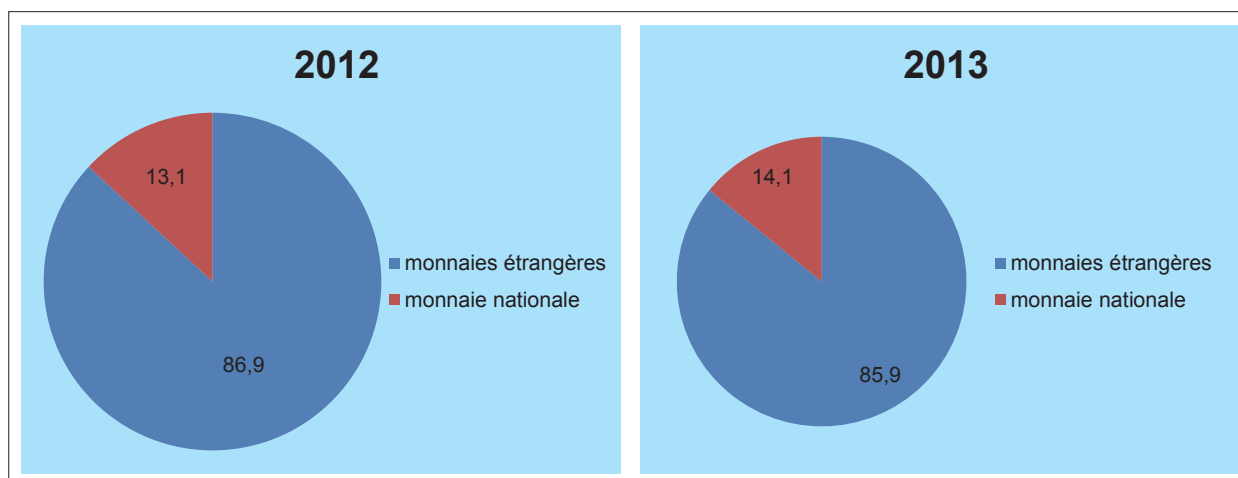
Par ailleurs, les dépôts en monnaie nationale se sont accrus de 26,3 % en 2013, se chiffrant à 392,7 milliards.

Tableau IV.11 Evolution des dépôts en monnaies nationale et en devises
(en milliards de CDF)

Monnaie	2010	2011	2012	2013
Monnaie nationale	221,3	183,6	310,8	392,6
Monnaies étrangères	1 364,8	1 685,8	2 055,8	2 385,1
Total	1 586,2	1 869,4	2 366,7	2 777,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique IV.24 Evolution de parts des dépôts par monnaie
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.12 Situation des institutions de dépôts ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-281 771,7	-273 877,1	-320 023,0	-172 601,0	-296 792,3	-40 957,1	907 867,7	834 878,3	1 389 150,8	1 450 362,7
a) Avoirs	212 957,9	165 880,2	225 141,4	308 030,8	349 210,4	1 549 392,1	2 047 759,3	2 106 483,0	2 712 617,4	2 901 965,2
b) Engagements	494 729,5	439 757,3	545 164,4	480 631,8	646 002,6	1 590 349,2	1 139 891,6	1 271 604,7	1 323 466,6	1 451 602,4
2. Avoirs intérieurs nets	503 998,2	550 988,6	842 044,1	831 434,9	1 338 168,8	1 584 493,2	1 101 741,3	1 608 736,1	1 563 748,8	2 043 129,0
2.1. Crédits intérieurs	18 640,5	148 036,6	251 415,2	373 350,9	724 294,0	859 446,1	424 933,3	800 705,7	704 091,0	1 086 297,7
a) Créances nettes sur l'Etat	-23 013,4	84 567,3	130 634,8	176 212,4	248 899,5	172 837,1	-390 052,6	-161 337,1	-600 432,7	-495 584,0
b) Crédits à l'économie	41 653,9	63 469,3	120 780,5	197 138,5	475 394,4	686 609,0	814 985,9	962 042,8	1 304 523,7	1 581 881,7
2.2. Autres postes nets	485 357,7	402 952,0	590 628,9	458 083,9	613 874,8	725 047,1	676 807,9	808 030,4	859 657,8	956 831,3
3. Masse monétaire	222 226,5	277 111,5	436 922,2	658 833,9	1 041 376,5	1 543 536,1	2 009 609,0	2 443 614,5	2 952 899,6	3 493 491,7
- Monnaie	117 077,9	138 893,0	211 982,9	300 272,9	392 483,6	479 874,8	706 164,0	790 058,7	883 844,3	1 072 910,7
- Quasi - monnaie	105 148,6	138 218,5	224 939,3	358 560,9	648 892,9	1 063 661,3	1 303 445,0	1 653 555,7	2 069 055,3	2 420 581,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Nouvelle appellation de la situation monétaire intégrée suivant le MSMF

Tableau IV.13 Situation des institutions de dépôts*(en millions de DTS)*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-409,9	-444,4	-420,1	-219,0	-298,6	-29,0	647,4	594,2	984,7	1 020,0
a) Avoirs	309,8	269,1	295,6	390,8	351,3	1 098,9	1 460,2	1 499,3	1 922,8	2 040,8
b) Engagements	719,7	713,5	715,7	609,8	649,9	1 128,0	812,8	905,1	938,1	1 020,8
2. Avoirs intérieurs nets	733,2	998,4	993,7	1 054,9	1 346,2	1 123,8	785,6	1 145,0	1 108,4	1 436,8
2.1 Crédits Intérieurs	27,1	240,2	218,3	473,7	728,7	609,6	303,0	569,9	499,1	763,9
a) Créances nettes sur l'Etat	-33,5	137,2	59,8	223,6	250,4	122,6	-278,1	-114,8	-425,6	-348,5
b) Crédits à l'économie	60,6	103,0	158,6	250,1	478,3	487,0	581,1	684,7	924,7	1 112,4
2.2. Autres postes nets	706,1	758,2	775,4	581,2	617,6	514,2	482,6	575,1	609,3	672,9
3. Masse monétaire	323,3	449,6	573,6	835,9	1 047,6	1 094,8	1 433,0	1 739,2	2 093,1	2 456,8
- Monnaie	170,3	225,4	278,3	381,0	394,8	340,4	503,5	562,3	626,5	754,5
-Quasi - monnaie	153,0	224,3	295,3	455,0	652,8	754,4	929,4	1 176,9	1 466,6	1 702,2
Taux de change CDF/DTS	687,38	616,3	761,7	788,1	994,0	1 409,9	1 402,4	1 405,0	1 410,8	1 422,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.14 Situation des institutions de dépôts en 2013
(en millions de CDF)

	2012	2013			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre(p)
1. Avoirs extérieurs nets	1 389 150,8	1 513 090,6	1 296 642,5	1 309 875,2	1 450 362,7
a) Avoirs extérieurs	2 712 617,4	2 858 307,0	2 582 646,7	2 695 691,8	2 901 965,2
b) Engagements extérieurs	1 323 466,6	1 345 216,4	1 286 004,2	1 385 816,6	1 451 602,4
2. Avoirs intérieurs nets	1 563 748,8	1 535 464,4	1 764 085,6	1 918 523,7	2 043 129,0
2.1 Crédits intérieurs	704 091,0	682 688,0	867 709,5	971 680,7	1 086 297,7
a) Créances nettes sur l'Etat	-600 432,7	-684 124,3	-586 425,7	-560 562,9	-495 584,0
b) Crédits à Economie	1 304 523,7	1 366 812,3	1 454 135,3	1 532 243,7	1 581 881,7
2.2 Autres postes nets	859 657,8	852 776,4	896 376,1	946 842,9	956 831,3
3. Masse monétaire	2 952 899,6	3 048 555,0	3 060 728,1	3 228 398,8	3 493 491,7
Monnaie	883 844,3	882 709,0	899 929,3	957 356,9	1 072 910,7
Quasi - Monnaie	2 069 055,3	2 165 846,0	2 160 798,8	2 271 042,0	2 420 581,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.15 Situation des institutions de dépôts en 2013*(en millions de DTS)*

	2012	2013			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
1. Avoirs extérieurs nets	594,2	1 102,7	940,6	926,2	1 020,0
a) Avoirs extérieurs	1 499,3	2 083,0	1 873,5	1 906,0	2 040,8
b) Engagements extérieurs	905,1	980,3	932,9	979,9	1 020,8
2. Avoirs intérieurs nets	1 145,0	1 119,0	1 279,7	1 356,5	1 436,8
2.1 Crédits intérieurs	569,9	497,5	629,4	687,0	763,9
a) Créances nettes sur l'Etat	-114,8	-498,5	-425,4	-396,4	-348,5
b) Crédits à Economie	684,7	996,1	1 054,8	1 083,4	1 112,4
2.2 Autres postes nets	575,1	621,5	650,2	669,5	672,9
3. Masse monétaire	1 739,2	2 221,6	2 220,3	2 282,7	2 456,8
Monnaie	562,3	643,3	652,8	676,9	754,5
Quasi - Monnaie	1 176,9	1 578,3	1 567,5	1 605,8	1 702,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.16 Liquidités monétaires et quasi monétaires
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(a)
1. Circulation fiduciaire hors banques	101 467,3	119 935,0	182 233,0	233 252,9	304 567,8	381 486,1	489 377,3	615 344,7	595 164,0	692 944,9
Circulation fiduciaire hors BCC(1)	112 155,8	136 515,9	185 333,0	243 784,8	320 274,2	394 659,4	510 071,3	647 486,9	642 560,2	760 458,3
Encaisses B.C.C.	-6 267,3	-12 722,2	-	-	-	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-4 421,2	-3 858,7	-3 100,0	-10 531,9	-15 706,4	-13 173,3	-20 694,0	-32 142,2	-47 396,2	-67 513,4
2. Monnaie scripturale	120 759,3	157 176,5	254 688,9	425 581,0	736 808,8	1 162 050,1	1 520 231,7	1 828 269,8	2 357 735,6	2 800 546,8
Dépôts à vue	15 610,6	18 958,0	29 749,1	67 020,0	87 915,8	98 388,7	216 786,7	174 714,0	288 680,3	379 965,8
- Banque Centrale du Congo	246,4	167,5	323,6	1 032,3	1 591,7	7 351,6	3 877,5	8 614,1	3 574,9	17 658,2
- Banques Créatrices de Monnaie	15 364,2	18 790,5	29 425,5	65 987,7	86 324,2	91 037,2	212 909,2	166 099,9	285 105,4	362 307,6
Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	98 192,2	128 399,0	213 516,1	340 964,4	605 961,2	1 021 994,2	1 258 432,7	1 628 356,4	2 046 264,1	2 398 929,1
Dépôts à terme en Monnaie Nationale	362,4	381,5	441,4	2 500,1	1 305,6	3 497,4	8 464,9	17 544,3	25 740,5	30 354,5
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	362,4	381,5	441,4	2 500,1	1 305,6	3 497,4	8 464,9	17 544,3	25 740,5	30 354,5
Dépôts en devises des résidents	97 829,9	128 017,6	213 074,7	338 464,3	604 655,6	1 018 496,9	1 249 967,8	1 610 812,2	2 020 523,6	2 368 574,5
- Banque Centrale du Congo	6 071,1	5 619,6	4 424,0	1 945,9	2 704,9	3 367,5	4 983,8	6 476,3	3 599,8	2 834,9
- Banques Créatrices de Monnaie	91 758,8	122 397,9	208 650,7	336 518,4	601 950,7	1 015 129,3	1 244 984,0	1 604 335,9	2 016 923,8	2 365 739,6
Provision pour paiements des importations	6 956,4	9 819,4	11 423,6	17 596,5	42 931,7	41 667,1	45 012,3	25 199,3	22 791,2	21 652,0
- Banque Centrale du Congo	4 687,5	3 361,1	2 817,9	2 959,8	2 908,0	4 151,2	3 862,2	3 771,9	3 901,4	4 069,1
- Banques Créatrices de Monnaie	2 268,9	6 458,4	8 605,7	14 636,8	40 023,7	37 515,9	41 150,0	21 427,5	18 889,8	17 582,9
Total (1 + 2)	222 226,5	277 111,5	436 921,8	658 833,9	1 041 376,5	1 543 536,1	2 009 609,0	2 443 614,5	2 952 899,6	3 493 491,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007, ancien poste «Emissions monétaires».

Tableau IV.17 Liquidités monétaires et quasi monétaires
(en millions de CDF)

	2012	2013			
	Décembre 2011	Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
1. Circulation fiduciaire hors banques	595 164,0	559 870,4	579 138,3	613 016,7	692 944,9
Circulation fiduciaire hors BCC	642 560,2	612 629,6	640 290,0	680 839,1	760 458,3
Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-47 396,2	-52 759,2	-61 151,7	-67 822,4	-67 513,4
2. Monnaie scripturale	2 357 735,6	2 488 684,6	2 481 589,8	2 615 382,1	2 800 546,8
Dépôts à vue	288 680,3	322 838,6	320 791,0	344 340,1	379 965,8
- Banque Centrale du Congo	3 574,9	5 252,7	5 176,0	5 204,8	17 658,2
- Banques Créatrices de Monnaies	285 105,4	317 585,8	315 615,0	339 135,3	362 307,6
Dépôts à terme en Monnaie Nationale et dépôts en devises	2 046 264,1	2 143 995,4	2 135 331,1	2 247 790,5	2 398 929,1
Dépôts à terme en Monnaie Nationale	25 740,5	25 551,0	27 762,0	27 044,1	30 354,5
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	25 740,5	25 551,0	27 762,0	27 044,1	30 354,5
Dépôts en devises des résidents	2 020 523,6	2 118 444,5	2 107 569,1	2 220 746,3	2 368 574,5
- Banque Centrale du Congo	3 599,8	4 737,3	4 471,0	3 879,1	2 834,9
- Banques Créatrices de Monnaies	2 016 923,8	2 113 707,1	2 103 098,2	2 216 867,2	2 365 739,6
Provision pour paiements des importations	22 791,2	21 850,5	25 467,7	23 251,5	21 652,0
- Banque Centrale du Congo	3 901,4	3 769,5	3 838,9	4 016,0	4 069,1
- Banques Créatrices de Monnaies	18 889,8	18 081,1	21 628,8	19 235,5	17 582,9
Total (1 + 2)	2 952 899,6	3 048 555,0	3 060 728,1	3 228 398,8	3 493 491,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.18 Origine des variations de la masse monétaire
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(p)
Variations de la masse monétaire	25 662	16 789	159 811	221 912	382 543	502 160	466 073	434 006	509 285	540 592
Monnaie fiduciaire	11 044	12 060	73 090	88 290	92 211	87 391	226 289	83 895	93 786	189 066
Monnaie scripturale	14 618	4 729	86 721	133 622	290 332	414 768	239 784	350 111	415 500	351 526
Origine des variations	25 662	16 789	159 811	221 912	382 543	502 160	466 073	434 006	509 285	540 592
1. Avoirs extérieurs nets	-770	-7 444	-46 146	147 422	-124 191	255 835	948 825	-72 989	554 272	61 212
2. Avoirs intérieurs nets	26 432	24 233	205 957	74 490	506 734	246 324	-482 752	506 995	-44 987	479 380
Créances nettes sur l'Etat	11 035	30 627	25 303	130 677	72 687	-76 062	-562 890	228 715	-439 096	104 849
Crédits à l'économie	2 544	9 858	57 311	76 358	278 256	211 215	128 377	147 057	342 481	277 358
Autres postes nets	12 853	-16 251	123 342	-132 545	155 791	111 172	-48 239	131 222	51 627	97 173

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.19 Contribution à la croissance de la masse monétaire
(en pourcentage)

	2012	2013			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
Variations de la masse monétaire	+509 285,2	+95 655,3	+12 173,1	+167 670,7	+265 092,9
Monnaie fiduciaire	+93 785,6	-1 135,4	+17 220,3	+57 427,6	+115 553,8
	+415 499,6				
Monnaie scripturale		+96 790,7	-5 047,2	+110 243,1	+149 539,1
Origine des variations	+509 285,2	+95 655,3	+12 173,1	+167 670,7	+265 092,9
1. Avoirs extérieurs nets	+554 272,5	+123 939,8	-216 448,1	+13 232,7	+140 487,6
2. Avoirs intérieurs nets	-44 987,3	-28 284,5	+228 621,2	+154 438,1	+124 605,3
Créances nettes sur l'Etat	-439 095,6	-83 691,6	+97 698,6	+25 862,8	+64 979,0
Crédits à l'économie	+342 480,9	+62 288,6	+87 322,9	+78 108,4	+49 638,0
Autres postes nets	+51 627,4	-6 881,4	+43 599,7	+50 466,8	+9 988,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.20 Contribution à la croissance de la masse monétaire
(en millions de CDF)

	2012	2013			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
Variations de la masse monétaire	+509 285	+95 655	+12 173	+167 671	+265 093
Monnaie fiduciaire	+93 786	-1 135	+17 220	+57 428	+115 554
Monnaie scripturale	+415 500	+96 791	-5 047	+110 243	+149 539
Origine des variations	+509 285	+95 655	+12 173	+167 671	+265 093
1. Avoirs extérieurs nets	+554 272	+123 940	-216 448	+13 233	+140 488
2. Avoirs intérieurs nets	-44 987	-28 284	+228 621	+154 438	+124 605
Créances nettes sur l'Etat	-439 096	-83 692	+97 699	+25 863	+64 979
Crédits à l'économie	+342 481	+62 289	+87 323	+78 108	+49 638
Autres postes nets	+51 627	-6 881	+43 600	+50 467	+9 988

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.21 Contribution à la croissance de la masse monétaire
(en pourcentage)

	2012	2013			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
Variations de la masse monétaire	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
Monnaie fiduciaire	+18,4	-1,2	+141,5	+34,3	+43,6
Monnaie scripturale	0,0	+101,2	-41,5	+65,7	+56,4
Origine des variations	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
1. Avoirs extérieurs nets	+66,4	+129,6	-1 778,1	+7,9	+53,0
2. Avoirs intérieurs nets	+33,6	-29,6	+1 878,1	+92,1	+47,0
Créances nettes sur l'Etat	+58,9	-87,5	+802,6	+15,4	+24,5
Crédits à l'économie	+34,4	+65,1	+717,3	+46,6	+18,7
Autres postes nets	-59,7	-7,2	+358,2	+30,1	+3,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.22 Ventilation des émissions monétaires en Francs Congolais (en millions de CDF)										
BILLETS	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
20000 FC									12 000 000	51 600 000
10000 FC									14 200 000	72 400 000
5000 FC									20 900 000	64 900 000
1000 FC									14 740 000	69 940 000
500 FC	15 119 977	34 868 289	82 739 393	156 266 158	258 866 158	394 946 158	515 716 108	603 936 109	673 436 109	711 236 109
200 FC	19 811 952	23 194 475	32 084 911	40 082 790	45 882 790	48 642 790	72 548 790	100 388 790	101 396 790	106 196 790
100 FC	55 395 118	57 575 297	57 163 103	61 415 417	64 917 417	79 277 917	95 058 917	107 958 917	108 698 917	109 298 917
50 FC	13 069 154	14 928 042	15 576 347	16 772 521	22 072 521	25 540 021	29 578 521	41 560 521	45 570 521	45 570 521
20 FC	6 606 152	4 059 300	3 680 672	4 034 110	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510
10 FC	1 627 394	1 397 868	1 199 061	1 469 681	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081
5 FC	406 496	375 667	370 807	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652
1 FC	41 950	41 160	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122
50 CC	50 244	49 373	49 356	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352
20 CC	15 738	14 976	14 970	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967
10 CC	8 431	8 270	8 267	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266
5 CC	3 040	3 016	3 016	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015
1 CC	152	150	150	150	150	150	150	150	150	150
TOTAL	112 155 797	136 515 883	192 931 174	280 528 201	400 128 000	556 796 000	721 291 450	862 233 452	999 331 452	1 239 531 451

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.23 Ventilation des dépôts à terme ⁽¹⁾ par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
A. Secteur d'activités	16 037,8	8 880,2	21 308,5	45 484,9	98 499,0	97 816,0	96 646,2	167 595,3	223 668,1	291 808,0
Agriculture	-	-	33,4	71,3	45,1	0,6	0,6	0,9	1,2	2,2
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	58,6
Elevage et pêche	124,8	-	2,5	5,4	-	356,9	362,3	619,9	810,3	452,1
Industries extractives	-	-	-	-	2 324,1	7 325,6	1 941,1	7 958,8	16 630,8	23 571,9
Industries manufacturières	309,6	256,3	-	-	610,0	1 356,2	1 211,6	2 212,4	3 079,0	8 606,3
Eau, gaz, électricité	9 693,5	3 400,5	861,4	1 838,7	1 295,2	2 087,3	3 186,0	4 550,6	4 738,7	4 951,5
Industries du bâtiment et travaux publics	-	34,3	187,0	399,3	152,0	125,3	22,0	126,4	284,5	856,0
Commerce	1 281,0	527,7	3 055,2	6 521,6	7 457,4	17 185,4	16 524,1	29 049,8	39 014,6	36 464,6
Transports	53,9	81,2	767,2	1 637,6	212,6	2 441,1	2 039,2	3 859,4	5 541,8	7 042,1
Entreprises immobilières et d'assurances ⁽²⁾	53,5	8,7	50,7	108,2	77,3	58,2	58,2	100,3	132,1	895,4
Autres services	3 839,0	2 576,2	3 251,2	6 940,0	27 903,6	12 771,4	15 889,1	24 717,9	29 796,0	54 074,3
Divers ⁽³⁾	682,5	1 995,3	13 099,8	27 962,8	58 421,8	54 107,9	55 411,9	94 398,8	123 639,0	154 833,1
B. Catégorie de déposants	16 038,5	8 880,2	21 308,5	45 484,9	98 499,0	97 816,0	96 646,2	167 595,3	223 667,6	291 808,3
Particuliers	1 318,5	2 098,2	9 279,5	19 807,9	40 175,5	52 621,4	55 978,2	93 616,3	102 143,4	112 472,9
Entreprises privées	11 612,7	3 329,6	10 691,2	22 821,3	50 644,5	42 143,5	36 650,3	67 881,7	100 521,3	146 174,0
Entreprises publiques	-	3 400,5	991,5	2 116,5	1 295,2	2 186,1	2 002,5	3 609,1	18 841,2	20 287,4
Organismes financiers non monétaires	2 750,5	51,9	346,2	739,1	6 383,9	534,7	534,7	921,6	-	8 548,0
Pouvoirs publics subordonnés	356,8	-	-	-	-	-	1 480,5	1 283,6	1 605,0	3 343,0
Organismes publics à caractère administratif	-	-	-	-	-	330,3	-	283,0	556,8	983,0
C. Province	16 038,5	8 880,2	21 308,5	45 484,9	98 499,0	97 816,0	96 646,2	167 595,3	223 667,9	291 808,3
Kinshasa	15 745,2	8 603,2	18 631,6	39 770,9	82 618,6	65 141,0	62 179,8	109 718,8	162 467,6	208 330,6
Bas-Congo	18,1	13,4	75,8	161,7	463,5	568,9	568,9	980,7	5 000,2	6 731,1
Bandundu	0,3	-	-	-	-	-	-	-	67,6	30,6
Equateur	0,5	-	-	-	-	-	-	-	249,1	263,1
Orientale	-	-	30,4	64,9	61,9	114,4	117,8	200,1	4 310,1	2 028,8
Sud, Nord Kivu et Maniema	185,0	4,3	346,0	738,5	535,7	2 799,2	2 826,8	4 849,0	13 432,0	19 531,0
Katanga	79,5	259,3	2 224,7	4 748,8	14 607,5	28 435,9	30 330,8	50 659,1	36 890,6	52 449,2
Kasai Oriental	4,9	-	-	-	183,5	668,1	525,8	1 028,3	550,5	1 391,3
Kasai Occidental	4,9	-	-	-	28,4	88,5	96,3	159,3	700,2	1 052,6
D. Echéance	16 038,5	8 880,2	21 308,5	45 484,9	98 499,0	97 816,0	96 646,2	167 595,3	223 668,0	291 808,0
15 jours	-	-	6 603,0	14 094,7	8 235,6	40,3	40,3	69,5	92,1	121,0
1 mois	666,6	371,5	2 131,3	4 549,5	5 142,2	12 748,0	9 133,8	18 840,6	24 963,8	32 804,2
3 mois	1 235,9	2 897,8	3 522,6	7 519,3	68 057,3	36 914,7	36 590,7	63 350,5	83 939,6	110 302,5
6 mois	7 706,8	3 488,8	6 245,6	13 331,8	5 498,4	20 747,5	21 016,5	35 996,6	47 695,5	62 675,3
1 an et plus	6 429,2	2 122,1	2 806,0	5 989,6	11 565,5	27 365,6	29 864,8	49 338,2	66 977,0	85 904,9

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) Y compris l'Institut National de la Sécurité Sociale.

(3) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Zaïre et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades.

**Tableau IV.24 Ventilation des crédits aux entreprises et aux particuliers
par institutions prêteuses**
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A. Banques	73 794,0	113 862,8	183 469,1	278 437,9	278 437,9	546 699,6	815 366,6	1 217 875,3	1 661 610,2	2 093 524,0
- crédits à décaissement (1)	43 198,0	63 625,3	126 399,6	200 833,0	200 833,0	480 847,1	647 547,5	963 345,2	1 340 903,3	1 665 719,0
- crédits de signature	30 596,0	50 237,5	57 069,5	77 604,9	77 604,9	65 852,5	167 819,1	254 530,1	320 706,9	427 805,0
B. Institutions spécialisées	16 611,3	53 609,8	36 657,1	65 732,1	89 295,0	96 478,5	1 237,1	25 150,8	35 697,4	48 257,0
Total	90 405,3	167 472,6	220 126,2	344 170,0	367 732,9	643 178,1	816 603,7	1 243 026,0	1 697 307,6	2 141 781,0

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les utilisations des crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.25 Utilisation des crédits bancaires
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A. Crédits à court terme	41 442,7	60 608,0	115 152,3	169 307,4	412 259,2	367 470,8	436 916,8	681 042,6	930 925,6	1 062 353,0
1. Agriculture	3 312,0	5 188,9	9 747,1	7 921,4	15 194,7	69 245,6	43 000,6	19 014,0	34 338,7	25 757,0
2. Industries manufacturières	11 894,4	9 870,2	13 378,9	16 374,5	29 869,4	36 337,4	31 131,5	77 988,9	94 973,9	172 868,0
3. Distribution	6 777,4	10 904,2	16 436,9	23 267,3	79 805,5	53 441,0	56 456,5	124 247,7	322 172,1	387 515,0
4. Transport	6 941,9	6 413,6	23 555,3	33 751,9	34 353,2	37 365,3	66 324,8	96 304,2	128 015,7	82 189,0
5. Autres	12 516,9	28 231,1	52 034,1	87 992,2	253 036,4	171 081,5	240 003,5	363 487,7	351 425,1	394 024,0
6. Coton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Fibres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Vivres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11. Autres crédits trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. Crédits Banque Mondiale (86)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	1 755,3	3 017,4	11 247,3	31 525,6	78 151,4	113 376,2	210 630,7	282 302,6	409 977,7	603 366,0
1. Investissements productifs	1 146,1	1 198,3	4 844,0	6 455,8	9 847,4	17 889,5	85 525,0	106 998,0	131 192,9	297 214,0
2. Prêts spéciaux	-	9,0	9,0	2 327,5	8 638,1	-	-	-	-	-
3. Autres	609,2	1 810,0	6 394,2	22 742,3	59 665,9	95 486,7	125 105,7	175 304,7	278 784,8	306 152,0
I. Crédits à décaissement total (A+B)	43 198,0	63 625,3	126 399,6	200 833,0	490 410,7	480 847,1	647 547,5	963 345,2	1 340 903,3	1 665 719,0
II. Crédits d'engagement	30 596,3	50 237,5	57 069,5	77 604,9	108 073,1	65 852,5	167 819,1	254 530,1	320 706,9	427 805,0
1. Crédocs à l'exportation	25,9	1 199,3	-	-	80,5	-	-	-	14 813,5	4 700,0
2. Crédocs à l'importation	7 025,9	10 766,8	15 752,7	38 588,4	49 938,0	23 097,5	72 576,5	66 119,9	124 862,3	155 791,0
- payables à l'embarquement	2 596,2	2 179,5	4 741,8	5 262,0	6 505,8	23,9	23 140,1	38 612,2	90 733,7	143 532,0
- payables à délai d'embarquement	4 276,7	8 587,3	9 429,2	26 206,9	33 247,9	3 825,8	49 436,4	27 507,8	34 128,6	12 259,0
3. Autres	23 544,6	38 271,4	41 316,8	39 016,5	58 054,5	42 755,0	95 242,6	188 410,2	181 031,1	267 314,0
TOTAL GENERAL (I + II)	73 794,4	113 862,8	183 469,1	278 437,9	598 483,7	546 699,6	815 366,6	1 217 875,3	1 661 610,2	2 093 524,0

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.26 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

Secteurs d'activités économiques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, forêts, élevage et pêche	3 480,5	5 727,9	7 458,3	8 459,0	18 490,6	12 420,0	20 400,2	19 014,0	53 086,8	38 127,0
Production minière	5 298,1	4 340,7	10 058,3	15 185,4	24 595,4	17 504,2	36 339,6	71 908,4	63 904,6	177 503,0
Production industrielle	5 123,2	4 373,6	7 794,2	9 638,5	26 344,4	13 930,6	51 188,9	87 648,5	85 377,6	56 428,0
Bâtiments et travaux publics	2 339,2	2 361,1	2 136,1	7 637,0	12 099,9	30 684,5	13 679,5	38 417,3	94 973,9	39 253,0
Energie	1 405,3	123,5	4 902,8	3 954,5	2 406,6	7 625,3	15 464,5	21 230,3	46 277,7	82 768,0
Transports	2 497,0	11 632,5	12 859,1	18 687,3	37 236,6	22 115,8	62 215,7	62 354,4	128 015,7	113 318,0
Distribution	6 966,1	12 547,1	18 408,0	23 534,1	84 008,0	91 130,9	44 129,0	96 666,1	136 908,0	238 745,0
Commerce, Import, biens de consommation	-	-	173,3	202,4	4 351,9	20 165,8	132 759,3	112 838,7	124 152,5	156 173,0
Commerce, Import, biens d'équipement et matières incorporées à la production	-	-	69,4	66,9	187,3	43 678,5	58 634,0	33 851,6	68 973,6	121 889,0
Commerce, export. matières premières	-	-	2,4	14,4	668,7	19 396,4	55 698,5	78 987,1	82 768,3	68 890,0
Commerce, export. prod. finis ou semi-finis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	16 088,7	22 519,0	62 537,7	113 453,4	280 021,1	202 195,1	157 038,2	340 428,8	456 464,5	572 625,0
Total	43 198,0	63 625,3	126 399,6	200 833,0	490 410,7	480 847,1	647 547,5	963 345,2	1 340 903,3	1 665 719,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris le Portefeuille titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo

Tableau IV.27 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^(a)	2011	2012	2013
Production agricole	2 867,0	3 424,1	21 955,7	52 737,9	43 891,9	7 709,0	7 418,9	8 817,5	23 708,6	16 184,0
Traitement et conditionnement de la production agricole	422,7	1 256,9	5 752,4	14 160,0	7 660,4	1 411,5	2 357,8	3 803,5	8 612,8	12 658,0
Sylviculture et exploitation forestière	428,7	1 060,0	8 551,0	30 422,3	18 622,7	3 334,7	9 464,5	3 096,5	13 167,7	12 246,0
Elevage	18,5	17,9	428,5	8 334,8	11 778,8	78,6	604,9	2 603,3	5 580,3	9 696,0
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	4 852,0	3 603,5	58 837,2	79 153,6	3 449,9	20 004,8	25 844,8	71 908,4	98 538,0	86 215,0
Minerais non métalliques	-	-	237,0	1 452,0	633,6	1 106,3	7 639,1	87 648,5	105 366,6	82 076,0
Alimentation	592,1	523,0	5 333,2	19 170,7	24 108,1	1 196,6	8 293,5	13 568,5	28 367,0	31 578,0
Boissons	926,0	1 201,1	11 651,2	20 702,4	13 957,9	7 871,9	14 693,6	18 652,3	98 742,0	83 579,0
Tabac	127,1	1 070,7	-	9 852,0	-	9 000,0	6 583,7	5 202,4	30 856,5	16 578,0
Textiles et confections	1 486,8	2 046,8	4 014,4	34 040,4	7 522,5	3 558,0	5 367,6	9 532,0	15 034,9	10 873,0
Industries chimiques	191,8	245,7	203,1	14 192,8	19 247,7	835,1	11 423,6	13 568,2	38 124,8	25 365,0
Matériaux de construction	502,7	1 962,8	16 381,1	8 185,1	2 572,4	3 046,0	4 099,5	3 024,6	61 733,1	39 254,0
Métallurgie et fabrications métalliques	480,4	435,5	10 424,8	17 332,8	4 433,5	1 256,2	1 098,5	2 356,8	6 547,8	5 368,0
Autres industries manufacturières	1 341,9	2 357,2	13 295,8	21 889,6	24 760,7	6 402,9	14 694,9	5 698,0	9 207,6	10,0
Eau, gaz, électricité	1 761,0	464,7	16 526,1	26 041,0	71 025,6	7 155,8	13 590,1	27 640,1	46 277,7	91 581,0
Industries du bâtiment et travaux publics	475,0	1 261,0	13 675,9	19 074,2	114 897,1	21 543,7	12 742,3	38 417,3	33 240,9	39 253,0
Commerce de gros et demi-gros	1 648,9	2 306,1	100 369,0	67 506,7	61 444,2	47 880,5	105 594,1	163 584,2	165 536,6	268 124,0
Commerce de détail	18 812,6	3 178,6	15 482,7	70 631,4	30 199,0	29 613,2	52 328,5	48 562,3	60 357,8	78 928,0
Compagnies pétrolières	839,6	1 993,7	29 496,1	17 321,8	12 108,3	10 272,7	7 815,8	13 530,8	21 304,8	22 756,0
Transports	1 829,5	3 965,8	4 038,3	52 359,6	31 720,7	18 703,5	61 278,4	62 354,4	78 015,7	113 318,0
Entreprises immobilières et d'assurances	139,3	259,1	1 376,2	98,2	-	10 510,0	34 609,8	36 166,5	18 461,0	20 917,0
Autres services	2 728,1	9 807,7	115 171,2	-	93 038,0	77 949,9	56 500,6	108 163,6	126 780,3	128 985,0
Divers	9 008,5	15 095,2	124 994,5	-	29 193,8	190 406,4	183 502,9	215 445,1	247 340,6	470 177,0
Total	51 480,1	57 537,1	578 195,3	584 659,2	626 267,0	480 847,1	647 547,5	963 345,2	1 340 903,3	1 665 719,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.28 Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Production agricole	568,3	-	434,8	265,9	3 513,7	19,7	425,7	625,0	856,1	1 036,0
Traitement et conditionnement de la production agricole	44,0	5,3	115,8	194,4	7 660,4	8,1	21,3	32,0	3 549,1	6 593,0
Sylviculture et exploitation forestière	-	216,2	86,2	100,6	416,3	30,1	58,3	654,1	850,8	2 035,0
Elevage	-	-	4 066,3	7 345,4	8 154,8	1 246,0	3 578,9	5 412,4	8 320,8	9 563,0
Minerais métalliques	135,3	22,4	1 480,9	978,3	3 449,9	1 515,9	5 008,8	8 654,1	12 950,1	13 547,0
Minerais non métalliques	-	-	-	-	633,6	36,4	6 578,0	8 564,3	18 308,0	23 586,0
Alimentation	24,7	52,5	448,5	668,7	1 626,5	15,8	45,7	65,2	108,7	8 658,0
Boissons	2 051,7	1 727,1	27 244,0	34 734,2	5 756,5	10 793,7	35 678,0	26 547,2	39 076,8	42 365,0
Tabac	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	80,0	842,2	11 354,4	6 588,0	7 522,5	110,0	568,7	6 258,7	8 974,0	13 587,0
Industries chimiques	-	19,5	9 401,4	-	-	1 739,0	8 652,5	7 564,0	5 352,8	6 328,0
Matériaux de construction	1 474,2	889,2	14 668,8	7 439,3	2 572,4	447,1	3 025,8	2 034,7	8 479,2	13 578,0
Métallurgie et fabrications métalliques	236,1	149,3	1 351,2	2 718,9	3 634,4	469,1	2 154,0	2 035,9	3 257,6	5 369,0
Autres industries manufacturières	247,6	747,2	2 850,3	915,1	6 798,1	196,3	521,4	624,8	957,8	2 346,0
Eau, gaz, électricité	270,1	20,0	2 073,8	5 484,1	56 340,3	469,5	987,6	1 023,7	3 204,8	4 564,0
Industries du bâtiment et travaux publics	3 371,9	3 738,3	39 537,3	57 352,4	111 494,6	23 689,2	45 630,9	43 953,1	48 744,8	65 348,0
Commerce de gros et demi-gros	95,4	97,0	38 333,9	19 744,0	19 135,4	2 756,7	6 587,0	85 641,0	96 888,3	129 377,0
Commerce de détail	102,2	991,8	8 949,1	8 673,5	7 999,1	446,0	2 564,7	3 652,0	4 569,9	7 562,0
Compagnies pétrolières	1 342,3	1 469,8	4 171,4	-	-	1 133,2	320,6	485,6	657,9	2 457,0
Transports	108,1	231,9	4 038,3	10 854,8	11 337,4	3 412,3	7 854,0	8 652,0	10 579,3	18 369,0
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	-	1 448,1	28 620,7	-	-	-	-	5 634,0
Autres services	274,9	552,9	14 462,6	33 861,1	42 843,2	7 153,7	15 321,9	8 325,9	5 234,7	7 852,0
Divers	233,5	390,0	3 639,1	7 473,6	12 561,1	10 164,7	22 235,4	33 724,2	39 785,4	38 051,0
Total	10 660,5	12 162,6	188 708,3	206 840,3	342 071,0	65 852,5	167 819,1	254 530,1	320 706,9	427 805,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.29 Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits
(en millions de CDF)

Formes des crédits	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^{p)}
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-			
Crédits documentaires à l'importation	2 775	4 864	51 999	33 391	5 859,8	22 689,4	72 576,5	66 119,9	124 862,3	155 791,0
Crédits documentaires à l'exportation	-	-	-	-	862,5	-	-		14 813,5	4 699,0
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-			
Lettres de garantie	166	2 653	33 190	22 071	1 893,8	14 780,2	45 320,8	86 668,7	76 033,1	98 096,0
Cautions	8 707	7 719	104 121	91 385	243 115,7	27 881,2	39 116,9	67 827,7	54 309,3	89 657,0
Avals	-	-	-	-	670,8	501,7	10 804,9	33 913,8	50 688,7	79 562,0
Total	11 648	15 236	189 311	146 848	252 402,5	65 852,5	167 819,1	254 530,1	320 706,9	427 805,0

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

Tableau IV.30 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Production agricole	687,9	4 146,2	2 318,6	19 593,0	21 945,9	3 218,9	230,2	6 574,1	8 642,1	9 634,0
Traitement et conditionnement de la production agricole	466,7	1 915,7	697,1	-		943,9	32,0	124,8	325,0	587,0
Sylviculture et exploitation forestière	428,7	572,0	6 677,2	1 005,8	1 820,6	3 173,1	-	-	-	156,0
Elevage	18,5	25,6	168,3	8 849,5	3 623,9	973,2	-	-	123,9	547,0
Pêche	-	-	-	116,2		39,4	-	-	-	-
Industries métalliques	498,7	6 623,8	-	-		-	-	-	-	-
Alimentation	616,8	1 352,1	1 027,1	16,8	2 248,2	12 638,6	123,5	564,3	8 939,8	12 476,0
Boissons	2 977,7	3 048,8	6,4	2 800,1	8 201,4	2 092,0	-	-	12,9	24,0
Tabac	127,1	105,3	-	-		-	-	-	-	-
Textiles et confections	156,7	2 407,3	1 994,5	1 118,8	8 099,7	1 055,4	85,6	165,7	198,7	357,0
Industries chimiques	191,8	912,5	503,5	1 373,0	1 924,8	3 166,0	21,4	324,6	423,7	687,0
Matériaux de construction	197,7	2 524,6	200,2	1 990,2	1 990,2	331,7	41,3	987,5	1 236,8	1 837,0
Métallurgie et fabrications métalliques	716,5	885,2	300,3	300,3	799,1	50,0	-	12,5	22,0	357,0
Autres industries manufacturières	1 589,4	2 340,0	2 068,2	1 348,0	1 796,3	6 646,3	75,6	324,6	392,8	1 578,0
Eau, gaz, électricité	203,1	1 000,7	850,1	856,6	1 468,5	2 194,6	-	647,1	569,0	973,0
Industries du bâtiment et travaux publics	524,0	4 960,4	-	850,6	3 402,5	2 388,1	-	-	123,9	546,0
Commerce de gros et demi-gros	174,4	2 353,8	2 644,0	2 253,7	4 230,9	14 547,6	236,8	568,9	865,2	2 374,0
Commerce de détail	1 891,5	3 915,4	2 968,8	305,0	2 220,0	9 759,3	12,4	24,5	135,9	367,0
Compagnies pétrolières	2 182,0	3 056,0	1 233,8	770,9	770,9	33,3	-		52,4	154,0
Transports	1 937,6	525,8	-	1 660,4	3 099,9	1 947,8	156,3	248,3	394,6	943,0
Autres services	300,3	9 241,4	5 111,1	5 070,4	5 019,5	11 121,0	53,6	324,8	5 674,0	6 574,0
Divers	724,2	1 697,3	7 887,9	15 452,7	16 632,7	20 158,2	168,4	8 259,1	7 564,8	8 086,0
Total	16 611,3	53 609,8	36 657,1	65 732,1	89 295,0	96 478,5	1 237,1	19 150,8	35 697,4	48 257,0

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

Tableau IV.31 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets	-347 579,1	-357 784,9	-433 605,3	-333 265,0	-390 061,7	-557 610,2	171 534,2	19 178,1	337 134,8	386 013,5
Avoirs	104 915,3	56 589,1	77 782,9	90 864,3	49 732,7	902 153,5	1 193 530,8	1 182 958,3	1 506 340,9	1 561 442,9
Engagements	452 494,3	414 374,0	511 388,2	424 129,3	439 794,5	1 459 763,8	1 021 996,6	1 163 780,2	1 169 206,0	1 175 429,5
2. Avoirs intérieurs nets	460 051,4	486 868,1	644 918,8	621 727,6	859 565,3	1 721 155,9	450 570,9	789 820,1	514 963,2	609 482,9
2.1 Crédits intérieurs	-10 666,5	38 948,1	178 822,7	206 617,5	295 188,6	959 065,6	-322 241,0	-54 412,0	-352 681,4	-245 661,5
a) Créances nettes sur l'Etat	-11 843,2	38 943,0	163 131,1	198 728,4	272 446,0	200 253,2	-335 968,8	-68 712,3	-374 407,1	-302 297,4
b) Crédits à l'économie	1 176,7	5,1	15 691,6	7 889,2	22 742,6	758 812,4	13 727,7	14 300,3	21 725,7	56 635,9
2.2 Autres postes nets	470 717,8	447 920,0	466 096,1	415 110,1	564 376,7	762 090,4	772 811,9	844 232,1	867 644,6	855 144,4
3. Base monétaire(sens large)	112 472,3	129 083,2	211 313,5	288 462,6	383 710,6	479 240,9	622 105,1	808 998,2	852 098,0	995 496,3
Base monétaire (sens strict)	101 713,7	120 102,5	204 072,0	283 556,9	378 097,7	469 314,8	613 259,0	798 750,0	844 596,8	988 592,3
Dépôts en devises & provisions pour importations	10 758,6	8 980,7	7 241,5	4 905,7	5 612,9	9 926,1	8 846,0	10 248,2	7 501,2	6 904,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.32 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2013
(en millions de CDF)

	2012	2013 ^(p)			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. Avoirs extérieurs nets	337 134,8	437 243,4	365 577,8	417 233,2	386 013,5
Avoirs	1 506 340,9	1 572 716,6	1 505 414,2	1 585 958,3	1 561 442,9
Engagements	1 169 206,0	1 135 473,2	1 139 836,3	1 168 725,1	1 175 429,5
2. Avoirs intérieurs nets	514 963,2	378 257,7	481 940,7	454 605,7	609 482,9
2.1 Crédits intérieurs	-352 681,4	-407 793,2	-359 384,6	-356 225,1	-245 661,5
a) Créances nettes sur l'Etat	-374 407,1	-448 944,1	-398 855,8	-404 132,4	-302 297,4
b) Crédits à l'économie	21 725,7	41 150,9	39 471,2	47 907,3	56 635,9
2.2 Autres postes nets	867 644,6	786 050,9	841 325,3	810 830,8	855 144,4
3. Base monétaire(sens large)	852 098,0	815 501,1	847 518,6	871 838,9	995 496,3
Base monétaire (sens strict)	844 596,8	806 994,3	839 208,7	863 943,8	988 592,3
Dépôts en devises & provisions pour importations	7 501,2	8 506,8	8 309,9	7 895,1	6 904,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.33 Situation monétaire des autres institutions de dépôts
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets	65 807,4	83 907,8	113 582,9	160 664,0	179 062,5	516 653,1	736 333,5	815 700,2	1 052 016,0	1 064 349,3
Avoirs	108 042,6	109 291,1	147 359,0	217 166,5	299 477,6	647 238,6	854 228,5	923 524,7	1 206 276,5	1 340 522,2
Engagements	42 235,2	25 383,3	33 776,1	56 502,5	120 415,2	130 585,4	117 895,0	107 824,5	154 260,5	276 173,0
3. Avoirs intérieurs nets (1)	43 946,8	64 120,5	121 946,9	201 752,0	492 964,6	547 390,1	849 879,0	1 053 777,3	1 314 723,5	1 713 453,1
3.1 Crédits intérieurs	29 307,0	44 753,5	87 363,6	171 136,8	448 819,4	584 685,3	756 214,1	864 014,3	1 068 320,4	1 379 640,1
a) Créances nettes sur l'Etat	-11 170,0	-18 710,7	-32 496,3	-22 515,9	-23 546,4	-27 416,1	-54 083,8	-92 624,8	-226 025,6	-193 286,5
b) Crédits à l'économie	40 477,0	63 464,2	119 860,0	193 652,8	472 365,8	612 101,4	810 297,9	956 639,2	1 294 346,0	1 572 926,6
3.2 Autres postes nets	14 639,8	19 367,1	34 583,3	30 615,2	44 145,2	-37 295,2	-52 479,7	-51 499,1	-67 096,3	-7 680,6
3. Total des dépôts	109 754,0	148 028,3	225 608,7	370 371,3	657 665,9	1 064 295,2	1 586 212,5	1 869 477,6	2 366 739,5	2 777 802,4
Dépôts en monnaie nationale	15 364,0	18 790,5	7 910,9	16 716,0	14 385,9	10 560,0	221 374,1	183 644,2	310 845,9	392 662,1
Dépôts en monnaies étrangères & provisions pour importations	94 390,0	129 237,8	217 697,8	353 655,2	643 280,0	1 053 735,2	1 364 838,5	1 685 833,4	2 055 893,6	2 385 140,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) y compris les réserves des banques commerciales.

Tableau IV.34 Situation monétaire des autres institutions de dépôts en 2013
(en millions de CDF)

	2012	2013			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
1. Avoirs extérieurs nets	1 052 016,0	1 075 847,2	931 064,7	892 642,0	1 064 349,3
Avoirs	1 206 276,5	1 285 590,4	1 077 232,6	1 109 733,5	1 340 522,2
Engagements	154 260,5	209 743,2	146 167,9	217 091,5	276 173,0
2. Avoirs intérieurs nets⁽¹⁾	1 314 723,5	1 409 923,0	1 551 627,9	1 710 322,0	1 713 453,1
2.1 Crédits intérieurs	1 068 320,4	1 120 177,0	1 251 581,4	1 361 633,9	1 379 640,1
a) Créances nettes sur l'Etat	-226 025,6	-235 180,2	-187 569,9	-156 430,6	-193 286,5
b) Crédits à l'économie	1 294 346,0	1 355 357,3	1 439 151,3	1 518 064,5	1 572 926,6
2.2 Autres postes nets	-67 096,3	-41 861,7	7 962,0	78 172,8	-7 680,6
3. Total des dépôts	2 366 739,5	2 485 770,2	2 482 692,5	2 602 964,0	2 777 802,4
Dépôts en monnaie nationale	310 845,9	343 136,8	343 377,0	366 179,4	392 662,1
Dépôts en monnaie étrangère & provisions	2 055 893,6	2 142 633,4	2 139 315,5	2 236 784,5	2 385 140,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) y compris les réserves des banques commerciales

Tableau IV.35 Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(p)
1. AVOIRS EN DEISES	102 468,1	55 990,2	77 650,7	89 225,0	45 872,6	351 209,9	698 211,6	687 679,8	1 009 314,7	1 060 638,1
Avoirs libres	102 468,1	55 990,2	77 650,7	89 225,0	45 872,6	351 209,9	698 211,6	687 679,8	1 009 314,7	1 060 638,1
2. AVOIRS EN DTS	2 447,2	598,9	132,2	1 639,3	3 860,1	550 943,6	495 319,2	495 278,5	497 026,2	500 804,9
3. DEISES ET DTS (1+2)	104 915,3	56 589,1	77 782,9	90 864,3	49 732,7	902 153,5	1 193 530,8	1 182 958,3	1 506 340,9	1 561 442,9
4. OR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	90 407,2	73 250,1	91 543,4	21 027,7	17 534,2	20 133,8	11 326,6	12 149,9	12 843,5	9 316,4
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	14 508,1	-16 661,0	-13 760,5	69 836,6	32 198,5	882 019,7	1 182 204,2	1 170 808,4	1 493 497,4	1 552 126,5
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-347 579,1	-357 784,9	-433 604,5	-333 265,4	-390 061,7	-557 610,2	171 534,2	19 178,1	337 134,8	386 574,7
Réserves nettes	14 508,1	-16 661,0	-13 760,5	69 836,6	32 198,5	882 019,7	1 182 204,2	1 170 808,4	1 493 497,4	1 552 126,5
F.M.I. position nette	-362 087,1	-341 123,9	-419 844,0	-403 102,0	-422 260,2	-719 351,7	-294 249,4	-433 873,8	-435 656,7	-439 118,8
Allocations cumulatives	-	-	-	-	-	-720 278,3	-716 420,6	-717 756,4	-720 705,8	-726 433,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.36 Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de USD)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^{p)}
1. AVOIRS EN DEVISES	230,7	129,8	154,2	177,4	71,8	389,1	763,0	755,0	1 102,9	1 146,0
Avoirs libres	230,7	129,8	154,2	177,4	71,8	389,1	763,0	755,0	1 102,9	1 146,0
2. AVOIRS EN DTS	5,5	1,4	0,3	3,3	6,0	610,4	541,3	543,8	543,1	541,1
3. DEVISES ET DTS (1+2)	236,2	131,2	154,5	180,6	77,8	999,4	1 304,2	1 298,8	1 646,0	1 687,1
4. Or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	123,6	169,8	181,8	41,8	27,4	22,3	12,4	13,3	14,0	10,1
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	32,7	-38,6	-27,3	138,8	50,4	977,1	1 291,8	1 285,4	1 631,9	1 677,1
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-782,7	-829,6	-861,3	-662,6	-610,1	-617,7	187,4	21,1	368,4	417,7
Réserves nettes	32,7	-38,6	-27,3	138,8	50,4	977,1	1 291,8	1 285,4	1 631,9	1 677,1
F.M.I. position nette	-815,4	-791,0	-834,0	-801,4	-660,5	-796,9	-321,5	-476,4	-476,0	-474,5
Provisions arriérés	-	-	-	-	-	-798,0	-782,9	-788,0	-787,5	-784,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.37 Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2013
(en millions de CDF)

	2012	2013			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre ^(p)
1. AVOIRS EN DEVISES	1 009 314,7	1 089 309,5	1 019 834,3	1 087 824,1	1 067 482,8
Avoirs libres	1 009 314,7	1 089 309,5	1 019 834,3	1 087 824,1	1 067 482,8
2. AVOIRS EN DTS	497 026,2	483 407,1	485 579,9	498 134,3	500 804,9
3. DEVISES ET DTS (1+2)	1 506 340,9	1 572 716,6	1 505 414,2	1 585 958,3	1 568 287,6
4. Or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	12 843,5	10 711,4	9 903,1	9 487,0	9 316,4
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	1 493 497,4	1 562 005,2	1 495 511,1	1 576 471,3	1 558 971,2
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	337 134,8	437 243,4	365 577,8	417 233,2	393 419,3
Réserves nettes	1 493 497,4	1 562 005,2	1 495 511,1	1 576 471,3	1 558 971,2
F.M.I. position nette	-435 656,7	-423 751,2	-425 699,5	-436 740,1	-439 118,8
14000 FMI Allocations- DTS	-720 705,8	-701 010,6	-704 233,7	-722 498,1	-726 433,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.38 Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2013
(en millions de USD)

	2012	2013			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
1. AVOIRS EN DEVISES	1 102,9	1 188,8	1 112,4	1 180,3	1 153,4
Avoirs libres	1 102,9	1 188,8	1 112,4	1 180,3	1 153,4
2. AVOIRS EN DTS	543,1	527,6	529,7	540,5	541,1
3. DEVISES ET DTS (1+2)	1 646,0	1 716,4	1 642,0	1 720,8	1 694,5
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à court terme	14,0	11,7	10,8	10,3	10,1
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	1 631,9	1 704,7	1 631,2	1 710,5	1 684,5
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	368,4	477,2	398,8	452,7	425,1
Réserves nettes	1 631,9	1 704,7	1 631,2	1 710,5	1 684,5
F.M.I. position nette	-476,0	-462,5	-464,3	-473,9	-474,5
Provisions arriérés	-787,5	-765,0	-768,1	-783,9	-784,9
Taux de change en fin période CDF/USD	915,2	916,3	916,8	921,6	925,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.39 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
TAUX DEBITEUR BCC										
Banque centrale - taux directeur	14,0	28,8	40,0	22,5	40,0	70,00	22,00	20,00	4,00	2,00
Banque centrale - facilité permanente	19	31,25	42,5	25,0	42,5	72,50	24,50	22,50	5,25	3,00
TAUX CREDITEUR BCC										
Taux annuel des BTR										
- à 7 jours	11,0	24,75	41,00	15,50	33,16	68,27	18,16	15,24	0,20	1,72
- à 14 jours	13,0	26,75	43,00	17,50		-		-	-	-
- à 28 jours	14,0	28,75	45,00	19,50	25,50	65,00	19,10	17,32	2,13	1,63
- à 84 jours										
TAUX SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE										
Marché interbanc. - moyenne min/max	21,0	39,0	30,0	17,0	23,5	66,50	15,50	11,50	1,50	1,38
Marché interbancaire – minimum	14,0		28,0	14,5	17	65,00	9,00	10,00	1,00	1,00
Marché interbancaire – maximum	27,0		32,0	19,5	30	68,00	22,00	13,00	2,00	1,75
TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques comm. - taux crédits - MN	28,0	32,0	44,4	41,3	44,38	69,77	44,69	40,61	22,51	19,18
Banques comm. - taux crédits - ME	-	-	-	-	-	16,98	18,90	19,22	15,93	14,84
TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques comm. - taux dépôts - MN	13,0	22,0	22,4	15,0	15,0	19,03	11,57	14,58	6,10	3,87
Banques comm. - taux dépôts - ME						3,55	2,87	3,30	3,35	3,19
COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES										
Dépôts à vue Monnaie Nationale	2	2	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00
Dépôts à terme en Monnaie Nationale	2	2	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Dépôts à vue en devise	2	2	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00
dépôts à terme en devise	2	2	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.40 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire

	2012	2013											
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
TAUX DEBITEUR BCC													
Banque centrale - taux directeur	4,00	4,00	4,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	2,00	2,00
Banque centrale - facilité permanent	5,25	5,25	5,25	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	3,00	3,00
TAUX CREDITEUR BCC													
Taux annuel des BTR													
- à 7 jours	0,20	0,35	0,21	0,25	0,41	1,02	2,06	1,79	1,35	2,08	2,40	1,56	1,72
- à 14 jours	-												
- à 28 jours	2,13	2,55	1,70	1,41	1,15	1,75	1,99	2,09	1,87	1,93	2,22	1,60	1,63
TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE													
Marché interbanc. - moyenne min/max	1,50	1,25	1,50	2,00	1,75	1,88	2,00	2,25	1,75	1,65	1,65	1,65	1,38
Marché interbancaire – minimum	1,00	1,00	1,00	1,00	0,50	1,25	1,50	2,00	1,50	1,30	1,50	1,50	1,00
Marché interbancaire – maximum	2,00	1,50	2,00	3,00	3,00	2,50	2,50	2,50	2,00	2,00	1,80	1,80	1,75
TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES													
Banques comm. - taux crédits - MN	22,51	21,01	20,06	19,10	19,20	19,26	19,19	18,79	19,29	19,21	19,29	18,81	19,18
Banques comm. - taux crédits - ME	15,93	15,50	15,01	16,40	14,90	14,95	14,84	14,56	14,94	14,91	14,94	14,47	14,84
TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES													
Banques comm. - taux dépôts - MN	6,10	7,86	7,77	4,08	4,41	4,41	4,17	4,00	4,00	3,97	4,10	3,87	3,87
Banques comm. - taux dépôts - ME	3,35	3,38	2,91	3,15	3,37	3,26	3,33	3,20	3,20	3,32	3,40	3,25	3,19
COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES													
Dépôts à vue Monnaie Nationale	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	8,00	8,00
Dépôts à terme en Monnaie Nationale	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Dépôts à vue en devise	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	8,00	8,00
dépôts à terme en devise	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 41 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(p)
A. Avoirs extérieurs bruts	212 957,9	165 874,9	225 140,5	308 030,8	349 210,4	1 549 605,0	2 047 759,3	2 106 483,0	2 712 617,4	2 901 965,2
a) Banque Centrale du Congo	104 915,3	56 583,8	77 782,0	90 864,3	49 732,7	902 366,4	1 193 530,8	1 182 958,3	1 506 340,9	1 561 442,9
1. Avoirs en or	-	-	-	-	-	213,0	-	-	-	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	2 447,2	593,6	131,3	1 639,3	3 860,1	550 943,6	495 319,2	495 278,5	497 026,2	500 804,9
3. Avoirs en devises	102 468,1	55 990,2	77 650,7	89 225,0	45 872,6	351 209,8	698 211,6	687 679,8	1 009 314,7	1 060 638,1
b) Banques de dépôts	108 042,6	109 291,1	147 358,5	217 166,5	299 477,6	647 238,6	854 228,5	923 524,7	1 206 276,5	1 340 522,2
B. Engagements extérieurs	494 729,5	439 757,3	545 164,4	480 631,8	560 209,6	1 590 349,2	1 139 891,6	1 271 604,7	1 323 466,6	1 451 602,4
a) Banque Centrale du Congo	452 494,3	414 374,0	511 388,2	424 129,3	439 794,5	1 459 763,8	1 021 996,6	1 163 780,2	1 169 206,0	1 175 429,5
1. Crédit F.M.I.	362 087,1	341 123,9	419 844,8	403 101,6	422 260,2	719 351,7	294 249,4	433 873,8	435 656,7	439 118,8
2. Autres engagements	90 407,2	73 250,1	91 543,4	21 027,7	17 534,2	20 133,8	11 326,6	12 149,9	12 843,5	9 877,6
3. FMI allocations DTS	-	-	-	-	-	720 278,3	716 420,6	717 756,4	720 705,8	726 433,1
b) Banques de dépôts	42 235,2	25 383,3	33 776,1	56 502,5	120 415,2	130 585,4	117 895,0	107 824,5	154 260,5	276 173,0
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	-281 771,7	-273 877,1	-320 022,5	-172 601,0	-210 999,3	-40 957,1	907 867,7	834 878,3	1 389 150,8	1 450 362,7
a) Banque Centrale du Congo	-347 579,1	-357 784,9	-433 605,3	-333 265,0	-390 061,7	-557 610,2	171 534,2	19 178,1	337 134,8	386 013,5
b) Banques de dépôts	65 807,4	83 907,8	113 582,9	160 664,0	179 062,5	516 653,1	736 333,5	815 700,2	1 052 016,0	1 064 349,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 42 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2013
(en millions de CDF)

	2012	2013			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
A. Avoirs extérieurs bruts	2 712 617,4	2 858 307,0	2 582 646,7	2 695 691,8	2 901 965,2
a) Banque Centrale du Congo	1 506 340,9	1 572 716,6	1 505 414,2	1 585 958,3	1 561 442,9
1. Avoirs en or	-	-	-	-	-
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	497 026,2	483 407,1	485 579,9	498 134,3	500 804,9
3. Avoirs en devises	1 009 314,7	1 089 309,5	1 019 834,3	1 087 824,1	1 060 638,1
b) Banques de dépôts	1 206 276,5	1 285 590,4	1 077 232,6	1 109 733,5	1 340 522,2
B. Engagements extérieurs	1 323 466,6	1 345 216,4	1 286 004,2	1 385 816,6	1 451 602,4
a) Banque Centrale du Congo	1 169 206,0	1 135 473,2	1 139 836,3	1 168 725,1	1 175 429,5
1. Crédit F.M.I.	435 656,7	423 751,2	425 699,5	436 740,1	439 118,8
2. Autres engagements	12 843,5	10 711,4	9 903,1	9 487,0	9 877,6
3. FMI allocations DTS	720 705,8	701 010,6	704 233,7	722 498,1	726 433,1
b) Banques de dépôts	154 260,5	209 743,2	146 167,9	217 091,5	276 173,0
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	1 389 150,8	1 513 090,6	1 296 642,5	1 309 875,2	1 450 362,7
a) Banque Centrale du Congo	337 134,8	437 243,4	365 577,8	417 233,2	386 013,5
b) Banques de dépôts	1 052 016,0	1 075 847,2	931 064,7	892 642,0	1 064 349,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.43 Situation résumée de la Société Financière de Développement
(en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1. Trésorerie	7 835,3	68 389,8	175 413,6	19 939,0	9 373,2	19 446,7	13 668,0	19 599,0	3 630,1	298,3
2. Crédits à moyen terme et long terme	425 210,9	550 688,1	479 097,2	423 509,3	805 177,1	1 045 989,3	1 150 498,0	1 105 990,0	6 531,9	18 465,0
3. Crédits à C.T	101 899,6	98 222,5	114 739,1	272 919,4	214 481,3	202 329,6	511 205,0	552 230,0	909,5	20 358,0
4. Immobilisés nets	166 383,5	159 810,3	141 802,0	191 349,8	206 892,6	298 381,1	437 461,0	361 410,0	22 555,2	22 924,0
Avoirs = Engagements	701 329,3	877 110,7	911 051,9	907 717,6	1 235 924,2	1 566 146,7	2 112 832,0	2 039 229,0	33 626,7	62 045,3
1. Fonds propres	281 066,2	394 431,2	500 601,1	555 143,1	938 623,3	1 253 743,4	574 160,0	537 525,0	32 902,1	60 864,9
Capital	-	-	-	-	-	-	2 025,0	2 025,0	2 025,0	-
Réserves et provisions	-	-	-	-	-	-	572 135,0	535 500,0	31 017,0	-
2. Quasi-capital	624 343,1	680 828,6	570 756,1	583 433,3	558 059,1	701 948,5	971 234,0	905 766,0	10 007,6	21 243,7
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,0
Prêts à long terme de l'Etat	1 955,4	1 954,4	1 896,1	-	-	-	-	-	-	-
Fonds consolidés (1)	622 387,7	678 874,2	568 860,0	583 433,3	558 059,1	701 948,5	971 234,0	905 766,0	10 007,6	21 223,7
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	24 867,3	17 389,1	25 511,7	24 680,0	34 344,7	36 752,5	-2 750,0	-6 364,0	158,9	313,5
5. Autres éléments nets	-228 947,2	-215 538,2	-185 817,0	-255 538,9	-295 103,1	-426 297,6	570 188,0	602 302,0	-9 441,8	-21 557,0

Source : Société Financière de Développement.

(1) Y compris les fonds divers et dettes à CT

Tableau IV.44 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1. Trésorerie	34,2	95,5	302,0	523,7	443,8	1 238,4	5 006,5	8 002,5	3 542,8	1 405,8	1 755,4
2. Créances diverses	5 769,7	6 406,3	5 637,5	8 797,0	9 103,0	20 856,9	50 631,2	46 321,4	47 935,6	42 307,0	30 480,7
3. Réassurance	1 038,1	1 038,1	2 264,0	778,7	608,3	726,6	1 321,2	1 896,6	6 015,1	6 705,7	6 705,7
4. Immobilisés nets ⁽¹⁾	786,2	1 991,2	3 050,2	4 090,4	3 473,4	5 310,9	7 580,8	58 773,7	66 073,4	68 290,7	56 926,3
ACTIF = PASSIF	7 628,2	9 531,1	11 253,7	14 189,8	13 628,5	28 132,8	64 539,7	114 994,2	123 566,9	118 709,3	95 868,0
1. Fonds propres	918,1	1 660,1	2 889,9	2 229,8	1 584,2	2 030,3	3 339,3	77 640,6	85 375,0	77 505,5	45 454,3
a) Capital libéré ⁽²⁾	295,3	295,3	295,3	295,3	295,3	295,3	295,3	72 376,1	72 376,1	72 376,1	72 376,1
b) Bénéfices et réserves	622,8	1 364,7	2 594,5	1 934,5	1 288,8	1 734,9	3 044,0	5 264,5	12 998,9	5 129,3	7 471,4
2. Dettes diverses à LT	99,4	103,8	99,3	96,3	135,0	143,1	62,1	65,1	61,7	62,6	206,4
3. Provisions techniques	2 402,9	2 433,2	2 417,0	459,9	1 547,6	2 256,8	2 710,9	6 311,8	8 953,6	6 346,8	9 867,7
4. Provisions mathématiques	28,9	28,0	6,8	6,8	80,7	40,3	180,9	0,0	13,4	13,4	68,0
5. Engagements à court terme	4 178,8	5 306,1	5 797,4	11 358,8	10 232,3	23 689,9	58 219,2	30 976,7	29 161,2	32 263,9	40 508,1
6. Autres éléments nets	0,0	0,0	43,3	38,2	48,8	-27,7	27,2	0,0	-43,6	2 517,1	-236,4

Source: Direction financière de la SONAS.

(1) Y compris le portefeuille titres.

(2) A titre symbolique.

Tableau IV.45 Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
I. RECETTES	6 953,3	8 243,5	13 793,2	14 526,6	26 368,4	32 627,5	57 693,8	66 123,9	79 215,2	77 636,0	78 802,2
1. Primes et frais	6 855,5	8 118,1	11 565,6	13 226,6	26 193,2	28 731,2	40 507,9	55 050,0	72 550,8	71 065,4	72 424,8
Automobiles et cycles	4 421,6	4 510,6	6 434,6	10 363,0	11 199,7	23 680,5	33 294,6	44 760,4	49 772,1	52 114,2	51 325,3
Incendie	550,5	485,3	972,1	673,4	1 332,5	1 436,2	3 291,4	3 579,4	8 676,2	7 655,4	8 726,4
Transport	330,8	926,1	1 848,4	773,6	3 008,9	1 695,9	1 516,7	4 442,9	3 348,0	3 377,8	2 757,5
Risques divers ⁽¹⁾	1 498,1	2 038,0	2 187,7	1 249,9	1 332,8	1 808,9	2 234,3	1 371,1	9 956,6	7 070,1	6 342,5
Vie	54,6	158,2	122,8	166,7	9 319,4	109,7	170,9	896,1	797,9	707,1	562,6
Assurance voyage										140,8	2 710,5
2. Autres recettes	97,8	125,3	2 227,6	1 300,0	175,1	3 896,3	17 185,9	11 073,9	6 664,3	6 570,6	6 377,4
II. DEPENSES	9 390,7	3 210,8	11 345,0	14 306,0	17 334,6	32 559,2	57 193,6	65 019,4	78 758,7	77 623,2	76 042,9
1. Réglements des sinistres	481,4	728,7	2 543,3	1 781,2	2 877,1	5 521,8	7 520,6	11 296,4	16 870,5	10 229,6	8 448,8
Automobiles et cycles	394,7	640,2	1 228,5	1 540,0	2 004,4	4 630,5	5 698,0	9 791,2	13 225,1	8 362,2	7 569,4
Incendie	17,8	3,0	455,7	35,7	335,0	148,1	376,1	399,9	1 257,9	899,0	296,1
Transport	11,2	19,3	281,6	30,1	78,3	224,8	1 053,7	655,0	2 047,1	238,7	106,4
Risques divers ⁽¹⁾	20,8	15,5	326,4	115,7	292,7	146,5	57,7	327,1	224,2	177,6	141,5
Vie	36,9	50,6	251,2	59,7	166,7	372,0	335,2	123,1	116,2	552,1	335,4
2. Frais de règlements & Autres charges techniques										2 716,9	3 488,9
2. Commissions	448,4	684,6	637,1	1 263,1	713,7	2 505,9	3 329,1	3 967,3	4 470,1	5 239,3	4 910,5
3. Dépenses d'exploitation	2 902,9	1 527,7	6 954,3	9 423,0	12 648,0	20 485,0	39 900,1	36 335,9	45 398,1	59 437,4	57 904,9
4. Provisions diverses	3 135,2	29,3	0,0	0,0	0,0	897,8	1 229,1	9 716,9	9 160,3	0,0	141,4
5. Charges diverses	2 422,9	240,5	1 210,2	1 838,8	1 095,8	3 148,6	5 214,7	3 702,9	2 859,7	0,0	1 148,4
III. SOLDE (I - II)	-2 437,4	5 032,7	2 448,3	220,6	9 033,8	68,3	500,2	1 104,4	456,5	12,8	2 759,3

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

TITRE V

PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES



La croissance mondiale devrait se consolider en 2014 et 2015. Cette évolution sera consécutive à la poursuite des politiques monétaires accommodantes et à des mesures budgétaires expansionnistes attendues dans les pays avancés.

En ce qui concerne l'inflation, elle devrait demeurer très faible et en deçà de sa cible dans les pays avancés. Cette situation, laquelle présente un risque de déflation, est à lier à un niveau élevé d'écarts négatifs persistants de production.

Cependant, ces perspectives demeurent vulnérables, d'une part, aux éventuelles turbulences financières que pourrait entraîner la réduction plus rapide que prévu des injections de liquidité par la Fed et, d'autre part, aux risques de hausse des taux d'intérêts réels à la suite de la faiblesse de l'inflation à venir.

Au niveau national, le cadre macroéconomique devrait demeurer stable. Dans ce contexte, la croissance économique s'accélélerait essentiellement sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire. Le premier pourrait profiter, entre autres, des niveaux encore favorables des cours internationaux des produits miniers, alors que le secteur tertiaire profiterait principalement de la hausse du pouvoir d'achat et des effets liés à l'amélioration des infrastructures de transport.

Par ailleurs, l'inflation attendue se situerait au-dessus de la réalisation de 2013. Néanmoins, elle serait sous contrôle grâce, au renforcement de la coordination des politiques économiques.

CHAPITRE I

PERSPECTIVES MONDIALES 2014-2015

Selon le FMI, la croissance économique mondiale devrait rester solide et se fortifier durant la période 2014-2015. En effet, les prévisions à fin avril 2014 établissent un taux de croissance de 3,6 % et 3,9 %, respectivement en 2014 et 2015. Ce raffermissement serait le corollaire de l'assouplissement de la politique budgétaire et de la persistance des conditions monétaires accommodantes.

Cependant, deux risques majeurs planent sur cette croissance à savoir: (i) un très faible niveau d'inflation des pays développés et (ii) une sortie des capitaux et des ajustements du taux de change dans les pays émergents et en développement, causés par des redéploiements de portefeuilles et des faiblesses intérieures, suite au retrait progressif de la politique de rachat de titres par la Réserve Fédérale Américaine.

Par ailleurs, la variation du niveau général des prix devrait atteindre 3,5 % en 2014-2015. Cette variation serait la conséquence d'une persistance d'écarts de production négatifs considérables dans les pays avancés, d'un affaiblissement de la demande intérieure dans plusieurs pays émergents et d'une baisse des cours des produits de base.

I.1. DANS LES PAYS AVANCES

I.1.1. Activité économique

Les pays avancés devraient connaître une hausse de la croissance économique en 2014 et 2015. En effet, le taux de croissance économique de ces pays pourrait atteindre 2,2 % et 2,3 %, respectivement en 2014 et 2015, contre 1,3 % en 2013. Le regain de l'activité économique devrait une fois de plus être soutenu par la bonne santé de l'économie américaine, conséquence d'une politique monétaire accommodante et d'un rééquilibrage budgétaire.

Cependant, cette croissance devrait rester inégale et pourrait se situer à 2,8 % en 2014 et 3,0 % en 2015 aux Etats-Unis contre 1,2 % en 2014 et 1,5 % en 2015, pour la zone Euro. Le Royaume-Uni, quant à lui, pourrait voir son Produit Intérieur Brut augmenter de 2,9 % en 2014 et 2,5 % en 2015.

I.1.2. Inflation

Les tensions inflationnistes des pays avancés resteraient modérées puisque l'activité économique risque de se situer en-deçà de la production potentielle. Pour l'ensemble

de ces pays, le taux d'inflation pourrait s'établir à 1,5 % en 2014 et 1,6 % en 2015. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation se fixerait à 1,4 % en 2014 et 1,6 % en 2015, alors que dans la zone Euro, sous la même période, il pourrait atteindre 0,9 % et 1,2 %.

I.2. DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

I.2.1. Activité économique

La croissance économique devrait s'accélérer dans les pays émergents et ceux en développement en 2014 et 2015. En effet, dans ces pays, l'activité devrait respectivement croître de 4,9 % et de 5,3 %.

Dans les pays émergents et ceux en développement d'Europe, l'expansion économique devrait atteindre 2,4 % en 2014 et 2,9 % en 2015, marquant une confirmation de la reprise malgré certains facteurs de vulnérabilité. Ces derniers seraient notamment liés à un durcissement des politiques intérieures, un accroissement de la volatilité sur les marchés financiers et une augmentation des risques géopolitiques due à la situation de crise en Ukraine.

La croissance économique de l'Afrique sub-saharienne devrait être robuste et s'établir à 5,4 % en 2014 et 5,5 % en 2015. Cependant, des conditions de financement difficiles à l'échelle mondiale, un ralentissement des économies des pays émergents et/ou les conflits armés, pourraient y exercer un effet de freinage.

I.2.1. Inflation

Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation pourrait se situer à 4,1 % en 2014 et 4,0 % en 2015. Aussi, dans les pays émergents et en développement de l'Europe, l'inflation devrait-elle ralentir ou se situer à un niveau peu élevé, témoignant d'un affaiblissement de la demande intérieure.

En Afrique sub-saharienne, l'amélioration de l'offre de produits alimentaires et la poursuite de politiques monétaires prudentes devraient faciliter un nouveau ralentissement de l'inflation. De ce fait, le taux d'inflation pourrait se situer autour de 6,1 % en 2014 et 5,9 % en 2015.

I.3. PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Deux principaux facteurs pourraient détériorer l'environnement international durant les deux prochaines années, à savoir :

- un niveau d'inflation très faible dans les pays développés, notamment dans la zone euro ; et
- une sortie des capitaux des pays émergents et en développement à cause du retrait progressif de la politique de rachat des titres par la Reserve Fédérale Américaine.

CHAPITRE II

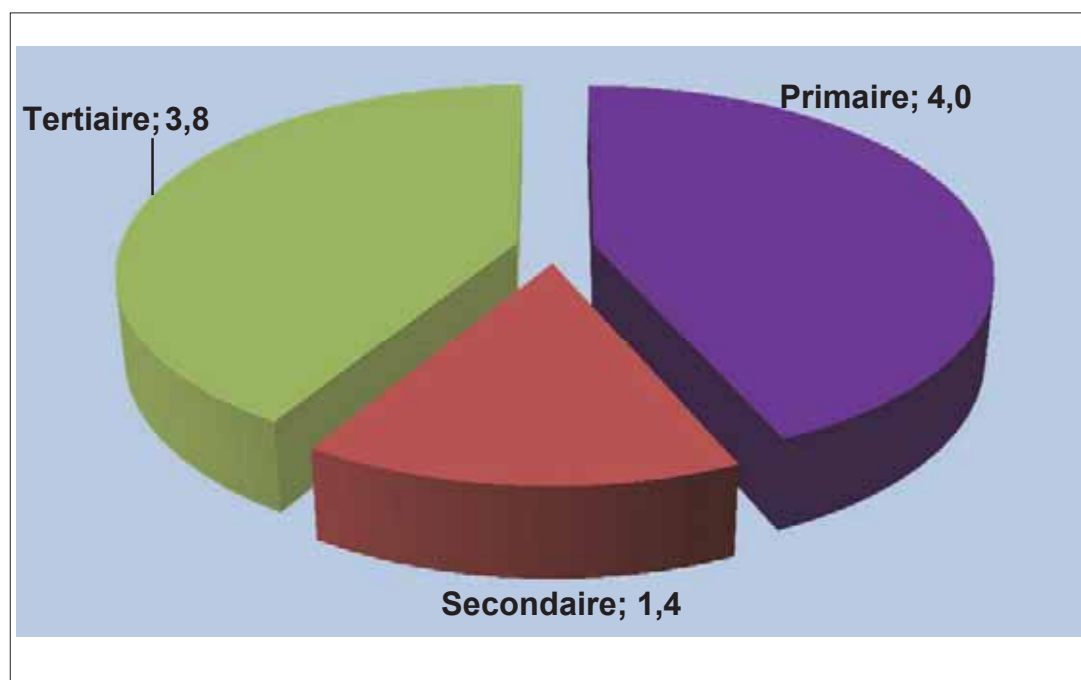
PERSPECTIVES INTERIEURES 2014-2015

II.1. SECTEUR REEL

II.1.1. Perspectives de la croissance économique

Selon les projections du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique, le PIB réel devrait progresser de 8,8 % en 2014 et de 10,4 % en 2015. En moyenne annuelle, cette croissance serait tirée principalement par les secteurs primaire et tertiaire avec des contributions respectives de 4,0 points de pourcentage et 3,8 points.

Graphiques V.1 Contribution sectorielle à la croissance du PIB 2014 - 2015
(en points de croissance)



Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

Les performances attendues du secteur primaire seraient attribuables à :

- (i) la branche « industries extractives » qui devrait contribuer à la croissance du PIB réel pour 3,4 points de pourcentage en moyenne. L'activité de cette branche serait influencée notamment par la tenue relativement bonne des cours mondiaux des produits miniers soutenus par la demande des pays émergents dont la Chine, et par l'entrée en production de certains projets miniers. En outre, cette branche pourrait tirer profit de l'accroissement plus sensible de la

production de certains produits à l'exportation notamment le cuivre et l'or. En effet, la production du cuivre devrait dépasser la barre de 1,0 million de tonnes entre 2014 et 2015 et celle de l'or pourrait s'établir autour de 20.000 kilogrammes.

- (ii) l'augmentation de la production agricole dont les contributions à la croissance seraient de 0,6 point de pourcentage en 2014 et 0,7 point en 2015. Cette évolution s'expliquerait par les investissements publics qui ont été réalisés dans ce secteur via notamment les actions suivantes : (i) le lancement de trois grands projets avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) dans le bassin du fleuve Congo, les deux Kasai et le Katanga ; (ii) la réhabilitation et la relance du secteur agricole dans les provinces de l'Equateur et de Kinshasa, avec l'appui financier de l'Agence Internationale de Développement (IDA) pour une durée restant de deux ans (2014-2015) ; et (iii) la poursuite des campagnes agricoles avec notamment la distribution des matériels (tracteurs et houes), des intrants agricoles (semences de maïs) et des têtes de bétail dans toutes les provinces.
- (iii) il est attendu entre 2014 et 2017, le passage de la production du maïs de 12,4 millions de tonnes à 16,3 millions et celle du manioc de 17,6 millions de tonnes à 19,3 millions. Par ailleurs, les efforts gouvernementaux porteront également sur la réhabilitation des routes de desserte agricole et de l'opérationnalisation des projets des parcs agro-industriels, notamment celui de Bukanga Lonzo (Bandundu).

Le bon comportement attendu du secteur tertiaire serait tributaire principalement des performances dans les branches de :

- (i) « commerce », avec une contribution de 1,7 point de pourcentage à la croissance du PIB réel, consécutivement à la stabilité des prix et à la création de nouveaux emplois. Il convient de souligner que cette branche devrait bénéficier également des effets d'entraînement du secteur minier, des performances de transports et de construction.
- (ii) « transports et télécommunications », pour 1,4 point de pourcentage, à la suite notamment des efforts du Gouvernement pour impulser significativement cette branche entre 2014 et 2015. Ces efforts concernent, entre autres, la finalisation de grands axes routiers Kinshasa-Lubumbashi-Goma-Bukavu-Kisangani qui favoriseraient ainsi le désenclavement des provinces du Centre et de l'Est du pays, la réhabilitation des ports (Kinshasa, Lisala, Bandundu, ...) et des aéroports (Goma, Lisala, ...). Ce qui devrait entraîner l'augmentation du trafic. Il y a lieu de citer également, l'acquisition et la réhabilitation des outils d'exploitation pour les entreprises du secteur.

Pour ce qui est de la télécommunication, la concrétisation du projet de modernisation du réseau de Kinshasa et de la construction d'un Pack Bone National en câble à fibre optique devraient induire des effets sur la croissance.

Tableau V.1 Contribution à la croissance
(en points de croissance)

	2014	2015	Moyenne
Secteur primaire	3,6	4,3	4,0
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	0,6	0,7	0,7
Industries extractives	3,0	3,7	3,4
Secteur secondaire	1,2	1,5	1,4
Industries alimentaires	0,6	0,7	0,7
Bâtiments et Travaux publics	0,3	0,6	0,5
Secteur tertiaire	3,6	4,0	3,8
Transports et communications	1,2	1,5	1,4
Commerce de gros et de détail	1,5	1,8	1,7
PIB aux prix du marché	8,8	10,4	9,6

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

Du côté de la demande, la croissance projetée pour la période 2014-2015 devrait être principalement soutenue par la demande intérieure dont la contribution à la croissance serait en moyenne annuelle de 9,8 points de pourcentage. Cette demande serait impulsée essentiellement par la consommation finale et, dans une moindre mesure, par l'investissement. Ainsi, la contribution de la consommation finale à la croissance devrait se situer en moyenne annuelle à 7,8 points. Ce niveau attendu serait expliqué essentiellement par la consommation privée qui contribuerait à 7,1 points en moyenne dans la croissance, en raison de la hausse du revenu disponible et de la création de nouveaux emplois.

Pour ce qui est de l'investissement, sa contribution moyenne se situerait à 2,0 points de croissance et serait tirée en grande partie par le secteur privé qui pourrait atteindre 1,8 point sur la période projetée, grâce à l'amélioration progressive du climat des affaires.

Quant à la demande extérieure nette, elle va plomber la croissance avec une contribution moyenne négative de 0,2 point sur les deux années.

II.1.2. Rythme de formation des prix intérieurs

Le rythme de formation des prix intérieurs de 2014 à 2015 devrait être sous contrôle, quoique relativement plus élevé que celui observé en 2013 et 2012. En effet, le taux

d'inflation se situerait à 3,7 % en 2014 et 3,5 % en 2015 contre une réalisation de 1,07 % en 2013.

Ce développement tiendrait des pressions, sur le marché des biens et services, que pourrait exercer l'accroissement attendu des dépenses tant publiques que privées pour besoins de consommation et d'investissements, dans un contexte d'absence de chocs majeurs sur le plan international.

II.2. SECTEUR PUBLIC

Les opérations financières de l'Etat en 2014 et 2015 devraient connaître un déficit de l'ordre de 2,1 % du PIB en moyenne annuelle. En effet, ce déficit représenterait 1,7 % en 2014 et 2,4 % en 2015, niveaux inférieurs à la limite de 3,0 % du PIB fixée comme critère de convergence au niveau de la SADC.

III.2.1. Ressources budgétaires

De 2014 à 2015, les recettes fiscales moyennes passeraient à 12,3 % du PIB contre 10,6 % en 2013. En effet, les recettes totales pourraient atteindre 4.601,0 milliards de CDF en 2014 et 5.838,0 milliards en 2015 contre 3.968,0 milliards en 2013.

Cette amélioration des ressources publiques serait due au bon comportement des recettes fiscales qui représenteraient plus de 80,0 % des ressources totales sur cette période. Cette évolution favorable attendue proviendrait des recettes collectées par la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Impôts (DGI) qui représenteraient, en moyenne, respectivement 6,3 % et 6,0 % du PIB.

En effet, la création de la chaîne des recettes publiques, la rationalisation et l'uniformisation des procédures fiscales et douanières ainsi que l'issue heureuse de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE), devraient accroître considérablement les recettes propres de la RDC.

Quant aux recettes non-fiscales, elles passeraient de 2,4 % à 3,4 % du PIB de 2014 à 2015.

III.2.2. Dépenses budgétaires

Les dépenses publiques attendues devraient augmenter de 28,1 % entre 2014 et 2015. Elles atteindraient 6.260,0 milliards CDF et 8.022,0 milliards respectivement. Rapportées au PIB, les dépenses globales se situeraient à 21,1 % en 2015 contre 19,6 % en 2014. Cette situation serait due à l'augmentation des dépenses en capital, lesquelles pourraient représenter 8,8 % du PIB en 2014 et 11,6 % en 2015 contre 7,8 % en 2013, en vue de soutenir l'activité économique.

Par ailleurs, les dépenses courantes seront contenues autour d'une moyenne annuelle de 9,9 % du PIB contre 9,6 % en 2013. Il sied de signaler que, pour la période 2014-2015, une certaine pression serait exercée sur les dépenses de fonctionnement, particulièrement sur les dépenses exceptionnelles liées à l'organisation des élections et sur les dépenses sécuritaires.

Le déficit attendu au cours de la période serait financé essentiellement par les emprunts et les donations extérieures.

II.3 SECTEUR EXTERIEUR

Sur la période prévisionnelle, la stabilité du taux de change pourrait s'inscrire dans la durée. En outre, la balance des paiements devrait afficher un solde positif, à l'effet d'améliorer le niveau des réserves internationales.

II.3.1. Evolution du taux de change

Une légère dépréciation de 0,4 % est attendue à fin décembre 2014 par rapport à l'année précédente. Ainsi, à l'indicatif, le taux de change, fin période, se situerait à 929,1 CDF le dollar américain à fin 2014.

Pour ce qui est des réserves internationales, un accroissement de leur niveau devrait être enregistré sur cette période, en l'absence des dépenses exceptionnelles. En effet, il est attendu une couverture d'importations des biens et services de 2,5 mois en 2014 et 3 mois en 2015.

II.3.2. Evolution de la balance des paiements

Les projections de la balance des paiements renseignent qu'un solde positif est attendu sur cette période. Cet excédent devrait s'améliorer d'une année à une autre. En effet, de 2014 à 2015, le solde passerait de 803,4 millions de USD à 1.017,7 millions, représentant respectivement 2,3 % et 2,6 % du PIB. L'évolution favorable de ce compte résulterait principalement du bon comportement du compte capital et financier.

Tableau V.2 Projection de la balance des paiements
(en pourcentage du PIB)

	2014	2015	Moyenne
Compte courant	-5,4	-3,2	-4,3
Balance commerciale	2,1	4,1	3,1
Exportations des Biens	35,3	35,9	35,6
Exportation minière	34,5	35,2	34,9
Importations des Biens.	-33,2	-31,8	-32,5
Equipement	-21,0	-19,6	-20,3
Balance des services	-6,6	-6,0	-6,3
Balance des revenus	-6,1	-5,8	-5,9
Balance des transferts courants nets	5,2	4,5	4,9
Compte capital et financier	7,8	5,8	6,8
Solde global	2,3	2,6	2,5

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

II.3.2.1. Compte courant

Le solde de ce compte devra enregistrer une amélioration progressive. En effet, le déficit courant pourrait se situer à 3,2 % du PIB en 2015 contre 5,4 % en 2014. Cette réduction du déficit serait consécutive au bon comportement de la balance commerciale qui passerait de 2,1 % du PIB en 2014 à 4,1 % en 2015, lequel résulterait d'une augmentation attendue des exportations.

III.3.2.2. Compte de capital et d'opérations financières

En moyenne annuelle, le compte de capital et d'opérations financières enregistrerait un excédent de 6,8 % du PIB sur la période de projection. Cet excédent s'expliquerait par l'amélioration du solde du compte financier qui serait fortement tiré par la progression des investissements directs étrangers sur fond de l'amélioration progressive du climat des affaires.

L'excédent attendu de ce compte financerait le compte courant et induirait un solde positif de la balance des paiements.

II.4. SECTEUR MONETAIRE

II.4.1. Orientation de la politique monétaire

En 2014 et 2015, la Banque Centrale du Congo continuerait à mener une politique monétaire prudente. L'orientation de sa politique sera focalisée sur la consolidation

de la stabilité du cadre macroéconomique dans la durée et de la stimulation du crédit à l'économie.

Sur cette période, elle devrait ancrer les anticipations inflationnistes et crédibiliser sa politique en ajustant de manière optimale ses instruments pour répondre aux éventuels chocs qui peuvent survenir dans l'économie.

II.4.2. Evolution de la masse monétaire

Sur la période de projection, la masse monétaire (M2 sans provisions) pourrait passer de 3.460,4 milliards en 2013 à 3.910,2 milliards de CDF en 2014 et 4.330,8 milliards en 2015. En moyenne annuelle, la croissance de la masse monétaire entre 2014 et 2017 pourrait se situer à 14,5 % contre 23,3 % entre 2010 et 2013.

Comparativement aux quatre dernières années, une évolution maîtrisée de la masse monétaire serait observée sur la période de projection. Cette situation serait localisée au niveau de la quasi-monnaie (hausse moyenne de 14,3 %) et du stock monétaire (15,0 % d'augmentation en moyenne).

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets et les avoirs intérieurs nets connaîtraient respectivement une augmentation moyenne de 21,9 % et 10,9 %.

Il convient de souligner que ces projections restent vulnérables à un probable retournement brutal de la conjoncture internationale et à la détérioration des conditions sécuritaires au niveau national.

DEUXIEME PARTIE

**ADMINISTRATION, ACTIVITES
ET COMPTES DE LA BANQUE**

TITRE I

ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE



CHAPITRE I

ADMINISTRATION

La structure de la Banque est demeurée la même conformément à la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à sa constitution, à son organisation et à son fonctionnement. Elle dispose de trois organes d'administration et de contrôle, à savoir le Conseil de la Banque, le Gouverneur et le Collège des Commissaires aux comptes. Cependant, le Conseil de la Banque a connu la nomination d'un nouveau Président en la personne de Monsieur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO.

I.1. CONSEIL DE LA BANQUE

Le Conseil de la Banque est l'organe suprême d'administration qui conçoit, oriente la politique et en contrôle la gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents. Il est présidé par le Gouverneur.

En 2013, le Conseil de la Banque a été composé de :

Président : Monsieur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, Gouverneur;

Membres : Monsieur Jules BONDOMBE ASSANGO, Vice- Gouverneur ;

Monsieur Issa SELEMANI, Administrateur ;

Monsieur Lamy LAMIEL, Administrateur ;

Monsieur Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;

Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;

Monsieur Albert YUMA MULIMBI, Administrateur.

Au cours de l'année sous revue, le Conseil de la Banque a tenu onze réunions ordinaires, lesquelles ont permis d'examiner un bon nombre de matières et de prendre certaines décisions importantes. Parmi ces décisions, il y a lieu de relever notamment :

- (i) l'adoption du Budget 2013 ;
- (ii) l'approbation du plan pluriannuel d'audit 2013 - 2015 ; et
- (iii) l'adoption de la politique de la gestion des réserves de change 2013.

I.2. GOUVERNEUR

Le Gouverneur est l'organe qui dirige la Banque. A ce titre, il prépare et met en œuvre les actes du Conseil d'Administration, assure la gestion courante de l'Institut d'Emission, détermine les directives de cette gestion et en surveille l'exécution.

Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur est assisté d'un Vice-Gouverneur qui exerce les fonctions qui lui sont déléguées par ce dernier.

Le poste du Gouverneur est occupé par Monsieur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, nommé par l'Ordonnance présidentielle n°13/021 du 14 mai 2013 et celui de Vice-Gouverneur est assumé par Monsieur Jules BONDOMBE ASSANGO.

La Haute Direction est assistée par un cabinet structuré de la manière suivante :

Directeur de Cabinet : Monsieur IPANGA MUNENGE

Conseillers : Monsieur MAWAKANI SAMBA ;

Monsieur MALATA KAFUNDA ;

Monsieur N'SA ELONGO ;

Monsieur EKETEBI MOYIDIBA DJOLI ;

Monsieur BAGALWA MURHULA ;

Madame ILUNGA KABUYA ;

Monsieur N'KAMBUA MUKANKU ;

Monsieur PLANTE KIBADHI ;

Madame PUNGU LUAMBA.

I.3. STRUCTURES DE CONTROLE

Oltre le Collège des Commissaires aux comptes prescrit par le législateur, la Banque Centrale dispose également d'autres structures de contrôle, à savoir : le Comité d'Audit et la Direction de l'Audit Interne.

I.3.1. LE COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Collège des Commissaires aux comptes exerce un contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Il est composé de :

Monsieur MABATA NTANTU ;

Monsieur NKUVU ;

Monsieur FOKO TOMENA.

I.3.2. LE COMITE D'AUDIT

Le Comité d'Audit est un organe relevant du Conseil d'Administration de la Banque. Il a pour mission de veiller sur les procédures d'Audit, le système de contrôle interne et le cadre d'informations financières et comptables de l'Institut d'Emission.

Ce Comité est composé de quatre Administrateurs ci-après :

Coordonnateur : Monsieur YUMA MULIMBI ;
Membres : Monsieur TSHIUNZA MBIYE ;
 Monsieur MASAMBA MAKELA ;
 Monsieur ISSA SELEMANI.

I.3.3. LA DIRECTION DE L'AUDIT INTERNE

L'Audit Interne est l'organe qui veille à la légalité et conformité des procédures ainsi qu'à la prévention des risques en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. A cet effet, il (i) exerce une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l'Institut d'Emission et (ii) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mauvaise gestion, à l'accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l'amélioration de la fiabilité de l'information financière.

CHAPITRE II

ACTIVITES DE LA BANQUE

II.1 GESTION COURANTE

Plusieurs Ordres de Service ont été signés par le Gouverneur, en 2013, dans le cadre de la gestion courante de la Banque, notamment :

1. Ordre de Service n°049/13 du 12 avril 2013

Cet Ordre de Service a concerné la création d'un Groupe de Travail chargé de la mise en place d'un Système de Sécurité Unique à la Banque Centrale du Congo.

Ce Groupe a pour mission de réfléchir, proposer et assurer la mise en place d'un système de sécurité unique à la Banque, adapté à son nouvel environnement, en vue de la protection optimale des systèmes informatiques, des ressources humaines, financières, technologiques et matérielles constitutives de son patrimoine.

Pour y parvenir, il est notamment appelé à :

- évaluer les risques et les menaces éventuels sur les sites préalablement délimités ;
- définir les principes généraux et concepts de sécurité adéquats à y implanter ;
- définir le nouveau plan directeur de sécurité physique à appliquer à chaque site ;
- déduire un modèle organisationnel de sécurité approprié intégrant les différents sites (entités) et les zones de sécurité constitutives de ces sites ;
- identifier le matériel, les équipements et les logiciels de sécurité nécessaires pour le fonctionnement du nouveau système et préparer les cahiers de charge en vue de leur acquisition ;
- élaborer les projets de normes et procédures devant régir le fonctionnement du nouveau système ;
- définir les besoins en diverses formations conséquentes ;
- élaborer le planning d'implantation et de mise en place du nouveau système ;
- définir la politique de maintenance des supports techniques y afférents.

Groupe de Travail chargé de la mise en place d'un Système de Sécurité Unique à la Banque Centrale du Congo est composé des Directions et Organes suivants :

- Hôtel des Monnaies ;
- Conseiller Général du Gouverneur et son Assistant ;

- Conseillers de la Haute Direction en charge de la Politique Monétaire et des Questions Informatiques ;
- Direction du Changement ;
- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction de l'Informatique ;
- Direction de l'Administration Générale ;
- Direction de la Trésorerie ;
- Audit Interne/ Sous- Direction chargée de la Gestion des Risques ;
- Projet Système National de Paiements.

2. Ordre de Service n° 077/13 du 06 mai 2013

Cet Ordre de Service a porté sur la diffusion des nouvelles dispositions en matière d'organisation et de fonctionnement de la Sécurité à la Banque. il définit notamment le périmètre d'action de la Direction de la Sécurité et la répartition des compétences entre la Direction de la Sécurité et d'autres Organes de la Banque

3. Ordre de Service n° 079/13 du 06 mai 2013

Cet Ordre de Service a concerné le réaménagement de l'Organigramme général de la Banque Centrale du Congo à la suite de la création des Directions de la Sécurité, des Systèmes de Paiement et de la Caisse de Retraite des Agents ainsi que de la suppression du Secrétariat d'Appui à la Coordination Provinciale et du Bureau de Représentation de Bruxelles.

4. Ordre de Service n° 080/13 du 06 mai 2013

Cet Ordre de Service a consacré la fermeture définitive du Bureau de Représentation de la Banque à Bruxelles, BRB en sigle.

5. Ordre de Service n° 178/13 du 06 septembre 2013

Cet Ordre de Service se rapporte à la mise en place d'une procédure exceptionnelle d'exécution de la dépense au sein de l'Institut d'Emission eu égard aux contraintes budgétaires et afin de permettre à la Haute Direction de s'assurer de la bonne exécution des dépenses.

6. Ordre de Service n° 188/13 du 23 septembre 2013

Le présent Ordre de Service a porté sur l'approbation du rapport définitif des opérations de liquidation et du bilan de clôture de liquidation de la COOCEC/NORD-KIVU lui transmis par son liquidateur, le Cabinet HUMANITAS SPRL.

7. Ordre de Service n° 189/13 du 23 septembre 2013

Par cet Ordre de Service, la Banque Centrale du Congo a approuvé le rapport définitif des opérations de liquidation et le bilan de clôture de liquidation de la COOPEC BOBANDANA lui transmis par son liquidateur, le Cabinet HUMANITAS SPRL.

8. Ordre de Service n° 190/13 du 23 septembre 2013

Le présent Ordre de Service a concerné l'approbation par la Banque Centrale du Congo du rapport définitif des opérations de liquidation et du bilan de clôture de liquidation de la COOPEC BENI lui transmis par son liquidateur, le Cabinet C.D.O. Consultants SPRL.

9. Ordre de Service n° 191/13 du 23 septembre 2013

La Banque Centrale du Congo a approuvé, à travers cet Ordre de Service, le rapport définitif des opérations de liquidation et le bilan de clôture de liquidation de la COOPEC KANYABAYONGA lui transmis par son liquidateur, le Cabinet HUMANITAS SPRL.

10. Ordre de Service n° 192/13 du 23 septembre 2013

Par cet Ordre de Service, la Banque Centrale du Congo a approuvé le rapport définitif des opérations de liquidation et le bilan de clôture de liquidation de la COOPEC AGROPAS LE GRENIER lui transmis par son liquidateur, le Cabinet C.D.O. Consultants SPRL.

11. Ordre de Service n° 193/13 du 23 septembre 2013

La Banque Centrale du Congo a approuvé, par cet Ordre de Service, le rapport définitif des opérations de liquidation et le bilan de clôture de liquidation de la COOPEC M.O.C.C. lui transmis par son liquidateur, le Cabinet C.D.O. Consultants SPRL.

12. Ordre de Service n° 194/13 du 23 septembre 2013

La Banque Centrale du Congo a approuvé, à travers cet Ordre de Service, le rapport de clôture de liquidation de l'institution dénommée Coopération d'Epargne et de Crédit Union Nationale des Femmes, en sigle COOPEC UNAF, lui transmis par son liquidateur, le Cabinet Générale d'Etudes et de Développement, en sigle GED SPRL.

13. Ordre de Service n°202/13 du 02 octobre 2013

Cet Ordre de Service a porté création de deux Sous-Directions chargées de la sécurité :

- l'une chargée du Contrôle et de la Sécurité au sein de la Direction de l'Hôtel des Monnaies ;
- l'autre chargée de la Sécurité tant du Siège que des Entités Provinciales, hiérarchiquement rattachées au Gouverneur.

14. Ordre de Service n°205/13 du 02 octobre 2013

Le présent Ordre de Service a concerné la création d'un organe d'appui dénommé Cellule Technique d'Appui au Réseau des Entités Provinciales (CETAREP), qui est rattachée hiérarchiquement au Vice-Gouverneur et qui est destinée à servir d'interface entre la Haute Direction et les Entités Provinciales.

15. Ordre de Service n° 207/13 du 02 octobre 2013

Le présent Ordre de Service a concerné la création du poste de Responsable Adjoint à la Direction de la Trésorerie.

16. Ordre de Service n° 218/13 du 02 octobre 2013

Cet Ordre de Service a consacré le réaménagement de l'Organigramme de la Banque. A cet effet, les changements ci-après ont été apportés :

- incorporation de la Direction Juridique à la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques ;
- rattachement de la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers à la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires ;
- Changement d'appellation de la Direction Générale de l'Hôtel des Monnaies en « Direction de l'Hôtel des Monnaies ».

II.2 PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

En 2013, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur ont effectué les missions officielles ci-après :

1. Pour le Gouverneur

- du 18 au 20 avril 2013 : participation aux réunions respectives du G24, du Comité Monétaire et Financier International (CMFI) et du Comité du Développement

dans le cadre des assemblées de printemps du FMI et de la Banque Mondiale à Washington (USA) ;

- du 24 au 26 avril 2013 : participation à la 36ème réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC (CCBG) à Pretoria (RSA) ;
- du 21 au 23 août 2013 : participation à la 37ème réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA à Port-Louis (Maurice) ;
- du 24 au 27 septembre 2013 : participation au 17ème Séminaire annuel des Banques Centrales et Autorité d'Investissement à Uresbaden (Allemagne) ; et
- du 10 au 12 octobre 2013 : participation aux réunions respectives du G24, du Comité Monétaire et Financier International (CMFI) ainsi que du Comité du Développement dans le cadre des assemblées du FMI et de la Banque Mondiale à Washington (USA).

2. Pour le Vice-Gouverneur

- le 13 juin 2013 : participation à la conférence sur « le financement des économies de la CEMAC » à Libreville (Gabon) ;
- les 21 et 22 août 2013 : participation à la réunion du Caucus africain à Khartoum (Soudan) ;
- du 11 au 13 septembre 2013 : participation à la 37ème réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC (CCBG) à Ezuluini (Swaziland) ; et
- le 15 novembre 2013 : participation à la conférence organisée par la Banque Centrale de la République d'Argentine à Buenos Aires.

II.3. PERSONNEL

II.3.1. Evolution du personnel de la banque

En 2013, l'effectif de la Banque Centrale du Congo s'est chiffré à 1.856 agents, soit une hausse de 4,6 % par rapport à celui de 2012. Cette évolution est due à l'engagement de 106 nouvelles unités dans le cadre du rajeunissement de l'effectif en vue d'assurer la relève et le renforcement du personnel de l'Institut d'Emission.

Tableau I.1 Evolution de l'effectif de la Banque

	déc.-12	déc.-13	Var (en%)
<i>Siège</i>	1 246	1 321	6,02
<i>Dir. Provinciales</i>	528	535	1,33
<i>Bur. Rep. Bruxelles</i>	1	-	- 100,00
TOTAL	1 775	1 856	4,56

Il y a lieu de souligner que la Banque a enregistré au cours de l'année sous revue 25 cas de sortie de l'effectif dont 10 cas de décès.

Tableau I.2 Evolution du personnel par sexe

	déc.-12	déc.-13	Var (en%)
<i>Hommes</i>	1 363	1 414	3,74
<i>Femmes</i>	412	442	7,28
TOTAL	1 775	1 856	4,56

II.3.2. REPARTITION DU PERSONNEL PAR NIVEAU D'ETUDES

En 2013, la répartition du personnel par niveau d'études se présente de la manière suivante :

Tableau I.3 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

DESIGNATION	2012	2013	variation en %
Licence et post-licence	461	545	18,2
Graduat	346	363	4,9
Secondaire degré supérieur	545	700	28,4
Secondaire degré inférieur	323	155	-52,0
Primaire et Assimilé	49	44	-10,2
Capacitaire	19	19	0,0
Niveau non défini	28	26	-7,1
Non répertorié	4	4	0,0
TOTAL	1775	1856	4,6

II.4. FORMATION

II.4.1. Formation des agents

En 2013, le nombre d'agents formés s'est situé à 572 unités dont 93 à l'étranger et 479 à l'intérieur du pays. Rapporté à celui de l'année précédente, il se dégage une baisse de 0,7 %.

Tableau I.4 Personnel formé au pays

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	Bureautique et Klastoo	Feb-13	BCC/Kinshasa	BCC	19
2	eTEMPTATION et P2 SUITE	Feb-13	BCC/Kinshasa	Panorama	25
3	Classification des emplois à l'ingénierie de la rémunération	Feb-13	BCC/Kinshasa	Bureau d'Etudes du Travail	18
4	Formation professionnelle continue, levier de performance des entreprises	Feb-13	Kinshasa	CAFEM	2
5	Anglais	Mar-13	BCC/Kinshasa	E.L.I.K	37
6	Gouvernance des entreprises dans le système OHADA : nouveau défi	Apr-13	BCC/Kinshasa	BCC	2
7	Programmation financière et budgétaire	Apr-13	BCC/Kinshasa	CAPER	26
8	Comment vivre sa retraite	May-13	BCC/Kinshasa	BCC	27
9	Organisation et la gestion de la maintenance industrielle	May-13	BCC/Kinshasa	BCC	48
10	Connaissance de la banque	May-13	BCC/Kinshasa	BCC	26
11	Techniques de prévention et de lutte contre l'incendie dans un centre hospitalier	Jun-13	BCC/Kinshasa	BCC	36
12	Initiation et gestion de l'action disciplinaire	Jun-13	Kinshasa	CADICEC	19
13	eTEMPTATION et P2 SUITE	Jul-13	BCC/Kinshasa	BCC	52
14	MS project	Aug-13	BCC/Kinshasa	Alliance Belgo Congolaise	50
15	Gestion des stocks, la sécurité incendie, le logiciel caisse de retraite	Sep-13	BCC/Kinshasa	BCC	32
16	Management stratégique en faveur des membres de la Haute Direction	Sep-13	BCC/Kinshasa	MATRACE	60

Tableau I.5 Personnel formé à l'extérieur du pays

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Nbre
1	Stratégies pour la réduction de la mortalité et la morbidité maternelle et néonatales en Afrique	Jan-13	Niger/Niamey	Société de Gynécologie du Niger	3
2	Soutenabilité de la dette	Feb-13	Autriche/Vienne	IBFI	2
3	Programmation Et Politiques Financières	Feb-13	USA/Washington	FMI	1
4	Gestion macroéconomique et question de la dette	Feb-13	Tunisie/Tunis	BAD/FMI	2
5	Swift	Mar-13	France/Paris	SWIFT Training	4
6	Swift	Mar-13	France/Gomez	General Service Communication	5
7	Finance work for Africa (FINA)	Mar-13	Nigeria/Abuja	FINA Ltd	5
8	Problématique de la gouvernance dans une institution de microfinance	Mar-13	Cote d'Ivoire/Abidjan	Formation pour Tous	3
9	Centrale d'énergie Caterpillar	Mar-13	France/Monthéry	SITELE	3
10	Forum social mondial	Mar-13	Tunisie/Tunis	Conseil d'Admin. Institut du Travail d'Afrique	2
11	Utilisateur de l'extension I-24/7	Apr-13	Cameroun/Yaoundé	Sec. Gnrl. Organisation de la Police Criminelle	2
12	Protection des valeurs et des imprimes de sécurité	Apr-13	Israël/Tel Aviv		4
13	Passation des marches : travaux, fournitures et consultants	Apr-13	Sénégal/Dakar	SETHYM Inter	2
14	Nouvelles technologies de stockage des données	Apr-13	France/Paris	FOURMI	4
15	Itil version 3	Apr-13	Belgique/Bruxelles	EGILIA Learning	2
16	Planification opérationnelle et le contrôle des projets	May-13	Maroc/Casablanca	SETHYM Inter.	2
17	Protection des valeurs et des imprimes de sécurité	May-13	Israël/Tel Aviv		1
18	Contrôle des connaissances	May-13	France/Montpellier	SIEC	1
19	Démarche de contrôle dans les banques centrales	May-13	Allemagne	DEUTSCHE BUNDESBANK	1
20	Sécurité informatique	May-13	Belgique/Bruxelles	EGILIA Learning	2
21	Administration Du Sharepoint 2010	May-13	France/Paris	EGILIA Learning	2
22	Systèmes de paiement	May-13	France/Paris	IBFI	1
23	Administration et la maintenance des onduleurs Galaxy 5000	May-13	France/Grenoble	SETREMA	2
24	Economie orientée vers l'exportation pour les pays africains francophones	May-13	Chine/Fuzhou	Ministère du Commerce de Chine	2
25	Swift	Jun-13	France/Paris	SWIFT Alliance	3
26	Management efficace d'une IMF et mesures de redressement/restructuration d'une IMF en difficultés	Jun-13	Cote d'Ivoire/Abidjan	PLURIEX	4
27	Réforme du système financier international	Jun-13	Chine/Beijing	Ministère du Commerce de Chine	2
28	4 ^{ème} Symposium international sur la drépanocytose	Jun-13	Cameroun/Yaoundé	Réseau d'Etudes de la Drépanocytose en Afrique Centrale	2
29	Construire le référentiel de métiers et des compétences	Jun-13	Franche/Rochelle	FORHOM	4
30	Education financière	Jun-13	Cameroun/Douala	Microfinance Academy	4
31	Méthodologie De l'audit et du contrôle interne d'une institution de microfinance	Jun-13	Cote d'Ivoire/Abidjan	Afrique Expertises Consulting	3

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Nbre
32	Questions liées à la compensation et au règlement des opérations bancaires	Jun-13	Allemagne/Frankfurt	Banque Centrale Européenne	1
33	7 ^{ème} Congrès mondial des éducateurs a l'environnement	Jun-13	Maroc/Marrakech	ITAC et WEEC	2
34	Analyse économiques des données de panel	Jun-13	Egypte/Caire	COMESA	1
35	Méthodologie révisée des indicateurs conjoncturels d'activités et leur mise en œuvre dans les pays d'Afrique subsaharienne	Jun-13	France/Libourne	CEFIL	1
36	Passation des marches	Jul-13	USA/Boston	SETYM	3
37	Gestion des réserves	Aug-13	Suisse/Basel	BIS	1
38	Politiques macroéconomiques, le financement de l'économie et la gestion des réserves d'échange	Sep-13	Hollande/Amsterdam	Banque Centrale Néerlandaise	2
39	Mise en œuvre et gestion de la virtualisation de serveurs microsoft	Sep-13	France/Paris	Global Knowledge & Computerlinks Training	2

II.4.2. Accueil des stagiaires

La Banque Centrale du Congo a accueilli 501 stagiaires venus de différentes formations supérieures et universitaires au cours de l'année sous examen contre 417 en 2012.

Tableau I.6 Répartition des stagiaires par direction en 2013^(*)

N°	DIRECTION	2012	2013
1	Ressources Humaines	91	89
2	Opérations Bancaires et Marchés	119	108
3	Administration Générale	14	24
4	Juridique	38	32
5	Informatique	1	57
6	Recherche & Statistiques	46	54
7	Analyses Economiques	79	104
8	Centre Hospitalier	14	13
9	Système National des Paiements	3	-
10	Surveillance des Intermédiaires Financiers	12	20
	TOTAL	417	501

(*) Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales

Tableau I.7 Répartition des stagiaires par institution en 2013

N°	UNIVERSITE ET INSTITUT SUPERIEUR	NOMBRE
1	Université de Kinshasa	36
2	Université Pédagogique Nationale	54
3	Université Protestante au Congo	126
4	Université Catholique au Congo	40
5	Université William Booth	19
6	Université Libre de Kinshasa	19
7	Université Chrétienne Cardinal Malula	4
8	Université Bel Campus	9
9	Institut Supérieur du Commerce de Kinshasa	79
10	Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe	16
11	Institut Supérieur des Techniques Appliquées	7
12	Institut Supérieur des Techniques médicales	5
13	Institut National des Préparations professionnelles	2
14	Institut Supérieur d'Informatique, Programmation et Analyse	17
15	Institut Supérieur de Formation des Cadres	2
16	Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de Communication	1
17	Ecole Supérieur SALAMA	5
18	Institut Supérieur d'Informatique CHAMINADE	1
19	Université Panafricaine du Congo	1
20	Université de Paris	1
21	Institut du Pétrole et du Gaz	1
22	Institut Supérieur des Statistiques	13
23	Ecole Informatique des Finances	2
24	Université Centrale de Tunis	3
25	Université Technique du Congo	2
26	Université Révérend Kim	6
27	Institut Supérieur Pédagogique et Technique	1
28	Ecole Supérieur des Métiers d'Informatique et de Commerce	7
	TOTAL	501

CHAPITRE III

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2013

III.1. HAUTE DIRECTION

- Gouverneur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
- Vice-Gouverneur Jules BONDOMBE ASSANGO

III.2. CABINET DU GOUVERNEUR

- Directeur de Cabinet IPANGA MUNENGE
- Conseillers MAWAKANI SAMBA
MALATA KAFUNDA
N'SA ELONGO
EKETEBI MOYIDIBA NDJOLI
BAGALWA MURHULA
ILUNGA KABUYA
N'KAMBUA MUKANKU
PLANTE KIBADHI
PUNGU LUAMBA.

III.3. COMMISSAIRES AUX COMPTES

- MABATA NTANTU
- NKUVU Dany
- FOKO TOMENA

III.4. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

III.4.1 DIRECTION GENERALE EN CHARGE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES

Directeur Général

KAYEMBE wa KAYEMBE

Direction de la Trésorerie

Titulaire : MULAMBA MUSAFIRI

Adjointe : MULENGEZI CHISHIBANJI

Direction des Analyses Economiques

Titulaire : MWANA NKWARA

Direction de la Recherche et des Statistiques

Titulaire : MUTOMBO MULE MULE

Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

Titulaire : MUGANZA BEYA

Adjoints :

Chargé de la Sous-Direction des Opérations Bancaires

SIAZO GINI

Chargé de la Sous-Direction des Marchés

MBOMA NDONGO

Direction du Système des Paiements

Titulaire : KAPINGA TSHIMANGA

Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

Titulaire : BOLIPOMBO MBOMBO

Adjoints :

Chargé de la Sous-Direction de contrôle permanent des banques et autres intermédiaires financiers :

RAMAZANI MWAMBO

Chargé de la Sous-Direction du contrôle sur place :

KALUBI KAYEMBE

Chargé de la Sous-Direction du contrôle permanent de la Micro finance

NDAYA ILUNGA

III.4.2. DIRECTION GENERALE EN CHARGE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES

Directeur Général

MUDERHWA IGULU

Direction des Ressources Humaines

Titulaire : KAHAMBA SALIMA

Adjointe : KUKABU MBUZI NZUZI

Direction de la Comptabilité et du Budget

Titulaire : SHABANI ANIFA

Adjoint : OKENDE NGONGO

Direction de l'Administration Générale

Titulaire : SANGWA LUMBU

Adjoint : MASANGU ILUNGA

Direction de l'Informatique

Titulaire : LUSAMBA NTUMBA

Adjoints :

Chargé du Développement et Maintenance

BOSONGA EKILA

Chargé de l'Infrastructure :

BOFALA BEKANGA

Direction Juridique

Titulaire : MOSEI NSAMBI

III.4.3. STRUCTURES AUTONOMES

Audit interne

Titulaire : DISAMB KAZAD IRUNG

Adjoints :

Chargé de la Sous-Direction de contrôle et conformité

BEKILA MONGO BALHEO

Chargé de la Sous-Direction de la Gestion des Risques
GERE KWAGALEME

Centre Hospitalier

Coordonnateur : MWIKIZA MBONEKUBE

III.5. HOTEL DES MONNAIES

Direction Responsable

Titulaire : MUDIAYI MPINGA

Sous-Directeur chargé de contrôle et Sécurité : KASHWANTALE BUGALI

Direction Commerciale

Titulaire : NYEMBO SANGWA KILONDA

Direction Technique :

Titulaire : KATHY MBAYA

Adjoints :

Chargé de la Production des billets de banque :

KABEYA SOSOLO

Chargé de la Production des Documents de sécurité :

NGONGO NGOYI BOSADI

Chargé de la Maintenance :

MBANGU KASALUMUNA

III.6. DIRECTIONS PROVINCIALES

Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire : MABAKU KINSUMUNA

Adjoint : SANGWA MULOBELWA

Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

Titulaire : MUSANGU LUFULWABO

Adjoint : IMIDY PENE MALEMBA

Direction Provinciale de Kananga

Titulaire : MULONGO KIBAWA

Adjoint : MUKINAY TSHIMANGA

Direction Provinciale de Matadi

Titulaire : AFUNDI AMENE

Adjointe : GENE VUNGBO YATALO

Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire : ESSAMBO LUKYE

Adjoint : KANDOLO DIAMAWA

Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire : OKENDE KIBUSHI

Adjoint : UMBA DIBWE

Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire : THASUR DUPAR

Adjoint : BOPASA BOSONGO BOKONDE

Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire : MUBALAMA MUKUZO

Adjoint : AISSI YUMA MWANA

Direction Provinciale de Goma

Titulaire : LENGWE BIN KAUMBA

Adjoint : ESSIMBO NUMAYEME

Direction Provinciale de Kindu

Titulaire : MUNDECKE LITANDA

Adjoint : MWANZA NDALAMBA

III.7. AGENCE AUTONOME**Agence de Boende**

Chef d'Agence : BOKABA SILA

Agence de Boma

Chef d'Agence : KUMWIMBA BANZA

Agence de Bumba

Chef d'Agence : IBRAHIMU LUBOSHA

Agence de Buta

Chef d'Agence : ADEITO KEMISA

Agence de Gbadolite

Chef d'Agence : SELEMANI KATONGOLA

Agence de Gemena

Chef d'Agence : MALEMP a BOSHABO

Agence d'Ilebo

Chef d'Agence : NKASHAMA MULAMI

Agence d'Inongo

Chef d'Agence : NGOIE KAKESSE

Agence d'Isiro

Chef d'Agence : MBALE KADISHI

Agence de Kabinda

Chef d'Agence : NGUZ NTAMBWE

Agence de Kalemie

Chef d'Agence : YUMA BIN YUMA

Agence de Kamina

Chef d'Agence : KIOMA KASAY

Agence de Kasumbalesa

Chef d'Agence : BWANGA KALEMBWE

Agence de Kikwit

Chef d'Agence : MUYEBA KANDENGA

Agence de Kongolo

Chef d'Agence : KIMPIAB MISSIR EKOB

Agence de Lodja

Chef d'Agence : ILUNGA MUTSHIPAYI

Agence de Mwene-ditu

Chef d'Agence : KALOMBO NTUMBA

Agence de Tshikapa

Chef d'Agence : DEWAGUI TOMANI

Agence d'Uvira

Chef d'Agence : EKOLA BOMBWAMBWA

Agence de Zongo

Chef d'Agence : SAKUNGU KAKOLA

TITRE II

COMPTES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

BILAN

La situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo s'est accrue de 4,5 % en 2013, pour s'établir à 3.166,7 milliards de CDF. Cette évolution est liée à l'augmentation des avoirs et créances en or et en monnaies étrangères.

I.1. ACTIF

I.1.1. Avoirs et créances en or et monnaies étrangères et créances hors DTS

Ce compte a connu une augmentation de 8,8 % par rapport à 2012, soit 88,9 milliards de CDF. Cette hausse est localisée au niveau des avoirs en monnaies étrangères. La Banque Centrale n'ayant pas acquis les titres en monnaies étrangères ni les avoirs en or, cette augmentation résulte des opérations spécifiques à chacune des composantes de la rubrique mais également des ajustements dus aux variations des cours de change.

I.1.2. Avoirs et créances en DTS

Une hausse de 3,8 milliards de CDF a été enregistrée sur ce poste. Cet accroissement a été localisé au niveau des avoirs à vue en droits de tirage spéciaux qui s'est élevé à 500,8 milliards. A fin 2013, la quote-part du pays auprès du FMI s'est élevée à 533,0 millions de DTS, équivalant à 739,0 milliards de CDF.

I.1.3. Avoirs et créances en monnaie nationale

Les avoirs et créances en monnaie nationale ont connu une baisse de 72,0 milliards de CDF, se situant à 1.249,5 milliards au 31 décembre 2013. Cette baisse résulte de l'extinction des facilités permanentes accordées aux banques par voie de remboursement ou par nivellement des soldes au compte des découverts aux banques en liquidation.

Quant aux titres en monnaie nationale, constitués des créances de 1.249,0 milliards de CDF titrisés sur l'Etat, ils n'ont connu aucune variation au cours de la période.

Tableau II.1 Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

ACTIF	31/12/2013	31/12/2012	VARIATION	
			Valeur	%
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	1 102 639,0	1 013 733,0	88 906,0	8,8
Avoirs et créances en OR	-	-	-	
Avoirs et créances en ME	1 102 639,0	1 013 733,0	88 906,0	8,8
Titres en ME	-	-	-	
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	500 805,0	497 026,0	3 779,0	0,8
Avoirs et créances en DTS auprès du FMI	500 805,0	497 026,0	3 779,0	0,8
Avoirs et créances à vue en DTS auprès d'autres IFNR	-	-	-	
AVOIRS ET CREANCES EN MN	1 249 498,0	1 249 570,0	- 72,0	- 0,0
Concours en MN aux Etablissements de crédit	-	72,0	- 72,0	- 100,0
Titres en MN	1 249 498,0	1 249 498,0	-	-
AUTRES ACTIFS	316 037,0	271 363,0	44 674,0	16,4
TOTAL ACTIF	3 168 979,0	3 031 692,0	137 287,0	4,5

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.4. Autres actifs

Les autres actifs ont augmenté de 44,7 milliards de CDF, atteignant 316,0 milliards à fin 2013. Cette variation est essentiellement expliquée par l'accroissement des Autres actifs divers.

La valeur comptable des immobilisés a connu une augmentation à la suite des acquisitions effectuées au cours de l'exercice.

I.2. PASSIF

I.2.1. Engagements en monnaie nationale

Les engagements en monnaie nationale se sont accrus de 127,2 milliards de CDF pour s'établir à 1.775,6 milliards. Cet accroissement résulte de la hausse des billets en circulation et de la reprise de liquidité.

La baisse des dépôts en monnaie nationale de 72,0 milliards de CDF à fin 2013 est justifiée essentiellement par une contraction des dépôts de l'Etat.

I.2.2. Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS

Le solde global des comptes des Engagements à vue en Monnaies étrangères envers les résidents a connu une variation nette positive de 7,9 milliards de CDF. Cette dernière, à l'instar de l'année 2012, s'explique par les ajustements dus aux variations des cours de change, d'une part et, d'autre part, par les opérations relatives à chaque composante.

I.2.3. Engagements en DTS

Cette rubrique intègre les engagements en DTS de la Banque Centrale du Congo, vis-à-vis du Fonds Monétaire International, constitués des allocations cumulatives et de l'encours du prêt FRPC ainsi que les créances en DTS des autres institutions financières non-résidentes sur la Banque Centrale résultant des arriérés de paiement dans le cadre de l'arrangement monétaire des banques centrales de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs.

Cet engagement en DTS s'est accru de 0,8 %, d'une année à l'autre, s'établissant à 1.171,0 milliards de CDF. Cette hausse est relative aux engagements envers le FMI et envers les autres institutions financières non résidentes.

I.2.4. Autres passifs

Les autres passifs se sont accrus de 6,7 % par rapport à 2012, se situant à 28,1 milliards de CDF.

Les engagements en monnaie nationale envers le personnel ont totalisé 0,2 milliard de CDF au 31 décembre 2013, soit une progression de 0,01 milliard. Par contre, les sommes exigibles en monnaie nationale, après encaissement, ont enregistré les montants des chèques envoyés à l'encaissement dans les banques agréées par le biais de la chambre de compensation, en attente de confirmation de paiement.

Tableau II.2 Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

PASSIF	31/12/2013	31/12/2012	VARIATION	
			Valeur	%
ENGAGEMENTS EN MN	1 775 602,0	1 648 388,0	127 214,0	7,7
Billets en circulation	760 458,0	642 560,0	117 898,0	18,3
Dépôts en MN des résidents	850 802,0	910 740,0	- 59 938,0	- 6,6
Dépôts en MN des non- résidents	79,0	85,0	- 6,0	- 7,1
Réprise des liquidités	164 263,0	95 003,0	69 260,0	72,9
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	19 062,0	15 803,0	3 259,0	20,6
Engagements en OR	-	-	-	-
Engagements en MN	19 062,0	15 803,0	3 259,0	20,6
ENGAGEMENTS EN DTS	1 171 040,0	1 161 808,0	9 232,0	0,8
Engagements en DTS envers le FMI	1 165 552,0	1 156 363,0	9 189,0	0,8
Engagements en DTS envers les autres IFNR	5 488,0	5 445,0	43,0	0,8
AUTRES PASSIFS	28 068,0	26 296,0	1 772,0	6,7
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	45 097,0	30 707,0	14 390,0	46,9
FONDS PROPRES	143 409,0	143 409,0	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 13 299,0	5 281,0	- 18 580,0	- 351,8
TOTAL PASSIF	3 168 979,0	3 031 692,0	137 287,0	4,5

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

COMPTES DE PERTES ET PROFITS

L'exercice 2013 s'est clôturé par un résultat négatif de 13,3 milliards de CDF, alors qu'il était positif à concurrence de 5,3 milliards une année plus tôt. Cette situation s'explique par les baisses observées au niveau des produits d'exploitation monétaire pour 4,7 milliards, des produits d'exploitation bancaire pour 5,1 milliards et des reprises sur provisions exigibles pour 17,0 milliards, dans un contexte d'accroissement des charges notamment pour la production des signes monétaires.

II.1. MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE

La marge d'exploitation monétaire de l'exercice 2013 s'est établie à 3,8 milliards de CDF. Par rapport à 2012, elle a été en baisse de 0,04 milliard.

Cette évolution s'explique principalement par la regression de 4,1 milliards de CDF de profits réalisés sur les opérations de change en raison, d'une part, de l'absence des Pas de porte, des redevances de la GECAMINES et des sociétés de Télécommunication perçus à titre exceptionnel en 2012 et, d'autre part, de la baisse des dépenses de fonctionnement en devises du Trésor, passant d'une moyenne de 99,8 millions de USD en 2012 à 89,9 millions en 2013.

II.2. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE

Cette marge s'est chiffrée à 155,1 milliards de CDF, après avoir baissé de 7,1 milliards par rapport à 2012. Cette régression est principalement justifiée par une baisse de 12,8 milliards au titre des intérêts perçus sur titres en monnaie nationale. En effet, le Trésor a versé à la Banque Centrale des intérêts sur créances titrisées de 62,0 milliards de CDF contre 78,9 milliards en 2012.

II.3. VALEUR AJOUTÉE

La valeur ajoutée, quoique positive, a enregistré une baisse de 6,2 milliards de CDF pour s'établir à 106,5 milliards. Cette regression a été induite principalement par la baisse de la marge d'exploitation bancaire.

II.4. RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation a baissé de 26,3 milliards de CDF, se fixant à 9,6 milliards. Cette regression est expliquée essentiellement par le recul des reprises sur provisions pour risques de 18,0 milliards.

II.5. RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION

Ce résultat a été déficitaire de 27,8 milliards de CDF, enregistrant une détérioration de 29,7 milliards par rapport à 2012. Cette baisse est liée à celle du résultat brut d'exploitation.

II.6. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ET HORS EXPLOITATION

Les produits exceptionnels et hors exploitation se sont accrus de 5,4 milliards de CDF pour s'établir à 17,6 milliards en 2013. Cette hausse a été influencée par celle des Autres produits de contrôle des opérations de crédit et de change.

Tableau II.3 Tableau de formation de résultat

RUBRIQUES	31/12/2013	31/12/2012	VARIATION	
			Valeur	%
1. Produits d'exploitation monétaire	38 237,0	42 937,0	- 4 700,0	- 10,9
2. Charges d'exploitation monétaire	34 457,0	39 113,0	- 4 656,0	- 11,9
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE(3)=(1)-(2)	3 780,0	3 824,0	- 44,0	- 1,2
4. Produits d'exploitation bancaire	167 327,0	172 390,0	- 5 063,0	- 2,9
5. Charge d'exploitation bancaire	12 186,0	10 122,0	2 064,0	20,4
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	155 141,0	162 268,0	- 7 127,0	- 4,4
7. Matières et fournitures consommées	10 260,0	9 879,0	381,0	3,9
8. Services consommés	42 115,0	43 406,0	- 1 291,0	- 3,0
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	106 546,0	112 807,0	- 6 261,0	- 5,6
10. Produits divers	8 241,0	3 986,0	4 255,0	106,7
11. Subventions d'exploitation	-	-	-	-
12. Reprises sur provisions exigibles	3 183,0	20 225,0	- 17 042,0	- 84,3
13. Charges diverses	39 399,0	33 771,0	5 628,0	16,7
14. Charges du Personnel	70 635,0	68 930,0	1 705,0	2,5
15. Dotation aux provisions exigibles	17 573,0	17 669,0	- 96,0	- 0,5
16. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (16)=(9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	- 9 637,0	16 648,0	- 26 285,0	- 157,9
17. Reprises sur amortissements & provisions non exigibles	131,0	2 400,0	- 2 269,0	- 94,5
18. Dotation aux amortissements & provisions non exigibles	18 300,0	17 127,0	1 173,0	6,8
19. RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION(19)=(16)+(17)-(18)	- 27 806,0	1 921,0	- 29 727,0	547,5
20. Produits exceptionnels et hors exploitation	17 596,0	12 163,0	5 433,0	44,7
21. Charges exceptionnelles hors exploitations	3 089,0	8 803,0	- 5 714,0	- 64,9
22. RESULTAT EXCEPTIONNEL & HORS EXPLOITATION(22)=(20)-(21)	14 507,0	3 360,0	11 147,0	331,8
23. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (23)=(19)+(22)	- 13 299,0	5 281,0	- 18 580,0	- 351,8

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO



**BANQUE CENTRALE DU CONGO
« B.C.C »**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS FINANCIERS
EXERCICE COMPTABLE 2013**

Le 23 juillet 2014



Au Conseil de la
Banque Centrale du Congo
"BCC"
Kinshasa/Gombe

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS FINANCIERS
EXERCICE COMPTABLE 2013**

1. Nous avons examiné les états financiers, exprimés en Francs Congolais, de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2013. Ces états financiers comprennent le bilan, le tableau de formation du résultat, le tableau de flux de trésorerie ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

2. La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo. Cette responsabilité comprend le système de contrôle interne qui puisse permettre la préparation des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives dues à des fraudes ou erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

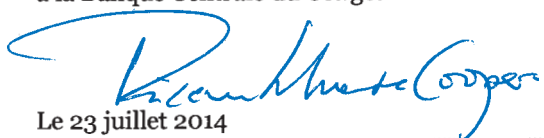
3. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

4. A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque Centrale du Congo ainsi que la performance financière et les flux de trésorerie au 31 décembre 2013 conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.


Le 23 juillet 2014

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

LISTE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

I. ETABLISSEMENTS DE CREDIT

I.1. Banques Commerciales

1. ACCESS BANK RDC
2. ADVANS BANQUE CONGO
3. AFRILAND FIRST BANK CD
4. BANK OF AFRICA (BOA)
5. BANQUE COMMERCIALE DU CONGO (B.C.D.C)
6. BANQUE INTERNATIONALE DE CREDIT (B.I.C)
7. BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU CONGO (B.I.A.C)
8. BANQUE GABONAISE FRANCAISE INTERNATIONALE (BGFIBANK)
9. BYBLOS BANK Congo
10. CITIGROUP
11. ECOBANK RDC
12. FIRST INTERNATIONAL BANK (FIB)
13. PROCREDIT BANK CONGO
14. RAWBANK
15. SOFIBANQUE
16. STANDARD BANK CONGO
17. TRUST MERCHANT BANK (T.M.B.)
18. UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)

I.2. Caisses d'Epargne

1. CAISSE GENERALE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)

I.3. Institutions Financières Spécialisées

1. FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)
2. SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)
3. FONDS NATIONAL DE LA MICROFINANCE (FNM)

I.4. Sociétés Financières

1. AIRTEL MONEY
2. TIGO CASH
3. VODACASH

I.5. Coopératives d'Epargne et de Crédits

A. COOPERATIVES CENTRALES D'EPARGNE ET DE CREDIT

1. COOCEC KIVU
2. MECRECO/COOCEC

B. COOPERATIVES PRIMAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT

1. COOPEC CBCO KINSHASA
2. COOPEC CEAC MATETE
3. COOPECAS
4. COOPEC BOLINGO
5. COOPECS'CO
6. MEC DECO/COOPEC
7. MEC-CAPROS/COOPEC
8. MECRE KINTAMBO MAGASIN
9. MECRE MASINA/COOPEC
10. MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC
11. MECREKIN/COOPEC
12. MUFESAKIN / COOPEC
13. MUTECREDE/COOPEC
14. MEC BOMOKO COOPEC
15. COOPEC CEAC KINTAMBO
16. COOPEC IMARA KINDU
17. MECRE KINDU/COOPEC
18. COOPECCO BENI
19. COOPECCO OICHA
20. MECRE BENI/COOPEC
21. COODEFI/COOPEC
22. COOPEC LA SEMENCE
23. COOPECCO BUTURANDE
24. COOPEC IMARA GOMA
25. COOPEC ADEC
26. COOPEC BONNE MOISSON
27. COOPEC KESHENI
28. COOPEC TUJENGE PAMOJA
29. COOPEC UMOJA NI NGUVU
30. MECRE BIRERE/COOPEC
31. MECREGO/COOPEC
32. MECRE KATINDO/COOPEC
33. MECRE VIRUNGA/COOPEC
34. COOPEC TUMAINI
35. COOPEC KIRUMBA
36. COOPECCO KIRUMBA

37. COOPECCO LUBERO
38. MECRE MABANGA/COOPEC
39. COOPEC NYAMILIMA
40. COOPECCO VITSHUMBI
41. COOPEC BAGIRA
42. COOPEC CAHI
43. COOPEC KAWA
44. COOPEC MALI FEZA
45. COOPEC MOCC BUKAVU
46. COOPEC NYAWERA BUKAVU
47. COOPEC PILOTE
48. MECREBU/COOPEC
49. MUTEK/COOPEC
50. COOPEC KALUNDU
51. COOPEC CIHERANO
52. COOPEC BURHIBA-KASHA
53. COOPEC FOMULAC KATANA
54. COOPEC KAZIMIA
55. COOPEC LUHWINDJA
56. COOPEC BARAKA
57. MECRE IBANDA/COOPEC
58. MECRE KADUTU/COOPEC
59. MECRE UVIRA/COOPEC
60. COOPEC AGROPAS LE GRENIER/BUTEMBO
61. COOPEC IMARA BUKAVU
62. COOPEC IDIOFA
63. COOPEC MUDIANO
64. COOPEC DEKOC
65. COOPEC MBOKO
66. MEC IDECE NIOKI
67. COOPEC EFFATA CITE MAMA MOBUTU
68. COOPEC UNION ET CHARITE
69. MEC IDECE /COOPEC
70. COOPEC CBCO MBANZA NGUNGU
71. COOPEC CBCO BOMA
72. COOPEC SILOE
73. COOPEC FAIDEC
74. CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC
75. CEAC MATADI MVUADU
76. COOPEC KANDO
77. COOPEC AKIBA YETU
78. COOPEC LE BATISSEUR

79. COOPEC MBONGO za KINVUKA
80. COOPEC UMOJA WETU
81. COOPEC CEC
82. COOPEC NYAWERA KAVUMU
83. COOPEC NYAWERA BEACH MUHANZI
84. COOPEC AXE SUR LES RESULTATS
85. COOPEC TULINDE HAZINA
86. COOPELO
87. COOPEC CPD
88. COOPEC KINSU KI MATE
89. COOPEC CEFMC
90. COOPEC DIBAYA LUBWE
91. COOPEC NGUNGU
92. COOPEC ECC KIKWIT
93. COOPEC ECOLE
94. COOPEC LUKOLELA
95. COOPEC SAINT FRANCOIS XAVIER CATHEDRALE
96. COOPEC MASIMANIMBA
97. COOPEC MOKALA
98. COOPEC UDIPAK
99. MUCREFEKI/COOPEC
100. COOPEC BULUNGU
101. COOPEC CEAC OZONE
102. COOPEC MKONO MKONONI
103. COOPEC CEAC LUKULA
104. COOPEC MAYOMBE
105. CAMEC INKISI/COOPEC
106. COOPEC CEAC KINZA MVUETE
107. CAMEC MBANZA NGUNGU
108. COOPEC NYAWERA GOMA
109. COOPEC NYATENDE
110. COOPEC MANIEMA
111. MECRE KISANGANI/COOPEC
112. MECRE MATADI/COOPEC
113. MECRE BUNIA/COOPEC
114. MECRE KAVUMU/COOPEC
115. EFFATA MONT NGAFULA
116. COOPEC OBUGUMA
117. COOPEC UDEV

I.6. INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE

A. Entreprises de Micro-crédit

1. IMF BUSINA MICROCREDIT
2. IMF ADEKOR
3. IMF APE
4. IMF HOPE INTERNATIONAL RDC
5. IMF VIA NOVA
6. IMF HEKIMA
7. IMF SOFIGL
8. Société de Microfinance Light in Business «SMF LBC»
9. IMF YOASI
10. IMF CREP
11. IMF SILVER FINANCE
12. IMF PALMIER
13. IMF CONGO CREDIT FINANCE
14. IMF CREDIT YA MPA
15. IMF OXUS RDC
16. IMF MAMA TOMBWAMA
17. IMF PADERU

B. Sociétés de Micro Finance

1. FINCA RD CONGO
2. IMF LIFE VEST
3. IMF SMICO
4. SMF P.A.I.D.E.K
5. IMF OPPORTUNITY INTERNATIONAL RDC
6. IMF TUJENGE

II. MESSAGERIES FINANCIERES

II.1. Messageries Financières de catégorie A

1. AGENCE GOLDORAK
2. AMI FIDELE TRANSFERT
3. AMIS FIDELES EXPRESS
4. ARMI GLOBAL BUSINESS
5. BOBO CASH EXPRESS
6. COLOMBE SERVICES
7. GRAINE DES ASS
8. WAPICOM TRANSFERT
9. AGENCE BAUDOUIN TRANSFERT
10. MASEVO SERVICES
11. AFRIMAISON SERVICES

12. JJ WELCOME
13. LA PREDESTINEE
14. AGENCE M. FILS EXPRESS
15. CONGO LIGHT TRANSFERT
16. AGEFRAM
17. AGENCE AIGLON SERVICE
18. AGENCE ELSA COMMECIALE
19. CHEMIN D'EMMAÛS
20. MAMAN THERESE
21. BETANY SERVICES
22. REDEF TRANSFERT
23. KKM – NDJIMBO TRANSFERT
24. SHEKINAH & FRERE
25. ENTREPRISE DES FRERES
26. LA MAIN DE L'ETERNEL PROGRES
27. ZAM ZAM EXPRESS
28. MASSAH & MERIBA
29. AMBASSADEUR POUR CHRIST
30. MAC TECHNOLOGIE
31. MAISON LUPI
32. NKUMU WATO
33. POLYTUMBA & COMPAGNONS
34. Troïka service

II.2. Messageries Financières de catégorie B

1. AFRICAN EXPRESS
2. AGENCE GRACE D.WORLD BUSINESS
3. APOCALYPSE 22
4. AVIDA BUSINESS LINK
5. AXES SERVICES
6. COLIKIN
7. NEW CONGO SERVICES
8. CONGO TRANS
9. CASH EXPRESS
10. DATCO
11. TRANSFERT DE FONDS EWEDGE
12. EXPRESS UNION
13. KIN EXPRESS MULTI SERVICES
14. MALU TRANSFERT
15. SOFICOM TRANSFERT

16. SOLIDAIRE TRANSFERT
17. TRASCASH
18. SOCIETE DE TRANSFERT AU CONGO (S.T.C.)
19. ZM BUSINESS
20. MONEY TRANS
21. WINKELE BUSSINESS AGENCY

III. BUREAUX DE CHANGE

1. SOFICOM CHANGE
2. SOLIDAIRE CHANGE
3. LA REFERENCE CHANGE
4. MODESTIE CHANGE
5. AFRICAN CHANGE
6. EWEDGE EXCHANGE RDC
7. KILEFU SPRL
8. MAMIE LAURE
9. SOCIETE DE CHANGE « LUDJUMA SPRL»
10. SOCIETE MERE DOUBLE
11. FREE BUSINESS CHANGE
12. NDIYO CHANGE
13. BUREAU DE CHANGE ALPHA
14. VALENTINO CHANGE
15. SOCOCHANGE

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

I. Organismes nationaux

CADECO	Caisse Générale d'Epargne du Congo
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de Fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
C.M.D.C.	Compagnie Maritime du Congo
D.G.I.	Direction Générale des Impôts
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
MIBA	Société Minière de Bakwanga
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDEP	Office de Gestion de la Dette Publique
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café
P.G.A.I.	Plate Forme de Gestion de l'Aide Internationale
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau potable au Congo
SIDERNA	Sidérurgie Nationale de Maluku
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SODIMICO	Société de Développement Industriel et Minier du Congo
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOCIR	Société Congo-Italienne de Raffinage

II. Organismes internationaux

A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
A.B.C.A.	Association des Banques Centrales Africaines
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.C.E.A.C	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
U.E.	Union Européenne
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
COMESA	Common Market of the East and South Africa
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.N.U.DI	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.A.D.C.	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United States Agency for International Development.
C.U.A	Commission de l'Union Africaine
WEO	World Economic Outlook.

